

## L'extrémisme de l'ETA

Pout-on espérer un jour résoudre le problème basque par la voie du dialogue avec l'ETA militaire ? Ceux qui, tant parmi les socialistes qu'au sein de l'opposition, répondent à cette question par la négative, voient aujourd'hui leur position confortée après la reprise des attentats et la rupture entre représentants du gouvernement de Madrid et de l'organisation séparatiste.

Les tentatives de dialogue avec l'ETA se suivent, et se ressemblent trop. Elles ont été aussi nombreuses qu'infructueuses depuis 1978, lorsque le ministre de l'Intérieur de l'époque, le centriste Martin Villa, s'était montré disposé à se rendre à Genève pour y rencontrer en secret les responsables de l'organisation. Ces pourparlers ont tous buté sur le même écueil, les dirigeants les plus intransigeants s'entendant à faire monter les enchères jusqu'au point de rupture.

L'expérience n'a que trop montré que la logique militaire continue de déterminer le rapport de forces au sein de l'ETA, et que les jusqu'au-boutistes finissent toujours par l'emporter.

Si la voie du dialogue apparaît donc pour le moment bouchée, celle de la répression policière se révèle-t-elle, à elle seule, suffisante ? Certes, la police espagnole a prouvé qu'elle était en mesure, avec la collaboration française, d'asséner de rudes coups à l'ETA, et c'est désormais avec une énergie redoublée qu'elle resserrera l'étau autour de l'organisation. Il n'en demeure pas moins que l'ETA a démontré, elle aussi, qu'elle maintiendra malgré tout sa capacité meurtrière. Sa base de recrutement ne s'est guère tarie, comme en témoignent les 15 à 20 % de voix qu'obtient à chaque élection la coalition Herri Batasuna, le « bras politique » de l'ETA. Les derniers sondages indiquent même, à la veille des élections européennes, une légère hausse des intentions de vote pour la coalition, qui s'est retrouvée au centre de toutes les attentions grâce aux conversations d'Alger.

L'affrontement sanglant serait-il voué à durer indéfiniment ? La situation est peut-être moins bloquée qu'il n'y paraît. Car s'il est vrai que le nombre, minoritaire mais significatif, de Basques qui appuient l'ETA ne se réduit guère, le nombre de ceux qui la condamnent désormais sans ambages ne cesse de croître.

L'époque où le « marais » de la population basque ne voyait dans les activités de l'ETA que les fils dévoyés du nationalisme, dont on désapprouvait les moyens mais non les fins, semble désormais révolue. Ce sont les nationalistes basques eux-mêmes qui ont pris aujourd'hui la tête de la lutte contre l'ETA, et convaincu définitivement la société de ne plus céder à la peur ou à l'ambiguïté : on l'a bien vu le 18 mars dernier, lorsque quelque deux cent mille Basques sont descendus dans la rue pour exiger de l'ETA « la paix maintenant et pour toujours ».

L'ETA a amplement démontré qu'elle raisonnait peu en termes de démocratie. Mais ceux qui, en son sein — et il en reste — se réclament encore de ce nationalisme qui fut la raison d'être de l'organisation ne peuvent plus feindre d'ignorer qu'aujourd'hui ils ne parlent plus guère au nom de la population basque.

(Lire nos informations page 40.)

M 0147 - 04130 - 4,50 F

## Malgré l'octroi d'une prime de transport

### Les syndicats corses se mobilisent pour obtenir une reprise des négociations

L'incompréhension entre le gouvernement et les syndicats des fonctionnaires de Corse demeure totale. Les syndicats ont demandé, mercredi 12 avril, la réouverture des négociations auxquelles le gouvernement a choisi mardi de mettre un terme, en décidant unilatéralement l'attribution d'une indemnité de transport dont le montant n'est pas négociable. Une manifestation régionale devait être organisée mercredi à Bastia.



Lire nos informations page 10

## Droits des malades, prévention, consommation médicale

### Le gouvernement définit une nouvelle politique de la santé

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a présenté, mercredi 12 avril, au conseil des ministres une longue communication concernant la politique de santé pour les trois années à venir. Le gouvernement envisage d'intensifier la prévention, de développer les droits des malades, de décloisonner l'hôpital, de mieux contrôler les médicaments et les honoraires des médecins.

La communication de M. Evin marque une étape importante dans la politique de santé. Elle réunit — enfin — des chapitres traités, jusque-là, au hasard des nécessités ou des contingences politiques. Mais surtout elle propose un projet à moyen terme qui n'est certes pas révolutionnaire, mais qui vise à concilier les grands principes — éthiques notamment — du système sanitaire français avec l'évolution des pratiques et des techniques médicales hospitalières, ainsi qu'avec la nécessaire maîtrise des dépenses de santé. Ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics tentent de réussir ce qui apparaissait bien souvent comme la quadrature du cercle. Le fait nouveau est que le gouvernement se fixe un objectif à court terme : trois ans.

« La médecine est inquiète, explique en préambule M. Evin. Les hôpitaux s'interrogent sur leur place dans le système de

soins. Les professionnels libéraux sont préoccupés par leur avenir compte tenu notamment de la surpopulation médicale. Les économistes dressent de sombres tableaux pour l'avenir de l'assurance maladie.

« Dans le même temps, nous attendons toujours plus de la médecine et nous demandons toujours plus aux institutions de santé. Celle-ci est plus que jamais au cœur des préoccupations de nos concitoyens, que ce soit à travers les inquiétudes que provoque l'extension de l'épidémie de sida ou à travers les espoirs et les interrogations que suscitent les progrès en matière de génie génétique. »

(Lire la suite et le dossier établi par GUY HERZLICH, JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 12.)

## Un entretien avec M. Occhetto, secrétaire général du PCI

« Nous avons opté pour une voie européenne — et non plus italienne — vers le socialisme »

M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti communiste italien, était à Paris, mardi 11 avril, à l'invitation de la direction du Parti socialiste. Il s'est notamment entretenu avec MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire, Pierre Guisdoni, secrétaire aux relations internationales, et Gérard Fuchs, chargé des questions européennes, et de sécurité. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Occhetto a évoqué essentiellement la nécessité, à ses yeux, de construire une « eurogauche ».

Placide et souriant, M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti communiste italien depuis juin dernier, ne s'offusque d'aucune question. Il est en visite à Paris à l'invitation du Parti socialiste français et quittera la ville sans rencontrer M. Georges Marchais ? Eh bien oui ! Mais cela ne doit surprendre personne pour trois raisons : la première, c'est que chacun est libre de rencontrer qui il veut puisqu'il est « depuis longtemps acquis que, lorsqu'il y a une rencontre de ce type avec un parti, elle est unique » ; la seconde, c'est qu'il

verra M. Georges Marchais à Rome, à une date non précisée, il est vrai, mais qui se situera avant les élections européennes du 18 juin ; la troisième raison, reconnaît-il enfin, « à condition qu'on ne le brouille pas avec le mouvement communiste international », c'est que les divergences entre les deux partis « ne sont un secret pour personne ».

Un peu plus tard, il expliquera même que ces différences prennent racines dans l'histoire... et la géographie : « Pour des raisons bien précises, nous n'avons pas privilégié une politique de lutte de classe mais une politique

nationale prenant en compte les disparités Nord-Sud qui affectent l'Italie ; grâce à Gramsci, nous avons aussi toujours accordé la priorité aux rapports entre socialisme et démocratie et nous avons depuis longtemps l'habitude de travailler non seulement avec nos ouvriers du Nord mais aussi avec une petite bourgeoisie menacée par l'évolution de notre société. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et OLIVIER BIFFAUD.

(Lire la suite page 4.)

## L'ENQUÊTE : les dernières années de la colonie britannique

### Hongkong se grise de prospérité

Hongkong vit ses dernières années sous le statut de colonie britannique. L'excitation née d'une prospérité exceptionnelle masque mal la sourde inquiétude face à un avenir désormais proche : la restitution à la Chine populaire, en 1997.

HONGKONG de notre envoyée spéciale

Du haut de la tour d'Exchange Square, orgueilleux symbole de verre, d'acier et de granit du centre des affaires de Hongkong, M. Shaw jette un œil dubitatif vers le nord. Au-delà de la baie où

les cargos font la queue vers le plus vaste terminal pour conteneurs du monde, embouteillé au point de devoir être triplé, au-delà de Kowloon, la grouillante et l'affairiste, au-delà même des « nouveaux territoires » où des cascades de gratte-ciel apparaissent à chaque détour de colline, s'ouvre la Chine. Loin des ruelles bruyantes et de l'atmosphère survolée qui ont fait de Hongkong le laboratoire privilégié des psychiatres du monde entier, dans le calme feutré d'un vaste bureau au raffinement dépoli, ce consultant en investissements résume d'une phrase lapidaire les espoirs et les craintes des Chinois de la

colonie : « Amasser un maximum pour préparer le meilleur, mais aussi... le pire » au lendemain de la récession de Hongkong à Pékin, en 1997.

Simple pragmatisme selon les uns, cynisme empesonné pour d'autres, cette attitude se nourrit de l'insolente prospérité de ce « dragon » très particulier où l'hyperlibéralisme a permis l'essor à marche forcée d'une industrie et, aujourd'hui, d'une économie de services sans équivalent à Taiwan, en Corée du Sud ou même à Singapour. L'humeur évolue au gré des nouvelles parvenant de Chine populaire : d'un dynamisme sans faille tant que les réformistes l'emportent de l'autre

côté de la frontière, choquée à l'annonce de la loi martiale instaurée au Tibet lors des émeutes de la mi-mars, ou simplement troublée par la décision de la Hongkong Land, premier holding immobilier, d'établir son siège aux Bermudes. Mais, pour le moment, chacun joue gagnant, à court terme tout au moins. L'économie se porte à merveille. « Trop bien même si l'on en juge par la surchauffe », reconnaît M. Cheng, principal économiste de la Hongkong and Shanghai Bank, le bras financier des autorités britanniques.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 8.)

UN FILM DE JEAN-JACQUES BEINEIX

# ROSELYNE

ET LES LIONS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Arabie/Saoud, 7,50 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Hongrie, 80 p.; Italie, 1.800 L.; Libye, 0,400 DA ; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; République, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr.; Suisse, 1,50 S ; USA (cont.), 2 \$.

<b>La TGB à Tolbiac</b>	<b>La TGB à Tolbiac</b>
M. Jack Lang a présenté la Bibliothèque de France voulue par M. Mitterrand.	M. Jack Lang a présenté la Bibliothèque de France voulue par M. Mitterrand.
PAGE 23	PAGE 23
<b>Les attermolements de la France au Liban</b>	<b>Les attermolements de la France au Liban</b>
Immense déception des chrétiens de Beyrouth.	Immense déception des chrétiens de Beyrouth.
PAGE 3	PAGE 3
<b>Le débat dans l'opposition</b>	<b>Le débat dans l'opposition</b>
Les « rénovateurs » s'interrogent sur la poursuite de leur action.	Les « rénovateurs » s'interrogent sur la poursuite de leur action.
PAGE 11	PAGE 11
<b>Moscou et les mouvements nationalistes</b>	<b>Moscou et les mouvements nationalistes</b>
Violentes attaques de la « Pravda » et de « l'Etoile rouge ».	Violentes attaques de la « Pravda » et de « l'Etoile rouge ».
PAGE 4	PAGE 4
<b>L'islam en fièvre (IX)</b>	<b>L'islam en fièvre (IX)</b>
L'islamisme en Turquie et en Albanie.	L'islamisme en Turquie et en Albanie.
PAGE 5	PAGE 5
<b>PARIS</b>	<b>PARIS</b>
Les villes nouvelles vingt ans après	Les villes nouvelles vingt ans après
PAGE 16	PAGE 16
<b>Le sommaire complet se trouve en page 30</b>	<b>Le sommaire complet se trouve en page 30</b>
<b>Immobilier</b>	<b>Immobilier</b>
Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.	Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 20 à 22	Pages 20 à 22



## L'EUROPE ET SES CULTURES

## Franchir la réalité

par JACK RALITE (\*)

Le jeudi 13 avril, le conseil des ministres européens, sous présidence espagnole, se réunit à Luxembourg pour transformer en décision l'accord qu'il a réalisé, le 13 mars, sur la télévision sans frontières.

On en sait l'essentiel. Le conseil a supprimé l'obligation faite par l'Assemblée de Strasbourg aux télévisions européennes de consacrer, d'ici à 1995, 60 % de leur programme à des œuvres européennes, dont 30 % de créations originales. Il leur a substitué la notion de « proportion majoritaire », c'est-à-dire que c'est réalisable, c'est-à-dire une poutre diplomatique.

Or chacun connaît la situation : aujourd'hui, sur dix films distribués au sein de la Communauté, six sont américains (50 % de plus qu'il y a dix ans). Sur dix films de télévision, sept sont importés, dont plus de la moitié des États-Unis. Pendant ce temps, la production cinématographique de l'Europe des Douze a diminué de 40 % en quinze ans, et 80 % des films produits dans la Communauté ne franchissent pas les frontières de leur pays d'origine.

Autrement dit, la télévision sans frontières, ce sont les films et les séries américaines. La télévision enfermée dans ses frontières, c'est la télévision européenne. C'est un paradoxe de ce qu'on appelle l'Europe culturelle.

Les 60 % visaient à corriger cette arithmétique désolante. Leur disparition aboutit à son renversement.

On nous rétorque : les législations nationales ont été sauvées, et il n'y aura pas de recul par rapport à la situation actuelle. Sans directive, ces dernières demeureraient. Quant au non-recul, curieuse façon de passer à l'offensive. Les Américains ne se sont pas trompés qui ont tout de suite applaudi « la voix de la raison » du conseil des ministres.

L'accord du 13 mars est un véritable coup d'État contre les cultures des pays d'Europe, et

malheureusement le gouvernement français qui pouvait user de son droit de veto (s'il considérait qu'il s'agit d'un problème essentiel) ou de la minorité de blocage (avec la Grèce et l'Espagne, qui votent traditionnellement avec elle, la France la réalise) a participé ainsi — là est le fond des choses — à une plus grande soumission de l'Europe à la soucoule d'un seul pays du monde et par conséquent à son affaiblissement culturel.

En vérité, le gouvernement français a mal servi les grandes proesses françaises qui se constituent pour disposer de parts de marché dans la distribution des produits américains, mais ne se préoccupent pas de développer la production remettant en question le leadership américain.

## Le sursaut des artistes

On comprend le véritable sursaut des artistes et des professionnels. Depuis des années, et singulièrement en 1988, ils avaient multiplié les réunions, les propositions, les alertes et abouti à de bons résultats, dont les déclarations de Venise en août dernier et de Delphes en septembre, celle aussi des États généraux de la culture, réunissant à Strasbourg, en novembre, cent artistes des douze pays d'Europe.

Alors que l'accord du 13 mars est frappé d'archaïsme en ouvrant de nouvelles portes au mercantilisme sauvage, ce qui renforce le règne de la culture-marchandise, alors qu'il vide de son sens, en tout cas éborgne, le projet Eureka audiovisuel, la réunion organisée par les États généraux de la culture, le 10 avril, dans un Théâtre Mogador comble, a ouvert de vraies perspectives.

D'abord s'y est exprimée, directement ou par message, la profession dans sa diversité de disciplines, d'esthétiques et de sensibilités : de François Bille-

doux à Claude Brule, président de la SACD ; de Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, à Jean-Paul Belmondo ; de Claude Piéplu à Gilbert Grégoire, représentant des distributeurs ; de Claude Berri à Pierre Dax, de Jean-Claude Carrière à Antoine Vitez ; de Guy Béart à Fanny Cottencin, Pierre Dumayet, Marcel Blumal, Jean-Claude Petit, Daniel Mesguich, l'universitaire Serge Regourd, Jean-Paul Lérat, de l'Association des téléscripteurs ANADET.

Ensuite, les messages étrangers traduisent les immenses possibilités de coopération artistique en Europe : Giorgio Strehler ; Ettore Scola ; Mastroianni ; l'administrateur général de la Radio-télévision belge, R. Stéphane ; Nikos Antoulas grecs ; au nom des cinéastes grecs : Alan Saper, secrétaire général du Syndicat des techniciens et réalisateurs britanniques ; des artistes allemands, notamment des chanteurs et des rockers ; Torra Cinto, homme de télévision de la Suisse romande ; des artistes portugais au nom de cent cinquante de leurs collègues.

Enfin, l'événement, fort applaudi, de l'alternative construite à la réunion des États généraux de Strasbourg, visant à faire une Europe riche de la diversité de ses créations culturelles et en amitié avec toutes les cultures du monde. Situations de choix.

1. Rien n'est possible sans respecter toutes les spécificités nationales enrichies de leurs diversités régionales et sans considérer particulièrement les pays à faible capacité de production et à très linguistique restreinte ;

2. La grande question à résoudre est celle des productions : développer les pôles de production comme la SF, la RAI, l'ITV, la BBC, la Bavaria, sans négliger les producteurs indépendants. Il faut des industries nationales fortes ;

(\*) Animatrice des États généraux de la culture.

## LES « ANNALES DE L'INSTITUT PASTEUR » EN ANGLAIS

## Penser en français

Par AXEL KAHN (\*)

UNE revue scientifique portant le nom prestigieux d'Annales de l'Institut Pasteur, faisant référence à un centre de recherche connu du monde entier, orgueil et honneur de la biologie française, change de nom. Elle s'appelle maintenant Research in, et n'accepte plus désormais que les articles en anglais (décision sur laquelle l'éditeur est par la suite revenu).

L'affaire est cocasse, mais révélatrice. Cocasse, parce que, sur le plan commercial, l'entreprise est suicidaire. Un grand nombre de revues scientifiques françaises en difficulté sont devenues des revues françaises anglophones... toujours en difficulté. Je ne connais pas un seul contre-exemple d'un passage à l'anglophonie qui se soit accompagné d'un redressement vigoureux !

C'est que bien souvent, et sans méconnaître les difficultés de l'utilisation d'une langue qui n'est pas celle que parlent le plus grand nombre des scientifiques, la raison fondamentale de l'absence de rayonnement est que ces revues ne se voient pas confier les meilleurs manuscrits... pas plus lorsqu'elles les publient en anglais qu'en français. Dans le cas des Annales, la situation est d'autant plus absurde qu'elles publiaient déjà une grande majorité d'articles en anglais et que l'opération se limitait au changement d'un titre porteur par un titre banal ! Et c'est là que cette péripétie est révélatrice : une décision aussi incohérente me semble très étroitement liée à la situation de l'édition scientifique dans notre pays.

L'édition des Annales, comme de biens d'autres revues françaises, a été récemment reprise par une grande société multinationale, possédant plus d'une centaine de titres et se souciant peu, apparemment, du contenu intellectuel et attractif de la référence à l'Institut Pasteur. Pour elle, l'équation est simple : la science se parle et s'écrit en anglais, point final ! Et les éditeurs français ? me direz-vous ? Ils sont un petit nombre à être bien implantés dans ce sec-

teur de l'édition, à être financièrement puissants, à posséder un important réseau de distribution... Et pourtant ils assistent pratiquement sans broncher à l'acquisition des titres par des sociétés étrangères.

## Des éditeurs résignés et indifférents

Je puis citer un exemple qu'il m'a été donné de suivre de près, celui de la revue dont je m'occupe (Médecine/Sciences). Créée à l'initiative et avec l'aide des gouvernements français et québécois, cette revue fut récemment cédée, selon une procédure classique d'appel d'offres, à un éditeur privé. Trois éditeurs seulement furent sur les rangs : un américain, un hollandais et un franco-anglais. C'est que, très vite, trop vite, les éditeurs français se sont résignés à peu s'intéresser au marché de la science de pointe, celle qui a vocation à l'internationalisme !

Cette réflexion désabusée m'amène à aborder une dernière question, en fait la question fondamentale sous-jacente : y a-t-il vraiment un avenir pour le français comme langue scientifique ? Je ne me palerai pas de mots : qu'on s'en réjouisse (tous les anglophones !) ou qu'on le regrette (et c'est mon cas), l'anglais est la langue scientifique principale et, comme telle, doit obligatoirement être possédée par tous les chercheurs qui, dans le monde, ont à communiquer entre eux de façon intelligible.

La renommée de la francophonie... c'est aussi que des francophones publient, en anglais, dans les revues internationales qui sont les plus exigeantes sur la qualité et l'originalité des articles qu'elles acceptent. Certes, cette situation

(\*) Directeur de recherche à l'INSERM, directeur de l'unité de recherche en génétique et pathologie moléculaire, rédacteur en chef de Médecine/Sciences.

dominante est le résultat d'un rapport de forces et l'outil d'un impérialisme économique, culturel et scientifique qui est un défi à toutes les cultures non anglo-saxonnes dans le monde. On assiste cependant à une déviance d'une incroyable perversion : les langues nationales, à part l'anglais, devraient être déchuës de tout rôle dans la conception et la présentation des sciences !

Nombréux sont les scientifiques qui appellent ainsi à penser notre recherche en anglais. Or le langage est structurant de la pensée, sa langue maternelle étant la seule que l'on possède suffisamment pour faire preuve de toute la subtilité nécessaire à l'élaboration d'une œuvre créatrice de qualité, dans le domaine des sciences comme dans celui de la littérature ou de la philosophie. L'incapacité de penser la science à l'aide de l'outil inconcevable qu'est la langue maternelle peut avoir deux résultats : soit un affaiblissement de la création, soit une adoption de l'anglais comme un équivalent de plus en plus complet de la langue maternelle. Dans les deux cas on voit bien que c'est toute la vitalité de la culture nationale qui est menacée.

L'utilisation du français pour penser et présenter la science reste donc pour nous une ardeur, une vitale nécessité. Elle est non seulement l'une des conditions du maintien d'une culture vivante parce qu'intégrant le langage et les idées du présent et du futur, elle est aussi une assurance que nos créateurs dans le domaine des sciences disposeront de la même diversité et de la même richesse d'outils cognitifs que leurs collègues anglais, qui eux, sans problème, conçoivent en leur langue propre.

S'il fallait convaincre encore quelques incrédules de la réalité de ces données, qu'ils observent la richesse culturelle, linguistique francophone et conceptuelle des plus prestigieux chercheurs de cet institut qui certains jugent trop français pour mériter de donner son nom à une revue scientifique internationale.

## « VERSANT SUD DE LA LIBERTÉ » de Mahmoud Hussein

## Contre la misère politique

par TAHAR BEN JELLOUN

LES principes de démocratie et de droits de l'homme seraient-ils un privilège exclusif des pays occidentaux ? Serait-ce, comme l'a récemment déclaré l'islamologue Mohamed Adoud (le Monde du 15 mars) un fragment du « discours colonial » ou tout simplement « une luxure bourgeoise » réservée à quelques élites du tiers-monde formées dans les écoles européennes ?

Le respect de l'individu, de son être physique et moral, l'expression de sa subjectivité et l'exercice de ses droits ne sont-ils pas des choses élémentaires valables partout et tout le temps ?

Deux intellectuels égyptiens, Hossni Elbadi et Adel Rifat, plus connus sous le pseudonyme Mahmoud Hussein, rappellent dans un essai bref, clair et précis (1) l'universalité indéniable de ces principes, les constatant que de plus en plus des jeunes manifestent dans les pays du tiers-monde pas seulement contre la misère économique, mais aussi contre la misère politique, revendiquant des principes constitutionnels, le multipartisme, l'instauration d'une démocratie réelle, la liberté de la presse, la liberté de la parole, la liberté de la conscience et de la foi, etc.

Il n'existe pas de sociétés qui soient « à l'extérieur de la liberté ». Et même si la démocratie a été inventée en Occident, aucun type de loi, aucune règle n'interdisent son importation. Les États du tiers-monde important assez de produits d'Occident (armements et autres marchandises de consommation) pour ne plus refuser à la démocratie les principes démocratiques. On le sait à présent, aucune civilisation ne peut prétendre à l'universalité, aucune culture ne peut s'élever et s'épanouir en mettant entre parenthèses ces principes.

De plus en plus, l'aspiration à une vie démocratique, dans la dignité et la justice, fait décoller le discours de l'unité nationale. Cela provoque des fissures dans la sécurité de l'État. Mahmoud Hussein démonte le mécanisme de l'État paternaliste : celui-ci n'a pas sa raison d'être historique d'une décision commune librement exprimée par ses individus, mais bien de l'incapacité ou de la faiblesse de l'individu à s'exprimer une décision commune en dehors de lui. Il ne représente pas la somme de leurs volontés, mais la somme de leur faiblesse. C'est pourquoi, à la longue, ce besoin du père étouffe au sein du peuple et rappelle que, lorsque Nasser démissionna, après le défilé de juin 1967, des millions d'Égyptiens descendirent dans la rue réclamer le retour du leader. La pervasivité de ce système vise à l'endormissement de l'individu, lequel n'existerait que par le père.

Si la littérature arabe n'a pas eu de tradition romanesque, si le roman arabe n'est apparu qu'au début du vingtième siècle, c'est justement parce que la société arabe ne reconnaît pas l'individu en tant qu'entité ; elle préfère privilégier le clan, la tribu, la famille, avec au-dessus la figure du père, être emblématique et quasi intemporel, à l'équilibre des consciences individuelles qui dérivent entre leurs rapaces pères et leurs horizons incertains.

Mahmoud Hussein explique alors que cet état de choses ne laisse de place que pour le discours affectif et religieux qui conforte les attitudes de tous les jours dans le but d'écarter les incertitudes du présent. L'État théocratique prenant appui sur des réponses définitives à des questions existentielles, métaphysiques et aussi politiques. Il procède à la réhabilitation de traditions ancestrales, à la réécriture de l'histoire, à l'exacerbation de symboles d'exclusion de l'autre. En se libérant des angoisses du siècle, l'individu perd sa liberté et son identité. Il n'est plus unique mais interchangeable, capable de tous les sacrifices à commencer par celui de son propre être. Conscient du sacré et du communautaire, la foi et le parent, le courant, qui revendique un retour intégral aux sources de l'islam, se voit, par-delà la science politique, « une formidable levée en masse », un effort de chaque individu pour exprimer tout ce qui est étranger à la révolution. À la base de cette tension, le processus d'exclusion est très actif : c'est un mécanisme d'opposition radicale entre l'authenticité et l'extrême, entre l'islam et l'Occident, entre le bien et le mal. C'est pourquoi, c'est peut-être à cause de ce mécanisme que l'intégrisme progresse et mobilise.

« Versant sud de la liberté » arrive en un moment opportun. Il analyse avec objectivité, explique et fait passer d'exemples concrets, et rend claire une situation confuse, qui a abouti ces dernières années, notamment dans certains milieux, à des amalgames inquiétants et dangereux. On ne peut plus dire que les intellectuels arabes, à chaque crise, se réfugient dans le désespoir ou le silence. Il suffit de leur donner la parole et de les écouter. Avec cet essai Mahmoud Hussein exprime le sentiment et les convictions d'une majorité qui se bat, loin de l'Occident, dans l'indépendance, pour l'émergence de l'individu, pour l'universalité des principes de démocratie et de liberté.

(1) Versant sud de la liberté, essai de l'émergence de l'individu dans le tiers-monde, par Mahmoud Hussein, La Découverte, 174 pages, 85 F.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Les Rédacteurs du Monde, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sclès

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Remarque : les journaux et publications ne sont pas soumis à la loi sur le droit de regard

et Index de l'Europe au (1) 42-47-98-71

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois ..... 365 F ..... 399 F ..... 504 F ..... 700 F

6 mois ..... 729 F ..... 792 F ..... 972 F ..... 1 400 F

9 mois ..... 1 093 F ..... 1 188 F ..... 1 464 F ..... 2 040 F

1 an ..... 1 396 F ..... 1 500 F ..... 1 900 F ..... 2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél. : 05-64-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-41 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDEUS 286 136 F

Imprimé en France

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81



## Les développements de la crise libanaise

### Les atterroissements de la France provoquent une immense déception chez les chrétiens de Beyrouth

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale.

« Ce cadeau empoisonné, on n'en avait pas besoin. » Cette réflexion d'un membre de l'entourage du général Michel Aoun, premier ministre du gouvernement militaire chrétien, reflète bien l'immense déception qui gagne le pays chrétien devant les incertitudes et tergiversations de la politique française au Liban. « Quand on n'avance pas, on recule. Et que l'on n'essaie pas de nous faire croire la contraire », poursuit-il en réponse à la déclaration du secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, qui avait déclaré, à l'issue de sa première journée, de mission à Beyrouth : « Il n'y a ni renoncement ni avancée dans l'initiative humanitaire de la France. Tout cela se négocie dans la difficulté. »

M. Kouchner, qui s'est entretenu, mardi, d'une part avec le général Aoun, d'autre part avec M. Selim Hoss, chef du gouvernement, à majorité musulmane, appuyé par la Syrie, a pu sans doute mesurer les dégâts politiques déjà causés par l'attitude française. Trois heures en tout sans aucun entretien avec M. Hoss, le gouvernement libanais a, dans un communiqué, annoncé qu'il « s'excusait de ne pouvoir accepter l'aide française destinée aux régions libanaises tant que la France ne clarifie sa position à l'égard de la crise libanaise ».

Le communiqué ajoute : « Le cabinet Hoss ne veut cependant pas priver de cette aide qualifiée d'humanitaire la minorité qui la France soutient contre les autres minorités libanaises et invite le gouvernement français à faire accoster ses navires dans le port de Tripoli (sous contrôle de l'armée syrienne et

de ses alliés libanais) pour que l'aide y soit déchargée et envoyée immédiatement là où il le désire. »

Le dévau des déclarations faites par M. Jean-François Deniau, émissaire du gouvernement, après son retour de Beyrouth — « elles n'engagent que lui-même », a souligné mardi soir M. Kouchner (1), qui avait aussi dit à M. Hoss en lui affirmant que la mission de M. Deniau était terminée — suffirait à rassurer la position du cabinet Hoss ? Rien ne permet de le dire pour l'instant. Ses alliés au sein du gouvernement, MM. Jomblatt, chef du Parti socialiste progressiste à majorité druze, et Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui n'ont pas accepté mardi de recevoir, comme il était prévu, M. Kouchner, ont, pour leur part, maintenu leur

refus de toute aide française. M. Jomblatt exigeait même « les excuses de la France au peuple arabe du Liban ».

Pris entre deux feux, M. Kouchner, mardi, tenté, non sans confusion, d'insister sur le seul aspect humanitaire de cette aide française, destinée, a-t-il souligné à plusieurs reprises, « à tous les Libanais qui, tous, ont souffert », atténuant ainsi les propos de M. Deniau, qui avait déclaré : « Aujourd'hui, ce sont les chrétiens qui sont menacés dans leur vie et leur sécurité. » Mais, en ajoutant que, « si l'aide de la France se voyait refusée, nous en serions les conséquences », le secrétaire d'Etat a confirmé l'impression de totale improvisation de l'initiative française. « Le processus n'est pas bloqué, le dialogue se poursuit », a toutefois ajouté

M. Kouchner, qui devait s'entretenir de nouveau mercredi avec le général Aoun et M. Hoss. Une chose est sûre : les bateaux français (voir l'article ci-dessous) n'arriveront pas tout de suite au Liban, et l'urgence proclamée par le gouvernement français semble avoir brusquement disparu.

Pour compliquer les choses, enfin, alors que le général Aoun s'était déclaré prêt, mardi matin, à faire débarquer le pétrole français dans le terminal de Jieh, un membre de son gouvernement a menacé, mardi soir, de bloquer tout le trafic maritime au Liban. « Si la fermeture du port de Beyrouth se prolonge, elle risque d'entraîner celle des ports ligaux de Saida, Tyr et Tripoli », a en effet affirmé le général Issam Abou Jamra.

Les difficiles négociations entreprises à Beyrouth par M. Kouchner risquent en tout cas de se prolonger, et le secrétaire d'Etat a lui-même laissé entendre que sa mission pourrait durer plusieurs jours. « On n'engage pas un bras de fer avec la Syrie si on n'est pas prêt à en payer le prix », nous disait un responsable du pays chrétien encore incrédule devant une initiative dont il est clair que le seul moteur a été émotionnel, sans parler des facteurs relevant de la politique intérieure française.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) M. Kouchner a déclaré, selon l'AFP : « Les déclarations de M. Deniau pendant le temps où il était l'envoyé du ministre français des affaires étrangères, c'est-à-dire jusqu'à vendredi midi, ont été conformes à la position de la France en faveur du dialogue inter-libanais et de la réconciliation libanaise. Après cette date, elles n'engagent plus le gouvernement français. » Interrogé à ce propos par téléphone, M. Deniau a déclaré qu'il ne commentait les propos prêtés à M. Kouchner que dans l'après-midi de mercredi.

### Cinq navires français mobilisés en Méditerranée orientale

Le bâtiment de soutien-santé *Rance*, avec son bloc chirurgical et ses installations hospitalières, et le pétrolier *Penhors*, qui l'accompagne et qui a été affecté à la Société d'armement fluvial et maritime (SOFILMAR) de Paris, devaient marquer un temps d'arrêt devant le port chypriote de Larnaka, où ils sont attendus à partir du mercredi 12 avril. Cette escale est, en réalité, une pause dans la navigation de ces deux navires de la marine française pour donner ses chances à la négociation entamée, depuis Beyrouth, par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, délégué par le gouvernement.

Mais la *Rance* et le *Penhors* ne sont pas les seuls bateaux français à croiser actuellement dans cette partie orientale de la Méditerranée.

Déjà, avant même le déplacement des deux navires, un aviso-escorte, le *d'Estienne d'Orves*, patrouillait dans la zone depuis plusieurs semaines, la marine nationale maintenant traditionnellement une présence navale devant le Liban. De même, un autre pétrolier-ravitailleur, la *Meuse*, a quitté Toulon à la fin de la semaine dernière pour le bassin oriental de la Méditerranée, et la frégate anti-sous-marin *Dupleix* a été déployée pour son exercice d'entraînement pour gagner progressivement cette même zone maritime.

Une intuition envisagée, l'envoi du transport de chalandes de débarquement *Ouragan*, qui est normalement basé à Brest, a été, en fin de compte, décommandé par la marine.

### Veillée de prières œcuménique à Notre-Dame de Paris

Mgr Decourtray : « Nous sommes tous libanais »

Les psaumes chantés en arabe s'élevaient, poignants comme des méditations, dans la pénombre de la cathédrale. « Ce soir, nous sommes tous libanais. Nous voulons ne faire qu'un avec ce peuple frère, ce peuple avec toutes ses composantes. Celui de l'égalité des droits entre chrétiens et musulmans, et qui le redeviendrait si prenait fin l'occupation dont il est victime », dit le cardinal Decourtray, président de la Conférence des évêques de France, donnant le ton de la veillée de

prières, dépourvée, qui a réuni, mardi 11 avril à Notre-Dame de Paris, près de 5 000 personnes.

L'émotion devait monter d'un cran avec la lecture d'un chapitre des *Lamentations* par un comédien, Michel Lonsdale, et de la prière d'un enfant libanais. Grâce à une liaison duplex avec la Voix de la charité, la radio maronite du Liban, la cérémonie était retransmise en direct à Beyrouth.

De sa résidence de Bkerke, on a ainsi pu entendre le patriarche Mgr Nasrallah Sfeir assurer que « les jours que nous vivons sont les plus horribles que nous ayons connus », et que « cette tragédie prendra fin le jour où, libres de toute pression, les Libanais pourront se retrouver ensemble pour restaurer leur vie nationale ».

Cette volonté de réconciliation était symbolisée, dans le chœur de la cathédrale, par la récitation de toutes les confessions chrétiennes : outre le rite apostolique à Paris, Mgr Antonetti, et les évêques catho-

liques, étaient présents : M. Jean-Michel Saurin, président de l'Eglise évangélique luthérienne, Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal orthodoxe et les responsables des Eglises orientales de France, notamment Mgr Harfouche pour les maronites, Mgr Gabriel (Salibi), vicaire patriarcal de l'Eglise orthodoxe d'Antioche, Mgr Nakachian pour les Arméniens orthodoxes et Mgr Chabroux pour les arméniens catholiques, etc.

Le cardinal Lustiger avait aussi invité « les personnalités civiles » à cette veillée de prières, mais les premiers rangs de la cathédrale avaient été occupés par les seules personnalités de l'opposition, comme, outre M. Alain Pothier, président du Sénat, MM. Giscard d'Estaing, François Léotard, Jean-François Deniau, Bernard Stasi, Jacques Durand, Jean Tiberi, Jacques Baumel, Etienne Pinte, etc. Les chaises vides devaient conforter le sentiment d'abandon des Libanais de Paris, que ne corrige pas le réconfort d'une prière.

H. T.

### ISRAËL : l'assassinat d'un Palestinien à Jérusalem

### L'enquête semble confirmer la thèse d'un attentat extrémiste juif

Jérusalem (AFP). — Des centaines de Palestiniens, portant des drapeaux de l'OLP et brandissant des portraits de Yasser Arafat, ont participé mardi 11 avril, dans la vieille ville de Jérusalem, aux obsèques de Khaled Shawish, tué lundi 10 avril par un inconnu vêtu d'un uniforme de l'armée israélienne.

M. Moshé Arens, le ministre israélien des affaires étrangères, a indiqué qu'on ne savait pas encore qui était à l'origine de cette agression, mais qu'il y avait « tout lieu de croire qu'un Juif en est l'auteur », ajoutant que c'était la « violence palestinienne » qui était « probablement la cause de l'attentat ».

Trois suspects juifs ont été arrêtés et les premiers résultats de l'enquête semblent confirmer la thèse d'un attentat perpétré par le groupe extrémiste juif, les « Sicaires ». Des inconnus se réclamant de ce groupe clandestin ont déposé par ailleurs à

Jérusalem dans la nuit de lundi à mardi quatre balles devant le domicile d'une Israélienne qui travaillait dans un dispensaire où sont soignés des Arabes.

Des inscriptions injurieuses avec le nom de cette Israélienne, dont l'identité n'a pas été révélée, ont également été peintes sur les murs de la maison.

Le groupe des « Sicaires » a multiplié ces dernières semaines des attentats visant les véhicules ou les domiciles des personnalités israéliennes de gauche, tels l'écrivain Dan Almagor, proche du mouvement pacifiste Shalom Archav (La paix maintenant), un journaliste de la télévision qui avait interviewé des personnalités palestiniennes proches de l'OLP et le député Yair Tzabam du Mapam.

L'appellation de ce groupe fait référence aux sicaires, une organisa-

### Paris n'estime plus nécessaire de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU

WASHINGTON  
de notre correspondant

M. Roland Dumas a conclu mardi 11 avril par un bref entretien avec le président Bush et ses collaborateurs directs un séjour d'un peu plus de vingt-quatre heures à Washington. C'est à nouveau le Liban qui, apparemment, a été au centre de la conversation, comme cela avait déjà été le cas la veille lors de l'entretien du ministre français des affaires étrangères avec le secrétaire d'Etat américain.

En sortant de la Maison Blanche, M. Dumas a mis en relief la « convergence » des vues françaises et américaines « sur la complexité du problème du Liban, sur la nécessité de traiter des problèmes de fond, notamment en soutenant l'action de la Ligue arabe ». « Bien sûr, a ajouté le ministre français, nous n'avons pas nié le rôle de la Syrie mais nous ne sommes pas allés plus loin dans l'analyse ».

Cette « convergence » dissimule une différence essentielle : les Américains « ne sont pas désireux d'intervenir eux-mêmes », comme l'avait remarqué lui-même M. Dumas au cours d'une conférence de presse tenue plus tôt dans la journée. Quant à l'avenir de l'intervention française, M. Dumas est resté dans le vague, précisant seulement que l'aide offerte par la France était destinée à « tous les Libanais » et que, si l'action de la France avait été mal comprise par certains, c'était sans doute dû à un « problème de communication ». Il a aussi fait valoir qu'il revenait à M. Bernard Kouchner, présent sur place, de « prendre les décisions » concernant la suite des opérations.

Le ministre des affaires étrangères a aussi clairement indiqué que

la France n'estimait plus utile de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies, dans la mesure où un cessez-le-feu avait été obtenu par l'intermédiaire du comité des six de la Ligue arabe.

Si les Américains insistent pour qu'une décision concernant le remplacement des fusées Lance par des armements plus modernes soit prise rapidement, les Français s'en tiennent à une position plus ambiguë, exprimée récemment par M. Milnerand (« Si dans un camp on modernise, il faudra bien qu'on modernise aussi dans l'autre »), et qui, comme l'a souligné M. Dumas, « ne préjuge en rien de la décision qui sera prise ».

C'est essentiellement avec M. Scowcroft (souvent considéré à Washington comme la tête pensante de l'équipe Bush en politique étrangère) que M. Dumas a évoqué l'évolution de la situation en URSS et des rapports Est-Ouest. La partie américaine a rappelé qu'elle n'avait pas encore tiré les conclusions du processus de « réexamen » ou d'évaluation de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'URSS. Ce processus, dont les résultats sont attendus avec une certaine impatience à Washington, devrait être achevé d'ici quelques semaines, en principe avant la visite que M. Baker doit faire à Moscou un peu avant la mi-mai.

J. K.

### « La France bat en retraite » estime la presse libanaise

Beyrouth (AFP). — La presse libanaise estimait, mercredi 12 avril, que « la France bat en retraite » en différant l'arrivée des bateaux d'assistance humanitaire et en retirant son appui au comité de bons offices de la Ligue arabe sur le Liban.

Al-Anwar, indépendant, titre : « La France recule en faveur de l'action arabe et met fin à la mission de Jean-François Deniau, et Bernard Kouchner tente de sortir de l'impasse la question de l'aide humanitaire ». L'Orient-le Jour, indépendant d'expression française, écrit en première page : « La France recule dans le rang conseil américain. La main repasse à la Ligue arabe ». Les journaux pro-syriens font part de leur satisfaction. As-Safir ironise : « La campagne française coule dans les eaux internationales et libanaises ». Pour Ach-Chark et An-Nida, « La France recule et ses bateaux attendent en mer un accord. Un nouvel émissaire français se démarque des propos de Deniau ». Al-Hakika écrit que « la France est revenue sur sa décision de guerre contre les forces patriotiques et diffère l'arrivée de ses bateaux ».

« Un appel de l'association libanaise à rompre le silence ». — Créée en septembre 1988 à l'initiative de Libanais et Libanaises « détachés de toute logique communautaire et qui ne se reconnaissent que dans leur citoyenneté », cette association annonce qu'une « charte de paix civile inter-libanaise » sera signée le jeudi 13 avril de 18 à 20 heures sur l'esplanade de l'Institut du monde arabe à Paris. Elle invite tous les Libanais et les amis du Liban à adhérer à cette charte et à « témoigner pour faire de cette date le point de départ d'une marche obstinée vers la paix, l'unité et la démocratie au Liban ».

### A TRAVERS LE MONDE

#### Iran

Dix pays de la CEE sur douze ont renvoyé leurs ambassadeurs à Téhéran

Dix des douze pays de la CEE, qui avaient décidé le 20 février de « rappeler en consultation » leurs chefs de missions en Iran à la suite de la condamnation à mort par l'imam Khomeiny de l'écrivain britannique Salman Rushdie, ont renvoyé leurs représentants à Téhéran, confirmant de ce geste diplomatique concordant. La plupart des ambassadeurs ou chargés d'affaires ont, en effet, commencé à recevoir quelques jours après le 20 mars, date à laquelle le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE a décidé de permettre à chacun des pays membres de renvoyer son chef de mission à Téhéran.

Ainsi que l'Iran a pris l'initiative de rompre, le 7 mars, ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, qui n'a plus de représentant et a confié à la Suède la défense de ses intérêts, seul l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, n'est pas pour l'instant retourné à Téhéran.

#### Mozambique

Les rebelles de la RENAMO proclament un cessez-le-feu unilatéral

La Résistance nationale du Mozambique (RENAMO, opposition armée) a annoncé, lundi 10 avril, à Lisbonne, un cessez-le-feu « unilatéral ». Dans un communiqué parvenu au bureau de l'AFP dans la capitale portugaise, la RENAMO affirme que cette mesure vise à permettre aux organisations humanitaires internationales d'apporter leur aide à une population affamée et nécessiteuse. Le communiqué, signé par le président du mouvement, M. Afonso Chikama, précise que le cessez-le-feu est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril et durera « jusqu'au 30 avril à minuit ».

En dépit du cessez-le-feu, la RENAMO a continué à effectuer des raids et à piller de petites villes du pays, ont affirmé des rapports gouvernementaux. Elle aurait notamment attaqué la ville de Nacarro, dans le nord de la province de Namputa et la ville de Maracoma, près de Maputo. — (AFP.)

#### Turquie

Le premier ministre a obtenu la confiance du Parlement

Le nouveau gouvernement du premier ministre Turgut Ozal a ramené, mardi 11 avril, à Ankara un vote de confiance, obtenant 289 voix sur les 450 députés que compte le Parlement.

Les quatre-vingt-trois députés du principal mouvement d'opposition, le Parti populaire social-démocrate (PPSD) de M. Erdal Inonu, ont refusé à l'unanimité la confiance. Le Parti de la juste voie (PJV, droite) de M. Süleyman Demirel, qui dispose d'une soixantaine de sièges au Parlement, n'a pas pris part au vote, estimant que ce dernier visait à « jeter de la poudre aux yeux ». — (AFP.)

● IRLANDE DU NORD : un mort et trois blessés dans un attentat. — Un civil tué et une trentaine d'autres personnes ont été blessés mercredi 12 avril dans un attentat à la bombe contre le commissariat de police de Warrenpoint, près de la frontière de la République d'Irlande. La bombe était placée dans une camionnette piégée et aucun avertissement n'a été donné avant son explosion. — (AFP.)

Après  
l'Empereur Frédéric II  
Ernst  
KANTOROWICZ  
Les Deux Corps  
du Roi  
Voici enfin traduit le célèbre ouvrage d'Ernst Kantorowicz sur la théorie de la monarchie.  
Michel Sot/Le Monde  
Bibliothèque des Histoires  
GALLIMARD



## Europe

## URSS

## Virulentes attaques de la « Pravda » et de l'« Etoile rouge » contre les mouvements nationalistes

Deux grands quotidiens soviétiques, la *Pravda* — organe du comité central du PCUS — et *Krasnaya Zvezda* (l'« Etoile rouge ») — organe des forces armées — ont réagi aux tragiques événements de Géorgie par de virulentes attaques contre les mouvements nationalistes, la *Krasnaya Zvezda* s'alarmant en particulier d'agressions contre des militaires en Géorgie.

Dans un éditorial publié en première page, mardi 11 avril, la *Pravda* dénonce les « extrémistes et nationalistes qui cachent leur véritable visage derrière un masque d'engagement à la perestroïka ». Ces gens qui ont « sur la conscience les événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan », ainsi que les « manifestations nationalistes dans les républiques baltes, en Moldavie et dans d'autres régions. Aujourd'hui, de nouvelles victimes pèsent sur la conscience de ces meneurs : seize personnes piétinées sur la place de Tbilissi par une foule enflammée par des slogans anti-soviétiques ». On relève au passage que le quotidien des militaires ne fait aucune mention du comportement des forces de l'ordre soviétiques que même les autorités locales géorgiennes ont mis en cause dans le massacre du 9 avril.

gissement des droits et libertés individuels pour avoir plus souvent utilisés par les adversaires déchaînés de la perestroïka. Il suffit de rappeler les événements qui ont entraîné mort d'homme en Arménie et en Azerbaïdjan, ainsi que les manifestations nationalistes dans les républiques baltes, en Moldavie et dans d'autres régions. Aujourd'hui, de nouvelles victimes pèsent sur la conscience de ces meneurs : seize personnes piétinées sur la place de Tbilissi par une foule enflammée par des slogans anti-soviétiques. On relève au passage que le quotidien des militaires ne fait aucune mention du comportement des forces de l'ordre soviétiques que même les autorités locales géorgiennes ont mis en cause dans le massacre du 9 avril.

## « Vengeance contre les militaires »

L'envoyé spécial de l'« Etoile rouge » à Tbilissi — où la presse étrangère reste interdite de séjour — met en revanche l'accent, dans un reportage publié mercredi, sur l'attitude agressive d'une partie de la population, en particulier à l'égard des militaires soviétiques. « Des autobus et des tricycles ont été attaqués par des piquets de hooligans. Les chauffeurs ont été injuriés. Dans certains quartiers, on peut voir sur les murs

des slogans dénigrant le pouvoir soviétique. Des tracts contenant des menaces ont été déposés dans les boîtes à lettres d'immeubles où vivent des familles de militaires. Des rumeurs se répandent dans la ville selon lesquelles les responsables des morts sont des militaires. Ce serait là leur vengeance pour les crimes commis par Staline (qui était géorgien) contre le peuple russe. On tente donc d'organiser des provocations contre les militaires. Hier, par exemple, des pierres ont été lancées sur le major Sviridenko, le lieutenant-colonel Tselikine a été blessé à la tête par une bouteille lancée d'une fenêtre. »

La veille, le même journal avait fait un historique de la montée de la tension en Géorgie, signalant que dès samedi 8 avril, « des militaires avaient commencé à être victimes de menaces et d'attaques. Une foule enflammée, criant des slogans anti-soviétiques, a cassé les vitres de l'usine-major de la région militaire de Tbilissi. Les vitres de la rédaction de l'« Etoile rouge », les fenêtres de la cantine de la Maison des officiers ».

## M. Gorbatchev « ne badine pas »

Beaucoup plus mesuré, le quotidien du gouvernement, les *Izvestia*, a demandé que « tout soit dit » sur ces incidents, indiquant par ailleurs

que 464 personnes ont été interpellées pour avoir violé la couvre-feu. La plupart des médias soviétiques paraissent mercredi 12 avril d'une situation toujours tendue, mais en voie de normalisation. Selon l'agence Tass, le travail a tendance à reprendre, bien que les établissements d'enseignement supérieur restent fermés.

Le bilan officiel est toujours de dix-huit morts, mais un médecin géorgien interrogé par l'agence AP par téléphone a indiqué qu'une dizaine de victimes avait succombé à ses blessures. Selon les autorités, ces victimes seraient mortes d'asphyxie ou piétinées, et non sous les coups de pelles de sapeurs des milices.

Enfin, la télévision a montré mardi soir des images de chars et de blindés, de parachutistes et de soldats munis de gilets pare-balles patrouillant dans les rues de Tbilissi, où flottaient des drapeaux noirs. On y a vu aussi une jeune fille pleurant et un groupe d'habitants à partir les journalistes de la télévision.

M. Mikhaïl Gorbatchev a pour la première fois commenté les événements de Géorgie en recevant mardi le chef de l'opposition occidentale, M. Hans-Jochen Vogel. Le numéro un soviétique a évoqué devant lui le caractère « sacré » de la liberté d'expression, tout en soulignant qu'on ne « badine pas » avec la question du pouvoir de l'Etat.

## GRÈCE

## Le premier ministre avait promis d'« aider » Georges Koskotas

ATHÈNES  
de notre correspondant

Le quotidien du soir *Apoghommatini* a publié mardi 11 avril le script d'une conversation téléphonique entre le banquier-sacré Georges Koskotas et le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Cet entretien, enregistré sur cassette, remonte au mois de juillet 1988. A l'époque, Georges Koskotas se sentait menacé et redoutait que la Banque de Grèce effectue une saisie de ses avoirs. Il craignait surtout que l'on vérifie l'état de certains comptes qui ont servi — on l'a appris plus tard — à détourner des fonds de l'établissement.

Georges Koskotas décide alors de faire appel au chef du gouvernement pour éviter ces contrôles. Au téléphone, celui-ci promet d'en parler au ministre de l'Economie nationale, M. Panayiotis Roumeliotis. Le banquier insiste et affirme qu'une audit « mettrait en danger la Banque de Grèce, la société Grammi (maison

mère de l'empire de presse qu'il avait bâti en un temps record), et *Olympiakos* (le club de football qu'il avait acheté) ». M. Papandréou le rassure : « Tant que je suis premier ministre, dit-il, ce n'est rien à craindre. » Il lui recommande de « mettre au courant Georges Siliu ».

Ce « Georges » pourrait être Georges Louvaris, ami du chef du gouvernement, qui devait être interrogé par un juge d'instruction mercredi 12 avril.

Le quotidien *Apoghommatini* précise qu'il ne possède pas la cassette, mais seulement le texte écrit de la conversation. Il affirme toutefois que des gens « très proches de Koskotas » en Grèce lui ont garanti que le texte correspondait « exactement » à l'enregistrement. Ces personnes déclarent également que la cassette est « sous bonne garde » et qu'elle sera envoyée aux radios athéniennes quelques jours avant les élections législatives qui auront lieu le 18 juin.

THÉODORE MARANGOS.

## SUÈDE

## Démission du chef des services de renseignement

STOCKHOLM  
de notre correspondant

M. Carl Lidbom, ambassadeur, a présenté mardi 11 avril à Stockholm son rapport final sur les services de renseignement suédois (SAEPO), dont le chef, M. Sune Sandström, avait démissionné la veille. Nommé voici un an et demi, M. Sandström, âgé de cinquante-huit ans, est l'homme qui avait dirigé, durant les premières « vingt-quatre heures » de l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme en février 1986. Officiellement, il aspire aujourd'hui « à reprendre du service à la direction de la police nationale » dès que son successeur aura été désigné.

M. Sandström n'aura pas été le « grand patron » tant attendu par le personnel des services de contre-espionnage, qui, depuis l'assassinat de l'ancien premier ministre, sont l'objet de virulentes attaques de la part de la classe politique, de l'appareil judiciaire et de la police. Dans son rapport, M. Lidbom dénonce à plusieurs reprises le manque de « rigueur » de la maison et certaines pratiques douteuses : écoutes illégales, création de fichiers plus ou moins politiques qui ne sont pas de son ressort, absence de comptes rendus écrits sur les activités, etc.

Le nom du patron démissionnaire avait été abondamment cité dans le contexte de plusieurs affaires : l'évasion rocambolesque de l'espion Stig Bergling (condamné pour intelligence avec les pays de l'Est) et surtout l'affaire *Elke Carlsson*, éditeur proche du gouvernement, chargé d'une enquête parallèle sur le meurtre d'Olof Palme.

La presse estime que SAEPO n'ignorait sans doute rien de cette

affaire et elle s'interroge sur le rôle de M. Lidbom, ambassadeur en France et ami de M. Elbe Carlsson ; celui-ci, dans le cadre de ses investigations secrètes, a en effet séjourné à plusieurs reprises à Paris.

M. Sandström a estimé mardi que M. Lidbom aurait dû abandonner sa mission d'étude sur les services de renseignement suédois au moment où le scandale a éclaté. « Comment a-t-il pu mener ce travail en solitaire alors qu'il a été un personnage-clé dans l'affaire Carlsson, dans laquelle il lui incombait une responsabilité morale ? » a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

M. Carl Lidbom s'est étonné par sa part que le chef de SAEPO, interrogé en novembre dernier, ne sache rien de « dossier Pierre Schori » ; celui-ci, actuellement secrétaire général du ministère des affaires étrangères, a été « fiché » et mis sur table d'écoute, après avoir, il y a plusieurs années et à la demande du gouvernement, rencontré à Paris un professeur spécialiste des questions turques et considéré habilement par SAEPO comme un « agent de Moscou, lié au réseau Carrel ».

L'ambassadeur constate également que « rien de ce qu'a entrepris le contre-espionnage n'est considéré par écrit », ce qui rend impossible toute vérification de la légalité des opérations effectuées. M. Lidbom souhaite qu'à l'avenir les contacts établis avec les services d'autres pays dans la lutte contre le terrorisme, notamment israélien, revêtent un caractère « plus formel ». Le rapport qu'il a présenté marque un nouvel épisode de la lutte que se livrent depuis une vingtaine d'années SAEPO et le Parti social-démocrate. — (Interim.)

## L'Abkhazie, du royaume à la « République autonome »

L'Abkhazie, dont les velléités de séparation de la Géorgie ont servi de détonateur à la crise de ces derniers jours, fut un royaume indépendant, puis une composante de la Transcaucasie avec un statut égal à celui de la Géorgie, avant d'être administrativement rattachée à cette dernière en 1922. L'Abkhazie devait être rabaissée au statut de « République autonome » en 1930.

Les Abkhazes occupent à peu près la même territoire, au nord-ouest de la Géorgie, depuis le 1er siècle de notre ère. Conquis d'abord sous le nom d'Abazques et d'Apelles, ils ont constitué le royaume d'Abkhazie, qui finit par se soumettre à Byzance au VI<sup>e</sup> siècle, puis prend son autonomie de la fin du VI<sup>e</sup> siècle. En 978, il entre dans le royaume de Géorgie comme principauté et redevient indépendant du X<sup>e</sup> siècle à 1864.

A partir de 1829, la Russie entreprend la conquête définitive du Caucase du Nord. Les Caucasiens du Nord-Ouest, Tcherkesses, Oubykhs et Abkhazes — tous convertis à l'islam vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle — résistent

à pied jusqu'à l'extermination. Le peuple oubykhs est rayé de la carte en 1864 (il est encore représenté par quelques vieillards, dont un seul parle la langue, qui vivent dans trois villages de Turquie). Une grande partie des Abkhazes disparaît, tués ou exilés en Turquie, où 50 000 d'entre eux vivent encore. Sur leur territoire ainsi dépeuplé sont installés des colons russes, ukrainiens, etc. ce qui explique le déséquilibre démographique actuel entre les Abkhazes (17,1%) et les autres composantes ethniques (Géorgiens 43,9%, Russes 18,4%) de la République autonome d'Abkhazie.

Les Abkhazes et les Abazes, qui forment une unité culturelle et linguistique très homogène, ont été séparés par le découpage administratif soviétique. Deux nationalités leur ont été attribuées : « abkhazes » dans la République autonome d'Abkhazie, « abaze » dans la région autonome de Karachai-Tcherkessie, située au nord de la chaîne du Caucase et rattachée à la Fédération de Russie.

● TCHÉCOSLOVAQUIE : appel de la Charte 77. — La Charte 77, mouvement tchécoslovaque pour la défense des droits de l'homme, a lancé, mardi 11 avril, un appel en faveur de la libération de son ancien porte-parole, M. Stanislav Devaty, qui observe depuis le 16 mars, en

prison, une grève de la faim. Dans cet appel, adressé à « tous les hommes de bonne volonté, en Tchécoslovaquie et à l'étranger », le collectif des porte-paroles anciens et actuels de la Charte 77 demande la libération de Stanislav Devaty,

## Les Soviétiques veulent renflouer leur sous-marin en mer de Norvège

La marine soviétique veut renflouer le sous-marin nucléaire qui a coulé, vendredi 7 avril, en mer de Norvège. Le vice-amiral Sergueï Vargine, responsable politique de la flotte du Nord, l'a annoncé, mardi 11 avril, à la télévision. « Nous voulons renflouer le sous-marin pour découvrir ce qui s'est passé », a-t-il expliqué. Le bâtiment repose, par 1 500 mètres de fond, après un incendie à bord qui a fait quarante-deux victimes.

Un renflouage à une telle profondeur est une opération des plus délicates. Les Soviétiques possèdent deux sous-marins de plongée profonde, MIR-1 et MIR-2, qui peuvent descendre à 6 000 mètres. Construits il y a une dizaine d'années aux chantiers navals finlandais de Tampere, ces sous-marins ont un équipage de trois hommes et une coque en titane pour pouvoir résister à une telle pression.

Les premiers échantillons d'eau prélevés dans la zone du naufrage ne montrent aucune trace de radioactivité, selon des responsables norvégiens. Ces échantillons provenaient d'une profondeur de 1 600 mètres. Des tests précédents à l'air, au-dessus du lieu du naufrage, se sont aussi révélés négatifs. Mais il faudra attendre la semaine prochaine pour des résultats plus approfondis. — (AFP, AP).

## YOUgoslavie Les Monténégrins ont élu au suffrage universel leur représentant à la présidence

Les Monténégrins ont élu le 9 avril, au suffrage universel, M. Nenad Budin pour les représenter au sein de la présidence collégiale de la Yougoslavie. C'est la première fois que les élections du Monténégro, la plus petite des six Républiques de la fédération, ont pu choisir entre trois candidats et à bulletin secret.

M. Budin, âgé de cinquante-cinq ans, est connu pour ses idées libérales et fait partie d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui jouissent de la confiance des jeunes. En matière de politique intérieure, il se dit partisan de la démocratisation « de tous les secteurs de la vie sociale ». L'élection de M. Budin doit être entérinée le 14 avril par le Parlement du Monténégro.

En République de Bosnie-Herzégovine, l'élection du représentant à la présidence collégiale à Belgrade pose apparemment des problèmes. Le candidat le plus populaire, M. Nenad Kecmanovic, s'est retiré soudainement de la course sans donner d'explication officielle. Mais, selon *Valter*, le journal des étudiants, ce retrait serait lié à un dossier de police sur M. Kecmanovic « contenant certaines informations sur des affaires de roubles et de dollars ». Aucun des deux candidats restant en lice, MM. Milan Skoro et Stevan Mirjanic, n'a reçu mardi, au Parlement de Sarajevo, les 50 % de voix requis pour être élu. — (AFP, Reuters).

## Un entretien avec M. Occhetto, secrétaire général du PC italien

(Suite de la première page.)

Mais, si les rapports entre les deux partis communistes intéressent M. Occhetto, le secrétaire général du Parti communiste italien préfère infiniment aborder un autre sujet, celui pour lequel il est venu rencontrer ses camarades socialistes français : l'Europe. Il n'est pas habituel en effet d'entendre en France un dirigeant communiste faire l'éloge de Jacques Delors et se prononcer avec lui pour « le renforcement des pouvoirs du Parlement européen », pour « la transformation des pouvoirs de la Commission dans la perspective d'un véritable gouvernement européen », pour « la création d'une banque européenne » et pour « le renforcement d'un pilier européen de défense au sein de l'alliance atlantique ».

Se référant à M. Willy Brandt, M. Occhetto estime « nécessaire d'avancer dans l'intégration régionale », en ayant soin de souligner qu'il craint la main mise du libéralisme de M. Thatcher, qui ouvrirait la voie à « un marché sans arbitre », à un « darwinisme social ». Loin du nationalisme, le dirigeant italien est conscient qu'un « abandon de souveraineté sera nécessaire sur le plan de l'harmonie fiscale et monétaire, sur le terrain de la lutte contre la fuite des capitaux et dans le domaine de la durée du travail ».

M. Occhetto apparaît aussi fort pragmatique lorsqu'on lui parle de l'Europe sociale. Après avoir tenté de repenser la question sous prétexte qu'il s'agit de « pure rhétorique », il reconnaît bien volontiers que le paradis ne sera pas atteint à court terme et qu'il faudra tenir compte « des différences nationales ». Et d'ajouter : « Il y aurait pure hypocrisie à présenter l'espace social comme une simple compensation au libéralisme économique ».

Mais alors, à quel groupe vont s'inscrire les prochains parlementaires communistes italiens à Strasbourg ? La question ne choque pas notre interlocuteur. Simplement, dit-il, « nous ne l'avons pas encore résolu », ce qui revient à reconnaître qu'elle se pose bien. Car ce qui préoccupe M. Occhetto par-dessus tout, c'est précisément de participer à la création d'une « eurogauche » —



pour reprendre, dit-il, l'expression utilisée par M. Pierre Mauroy — qui regrouperait les forces de gauche des Douze, « qui doivent aller de l'avant ».

Et, comme disait quelques minutes plus tôt le premier secrétaire du PS, pensant manifestement au PCF, « tant pis pour ceux qui ne veulent pas évoluer, où qu'ils soient ». Le thème essentiel du dernier congrès du PCI, le mois dernier, n'était pas de trouver « les nécessaires réponses nouvelles à de nouveaux problèmes » et non pas de passer « d'une tradition à une autre ». Il est plus important pour le numéro un du PCI de se pencher sur

les problèmes d'environnement et les rapports Nord-Sud que de se demander s'il existe une voie moyenne entre communisme et social-démocratie. « La question est dépassée, affirme-t-il, car l'important, c'est de mettre en marche le processus de création d'une véritable gauche européenne. Nous, communistes italiens, avons en tous cas opté pour une voie européenne — et non plus italienne — vers le socialisme ».

Quitte à heurter les communistes français, l'iconoclaste Occhetto martèle que « les problèmes totalement nouveaux obligent à réfléchir à une politique réformatrice, tant à l'Est qu'à l'Ouest ». Non content de transgresser quelques tabous, il ajoute que « le processus réformatrice doit se fonder sur la reconnaissance indispensable de la démocratie », ce qui, pour lui, se traduit par une formule propre à stupéfier les révolutionnaires professionnels : « Nous sommes attachés à inverser le rapport entre démocratie et socialisme ». M. Occhetto se plaît à rappeler qu'« autrefois la démocratie était le moyen pour arriver au socialisme », alors qu'aujourd'hui les communistes italiens veulent « travailler pour et dans la société sans vouloir imposer un autre modèle théorique ».

Cette profonde remise en cause des règles du communisme conduit logiquement le dirigeant italien à

déceler « une crise profonde des logiques étatiques ». Sans pour autant suivre les libéraux qui réclament « plus de marché et moins d'Etat », M. Occhetto veut « un nouveau marché et un nouvel Etat ».

Résolument réformatrice, M. Occhetto ne donne pas pour autant un bilan-sec à M. Gorbatchev. Si les conservateurs ne proposent que « stagnation et débauche », estime-t-il, le numéro un du PC soviétique aura besoin de temps « pour déclencher des forces positives, révéler des énergies nouvelles ». En attendant, il doit se méfier de « la montée des mécontentements, qui pourrait être incontrôlable ». M. Occhetto pense en particulier au problème des nationalités, qui exploise aujourd'hui et qu'il qualifie d'« un des plus grands péchés du stalinisme ».

Remplaçant l'action réformatrice de M. Gorbatchev « dans le redéploiement des forces de gauche, qui va changer beaucoup de choses dans le mouvement ouvrier », il estime que c'est « un devoir pour toutes les forces qui se battent pour le socialisme démocratique » de soutenir l'évolution actuelle de l'URSS. Pour lui, il s'agit en effet d'abattre « les vieilles frontières qui délimitaient le communisme ».

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et OLIVIER BIFFAUD.

## POLOGNE

## Le premier journal d'opposition paraîtra prochainement

Le premier journal d'opposition autorisé depuis l'avènement du communisme en Pologne sera mis en circulation prochainement, en application des accords conclus le 5 avril par le pouvoir et l'opposition à la table ronde, sur une démocratisation de la vie polonaise.

Proche des idées défendues par le syndicat Solidarité mais « ouvert à toute l'opposition polonaise », ce nouvel organe de presse, qui aura pour titre *Gazeta*, sera bi-hebdomadaire au début (pendant deux numéros), puis sera diffusé quotidiennement, à l'exception des week-ends. Son tirage de départ a été fixé à 200 000 exemplaires mais devrait, au bout de trois mois, avoir atteint le seuil des 500 000.

L'historien Adam Michnik, quant à lui, a été désigné par Lech Walesa pour diriger *Gazeta*. L'impression et la distribution de tout le Pologne de *Gazeta* seront d'abord assurées par des organismes de l'Etat, mais l'objectif de M. Michnik est de parvenir très vite à une « totale indépendance ». L'historien a d'ailleurs lancé un appel aux « amis occidentaux de Solidarité » pour obtenir une aide financière technique. — (AFP.)

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-5  
Tél. : 43-26-51-09

JP 11/10/150







(Publicité)

Lettre du président du Venezuela, Carlos Andres Perez, à Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international



Miraflores, le 4 mars 1989

Monsieur  
Michel Camdessus,  
Washington D.C.

J'ai lu dans les dépêches des agences de presse internationales vos commentaires sur les douloureux événements qui se sont déroulés au Venezuela motivés par l'annonce des mesures économiques accordées dans la lettre d'intention au Fonds monétaire international.

Avant tout, je désire vous remercier pour vos paroles de solidarité avec les Vénézuéliens dans la tragédie qu'ils viennent de vivre. Je les sais sincères.

Vous avez raison en disant que les mesures qui sont à l'origine de la violence n'ont pas été imposées par le Fonds monétaire international, qui « ne saurait dicter des mesures à un pays souverain ». Vous avez également raison de dire que « le Fonds monétaire international a essayé d'aider les autorités vénézuéliennes en tant qu'assesseur dans l'établissement d'un programme économique ».

Mais la sincérité de vos expressions, que je peux valider parce que j'ai eu l'agréable occasion de faire votre connaissance et de m'entretenir avec vous au cours de notre intéressante rencontre à Davos, en Suisse, à la fin du mois de janvier dernier, n'enlève rien à la véracité de la dénonciation faite par tous les pays en voie de développement du monde entier des conditions injustes des relations économiques mondiales.

Le Fonds monétaire est la voûte de ce système. Vos formules ne peuvent pas être réfutées du point de vue technique, et vos objectifs sont sains sans aucun doute. Mais vous ne tenez aucun compte de l'environnement économique international dans lequel elles sont appliquées ni des conditions de l'économie réelle des pays où elles sont mises en pratique.

Cela équivaut à administrer un médicament à un malade sans tenir compte de son état physique et sans prévoir les mesures destinées à mieux lui faire tolérer le traitement.

Il est inconcevable que, pour l'assainissement des économies dévastées par des erreurs internes ou par les conditions injustes des échanges économiques internationaux, on soumette la concession de prêts, qui contribuent à peine à obtenir la précaire, insuffisante et apparente récupération des réserves internationales, sans considération des exigences croissantes de la dette extérieure. La hausse et le recouvrement implacable des intérêts annulent largement les prêts qui peuvent s'obtenir par la signature de la lettre d'intention.

On ne prend pas en considération les possibilités de croissance économique ni la tension due à la grave détérioration de la santé sociale que provoquent les mesures

d'ajustement. C'est ainsi que les secteurs appauvris de nos nations sont gravement affectés par l'injustice et explosent de désespoir avec la violence épouvantable que nous avons vue déchaînée dans les rues de Caracas, que nous verrons certainement encore et que nous vivrons dans les villes des autres pays du monde en voie de développement.

Voilà la conduite incompréhensible, injustifiée, des grandes nations qui nous donnent l'exemple de leur système démocratique et de leur bien-être, mais qui nous empêchent de les imiter par leur insensibilité et leur incompréhension.

Peu importe le degré de culpabilité que nous ayons dans les erreurs, les omissions ou le manque de responsabilité de nos actes dans la conduite de nos économies. L'important est ce qu'ont désormais démontré tous les pays : la volonté de corriger les erreurs et de maintenir cet objectif avec la saine et ferme intention de s'y tenir.

On châtie par la misère et le désespoir de la violence les peuples appauvris qui n'ont aucune responsabilité dans les erreurs commises par ceux qui les gouvernent.

Il s'agit d'un drame sans fin, mais qui se fait chaque fois plus aigu et plus profond. Le Venezuela vient d'y annoncer son entrée par les événements impressionnants et douloureux de Caracas.

Il est impossible d'appliquer les mesures urgentes et nécessaires à la justification et à l'ajustement de notre économie sous l'obligation de payer plus de 50 % de la valeur de nos exportations pour le service de la dette extérieure, accrue chaque fois qu'augmentent les intérêts, ou lors de nouvelles mesures protectionnistes. Ou encore quand des manipulations provoquent des ajustements des prix de nos produits d'exportation, obligent à de nouvelles dévaluations et que les prix des aliments de base subissent de nouvelles augmentations. Pendant que les salaires, pour ne pas annuler les accords, s'éloignent chaque fois plus de la capacité d'auto-suffisance de la famille, le chômage accroît la classe marginale qui explose en violence, qui est, comme nous le savons, le seul recours qui reste à la misère.

Les paroles sincères qui expliquent votre position en tant que directeur du Fonds monétaire, paroles qui font preuve de compréhension mais que les chefs des grandes nations auxquelles vous appartenez ne veulent pas comprendre, m'ont servi de prétexte pour envoyer, accablé d'angoisse, ce message aux dirigeants qui imposent les conditions de l'économie internationale, qui ne nous permettent pas aujourd'hui de rectifier nos erreurs, et s'obstinent à ne pas modifier le cadre dans lequel on nous oblige à payer la dette extérieure en nous appauvrissant et en déstabilisant les efforts qui affirment finalement, en Amérique latine, la liberté, la démocratie et le progrès social.

Votre ami,

*Carlos Andres Perez*

Carlos Andres Perez,  
président du Venezuela.

# LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# APPUI

## LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE VÉNÉZUÉLIENNE



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le 6 mars 1989

Monsieur le Président,

Dans les moments dramatiques qui traversent votre pays, vous avez tenu à m'exprimer votre profonde angoisse et vos réflexions motivées par cette douloureuse expérience. J'en suis profondément ému.

Je ne peux vous répondre sans vous exprimer en premier lieu combien je regrette la souffrance de votre patrie. Les morts et les blessés, dont les familles sont souvent irrémédiablement affectées, sont les victimes innocentes d'une crise qui les accable. Comment ne pas se sentir ému par l'appel que vous faites aux hommes de bonne volonté pour essayer ensemble de résoudre ce problème ? Vous savez que je suis à vos côtés dans ces douloureuses circonstances, comme je le suis également dans les efforts pour rendre plus solide et plus rapide la réponse de tous au problème de la dette et l'ajustement économique orienté vers la croissance. Je voudrais exposer dans cette lettre quelques idées sur les mesures qui sont indispensables. Je suis certain que vous ne vous attendez pas de ma part à une réponse, point par point, à d'autres considérations que votre indignation vous a porté à manifester.

Votre gouvernement a adopté, dès son entrée en fonction, les mesures indispensables. Les mesures trop souvent remises deviennent plus tard plus dures comme l'expérience l'a souvent démontré. Vous avez eu le courage d'éviter le chemin illusoire d'une optique trop graduelle. Le Fonds monétaire international a confirmé que les mesures ont été bien conçues ; il les appuie et les appuiera en se servant de toute son influence. C'est une des prérogatives des Etats souverains d'adopter, eux-mêmes, les mesures d'ajustement nécessaires, si ingrates soient-elles. Et assumer la responsabilité de ces mesures, même dans les circonstances les plus adverses, est tout à l'honneur des gouvernements. Permettez-moi de vous exprimer le respect et la haute estime que m'inspire la façon dont vous avez pris d'aussi difficiles décisions et en avez assumé la responsabilité dans les circonstances angoissantes du moment.

Il faut relever cependant que la mission confiée à la direction du Fonds monétaire en appui à votre pays dépasse ce que suggère votre lettre. Outre la contribution immédiate à la reconstitution des réserves de devises à un niveau acceptable, nous avons colla-

boré avec votre gouvernement à l'élaboration d'un programme économique et financier qui permet à votre pays de maintenir un taux de croissance soutenu, de faire face aux engagements internationaux et de réduire graduellement l'intensité du cadre où s'inscrit cette stratégie afin de lui donner une vigueur nouvelle et une nouvelle portée. L'orientation fondamentale de cette réforme est amplement acceptée. Chacun des quatre protagonistes de ladite stratégie — les pays endettés, les gouvernements créanciers, les institutions financières internationales et la banque commerciale — doivent faire plus et mieux ; cette action doit s'étendre tout au long d'une période adéquate afin de pouvoir supprimer les problèmes structurels ; le courant total de recours externes — le financement des institutions financières internationales, des institutions publiques de l'étranger, des investisseurs directs et de banques commerciales — doit être suffisant, de façon à, ensemble, avec l'accroissement de l'épargne interne, permettre de financer les frais essentiels des pays. Parmi ces frais, j'inclus l'investissement nécessaire à l'obtention d'une croissance économique soutenue, les opérations de la réduction progressive de la dette grâce aux opportunités fournies par le marché, le paiement de la dette restructurée, en accord avec les créanciers.

Cependant, l'ajustement structurel et la solidarité financière extérieure ne suffisent pas. Les pays endettés ont aussi un impérieux besoin d'un environnement de croissance économique soutenue, de taux d'intérêt raisonnables et du démantèlement protectionniste de leurs marchés d'exportation. Le Fonds monétaire n'épargne aucun effort pour favoriser une évolution de l'économie mondiale dans ce sens, surtout au moyen de la supervision multilatérale qu'il exerce sur les grands pays industriels. Les résultats que nous avons obtenus jusqu'à présent ne nous empêchent pas de voir les dangers de la situation actuelle, ni le besoin d'intensifier les efforts de tous pour préserver les conditions nécessaires dirigées vers la croissance de l'économie mondiale.

Au moment où je vous envoie ma réponse à votre lettre, on me fait savoir qu'elle a été publiée à Caracas. Je vous laisse donc juge de décider si la présente doit être publiée également.

Je voudrais que vous voyiez, monsieur le Président, dans ces premiers éléments de réponse à vos réflexions, une preuve modeste de la détermination qui existe dans le Fonds monétaire d'appuyer vos plans d'ajustement économique, ainsi que l'expression de mes sentiments personnels de parfaite considération et d'amitié.

*Michel Camdessus*

Michel Camdessus

Lettre du directeur général du Fonds monétaire international au président du Venezuela

CH 11/150



## Asie

### MALAISIE

## Le premier ministre domine de nouveau la scène politique

KUALA-LUMPUR  
correspondance

Il y a quelques mois, rien n'allait plus pour le docteur Mahathir Mohamad, âgé de soixante-trois ans et premier ministre de Malaisie depuis 1981. Une forte dissidence venait d'ébranler l'Organisation de l'Union nationale malaise (UMNO), le parti majoritaire de la coalition au pouvoir. En août 1988, l'opposition avait remporté une élection partielle cruciale, et les déflections se multipliaient.

Quelques-uns des hommes les plus respectés du pays, du tzigane Abdul Rahman, le père de l'indépendance, jusqu'au prédécesseur de M. Mahathir, le docteur Hussein Onn, menaient activement campagne contre celui qu'ils accusaient de mettre en danger la démocratie et de détruire l'UMNO, le grand parti qui depuis 1946 représente la communauté malaise, ces « bumiputras » (fils du sol), qui forment environ la moitié de la population du pays, les Chinois (34 % de la population), les Indiens (9 %) et diverses ethnies des États de Sabah et de Sarawak complétant l'éventail humain de cette fédération de dix-neuf millions d'habitants. A la suite de péripéties juridiques, l'UMNO avait été déclarée illégale. Elle était aussitôt remplacée par l'UMNO-Baru, contrôlée par les amis du premier ministre. En outre, la crise entre ce dernier et le pouvoir judiciaire ajoutait à la confusion. Le 24 janvier dernier, enfin, le docteur Mahathir, victime de problèmes cardiaques, subissait une grave intervention chirurgicale. Était-ce la fin d'une carrière aussi mouvementée que controversée ?

C'était compter sans la ténacité de l'homme et faire bon marché de l'importance politique de l'UMNO, même quand elle est déchirée. Après deux mois de convalescence, le docteur Mahathir vient de reprendre le travail. Entre-temps, l'UMNO-Baru a remporté, coup sur coup, trois élections partielles.

Il est hors de question pour Mahathir de quitter son poste avant les prochaines élections de

l'UMNO-Baru, prévues pour la fin de cette année, nous a dit l'un de ses collaborateurs. Par tradition, le président de ce parti devient premier ministre de la coalition au pouvoir. On envisage des élections anticipées, le docteur Mahathir voulant profiter de la nette reprise de l'économie liée au redressement du prix des matières premières. Les candidats à la succession du docteur Mahathir commencent donc à se placer, à faire le compte de leurs amis et de leurs adversaires, et des alliances aussi surprenantes que temporaires s'ébauchent.

### Une opposition active

L'opposition est active en Malaisie, même si elle est parfois malmenée par le pouvoir. Les ouvrages critiques font bon ménage avec le Dilemme malais, livre longtemps interdit et qui a valu à son auteur, le docteur Mahathir lui-même, d'être plusieurs fois expulsé de l'UMNO. La Malaisie d'aujourd'hui n'est peut-être pas une démocratie à l'occidentale, mais c'est loin d'être une dictature. Le vice-premier ministre, M. Ghafar Baba, est — apparemment — le mieux placé dans la course à la succession. On chuchote cependant que Mahathir trouve un rien provincial ce politicien traditionnel et prospère.

Longtemps considéré comme le plus libéral des responsables de l'UMNO-Baru, Datuk Musa Hitam vient d'effectuer une série de zigzags politiques qui ont quelque peu déstabilisé ses partisans. Ancien numéro deux de Mahathir, il a quitté le gouvernement pour prendre la tête d'une croisade contre le premier ministre. Puis, il a repris ses distances à l'égard de l'opposition avant de revenir, en février, au conseil de l'UMNO-Baru.

On évoque aussi les chances de l'ancien ministre de la défense, M. Abdullah Badawi, et surtout celles de l'actuel ministre de l'Éducation, Anwar Ibrahim, âgé de quarante et un ans. Ancien leader des jeunes de l'UMNO, emprisonné

quelques mois pour radicalisme, Anwar fut convaincu par Mahathir de se présenter aux élections de 1982 dans les rangs de l'UMNO. Son triomphe et l'ascension rapide qui suivit ne furent pas du goût de tous. Anwar vient d'être nommé par le premier ministre à la tête d'une commission chargée d'enquêter sur la corruption au sein de la fonction publique. Cadeau empoisonné, disent certains. « La présence dans cette commission de quelques ministres eux-mêmes un rien suspects ne va-t-elle pas discréditer la commission et son responsable ? », se demande un diplomate asiatique en poste à Kuala-Lumpur.

Le premier ministre, pour sa part, a mis sur pied une commission pour l'étude de la nouvelle économie politique (NEP) mise sur pied en 1970, à la suite des émeutes raciales de mai 1969, et dont le but était surtout la promotion des « bumiputras », pour leur assurer 30 % au moins des affaires. On n'y est pas arrivé, mais la NEP, du point de vue des Malais, est loin d'être un échec. Aujourd'hui, les « bumiputras » contrôlent 22 % des entreprises.

La nouvelle commission, baptisée Conseil économique national, est présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères, le brillant Tan Sri Ghazali Shafie. Toutes les communautés y sont représentées. On y trouve même le docteur Chandra Muzaffar, animateur de la revue et du groupe Aliran, démis en octobre 1987 en vertu de l'Internal Security Act mais libéré inconditionnellement peu après. La NEP ne va pas entièrement disparaître. Mais le temps des cadeaux aux « bumiputras » est terminé, ainsi que l'a récemment indiqué le docteur Mahathir.

« La mise sur pied du Conseil économique est une bonne chose », nous a expliqué un haut fonctionnaire. « Ses recommandations seront certainement sages. Mais, en fin de compte, ce seront les hommes politiques qui décideront de leur application. » Et d'abord, le successeur du docteur Mahathir.

JACQUES BEKAERT.

### AFGHANISTAN

## Jalalabad : une offensive mal préparée

Alors qu'Islamabad vient de donner son accord à l'établissement de nouveaux postes d'observation des Nations unies le long de la frontière pakistano-afghane, comme l'avaient réclamé Moscou et Kaboul, le gouvernement afghan a demandé mardi 11 avril la réunion d'urgence du Conseil de sécurité, afin d'arrêter ce qu'il appelle « la guerre déclarée » du Pakistan contre son pays.

SAMARKHEL  
de notre envoyé spécial

Le « généralissime » s'éponge un moment le front, repousse son béret, allume une cigarette et avale une gorgée de thé bouillant. Puis, sous le regard approbateur de ses « commandants », Rahim Wardak, chef militaire du Front national islamique d'Afghanistan (NIFA, formation traditionaliste et « royaliste »), explique : « De Gaulle ou Napoléon n'auraient pas établi un meilleur plan de bataille : ils n'auraient pas conçu une meilleure stratégie que celle que nous avons mise en œuvre. La prise de la base de Samarkhel a été une opération remarquablement menée de bout en bout. Nous avons pris l'ennemi totalement par surprise. »

Les moudjahidins du NIFA se servent, en effet, de pièces d'artillerie lourde récupérées sur l'ennemi à Samarkhel pour pilonner les positions gouvernementales de Jalalabad, et leurs prisonniers se comptent par centaines. « J'ai perdu deux de mes colonels, deux amis », dit Rahim Wardak, s'interrompant souvent pour donner des ordres, écouter les nouvelles, s'enquérir de la santé des uns et des autres. Rond au physique, glabre (le contraste avec ses coreligionnaires barbus est saisissant), espiègle de l'ion après rasage, le

Pendant ce temps, sur le terrain, les moudjahidins ont lancé une nouvelle offensive contre Jalalabad, capitale provinciale assiégée depuis six semaines, ainsi que contre la ville de Khost. On indique, en outre, de source occidentale dans la capitale pakistanaise, que l'Union soviétique aurait repris son pont aérien pour faire parvenir des armements à Kaboul.

l'autre), éventuellement d'actions communes ponctuelles. Mais il n'y a pas de plan de bataille proprement dit. Le matériel militaire pris à l'ennemi n'est pas mis en commun. Il n'y a pas de commandement unique, contrairement à ce qu'affirme à Peshawar le gouvernement transitoire de la résistance. Enfin, bien souvent, les succès militaires de tel groupe sont niés par tel autre.

« Nous avons été victimes des circonstances », explique Rahim Wardak pour justifier le cafouillage de cette offensive mal préparée et, les faits le montrent, exécutée sans coordination. Un exemple : rien n'a été prévu pour évacuer les blessés du front, chaque groupe se débrouillant avec ses propres véhicules. Il a fallu une mobilisation de plusieurs organisations humanitaires occidentales établies à Peshawar, du Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) et du Croissant-Rouge pakistanais, pour faire face à un afflux de blessés qui a dépassé toutes les prévisions.

Ces secours médicaux s'effectuent en ordre dispersé. Les organisations des pays arabes, qui ont à Peshawar plusieurs dispensaires, se livrent volontiers à une propagande anti-occidentale. Elles demandent aux résistants de ne pas confier leurs blessés aux organisations non musulmanes.

LAURENT ZECCHINI.

● CHINE : M. Hu Yaobang hospitalisé dans un état « préoccupant ». — L'ex-secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, a été hospitalisé et son état est « préoccupant », a révélé, mercredi 12 avril, le

premier ministre chinois avant de quitter Pékin pour se rendre en visite officielle au Japon. Selon la presse de Hongkong, M. Hu aurait été victime d'une crise cardiaque samedi dernier pendant une réunion du bureau politi-

que du PCC. Secrétaire général du PCC depuis 1980, il avait été démis de ses fonctions en janvier 1987 en raison de ses idées trop réformistes, mais il avait conservé son siège au bureau politique. — (AFP, Reuters.)

# LE SICOB

17-22  
AVRIL 89  
PARIS-NORD  
VILLEPINTE

TELECOM. INFORMATIQUE. BUREAUTIQUE. ESPACE BUREAU.

Du 17 au 22 avril 1989, Paris sera le rendez-vous européen de l'Informatique, des Télécom, de la Bureautique et de l'Espace Bureau.

Un millier d'exposants, deux cent mille visiteurs, utilisateurs, distributeurs, s'y retrouveront pour découvrir, choisir ou acquérir les tout derniers produits et services disponibles sur le marché.

Le Sico 89 : un panorama unique de toutes les solutions professionnelles concrètes, pour l'information et la communication d'entreprise.

### CALENDRIER DES CONFÉRENCES

- 17 au 21 avril : Les Journées Européennes d'Informatique Administrative.
- 20 avril : Rencontre Management et Informatique.
- 18 et 19 avril : 2<sup>e</sup> Convention Européenne des Télécom.
- 20 et 21 avril : 2<sup>e</sup> Convention Internationale Espace Bureau.
- 17 au 22 avril : Les Journées d'Etudes et d'Applications.

Pour en savoir plus : Minitel 3616 Code SICOB

NUMERO VERT  
05 19 92 00  
APPEL GRATUIT





## Enquête

Les dernières années de la colonie britannique

## Hongkong se grise de prospérité

(Suite de la première page.)

En trois ans, le produit intérieur brut a augmenté de 33 % en termes réels. Qui aurait pu l'imaginer en 1984, lors de l'accord sino-britannique sur la rétrocession de la colonie ? « D'ici deux ans, le revenu par habitant, de l'ordre de 11 000 dollars américains en 1989, aura certainement dépassé celui de la Grande-Bretagne », lance, dans un demi-sourire, le très britannique secrétaire aux affaires monétaires David Nendick. Une réussite spectaculaire, à la mesure du sens aigu de l'adaptation des Hongkongais. Les unités de production sont souvent petites et jouent sur le travail à la pièce. Il suffit, pour s'en persuader, de se promener et de découvrir, sous un porche ou au détour d'une rue, de vieilles gens enlever consciencieusement les fils de bâti des costumes empilés dans des boîtes de carton. « 97 % des entreprises emploient moins de cent personnes, 67 % moins de dix personnes », confirme Andrew Leung, directeur adjoint de l'industrie. Des investissements qui « collent » immédiatement aux débouchés à l'exportation, des livraisons assurées dans le mois qui suit les commandes, autant d'atouts renforcés par un effort de qualité, d'innovation et, M. Leung le souhaite, de robotisation, qui remise à la préhistoire le temps des perruques et des plastiques, l'essentiel des ventes de Hongkong il y a vingt ans.

## Un « passage obligé »

Ce goût du risque trouve sa contrepartie dans l'attrait du jeu sous toutes ses formes. « Vaccinés », selon un banquier, par le krach boursier d'octobre 1987, la mise au jour de scandales et la tentative de moralisation des pratiques de la place financière, les Hongkongais se sont retournés avec délice vers les courses de chevaux. En une journée les mises peuvent atteindre jusqu'à 250 millions de dollars.

« Ces dérapages ne peuvent faire oublier l'essentiel », répètent les responsables de la colonie. Prompt à tirer parti de toute opportunité, Hongkong a su s'engouffrer dans la brèche ouverte par le libéralisme prôné à Pékin par Deng Xiaoping. Directeur général de la vénérable et puissante Bank of East Asia, M. David Li se rappelle avoir « monté la première société mixte avec la Chine populaire en... 1979 ». Depuis lors, que de chemin parcouru ! Au Japon, en Thaïlande, un jour sans doute

dans les pays de l'Est on en Tur-

quie, mais surtout en Chine. Dans un premier temps, les étrangers, fascinés par l'immense marché chinois, ont délaissé Hongkong, traditionnel sas vers le géant communiste. Depuis lors, ils ont fait amende honorable. « A part les grands contrats qui doivent se négocier directement avec Pékin ou des autorités régionales, Hongkong redevient un passage obligé », reconnaît un industriel français. C'est ici que se trouvent les Guang Xi dont les contacts privilégiés sont indispensables à toute opération avec la Chine. C'est également ici que se trouvent les intermédiaires assurant le règlement des dessous de table — « l'huile parfumée » en cantonais — sans que le Parti communiste perde la face.

Officiellement, les Etats-Unis restent en tête des investisseurs étrangers à Hongkong, suivis par le Japon, les Taïwanais, et plus récemment les Sud-Coréens. Mais la Chine populaire pourrait, selon certains, jouer les discrets premiers de la classe. L'économie de Pékin et celle de la colonie étant aussi étroitement liées que leur avenir politique, il n'est pas étonnant que Hongkong soit à l'origine de 70 % des investissements étrangers réalisés de l'autre côté de la frontière. Cette interdépendance va croissant.

Lorsqu'ils en ont les moyens, les Hongkongais s'emprennent de diversifier leurs avoirs, au Canada, aux Etats-Unis ou en Australie. La sordide inquiétude de l'avenir les pousse à envoyer

leurs enfants dans ces pays, d'où ils pourront revenir munis d'un précieux passeport étranger, ultime sécurité au cas où Pékin traiterait la délicate période du retour de Hongkong au sein de la mère patrie. « Une assurance de riches », se plaignent amèrement ceux qui ne peuvent s'offrir le luxe d'une parade à leur angoisse, « l'avenir des enfants ». Nul n'est prêt à pardonner aux Britanniques d'avoir refusé ce que le Portugal a offert aux Chinois de Macao, eux aussi appelés à être rattachés à la Chine populaire, un passeport portugais et par là même européen.

Mais dans un premier temps le goût du profit l'emporte. Les hommes d'affaires qui, avec les autorités britanniques et chinoises, assurent la cogestion pragmatique de la colonie sont allés chercher de l'autre côté de la frontière les bras et l'espace qui leur manquent. La seule province de Canton représente « un arrière-pays de 100 millions d'habitants dynamiques », souligne un financier. Le mouvement s'est accéléré depuis trois ans. Le résultat est impressionnant. La

présidente du Hongkong Trade Council, Mme Lydia Dunn, estimait récemment à « près de 60 % la part des produits chinois réexportés qui sont en fait fabriqués par des entreprises » de la colonie. Ce flux a représenté environ 140 milliards de dollars (1) en 1988, « 25 % de la totalité des réexportations » hongkongaises.

Un tel phénomène ne facilite pas l'analyse du commerce extérieur de Hongkong. Sacré plaque tournante du négoce pour l'ensemble d'une région en plein essor, l'Asie du Sud-Est, le pays a su jouer la décolonisation et l'affinement de ses réseaux. « La chute de 2 % de nos ventes directes aux Etats-Unis est à l'origine d'une moindre croissance de nos exportations, 9 % en 1988 », indique M. Cheng. « Encore faudrait-il savoir quelle part revient à des entreprises de Hongkong dans le bond de 56 % des réexportations de produits chinois enregistrés cette même année vers le marché américain ». Interrogation d'économiste, semblent penser les hommes d'affaires. Pour eux, seul le résultat compte : les commandes et les investisseurs affluent, apportant un volant de capitaux... inquantifiable.

## Nervosité

Paradis du libéralisme, même si l'intervention directe et brutale du gouvernement dans la réorganisation de la Bourse en a marqué les limites, Hongkong ne fait aucune distinction entre résidents et non-résidents. « Nous connaissons nos recettes touristiques et la fret. Nous ne pouvons calculer notre balance des comptes courants. Nous pensons être largement importateurs nets de capitaux par simple bon sens », résume, suave, M. Nendick. Gigantesque entrepôt, Hongkong s'est taillé une place de pôle financier régional. « Nous sommes dans la capitale de l'Asie-dollar », renchérit un banquier. Ce bouillonnement, sur fond de malaise vis-à-vis de Pékin, comporte un revers.

Dépendant à 90 % de son commerce extérieur et, pour l'afflux des capitaux, de cette chose impalpable et fragile, la confiance, Hongkong se grise de sa prospérité mais se sait vulnérable. L'accélération des départs vers des pays jugés plus sûrs en est l'illustration constante. « Un phénomène ancien », plaident les Britanniques. Les départs ont malgré tout doublé en deux ans, pour représenter une hémorragie de près de cinq cent mille personnes en 1988, près de 1 % de la population totale. La course des salaires en a été rendue plus aiguë. Le dérapage a atteint 20 % en moyenne l'an dernier, plus du double dans les services, et tout particulièrement la construction et le secteur financier. Compte tenu de la flambée des prix de l'immobilier, l'inflation gagne du terrain : 7,5 % en 1988, 9 % en rythme annuel au début de 1989. Une situation frustrante pour le gouvernement. Que faire d'un excédent budgétaire de 14,2 milliards de dollars en 1988-1989 s'il est impossible de le réinvestir ou de le répartir sous forme d'allègements fiscaux pour ne pas aggraver le dérapage inflationniste ?

## Crises et rebonds

Le secrétaire aux finances a sagement choisi de temporiser. Une réserve a été constituée pour les temps de vaches maigres. Un sens de la prévoyance qui s'imposait. L'histoire de Hongkong a toujours été scandée de crises et de rebonds. « Chacun s'accorde à penser que les cycles seront de plus en plus courts et d'une amplitude croissante », répète à l'envi les hommes d'affaires. Dans une telle situation, le problème monétaire tient du casse-tête. Après avoir offert un atout incontestable aux exportateurs, le lien étroit établi avec le dollar américain devient encombrant. De toute évidence sous-évalué, la devise de Hongkong alimente l'inflation. Rompre ce lien étroit paraît pourtant impensable au gouvernement : « Après avoir assuré la crédibilité internationale de la colonie, il constitue un garant vital de stabilité », affirme M. Nendick. Et rares sont ceux qui, comme M. Li, plaident pour l'abandon progressif d'une liaison

dangereuse avec la monnaie « d'un pays en déclin comme les Etats-Unis », au profit « d'un panier de monnaies où le yuan chinois ferait une discrète apparition ». Toujours le souci de la fin de ce siècle...

Pour l'instant pourtant, la confiance l'emporte. Les pressions protectionnistes existent bien, venues notamment d'une Europe dont les actions anti-dumping, « injustes, remettent en cause notre engagement pour le grand marché de 1993 », comme le souligne amèrement M. Michael Sze, directeur du commerce. Mais Hongkong a franchi d'autres obstacles et peut s'enorgueillir d'une solide tradition de libre-échange. Le gouverneur, Sir David Wilson, peut, à juste titre, se féliciter de « voir le secteur privé s'engager dans de lourds investissements d'infrastructures dont la rentabilité dépasse la date fatidique de 1997 ». Mais le vent du nord peut tourner, alors même que Hongkong se découvre « des problèmes et des envies de riches » : des salaires croissants, un environnement jugé soudain déplorable, des conditions de vie, de santé, d'éducation indignes de sa prospérité.

L'œil rivé sur l'horizon de janvier 1990, date à laquelle la « loi fondamentale » qui régira Hongkong redevenue chinoise sera définitivement arrêtée, les paris vont bon train. 1991, 1993, les dates changent, l'analyse demeure : une crise de confiance paraît inévitable. Entre les optimistes qui tablent sur l'intérêt bien compris de Pékin, les pessimistes qui craignent au mieux des erreurs tactiques et les cyniques qui préviennent leurs clients des « affaires en or » à faire durant une probable période de nervosité, Hongkong bruisse de rumeurs et de supputations. Le dynamisme forcé de la colonie est en jeu. Sa pérennité, pourtant, lui échappe. Même si les Cantonais hongkongais attendent à lancer sur un ton de sordide agressivité où pointe une heure d'espoir : « Si les Chinois ne s'en sortent pas, ils ne méritent plus d'être Chinois ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 dollar de Hongkong = 0,81 FF.

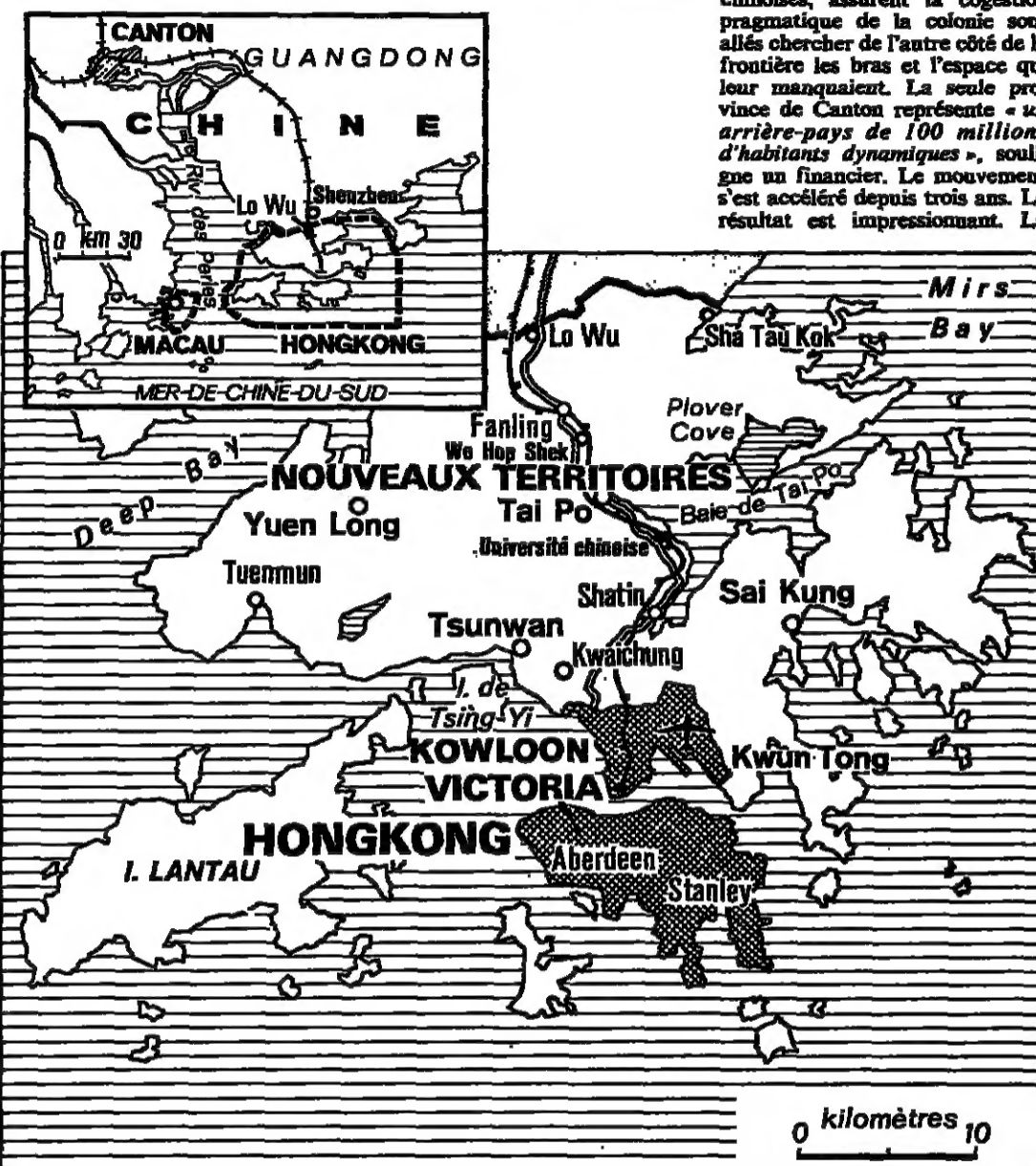
## Le partage des « perles de la couronne »

« Rarement une administration bénéficie de ressources aussi substantielles en prenant les rênes du pouvoir. » Lancé sur un ton où la nostalgie pointe sous l'ironie, ce constat donne la mesure du pragmatisme dont Britanniques et représentants de Pékin ont fait preuve pour préparer, financièrement aussi, la rétrocession de Hongkong. Depuis le début de 1986, la moitié des bénéfices tirés de la vente par actions des terrains de la couronne sont versés sur un compte spécial. Une forme d'épargne forcée spectaculaire sur un territoire où la spéculation foncière atteint des sommets.

Il n'y a pas si longtemps, la vente de terrains, soigneusement distillée par les autorités britanniques pour en tirer le maximum, alimentait la moitié des ressources budgétaires de la colonie. Utiliser cette manne en planifiant les dépenses annuelles et constituer une sorte de trésor de guerre pour les premières années d'administration chinoise, tenaient de l'astucieuse gestion à long terme. Le résultat, de l'avis de hauts fonctionnaires britanniques, « a dépassé toutes les espérances », la flambée des prix aidant. La dernière vente de ces « perles de la couronne » a permis de tirer, d'un terrain de quelque 40 mètres carrés, 217 millions de dollars. Ce niveau record donne la mesure de la fièvre immobilière qui règne à Hongkong.

Pour la Chine populaire, cette bouffée présente un avantage incontestable. Le compte spécial foncier dont elle dispose à Hongkong a déjà engrangé 10 milliards de dollars. Il devrait, d'ici la date fatidique de 1997, représenter un matelas financier d'environ 30 milliards offrant notamment une garantie crédible pour de nouvelles opérations telles que la création d'un nouvel aéroport, dont la réalisation dépassera l'horizon de 1997.

F. Cr.



## La fièvre monte à Canton et à Shenzhen

Ligotée par une pénurie croissante de main-d'œuvre, des salaires élevés et le manque de terrains, Hongkong a trouvé une nouvelle source de développement et de profits de l'autre côté de la frontière, dans la zone économique spéciale (1) de Shenzhen, mais aussi dans la province de

Canton, appelée à devenir, selon d'aucuns, un « nouveau dragon d'Asie » si la cure d'austérité imposée par Pékin ne met pas brutalement un terme à son essor.

Alors que la population active de la colonie britannique est évaluée à 2,7 mil-

lions d'habitants, ils seraient entre 2,5 et 4 millions à travailler en Chine populaire pour des entreprises de Hongkong.

De nouvelles frontières pour cette dernière, un fol espoir pour les Chinois, saisis par le feu de la « conquête du Sud ».

pressée de profiter du dynamisme et de l'ouverture au secteur privé en Chine, à défaut de pouvoir sauter le pas vers des pays capitalistes ? Bien malin qui pourrait l'affirmer. Officiellement, la zone économique spéciale de Shenzhen compte 750 000 habitants et... 900 000 « travailleurs flottants ». Ils seraient, toujours selon la presse chinoise, quelque 50 millions à travers l'ensemble du pays à chercher fortune hors des voies officielles. Les responsables de Canton sont bien placés pour le savoir. La mauvaise récolte a poussé des dizaines de milliers de Chinois à affluer dans la ville au lendemain des fêtes de fin d'année, en quête d'un travail dans la province et si possible au sud, à Shenzhen. Le décalage entre la rumeur — fondée — d'un boom économique et la réalité d'une rude lutte pour la survie a pris au piège. Pays de cocagne, comparé à d'autres provinces, Canton a fermé ses portes sans un chômage croissant. Les « pionniers » agglutinés sur les quais de la gare, ont été renvoyés dans leur région d'origine. Combien disposaient de quoi payer un billet de retour ?

Ceux qui parviennent à franchir ce premier cercle, puis un second en payant 10 yuans l'entrée illégale à Shenzhen, ont de sérieuses raisons de se considérer comme des privilégiés. Avant de rêver du goût, des saunas ou des boîtes de nuit dont

s'enorgueillit la zone, la tête leur tourne face à la multiplicité d'entreprises, dénuées à 80 % par des hommes d'affaires de Hong Kong, mais aussi américaines, japonaises et depuis peu taïwanaises et coréennes. Combien sont-elles ? Nul ne le sait avec exactitude, les autorités chinoises n'enregistrent pas les sociétés qui s'implantent. « Une vingtaine de mille sans doute », estime un industriel qui assiste, fasciné, à la construction de nouvelles unités, mais aussi à de discrètes disparitions.

## Inflation et contrebande

Car si Shenzhen fait rêver la Chine, le revers de la médaille existe. « Les prix flambent plus qu'ailleurs. Celui du riz a quadruplé », selon un financier implanté dans la zone. Certes, la contrebande, mollement surveillée, constitue une source de sécurité. Chaque aller-retour entre Lo Wu et Kowloon, à Hong Kong, 40 minutes de train, rapporte environ 150 dollars. Dans les ballots et paquets de toute sorte traînés par les voyageurs de cette ligne surchargée, des médicaments chinois, des légumes et des fruits pour les Hongkongais, de l'alcool et des cigarettes pour les Chinois de Shenzhen. Mais les retombées de la politique d'ajustement de Pékin se font sentir. Le blocage autoritaire de certains prix limite les profits escomptés, provo-

quant même de lourdes pertes. La course aux crédits des entreprises chinoises tourne au casse-tête, même si aucun cas de faillite n'est encore officiellement connu.

Échappant aux restrictions financières de la Chine, les hommes d'affaires de Hongkong continuent pourtant de parier sur la région et la province de Canton. Des salaires cinq fois moins élevés que dans la colonie pour l'industrie, deux fois inférieurs pour le secteur financier, des terrains quatre fois moins coûteux. Pour les Hongkongais, les « nouvelles frontières du commerce extérieur » de la colonie — dont se réjouit le directeur général du Trade Development Council (TDC) de Hongkong — M. Jack So commentent la « libération et l'inflationnisme », l'essor de la Chine a permis l'apparition de la colonie — les « 100 000 dollars », ces milliards de l'autre côté de la frontière, — et font du géant communiste un marché sans égal pour les biens de consommation. Selon M. So, « les temps sont mûrs » pour en tirer parti.

F. Cr.

(1) Éléments de la politique d'ouverture de la fin des années 70, les zones économiques spéciales favorisent les implantations étrangères grâce à des structures administratives simplifiées et des avantages fiscaux.

(2) 1 yuan = 1,7 F.







# Politique

## La situation en Corse

### Les syndicats demandent une « réouverture des négociations »

Tous les syndicats des fonctionnaires de Corse ont rejeté, mardi 12 avril, les dernières propositions « fermes et définitives » du gouvernement qui, le même jour, a décidé unilatéralement l'attribution aux fonctionnaires de l'île d'une indemnité compensatoire de transport, dont il a lui-même fixé le montant.

Tout en appelant les grévistes à continuer le mouvement et à participer à la manifestation régionale prévue mercredi après-midi à Bastia, l'intersyndicale a adressé mardi soir une lettre à M. Bernard Boucaut, préfet de Haute-Corse, pour demander « la réouverture des négociations ».

Du point de vue du gouvernement, les seules négociations qui peuvent encore avoir lieu porteraient sur le paiement des jours de grève. Quant

aux problèmes « structurels », M. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, a rappelé mardi en présentant la décision du gouvernement qu'ils seront évoqués dans le cadre des « tables rondes » proposées par M. Michel Rocard. M. Durafour a souligné que ces dernières constitueraient « un moment essentiel » des discussions entre les représentants corses et le gouvernement. Il a souhaité qu'elles puissent se tenir le plus rapidement possible.

Le ministre de la fonction publique a estimé que la décision prise sur l'indemnité de transport, bien qu'« unilatérale », représente aux yeux du gouvernement un « geste d'apaisement ». M. Durafour pense que les fonctionnaires de Corse sont « responsables » et comprendront que

ces mesures sont « à la limite de ce qui est supportable pour l'économie française ».

Dans l'immédiat, l'indemnité sera précisée, indique-t-on à l'hôtel Matignon, « à titre provisoire » sur l'enveloppe de la continuité territoriale. Le financement définitif sera issu des tables rondes. Contrairement à ce qu'affirme le STC, Syndicat des travailleurs corses (nationaliste), le gouvernement ne pourrait donc pas lui avoir donné la garantie que cette indemnité ne serait pas financée sur l'enveloppe de la continuité territoriale. « Rien n'est exclu, rien n'est certain », précise Matignon.

L'entourage du premier ministre affirme encore que la position du gouvernement ne peut être modifiée par le résultat de la manifestation de mercredi. Matignon s'attendait, mercredi

matin, au lendemain de la décision unilatérale du gouvernement, à une forte réaction susceptible de « catalyser tous les mécontents ». C'est pourquoi on indique — de même source — que l'ampleur de la manifestation ne saurait être considérée comme « un indicateur de la mobilisation des fonctionnaires », qui devrait plutôt être jugée sur les jours à venir.

Enfin, Matignon souligne le silence des confédérations nationales après l'annonce de la décision du gouvernement. Seul le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, a condamné le comportement « systématique » du premier ministre, qui « mise sur la fatigue des gens pour agir en hâte de grève ».

### « Non au diktat ! »

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

La manifestation régionale du mercredi 12 avril à Bastia devait constituer un test de la détermination des fonctionnaires en grève à poursuivre un mouvement qui est entré, pour les positions, dans sa huitième semaine. Après l'interruption des négociations entre les préfets de Corse et les syndicats, toutes les organisations avaient appelé, mardi, à donner « la plus grande ampleur » à cette manifestation prévue depuis plusieurs jours. La CGT, qui avait émis le chiffre de quinze mille personnes, a fixé, mardi, la barre un peu moins haut, tout en préparant la banderole au nom de l'intersyndicale : « Non au diktat. Oui à de vraies négociations ». La discussion est terminée, la prime accordée, mais la grève pourrait continuer.

Dans l'attente de ce rassemblement, la journée, sur le rond-point de la préfecture de Bastia, rebaptisée place de Grève, a été plutôt triste. La voiture soude de la CGT invitait les deux cents manifestants présents à se rapprocher des grilles. « Ce n'est pas en restant sous les arbres qu'on va régler le problème ». Mais le cœur n'y était pas. « C'était si excessif, nos revendications ? ».

A l'intérieur, une vingtaine de syndicalistes poursuivaient l'occupation de la salle de réunion, privés d'interlocuteurs, des sandwiches que leur fournissait jusqu'à lundi la préfecture et, subitement, de téléphone au motif qu'il y a « une cabine à pièces dans le hall ». La préfecture craignait les incidents. Le directeur de cabinet du préfet a apporté le texte de la décision gouvernementale accompagnée d'un commissaire. Les syndicalistes ont été gardés à vue sur un carré d'herbe pendant quelques minutes par des policiers qui voulaient les empêcher d'aller parler aux troupes à travers les grilles.

L'intersyndicale des fonctionnaires a donc téléphoné, de la cabine du hall, sa réaction à l'attribution, annoncée par M. Michel Durafour, d'une prime de transport reconductible de 3 600 francs par an pour un agent ayant deux enfants, soit une augmentation de 480 francs par rapport à la proposition précédente (1). Selon elle, « le compte n'y est pas ». Ni par rapport aux revendications initiales, ni par rapport « à la méthode ».

### Fin de convergences

Les syndicats protestent contre le fait de ne pas avoir été informés par le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, du résultat de son voyage à Paris, le gouvernement ayant préféré avertir les organisations parisiennes. « On ne bague pas ainsi les pratiques démocratiques. On ne méprise pas de la sorte les relations avec les responsables syndicaux ». Portant un « jugement très sévère sur l'attitude du gouvernement », ils appellent à la poursuite de l'action.

La base va-t-elle suivre au-delà de la manifestation de mercredi ? Pour le Syndicat national unifié des instituteurs (SNUI) qui estime qu'une « attitude plus constructive et cohérente de certaines organisations » aurait permis d'aller plus vite dans les négociations, le paiement des journées de grève sera « déterminant » pour la reprise du travail. Cette indemnisation doit faire l'objet, selon M. Durafour, de négociations, mais seulement « au moment de la reprise du travail ». Les pouvoirs publics ne semblent pas non plus envisager puisque le conflit a été si long, un paiement total, ce qu'il faudrait faire.

● PRÉCISION. — A la suite de l'un de nos articles paru dans le Monde du 12 avril, M. Jean-Gilbert Marzin, préfet de région de la Corse, nous précise qu'il n'a pas employé la formule qui lui est prêtée par les syndicalistes (« Le problème est pris en main par des technocrates, on ne va pas en sortir »). Lors d'une interruption de séance, M. Marzin a simplement expliqué à quelques interlocuteurs, indique-t-il, que, en ce qui concerne les critères d'évolution de la prime de transport, il était nécessaire de prendre l'avis de techniciens, indépendamment des choix politiques, qui incombent au gouvernement.

accepter à la base. « Etre élus, en ce qui nous concerne, ce n'est pas seulement un inconvénient », dit un gréviste.

Au-delà des fonctionnaires, les solidarités ne semblent plus aussi massives. Les commerçants, les petites entreprises craignent à la fois la faillite et craignent de devoir assurer la même augmentation salariale à leurs employés. Les nationalistes, par la voix de l'Union nationale, se préoccupent de la situation des retraités, chômeurs et pensionnés privés d'allocation à la suite du conflit. Leur syndicat, le STC, estime aussi, dans un communiqué publié avant la rupture des négociations, que les « fonctionnaires français », tout autant que l'Etat, perdent de vue les intérêts de la Corse. Ayant obtenu l'assurance que la prime aux fonctionnaires ne serait pas financée par un prélèvement sur l'enveloppe de la continuité territoriale, le STC a renoncé à sa menace de bloquer les ports.

Outre celle de mercredi, deux manifestations sont prévues, séparées : l'une, samedi, à l'appel du Collectif corse de lutte qui regroupe des socio-professionnels autour de M. Edmond Siméoni ; l'autre, le 22 avril, à l'appel des organisations nationalistes. Les deux mouvements avaient défilé, il y a quinze jours, derrière la même banderole : « Pour une solution globale » au problème corse, mais les nationalistes, dépositaires du mot d'ordre depuis des années, se méfient d'une dérive « post-judiciaire » des commerçants. Alors que la grève des fonctionnaires laisse entre se durcir ou s'effiloche, les convergences ne semblent plus à l'ordre du jour.

CORINE LESNES.

(1) Le communiqué diffusé mardi par le mouvement se bornait à donner le montant pour un couple avec deux enfants de 2 400 F pour un célibataire, 2 880 F pour un couple, 3 240 F pour un couple avec un enfant, 3 600 F pour deux enfants, 3 600 F de plus par enfant supplémentaire. Elle sera révisée annuellement en fonction de l'évolution des tarifs péages de la SNCV. Selon la préfecture de région, les sommes sont supérieures à ce que les fonctionnaires avaient obtenu avec le classement de la Corse en zone A2, qui était l'une des revendications des syndicats (Le classement avait entraîné une augmentation, pour un fonctionnaire « moyen », de 255 francs).

### En visite à Douai

#### M. Mitterrand réaffirme les priorités intérieures de son action européenne

LILLE  
de notre correspondant

Le président de la République a assisté, mardi 11 avril, au baptême d'une nouvelle promotion d'élèves-ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des mines de Douai dont il a accepté d'être le parrain. M. François Mitterrand a refusé que cette promotion porte son nom, mais il a choisi de la baptiser Eurika, du nom du programme européen de coopération technologique et industriel dont il a souligné qu'il avait été l'origine en 1985.

A l'occasion de cette visite à Douai, le chef de l'Etat a rappelé les priorités qu'il entend donner à son action : la formation, « matière première de l'économie française », la recherche, « axe essentiel de la démarche nationale », l'investissement et la création d'entreprises.

En acceptant de parrainer cette promotion de cent cinquante-trois élèves-ingénieurs, M. Mitterrand entendait également mettre l'accent, a-t-il expliqué, sur l'effort d'adaptation aux techniques nouvelles effectué par certains et, encore à faire pour « maintenir et développer le potentiel économique et commercial de la France ». L'Ecole des mines de Douai constitue, aux yeux du chef de l'Etat, un symbole et un espoir dans une région « qui a tant souffert ». « La région Nord-Pas-

ILE D'YEU  
de notre envoyé spécial

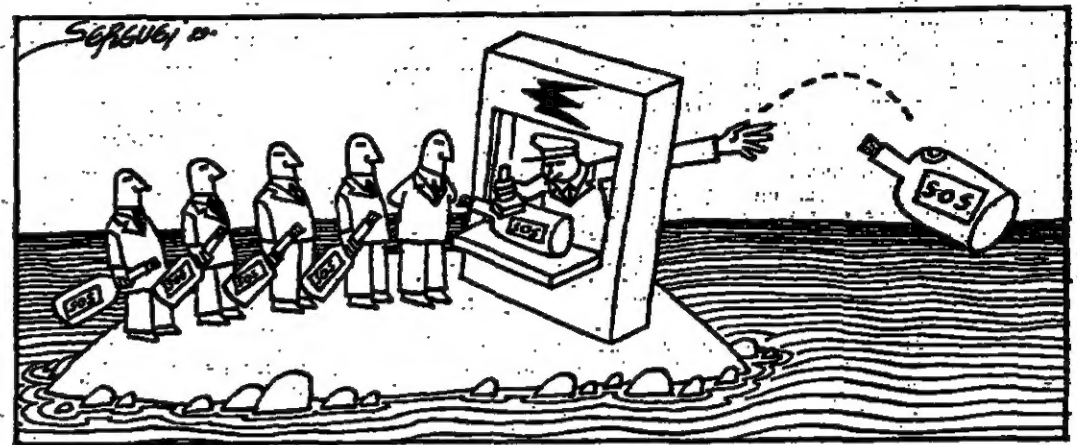
Il y a, quelque part dans une petite maison blanche de Port-Joinville, un homme qui, gravement, s'apprête à saisir son stylo. Demain, après-demain, qu'importe ! Le temps passe si lentement à l'île d'Yeu ! De sa plus belle tenue, M. Henri Turbé, agent d'assurance et conseiller général (divers droite) de l'île d'Yeu, se prépare à écrire à tous les députés et sénateurs du département de la Vendée en leur demandant d'intervenir auprès de cette divinité laïque : le gouvernement. Lui-même hésite encore sur les termes à employer. Mais il sait que sa bouteille à l'Atlantique se résumera à deux mots : et nous ?

L'île d'Yeu est l'île métropolitaine la plus éloignée du continent après la Corse et, par les temps qui courent, ses habitants s'imaginent bien que la nation s'en souviendra. Car, depuis près de deux mois, le spectacle quotidien du journal télévisé leur donne de bien d'autres idées. « Les Corsees », soupire M. Turbé, ils sont déjà arrivés de subventions et de déclarations et ils nous ont encore. Alors que nous, on n'a rien du tout.

Quand il prendra sa plume officielle, M. Turbé s'exprimera avec davantage de pondération. Sur l'île d'Yeu on n'est pas du genre à arracher les grilles de préfecture. D'ailleurs, il n'y a pas de préfecture, et un directeur des affaires maritimes, dénommé, comme seul l'autorise le préfixe, La plus grande inconnue que se permettant les nautiques est de se mouvoir en douce des estivants du meilleur monde qui, fût-ce, se donnent la baignade à la sortie de la messe. Mais, sous la courtoisie, la méfiance de M. Turbé, nul n'en doute, sera implacable.

Les « cadeaux » consentis par l'Etat aux cinq mille habitants de l'île pour cause d'insularité sont rapidement énumérés : rien ou presque. Nulle déduction de la TVA. Aucun avantage particulier à la création d'emplois. Et, pour toute « continuité territoriale », arrachée de haute lutte en 1982, une subvention étatique annuelle

### Et l'île d'Yeu ?



de 100 000 francs, délaissée au regard de quelques 5 millions de déficit de la saison maritime avec le continent que supporte mal chaque année le conseil général.

Pourtant, comme aurait dit M. de la Palice, l'île d'Yeu est une île, une vraie, « plus archaïque que la Corse », assure Jean-Baptiste Moreau, pilote d'hélicoptère. Ce n'est pas tellement que la vie y soit plus chère qu'ailleurs. Bien sûr, le parking coûte 5,97 francs le litre, un parking deux fois plus cher que sur le continent et la seule pharmacie de l'île parait, pour des raisons obscures, 25 % de plus d'insuline. Mais, ce n'est pas tous les jours qu'on fait construire et, dans cette île de 22 kilomètres carrés, le carburant n'est pas la dépense essentielle des ménages.

### Secrètes mariées !

Quant au Loto, il est vrai qu'on ne peut jouer que jusqu'au dimanche soir pour le tirage du mercredi, mais il n'y a pas de quoi faire la révolution. Bien sûr, le tourisme n'est pas l'île, mais les îles sont loin d'être pauvres. Quant aux fonctionnaires, ils sont peu nombreux — une cinquantaine au total — et tournent trop rapidement pour menacer l'île d'une explosion à la corse. Chaque année, par exemple, les douaniers par l'intermé-

diare de leur syndicat demandent à être classés en « zone déshéritée ». Mais la réponse est invariablement négative. Sans que nul ne s'en émeuve outre-mesure.

La plus dure à vivre, ce sont les séries. Ces marées dont dépend l'horizon des deux bâteaux de liaison et, avec eux, toute la vie de l'île. Un week-end sur deux, les hydrogènes parties d'Yeu sur le continent — les deux collèges îles s'arrêtent à la classe de troisième — sont ainsi empêchés de rejoindre leur famille. Une semaine sur deux, l'île est quasiment isolée du reste du monde : qui souhaiterait embarquer sur un bateau qui live l'ancra à 4 h 45 ? Une semaine sur deux, donc, pas d'assistance sociale, pas de gynécologue, pas d'employé de la Sécurité sociale. En attendant que revienne la vie avec les « bonnes marées », l'île se replie sur elle-même.

Et encore, tous les ménages ne font-ils pas le déplacement : se rendre sur le continent en période de mauvaises marées pour consulter l'ophtalmologue ou le dermatologue — les seuls médecins qui exercent à demeure sur l'île sont des généralistes — signifie un voyage de vingt-quatre ou quarante-huit heures. Et ce n'est que depuis 1986, quand fut instaurée une liaison hebdomadaire avec le continent — 500 francs aller et retour — que les femmes sur le point d'accoucher peuvent gagner l'hôpital autrement qu'en canot de sauvetage avec tous les risques différents.

L'ensemble corse aidant, les îles souhaitent « se faire entendre », par exemple arracher une participation de l'Etat à l'exploitation du futur « catamaran » actuellement en cours d'aménagement et qui, flottant sur coussins d'air, leur permettrait enfin de pouvoir se rendre sur le continent à horaires réguliers sans dépendre des marées.

Pour appuyer cette revendication, le conseiller général Turbé s'efforce même prêt à mener des « actions spectaculaires ». Et comme ces dernières ne sont rien sans les médias, tout sera fait le cas échéant pour faciliter le passage à une équipe de FR3 accompagnée de son véhicule — les voitures doivent obligatoirement réserver leur place sur le ferry trois semaines à l'avance, ce qui ne facilite guère non plus les visites sur le continent.

Ce combat, M. Turbé le mène sans excès d'optimisme, lui qui sait bien que ses troupes ne sont pas des va-et-vient. Aussi naïvement qu'il pousse, les îles évitent d'attendre simplement « que les ministres tombent ». « On aime mieux que le bagueur ait lieu ailleurs », reconnaît l'un d'eux. Le temps passe si lentement à l'île d'Yeu.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### En Seine-Maritime

#### La nouvelle municipalité du Petit-Quevilly visée par des incendies criminels

ROUEN  
de notre correspondant

M. François Zimeray, le jeune maire socialiste du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), dans la banlieue de Rouen, élu le 20 mars en remplacement d'un maire communiste, débute son mandat dans des conditions difficiles.

Lundi soir 10 avril, pour la troisième fois en dix jours un incendie criminel a été allumé dans un bâtiment municipal. Les deux premiers avaient eu pour des conséquences mineures. Cette fois, l'incendie s'est étendu à des bureaux situés en face de l'hôtel de ville. Il s'était manifesté au téléphone en prévenant : « Vous ne vous en rendez pas compte... Nous frapperons ailleurs ». Les dégâts sont considérables. Le premier étage et la toiture du bâtiment qui abrite les services techniques ont été entièrement détruits par les flammes. Les archives du service ont disparu dans le sinistre. L'enquête

confiée à la police n'avait pas permis, mardi, de localiser le ou les pyromanes.

Pour les élus socialistes du Petit-Quevilly, il importait avant tout de ne pas déclencher de panique dans la population ou parmi les employés communaux. « Nous ne sommes pas du genre à susciter des vocations », a déclaré le chef de cabinet de M. Zimeray.

Le climat politique tendu qui a précédé le changement d'équipe municipale au Petit-Quevilly, ville communiste depuis la Libération, est bien entendu évoqué. Il pourrait avoir incité une personne avide de quelques vengeance à profiter de la situation. Le Petit-Quevilly est, de plus, une des communes les plus touchées par la petite délinquance dans l'agglomération de Rouen. Le groupe communiste au conseil municipal a pour sa part jugé « inopportuns » ces actes de malveillance.

ÉTIENNE BANZET.

(Publié)

### SOURDS ET MALENTENDANTS

#### LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 17 et mardi 18 avril 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

— Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

— Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 - POSTE 175.

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

### M. Marchais

#### en septembre à Moscou

L'annonce du mercredi 12 avril annonce que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, rencontrera M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS à la fin septembre à Moscou. La date exacte n'est pas précisée. Cette rencontre interviendra donc pratiquement un an après la date envisagée par la direction du PCF. En effet, le registre sur lequel sont consignés les rendez-vous de conclusions et les comptes rendus des réunions du bureau politique fixait, en septembre 1988, le calendrier suivant pour les activités du parti et de son secrétaire général : réunion du comité central, rencontre avec MM. Marchais et Gorbatchev, conférence nationale.

Si le comité central du PCF s'est bien réuni les 12 et 13 octobre 1988 et si ce parti a bien réuni sa conférence nationale, le 12 novembre, en revanche, le secrétaire général n'a pas eu d'entretien avec son homologue soviétique, comme le stipulait le calendrier adopté par le bureau politique.

● M. Bernard Debré (RPR) entre au conseil municipal d'Amboise. — M. Bernard Debré, député (RPR) de l'Indre-et-Loire, va finalement siéger au conseil municipal d'Amboise. En dix-septième position sur la liste conduite par son père, M. Michel Debré, ancien premier ministre et maire sortant (RPR) d'Amboise, battu aux dernières municipales, M. Bernard Debré a bénéficié de la décision de neuf élus de l'opposition placés avant lui sur cette liste (dont son père).

Chap 1120150



# Politique

Le Sénat adopte le projet de loi sur la détention provisoire

## M. Arpaillange plus proche des centristes que du PS...

Après neuf heures de débats, le Sénat a adopté, mardi 11 avril, le texte réformant la détention provisoire qui avait déjà été approuvé par l'Assemblée nationale le 29 novembre. Le RPR a voté contre, le PS et le PC se sont abstenus, les centristes et le Rassemblement démocratique et européen (ex-Gauche démocratique) ont voté pour.

Une petite fiche à la main, M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur socialiste de Belfort, a dressé avec un humour un peu amer le « bilan de ce qui reste de ce texte », avant de justifier l'abstention de son groupe. Il n'y a, en effet, pour la gauche et pour le gouvernement, pas de quoi pavoiser. Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, avait quelques heures plus tôt présenté son projet comme étant « délibérément court et de portée limitée ». Il ne s'est pas trompé.

En attendant la grande réforme de l'instruction que le ministre promet d'entreprendre, il faudra donc se contenter d'un texte dont les ambitions initiales étaient déjà bien rognées, mais que le passage devant les deux Chambres — avant un réexamen par l'Assemblée nationale — a vidé d'une bonne partie de sa substance, le Sénat ayant suivi pas à pas les recommandations du rapporteur de la commission des lois, M. Marcel Rudloff (Union centriste, Bas-Rhin) (Le Monde du 11 avril).

Ainsi disparaît du texte la référence à la nécessité de chercher des

mesures d'insertion pour un inculpé lors de l'enquête rapide de personnalité, désormais obligatoire pour les moins de vingt et un ans, avant toute décision de placement en détention si la peine encourue n'exécute pas cinq ans.

Le Sénat a aussi supprimé la menace de « nullité » frappant toute ordonnance de mise en détention insuffisamment motivée en droit et en fait. L'inculpé qui aurait souhaité ne comparaître pas en personne devant la chambre d'accusation lors d'une demande de mise en liberté, pas plus que ce débat ne sera public. L'Assemblée nationale l'avait pourtant souhaité. Le garde des sceaux était hostile à cette possibilité, où il voit une brèche dans le secret de l'instruction.

Malgré sa force de conviction et les compromis qu'il tentait de trouver (la chambre d'accusation aurait pu se réserver le droit de demander le huis-clos), M. Dreyfus-Schmidt n'a pu, sur ce point comme sur d'autres, convaincre le ministre de la justice, qui a estimé que cela ne serait pas « raisonnable ». Favorable au maintien du tableau de roulement des juges d'instruction — et non plus à leur désignation par le président du tribunal, ce qui conduirait selon certains à des choix trop orientés, — le sénateur socialiste n'a pas emporté l'adhésion du ministre de la justice du gouvernement qu'il soutient.

Il était d'ailleurs curieux de voir le garde des sceaux s'en remettre presque à chaque fois à la sagesse du Sénat, à moins qu'il ne soutienne la commission des lois contre les par-

lementaires de gauche. Quant à retirer à la Cour de cassation la possibilité de dessaisir une juridiction dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, et malgré le rejet d'une requête en suspension légitime (ce fut le schéma de l'affaire Droit-Grellier), comme l'avait décidé l'Assemblée nationale, le Sénat pas plus que le garde des sceaux ne l'ont voulu. M. Rudloff a simplement fait modifier le terme « bonne administration de la justice », qui est désormais remplacé par le mot, plus sensible, de « sérénité ».

Toutes les astuces

Dans tous les cas ou presque, les délais de la détention provisoire — ces boîtiers qui évitent aux juges de s'endormir sur leurs dossiers et aux prévenus de rester indéfiniment en prison sans être fixés sur leur sort, — ont été élargis par le Sénat. Il a fallu aux socialistes user de toutes les astuces du règlement pour obtenir malgré tout qu'en matière correctionnelle, quand la peine encourue est inférieure à cinq ans, la détention provisoire ne puisse être prolongée au-delà de deux ans.

On a aussi adopté un amendement de M. José Balarelli (URR, Alpes-Maritimes), qui empêchera d'utiliser des nullités de procédure pour remettre en liberté les « grands délinquants » encourant des peines égales ou supérieures à dix ans. Le fait que les avocats aient le droit de déposer des demandes en liberté pour leur recommander lorsqu'ils ne résident pas dans la commune où siège la juridiction compétente — le ministre de la justice n'y tenait

guère, redoutant, a-t-il expliqué, des « tracasseries de l'administration pénitentiaire » — a été une bien maigre consolation pour M. Dreyfus-Schmidt, avocat de profession.

Ont survécu au lamination parlementaire la conversion d'une peine prononcée en l'absence de l'intéressé en travail d'intérêt général, et la réduction du délai d'épreuve de cinq à trois ans. « Il y a du pour et du contre », a estimé M. Dreyfus-Schmidt, qui semble attendre d'une navette qu'elle joue le rôle de bouée de sauvetage pour un texte bien écorné avant d'expliquer l'abstention de son groupe. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui n'avait cessé de se battre pour libéraliser le projet — notamment en ce qui concerne les mineurs — a suivi la même démarche. Le RPR, par la voix de M. de Curtoli, s'est appuyé sur les prises d'outages des prisons de Poissy et de Toul pour justifier un vote contre; les centristes et le Rassemblement démocratique et européen ont permis l'adoption du projet.

Quant au texte sur les erreurs judiciaires et leur réparation, qui faisait l'objet d'une proposition de loi annexée rédigée à l'initiative de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) et de M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), il a été adopté à l'unanimité et permettra la saisine de la Cour de cassation (qui examine les demandes en révision) par une commission de magistrats et non plus par le seul garde des sceaux. Le texte crée en outre un droit à l'indemnité des victimes d'erreurs judiciaires.

AGATHE LOGEART.

A l'Assemblée nationale

## Le rôle des commissions permanentes en question

En demandant à la Commission des finances de l'Assemblée nationale d'examiner au fond le projet de réforme de la Commission des opérations de Bourse (COB) qui sera soumis au Parlement à cette session de printemps, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, soulève une fois de plus, le problème de la répartition des compétences entre les différentes commissions.

Sur un tel projet, qui comporte un important volet juridique, c'est la commission des lois qui aurait dû normalement être saisie au fond. Mais M. Bérégovoy, qui souhaite voir renforcer les pouvoirs de la COB, notamment en matière de sanctions, n'a pas voulu retrouver, au sein de l'Assemblée, l'opposition qu'il avait manifestée le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, à cette conception « extensive » du rôle de gendarme de la Bourse.

Selon M. Arpaillange, la reconnaissance à la COB de compétences en matière de sanctions irait à l'encontre de la séparation des pouvoirs entre exécutif, législatif et judiciaire. M. Bérégovoy craignait avec raison que la commission des lois ne le suive sur ce point.

Mais au-delà de cette divergence d'appréciation sur le contenu même du projet se trouve à nouveau posée la question du partage des compétences entre les commissions permanentes de l'Assemblée. La Constitution de 1958 prévoit, en son article 43, que la règle pour l'examen de chaque projet est la saisine de « commissions spécialement désignées à cet effet » et que l'exception

est le recours à l'une des six commissions permanentes. Cet article, qui traduisait la volonté de limiter le rôle du Parlement en évitant la création de véritables contre-pouvoirs au sein des Assemblées, est devenu important à une commission spéciale fut décidé pour l'examen des lois de nationalisations en 1981-1982.

Or, face à la complexité et à la pluridisciplinarité croissantes des projets ou des propositions soumis au Parlement, la saisine d'une commission permanente unique n'est plus satisfaisante. Ainsi du texte sur l'éthique médicale, qui comporte à la fois un aspect juridique, social et financier de celui portant réforme de la loi Méhaignerie (la loi Quilliot avait été examinée au fond par la commission des lois, la loi Méhaignerie, qui la modifiait, avait, quant à elle, été soumise à la commission de la production et des échanges) ou du projet de loi sur la COB.

Le besoin de recourir à une commission spéciale, composée des membres des différentes commissions permanentes, se fait donc plus que jamais sentir. C'est en ce sens que M. Michel Sapin (PS-Hauts-de-Seine) président de la commission des lois, va déposer une proposition de résolution devant le bureau de l'Assemblée tendant à augmenter le nombre des membres dans les commissions spéciales (de 31 aujourd'hui à 50 ou 51) afin de « réactiver » cette disposition contenue dans la Constitution.

P. R.-D.

La préparation des élections européennes : la droite dans l'impasse

## Les « rénovateurs » de l'opposition restent sourds aux remontrances de M. Giscard d'Estaing

Les « jeunes turcs » de l'opposition ont décliné la proposition de M. Giscard d'Estaing, qui les avait défilés en débat télévisé sur les enjeux des élections européennes. Ceux des « rénovateurs » qui appartiennent à l'UDF défendent, jeudi, devant le conseil national de leur mouvement, au cours d'une séance ouverte à la presse (à la demande de l'ancien président de la République), une motion préconisant notamment la convocation d'une convention UDF-RPR qui devrait mettre à plat, selon eux, les problèmes de structure de l'opposition en vue de sa rénovation et de sa recomposition.

C'est peu de dire que M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas apprécié l'appel solennel et télévisé lancé, dimanche soir, par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, pour qu'il accepte de passer la main pour les élections européennes du 18 juin.

Piqué au vif, l'ancien chef de l'Etat a saisi la balle au bond en proposant un débat à la télévision avec MM. Dominique Baudis, Bernard Bosson et Charles Millon, trois des « rénovateurs » de l'UDF et de l'UDC à l'avoir adjuré de faire marche arrière. L'invitation a été déclinée par les intéressés, au motif qu'il est inutile, selon eux, de débattre d'un sujet — l'Europe — sur lequel ils sont tous d'accord. Et comme il n'est pas question, bien sûr, d'aborder les problèmes de personne, le « grand débat » a été reporté sine die.

« C'est un peu misérable comme procédé », ont protesté plusieurs de ces rénovateurs : « Le maître veut une fois de plus faire la leçon. Débattre avec Giscard, c'est absurde ! On ne met pas en cause ses capacités européennes. On met en cause sa capacité à faire l'union de l'opposition », expliquait pour sa part M. Etienne Fintz, « rénovateur » RPR.

Devant le groupe centriste de l'Assemblée nationale, qui le recevait mardi 11 avril, à sa demande, M. Giscard d'Estaing a simplement fait valoir le fait que, interpellé à la télévision, il était naturel qu'il souhaitait répondre par le même canal.

« Vous vous êtes exprimés devant treize millions de personnes », reprocha-t-il à M. Baudis. Le maire de Toulouse se livra alors à une explication de texte qui avait un peu l'allure d'un acte de contrition. En parlant quelques heures plus tard devant les journalistes, le maire de Toulouse en était encore tout chose : « J'ai simplement ressenti que la seule alternative au duel Giscard-Veil était une liste d'union conduite par des rénovateurs. C'est par volonté de parvenir à cette union que j'ai lancé cet appel. Je n'ai pas fait d'anti-giscardisme primaire. J'étais dans le même état d'esprit

que celui de Giscard lorsqu'il soulevait un candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle. Faut-il de quel il n'a pris part ni pour M. Barre ni pour M. Chirac. » « Venez donc sur ma liste », lui aurait proposé M. Giscard d'Estaing, après avoir entendu cette explication.

Au dire des participants, la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et les députés giscardiens s'est déroulée dans un climat « serein et décalé ». Pour autant, le président de l'UDF ne semble pas avoir convaincu son auditoire. M. Giscard d'Estaing a admis les arguments des socialistes, M. Giscard d'Estaing a également fait valoir que le RPR avait « considérablement évolué » dans ses conceptions européennes et qu'il fallait lui en donner acte en faisant l'union.

« Nous avons tous les mêmes conceptions de l'Europe », a-t-il ajouté en regardant les centristes au fond des yeux. Alors allons-y ensemble. Si vous voulez affirmer votre identité politique, vous pouvez le faire dans la liste commune. »

A sa sortie, après un peu plus d'une heure de discussions, accompagné de M. Méhaignerie, le président de l'UDF a souhaité que le débat « se poursuive dans un esprit de dédramatisation et de clarification ». Le président de l'UDC, M. Méhaignerie, a expliqué que chacun était « resté sur ses positions » malgré une atmosphère « franche et cordiale ». Un certain nombre de députés centristes, réunis au départ à une liste autonome du centre menée par M. Simone Veil, auraient été « regonflés » par l'intervention du député du Puy-de-Dôme, sans que pour l'instant une contestation ouverte de la ligne Méhaignerie se soit manifestée.

vainqueur dans nos rangs (...). Les réflexions qui auraient mérité un débat de fond se trouvent réduites de façon suicidaire à un affrontement de personnes sur la place publique. Ce qui aurait pu provoquer une révolution culturelle risque de n'apparaître que comme une révolution de palais », prévient le journaliste du Figaro en appelant les « rénovateurs » à la raison. Cette « motion d'apaisement » accueille les signatures des moins de cinquante ans uniquement.

Les « rénovateurs » ne désarment pas pour autant, même s'ils apparaissent partagés sur la méthode ad hoc pour poursuivre leur opération de « novation-union ». M. François d'Aubert (UDF), membre de la « bande des douze », décrit ainsi la marche à suivre : « Jusqu'à jeudi, date à laquelle se tient la convention nationale de l'UDF, c'est la combustion du premier étage de la fusée ; ensuite, jusqu'au dépôt des listes, le jeu de patz sera, non plus les instances des partis, mais l'opinion publique. La troisième phase commencera le 19 juin au matin, avec des initiatives pour rénover en profondeur l'opposition ».

haha montait dans la salle. M. Jean-Claude Gaudin a expliqué à la sortie que les députés UDF s'étaient prononcés « à une large majorité » pour une liste d'union de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing. « Nous nous y tenons ! », a précisé M. Gaudin, visiblement un peu las du bouillonnement suscité par le feu rénovateur.

Dans les couloirs, M. d'Aubert jouait aux giscardiens « pur sucre » : « Il ne faut pas qu'il aille à Strasbourg. Pour lui, Strasbourg, c'est un mausolée en titane. Finalement, ce qu'on nous reproche, ce n'est pas de mettre en jeu la tête de liste, c'est d'être manipulé par les centristes : c'est tout ce que l'on trouve à nous dire. » A deux pas, deux « rénovateurs » du RPR, MM. Pinte et Jean-Pierre Delalande, expliquaient que le mouvement de rénovation de l'opposition était lancé et qu'il ne s'arrêterait pas. « On ne peut pas rester les bras ballants : ce sont nos idées qui gagnent et c'est le PS qui gouverne », insistait M. Delalande, tandis que M. Pinte expliquait que les « rénovateurs » de l'UDF et du RPR chercheraient dans les mois qui viennent à travailler ensemble en plus étroite collaboration.

Le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, lui, n'avait pas de mots assez durs pour M. Simone Veil : « Aujourd'hui tout le monde veut l'union, il n'y a que M. Veil qui ne veut pas l'union. Alors, est-ce qu'il faut écouter une seule personne qui veut diviser l'opposition ? Je réponds non. »

Au nom des socialistes, M. Louis Mermaz a expliqué, mardi, qu'il observait les choses « avec un vif intérêt, sans ironie, ni jubilation ». Notre interrogation, c'est de savoir jusqu'où cela ira, a poursuivi le président du groupe PS. Est-ce que les « rénovateurs » veulent moderniser le RPR et l'UDF, ou sont-ils susceptibles de les quitter à terme pour constituer un parti avec les centristes ? Est-ce qu'à terme l'UDC est susceptible d'implorer, certains éléments, à titre individuel, se rapprochant de la majorité présidentielle ? Au nom des socialistes, tout heureux que pour une fois les querelles de courants fassent des vagues chez les autres...

PIERRE SERVENT.

### Débat très vif à l'UDF

M. Charles Millon (UDF) ne voit pas les choses exactement de la même façon. Le président de la région Rhône-Alpes souhaite accélérer le mouvement et profiter de la réunion des instances de l'UDF, jeudi, pour mettre aux voix une motion dans laquelle figurerait notamment une proposition de convocation d'une convention UDF-RPR destinée à mettre à plat les structures de l'opposition. Le député de l'Ain, qui devait tenir une conférence de presse mercredi, à l'Assemblée nationale, estime possible de faire cette convention non plus après les européennes, mais bien avant, de façon à battre le fer tant qu'il est chaud. Pour les élections européennes elles-mêmes, il pourrait, par esprit unitaire, reprendre le libellé de la motion présentée, samedi dernier par le maire de Lyon, M. Michel Noir, devant la convention nationale du RPR.

Les députés UDF ont également abordé ce sujet au cours de leur réunion de groupe, mardi après-midi. Selon le président du groupe, M. Jean-Claude Gaudin, le débat fut « très vif, viril et un peu net ». C'est dire que personne n'a mâché ses mots : ni M. François Léotard, qui a qualifié de « démarche de vanité » l'attitude des « rénovateurs », — « à la fois vaine et vaniteuse », — ni François d'Aubert qui a dénoncé « les structures partitiques dans la seule vocation semble la fabrication des échecs... ». Le député de la Mayenne ne pourra pas aller plus loin, M. Gérard Longuet lui coupant la parole : « Je l'interdis de dire cela ! » — tandis qu'un brou-

### La mobilisation pour une liste d'union

La mobilisation en faveur d'une liste dirigée par M. Giscard d'Estaing est complète. Mardi, à huis clos, ce sont les sénateurs centristes qui se sont prononcés à une forte majorité pour une telle liste, même s'ils souhaitent inscrire la « rénovation » de l'opposition à l'ordre des jours qui suivront le 18 juin. « Halte au feu ! », s'exclame M. Philippe Vasseur, député UDF, dans une motion qui a recueilli une quarantaine de signatures de parlementaires progressistes. « Arrêtons cette « guerre civile » dont personne ne sortira

## Les délégations parlementaires pour les Communautés européennes auront plus de pouvoirs

Les députés ont adopté, mardi 11 avril, en première lecture, la proposition de loi déposée par M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Or), tendant au renforcement des prérogatives des délégations parlementaires pour les Communautés européennes. Les groupes PS, UDC, UDF et RPR ont voté pour, seul le PC s'est abstenu.

« Ayons le courage de le reconnaître : de tous les grands pays européens, la France est celui où le Parlement a été le moins bien associé à la construction européenne au jour le jour. » Ce constat de carence collective — que soulignait M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la proposition de loi sur la réforme des délégations parlementaires pour les Communautés européennes, a incité les députés à réagir — à quelques années de la réalisation du marché unique européen. Selon un pointage rapide effectué par les services de l'Assemblée sur les deux cent trente lois votées au Parlement dans les quatre dernières années, cent deux étaient « sous influence européenne ». La tendance s'est encore accentuée en 1988, où la proportion était pratiquement d'un texte sur deux.

Instituées par la loi du 6 juillet 1979, les délégations parlementaires pour les Communautés européennes

n'avaient qu'un rôle d'information, auprès de leur assemblée respective, des activités des institutions communautaires. La proposition adoptée mardi fixe à trente-six (au lieu de dix-huit) le nombre de leurs membres afin de renforcer la représentation proportionnelle des groupes et des différentes commissions permanentes au sein de chaque délégation.

Le texte prévoit également que le gouvernement sera désormais tenu d'informer les délégations de tout projet de directive et de règlement et autres actes émanant de la Communauté portant sur des matières relevant du domaine de la loi. Les délégations pourront être consultées par le gouvernement et par les commissions de l'Assemblée et du Sénat et auront le droit d'autociter sur tout sujet ayant trait aux activités communautaires. La consultation d'urgence, en revanche, obligatoire pour les projets d'actes communautaires relevant du domaine de la loi (article 34) et pour tout projet visant à transcrire un acte communautaire dans le droit national.

Les députés ont également souhaité que soit organisé systématiquement un débat de politique européenne lors de chaque session parlementaire, comme cela existe dans la plupart des autres Parlements d'Europe. Symbole parmi d'autres, à ce débat assisteront, dans les rangs du public, une délégation de parlementaires britanniques.

P. R.-D.

# FORUM P.A.O.89

## 3èmes JOURNÉES EUROPÉENNES DE LA MICRO-ÉDITION

7-8-9 JUIN 1989 - PARIS FRANCE

A peine plus de trois ans après son irruption, la micro-édition ou PAO (publication assistée par ordinateur) a déjà conquis de larges secteurs des entreprises et bouleversé les métiers traditionnels des arts graphiques et de l'édition. Les produits disponibles évoluent, les utilisateurs en perçoivent mieux les potentialités, les contraintes sont de mieux en mieux cernées. Rendez-vous annuel des utilisateurs et des professionnels de la PAO, cette année, les Journées Européennes de la Micro-Édition se déroulent en deux cycles de conférences :

- La première se focalisera sur l'évolution actuelle de la PAO. Il sera illustré de témoignages d'utilisateurs avertis de différents secteurs d'activité. Organisation, formation, rentabilité seront abordées.
- La seconde cycle de conférences qui se tiendra en parallèle sera consacré quant à lui au domaine spécifique de la documentation technique. Problème de plus en plus crucial pour les entreprises de nos jours.

Je désire recevoir le programme détaillé des conférences :

☐ Cycle Micro-Édition  
☐ Cycle Documentation Technique.

NOM \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

A retourner à Captec, 38, rue de Colisée, 75008 Paris - France



# Société

## Le gouvernement définit une nouvelle politique de la santé

(Suite de la première page.)

L'allongement prévisible — même s'il demeure relativement modeste — de l'espérance de vie (et la consommation accrue des soins qui en découlent), l'apparition de nouvelles pathologies (en particulier le sida), la dynamique démographique, mais aussi commerciale, qui régit, de plus en plus, le fonctionnement du secteur de la santé, la mise au point de nouvelles technologies diagnostiques et thérapeutiques, ainsi que l'émergence d'une pharmacopée très coûteuse issue de la biologie moléculaire, tout comme l'accroissement des connaissances et la formation continue des médecins, sont autant de défis lancés au pouvoir politique, dès lors qu'il entend maintenir l'assurance que chacun aura toujours accès à des soins de qualité.

« Confronté à ce phénomène d'innovation médicale ou technique, notre système de santé doit s'adapter rapidement, se restructurer, explique M. Evrin. Alors même que son histoire et sa tradition l'avaient habitué à être façonné par de lentes sédimentations successives. Pour réussir cette mutation, la France connaît ses points forts et ses points faibles. » Point fort : le qualité de la médecine et de la chirurgie française, ainsi que le système national de protection sociale collective qui autorise la liberté de choix du médecin ou de l'établissement pour le malade.

Point faible : l'insuffisance de la prévention (consommation de tabac et d'alcool, accidents de la circulation, nutrition et consommation irraisonnée de médicaments ; réticences face à l'utilisation des préservatifs...), la faiblesse de l'épidémiologie et des méthodes d'évaluation, le sous-développement de la formation médicale continue ou encore la fragilité de l'industrie pharmaceutique française. Il faut rappeler aussi que les dépenses de soins et de biens médicaux ont atteint 7.624 F par an et par Français en 1987, soit près de 8 % du produit intérieur brut.

Si depuis le début des années 80, les dépenses liées au fonctionnement des hôpitaux ont pu être contenues — la part de l'hospitalisation dans la consommation totale de soins pesant de 53,2 % en 1980 à 50 % en 1987 — la consommation de soins non hospitaliers est loin d'être maîtrisée.

D'autre part, explique M. Evrin, « seule la répartition des dépenses permet de mettre à la disposition de tous les traitements efficaces les plus onéreux que le progrès technique nous apporte. La préoccupation exclusive et réfléchie

de l'impact du malade peut conduire à une médecine sobre et efficace. Les gains de productivité potentiels sont considérables, mais la rigidité des structures, des comportements et des mentalités freine leur émergence. C'est pourquoi un programme triennal de rénovation de notre système de santé et de protection sociale a été arrêté.

Ce programme triennal comporte quatre grands chapitres : le droit des malades, la prévention, le secteur hospitalier et l'économie de la santé.

Dossier établi par GUY HERZLICH, JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI.

### Décloisonner l'hôpital

Concernant l'hôpital public, M. Evrin considère que, près de vingt ans après la mise en œuvre de la loi hospitalière de 1970, une « avancée législative » est devenue « nécessaire ».

Premier impératif de la politique hospitalière qu'entend mener le ministre de la santé : « décloisonner l'hôpital par rapport à son environnement ».

Il s'agit de redéfinir le rôle de l'hôpital : hier lieu d'accueil des plus pauvres, il sera demain organisé autour d'un pôle de compétences techniques et ses personnels seront de plus en plus spécialisés et qualifiés.

Progressivement, l'hôpital devra mettre son potentiel technique au service d'un « réseau de soins » comprenant les services cliniques, les établissements sans plateau techniques, l'hébergement médico-social et la médecine ambulatoire.

Pour favoriser cette évolution, M. Evrin entend poursuivre la transformation et l'adaptation des structures hospitalières. Il envisage notamment la transformation de nombreux hôpitaux locaux en centres médicaux d'hébergement pour personnes âgées.

Le ministre de la santé estime nécessaire de mieux articuler les domaines sanitaire, social et médico-social. Concernant les personnes âgées et handicapées, il se propose

de créer « de véritables passerelles » entre les établissements relevant de la loi de 1970 et ceux régis par la loi du 30 juin 1975.

M. Evrin entend aussi d'associer les structures de l'hôpital afin de satisfaire quatre objectifs :

« réorienter les prestations autour du malade », ce qui implique la mise en œuvre d'une médecine mieux coordonnée et moins fragmentée ;

« promouvoir un réel dialogue entre les divers professionnels hospitaliers », médecins ou non ;

« mieux associer l'ensemble des personnels soignants à la gestion de l'établissement et à ses perspectives d'évolution » ;

« procéder à des évolutions régulières des divers modes d'organisation choisis ».

M. Evrin affirme à nouveau qu'il favorisera la mise en place des départements hospitaliers et que des mesures financières incitatives seront prises.

La planification sanitaire

Autre volet important de cette politique hospitalière : la planification sanitaire. « La carte sanitaire issue de la loi hospitalière de 1970 n'est plus adaptée », estime

M. Evrin. C'est pourquoi il propose de fonder un nouveau mode de planification, fixant, pour chaque région, un schéma d'organisation sanitaire.

Cela devrait permettre d'optimiser la répartition des plateaux techniques coûteux et de mieux guider les choix budgétaires. Cela permettra également de redéfinir le rôle des établissements publics et privés dans chaque région et d'envisager « des possibilités de coopération », y compris dans l'utilisation des plateaux techniques » entre ces deux secteurs.

« Il n'est plus possible, estime M. Evrin, d'assurer les doublons, systématiquement des équipements les plus coûteux tant au moyen qu'en hommes dans les villes moyennes ».

Cette planification devrait contribuer à décloisonner progressivement l'hôpital de la ville. Cette réforme de la planification devrait prendre en compte les besoins réels de la population. Les récentes mutations sociales dans les hôpitaux ont mis en lumière les difficultés du secteur public.

En tentant de faire évoluer l'organisation interne de l'hôpital, en instaurant des rapports plus modernes et plus dynamiques avec l'État et en réajustant progressivement les modes de financement entre hôpitaux publics et cliniques privées, M. Evrin espère arriver à surmonter la crise que connaît le secteur hospitalier public.

### Intensifier la prévention

Parent pauvre du système de santé français, la prévention peut aujourd'hui faire l'objet d'actions concrètes efficaces, grâce à la création, par la loi du 5 janvier 1988, d'un « fonds national de prévention » relevant du régime général de la Sécurité sociale.

Ce fonds — dont le montant devrait être de l'ordre d'un milliard de francs — permettra de développer des actions visant à dépister précocement ou à prévenir certaines maladies. Aux structures et aux actions existantes déjà (centres d'examen de santé, vaccination contre la grippe, dépistage néo ou néonatal de maladies héréditaires) devront s'en ajouter de nouvelles, comme l'instauration de la vaccination rougeole-rubéole-oreillons (qui ne concerne actuellement qu'un enfant sur deux), des campagnes de prévention de la santé des dents et de la bouche, des actions de dépistage précoces de lésions cancéreuses (cancer du sein par mammographie ; cancer recto-colique par recherche de sang dans les selles et plus tard cancer du col de l'utérus).

Une bonne partie de cette « mise en œuvre » de la prévention a été faite aux conclusions de rapport — très attendu —

demandé par M. Evrin à un groupe de médecins spécialistes de santé publique (professeurs Dupuis, Got, Grémy, Hirsch et Tubiana). Annoncé pour la fin 1988, ce document ne serait remis que vers la fin mai au gouvernement.

« Nous avons en effet décidé de ne pas restreindre ce qu'on appelle habituellement en rapport avec la prévention en une simple liste d'actions, mais de définir des mesures concrètes que nous proposons, nous ont expliqué les professeurs Got et Dupuis. Ainsi, chaque fois que l'on parle de réglementer la publicité sur les boissons alcoolisées, on voit, sans qu'il soit nécessairement ce soit mentionner par exemple les ministères des sports, de la culture et de la communication. Il nous faut savoir pourquoi et essayer comment on peut, atteindre nos objectifs ».

Le développement de la prévention impose aussi la création d'une structure originale chargée d'envisager l'impact des actions qui seront mises en œuvre. Cette structure sera placée sous l'autorité du ministre des sports, de la culture et de la communication.

La prévention n'est pas une fin en soi. Elle doit être intégrée à l'ensemble des actions de santé publique. Elle doit être évaluée et son impact doit être mesuré.

« Ces propositions ont été accueillies avec beaucoup d'intérêt », a déclaré M. Evrin. Elles ont été prises en compte dans la loi de 1988.

D'abord, s'il n'est pas question de libérer le prix, M. Evrin admet que cent-cinquante évoluent pour se rapprocher de la moyenne européenne, nettement plus élevée, aujourd'hui, par exemple, en Allemagne.

D'autre part, des mesures législatives de la recherche pourraient être étudiées.

Ces options figuraient déjà dans le rapport de Bernard Maurice au Conseil économique de décembre 1985 et sont reprises sous une autre forme par le récent rapport Boudouma, qui préconise notamment toute une série de mesures en faveur de la recherche (crédit d'impôt, recherche, financement de la recherche professionnelle, etc.).

Y figure aussi le parti adopté par M. Evrin pour la réévaluation des médicaments : celui-ci consiste à étudier avec les professionnels une réévaluation en partie forfaitaire, à l'acte, et non pas uniquement par une marge ou pourcentage du prix de vente.

La formule correspondrait mieux au service rendu, « indépendamment de la spécialité », souligne le rapport Boudouma : le système actuel fait un « effet de levier » inflationniste sur chaque franc supplémentaire consenti par les pouvoirs publics,

comme lui, révélateur.

De façon générale, M. Evrin souhaite modifier les conditions de remboursement des médicaments en fonction de leur efficacité, établie par une « expertise », à terme, par des recommandations de déclassification, on pourrait supprimer le double taux actuel de remboursement (40 % et 70 %).

Enfin, pour certains médicaments très coûteux, il envisage une « médiation » du remboursement (comme cela a été introduit pour les soins dans les troubles mentaux pris en charge à 100 %). « C'est à la pathologie et au traitement, a-t-il dit, que le taux de remboursement serait attaché ».

### Développer les droits des malades

Parmi les projets du ministre de la santé, ceux qui concernent les droits des malades, ne devraient pas déplaire à l'opinion publique. Après avoir rappelé qu'il entendait « promouvoir et développer les droits des malades et rénover sensiblement les relations des usagers avec le système de santé », M. Evrin a annoncé que, dans un an environ, il déposerait un projet de loi sur « les droits généraux des malades », c'est-à-dire en particulier ceux qui concernent « le respect du consentement préalable du patient, son information sur les protocoles diagnostiques et thérapeutiques pratiqués, les modalités d'accès à son dossier médical, la modification et la simplification de ses possibilités de recours en cas de litige ».

Dans l'entourage du ministre, on laissait entendre qu'un rapport de réflexion et de propositions pourrait être demandé très prochainement au Conseil d'État ou au Comité national d'éthique, ce document servant de base pour la rédaction du projet de loi.

Le ministre de la santé a, d'autre part, annoncé que, « prochainement en coordination avec les ministères de la justice et de l'intérieur », un projet de loi serait déposé pour « promouvoir les droits des malades mentaux », afin notamment d'offrir les meilleures garanties possibles aux patients libérés hospitalisés.

Pour ce qui est des personnes incapables d'exprimer librement leur consentement à des soins pouvant entraîner à leur égard, de nouvelles « procédures de révision périodique de la pertinence des modes de leur prise en charge » seront mises en place.

Il devrait s'agir de l'instauration d'une révision périodique de la décision de maintien de placement, une mesure conforme à la recommandation du Conseil de l'Europe du 22 février 1983 et qui devrait en outre modifier le rôle du préfet. Ce dernier n'aurait plus à prononcer la levée du placement — celle-ci devenant automatique — mais serait tenu de prendre périodiquement un arrêté de maintien de placement s'il le juge nécessaire après avis médical. Une telle mesure devrait permettre de limiter le risque d'internement abusif.

Internements abusifs

M. Evrin a, d'autre part, annoncé la mise en œuvre prochaine d'autres mesures qui concernent plus spécifiquement les malades hospitalisés et leurs familles : « soulagement de la douleur, aide aux mourants par des soins palliatifs appropriés, y compris à domicile, meilleure organisation de visites des familles, identification claire des lieux et des personnels, meilleure information du malade et de son entourage sur les examens et les traitements en cours ou à venir ».

Ce projet de loi et les diverses mesures — dont on ne connaît pas encore les détails — qui l'accompagnent devraient populariser l'action du ministre de la santé. Plébiscites à diverses reprises dans les sondages, elles avaient, pour plusieurs d'entre-elles, été déjà proposées par M. Léon Schwarzenberg, lors de son éphémère passage au ministère de la santé.

Autres projets importants : ceux qui concernent plus spécifiquement les malades psychiatriques. Comme il l'avait annoncé, le 2 décembre dernier, lors du vingt et unième congrès de l'UNAM à Avignon (le Monde du 3 décembre), M. Evrin a confirmé que l'article 64 du code

En matière de médecine ambulatoire, les préoccupations les plus immédiates de M. Evrin tiennent à la hausse « non maîtrisée » des dépenses. C'est d'abord la couverture des dépenses des soins, des médicaments qu'il doit « pallier l'absence de mécanismes automatiques de régulation ».

Le ministre a repris les termes de la lettre qu'il avait adressée le 8 avril, sur leur demande, aux présidents des caisses et des trois syndicats médicaux habilités à négocier. Il ne pourra reconduire et approuver la convention qu'à trois conditions : des dispositions efficaces de maîtrise des dépenses, un développement de la formation continue pour une plus grande efficacité des soins, enfin un meilleur équilibre — « impératif » — entre les médecins demandant les tarifs conventionnels et ceux à honoraires libres.

M. Evrin souhaite notamment, comme on l'avait envisagé en 1980 et 1985, des « objectifs qualitatifs et quantitatifs » d'évolution des honoraires et des prescriptions, qui serviront de base à des actions concertées entre les médecins et les caisses et au calcul des réajustements d'honoraires ; des actions locales pouvant « viser à corriger en permanence les écarts constatés par rapport aux objectifs fixés ».

Cette méthode correspond au vœu des caisses d'assurance-maladie et n'est pas a priori rejetée par tous les syndicats médicaux (le Monde du 8 avril).

Sur le déséquilibre des deux secteurs médicaux, M. Evrin se montre particulièrement ferme : « Les efforts devront être concentrés sur les pratiques qui acceptent pleinement le jeu conventionnel. D'autre part, la convention devra être

### Le médicament sous contrôle

maintenant remédié » aux déséquilibres dans les zones géographiques (voir les cartes ci-contre) et les honoraires libres sont particulièrement répandus, notamment dans certaines spécialités.

La maîtrise des dépenses et leur bon usage doivent s'appuyer sur l'évaluation des soins, « afin d'identifier les plus efficaces et de diffuser leur emploi au détriment des pratiques obsolètes, voire dangereuses », et « d'éliminer examens inutiles, prescriptions ou hospitalisations non fondées ». Sans reprendre la querelle de 1985-1986 sur l'organisation des instances d'évaluation, le ministre entend renforcer l'actuel comité national, pratiquement inactif, par une instance scientifique et technique capable de lancer des programmes, de sélectionner des projets, d'organiser la diffusion des résultats et de former des spécialistes de l'évaluation (un rapport a été demandé au docteur Jean-François Armogathe).

Nouveaux prix

Cette évaluation facilitera l'évolution de la « nomenclature » des actes médicaux qui doit permettre d'adapter « en temps réel » les pratiques — et les tarifs — aux progrès techniques.

Le ministre est décidé à aller de l'avant, pour que les propositions d'actes nouveaux soient équilibrées par des réductions correspondantes et que l'on n'encourage pas « l'utilisation excessive d'appareillages coûteux au détriment des actes intellectuels ». Pour que la modification de la nomenclature repose sur des bases solides, il entend aussi que les actes accomplis puissent être

clairement identifiés : le procédé de « codage des actes » (par informatique) doit être généralisé.

Pour les médicaments, sans annoncer une politique industrielle, M. Evrin prend des positions nettes, visant à la fois, à modifier les conditions de fixation des prix et du remboursement — en évitant un glissement incontrôlé vers les médicaments plus chers — et à réduire les prescriptions jugées excessives et responsables d'« interactions » dangereuses.

D'abord, s'il n'est pas question de libérer le prix, M. Evrin admet que cent-cinquante évoluent pour se rapprocher de la moyenne européenne, nettement plus élevée, aujourd'hui, par exemple, en Allemagne.

D'autre part, des mesures législatives de la recherche pourraient être étudiées.

Ces options figuraient déjà dans le rapport de Bernard Maurice au Conseil économique de décembre 1985 et sont reprises sous une autre forme par le récent rapport Boudouma, qui préconise notamment toute une série de mesures en faveur de la recherche (crédit d'impôt, recherche, financement de la recherche professionnelle, etc.).

Y figure aussi le parti adopté par M. Evrin pour la réévaluation des médicaments : celui-ci consiste à étudier avec les professionnels une réévaluation en partie forfaitaire, à l'acte, et non pas uniquement par une marge ou pourcentage du prix de vente.

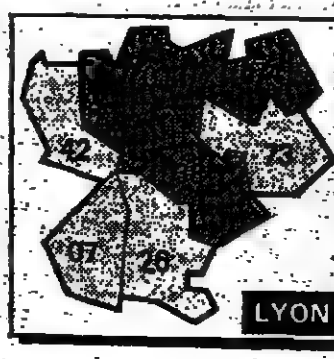
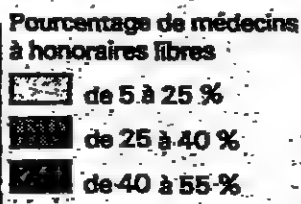
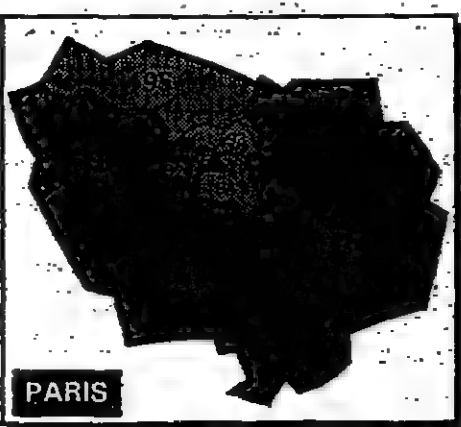
La formule correspondrait mieux au service rendu, « indépendamment de la spécialité », souligne le rapport Boudouma : le système actuel fait un « effet de levier » inflationniste sur chaque franc supplémentaire consenti par les pouvoirs publics,

comme lui, révélateur.

De façon générale, M. Evrin souhaite modifier les conditions de remboursement des médicaments en fonction de leur efficacité, établie par une « expertise », à terme, par des recommandations de déclassification, on pourrait supprimer le double taux actuel de remboursement (40 % et 70 %).

Enfin, pour certains médicaments très coûteux, il envisage une « médiation » du remboursement (comme cela a été introduit pour les soins dans les troubles mentaux pris en charge à 100 %). « C'est à la pathologie et au traitement, a-t-il dit, que le taux de remboursement serait attaché ».

### La proportion des médecins ayant choisi les honoraires libres



La proportion de médecins ayant choisi les « honoraires libres » est particulièrement importante dans certaines spécialités. La « deuxième secteur » est majoritaire chez les ophtalmologistes (67,69 %), les chirurgiens orthopédistes (55,66 %) et les urologues (51,26 %), spécialistes relativement pointus à faible effectif. Mais viennent ensuite des spécialités beaucoup plus répandues et plus nombreuses : les gynécologues (47,2 %), les dermatologues (44,64 %), les ophtalmologistes (43,49 %), les oto-rhino-laryngologistes (42,6 %), les chirurgiens (40,11 %), les rhumatologues (39,14 %), les gastro-entérologues (38,77 %) et les pédiatres (38,57 %).

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



## Société

A Poissy et à Toul

### Le calme est revenu dans les deux prisons après la libération des otages

Des incidents graves ont éclaté, mardi 11 avril, à la maison centrale de Poissy (Yvelines) et au centre de détention Ney de Toul (Meurthe-et-Moselle). Environ deux cent cinquante détenus ont retenu, à Poissy, pendant huit heures, huit surveillants dans un bâtiment de la prison pour protester contre une sanction visant un détenu qu'ils estimaient « injuste ».

A Toul, une cinquantaine de prisonniers ont gardé en otages quatre gardiens pendant une heure et quart environ pour réclamer une « amélioration de leurs conditions de vie ». Ces deux révoltes se sont terminées après des discussions avec l'administration pénitentiaire, sans que les forces de l'ordre entrées dans les établissements aient eu à donner l'assaut.

L'administration pénitentiaire s'est refusée à « négocier sous les pressions », mais a accepté de

donner des assurances aux mutins pour la réintégration en cellule sans faire appel à la force.

Dans un communiqué, publié mardi soir, la commission « prison-répression », une association de soutien aux détenus, a déclaré qu'« au pouvoir depuis près d'un an le gouvernement Rocard n'a pas à ce jour apporté la moindre réponse aux exigences avancées en 1987 et 1988 par les mutins de Fleury, des Baumettes, d'Ensisheim, de Saint-Maur ou de Besançon ».

« Ceux qui avaient espéré que l'action des détenus durant le conflit des gardiens de prison signifiait un appel implicite à M. Arpaillange doivent maintenant déchanter », déclare l'association qui demande à nouveau « la fermeture des quartiers d'isolement, l'abolition du mitard et du prétoire, le SMIC pour tous les détenus travailleurs et la création de parloirs intimes ».

### Chaude alerte dans une centrale paisible

Une centrale paisible au cœur d'une ville sans histoire : mardi 11 avril, quelques heures ont suffi pour mettre l'image en mistère. Cette prison de Poissy ne s'était guère émue ni des précédentes insurrections ni de la grève plus récente des surveillants. Mais il a suffi d'une raquette de tennis managée par un détenu en colère pour la faire basculer dans la révolte.

La journée de dimanche se terminait, quand l'un des détenus s'en prit à un surveillant, le menaçant de sa raquette de tennis. L'agression, comme le soutient ce dernier ? Toujours est-il que la sanction fut immédiate : direction le « mitard ». La réaction des codétenus ne se fit pas non plus attendre. Dès mardi 8 heures on refusa de quitter le réfectoire. La matinée fut confuse et bruyante. Dans la rue, les hauts murs, les passants entendirent des cris. Que se passait-il donc ?

Vers 12 h 30 l'information coupa court à toutes les hypothèses : six gardiens viennent d'être pris en otages par des détenus. Les mutins seraient environ deux cent cinquante sur les quatre cent cinquante prisonniers purgant, pour la plupart, des peines de longue durée. Ils ont récupéré plusieurs trousseaux de clés dont ils ne se servent pas. Deux autres gardiens sont également coincés dans la rotonde centrale de la prison.

Rien ne perçoit de ce qui se trame derrière le portail clos de la centrale. On n'entend plus aucun bruit. Le dispositif d'ordre se met en place, gendarmerie, police. Puis, vers 15 heures, entrant en force trois compagnies de CRS prêtes à l'assaut et enfin une trentaine d'hommes du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion). Les pompiers eux aussi sont présents pour un éventuel incendie.

Peu après M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur central de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Delport, préfet des Yvelines, le député RPR des Yvelines et maire de Poissy, M. Jacques Masden-Arus, rejoignent à leur tour le directeur rasé à l'intérieur. Ces élus, major de crise reçoivent quatre délégués des détenus. La discussion commence.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une prise d'otages, précise-t-on de source officielle. D'ailleurs, les gardiens retenus sont correctement

traités. Les prisonniers entendent seulement exercer une pression sur l'administration pour que celle-ci organise, sur-le-champ, un prétoire, le tribunal disciplinaire, pour examiner la sanction visant le détenu à la raquette. C'est la seule revendication exprimée, soutient l'autorité publique. Celle-ci refuse de céder dans ces conditions et réclame un préalable : la remise en liberté des gardiens. Va-t-on vers l'affrontement ?

A l'extérieur, une rumeur enfle, de plus en plus folle. Vers 18 heures, alors qu'un silence épaissi envahit la centrale, on annonce même que l'assaut policier vient d'avoir lieu. Cette nouvelle est aussitôt démentie par la préfecture des Yvelines : « La discussion se poursuit. Il n'y a eu aucun contact physique entre détenus et forces de l'ordre ». Deux heures lourdes de tension s'écoulent. Vers 19 h 45, le drame se dénoue : les gardiens ont été relâchés. Les détenus accepteraient de regagner leurs cellules.

Cependant, il faut attendre 21 heures pour que le portail s'ouvre sur le directeur de l'administration pénitentiaire, accompagné du préfet. M. Dintilhac confirme l'issue heureuse de ce « mouvement grave : les gardiens sont sains et saufs, la réintégration dans les cellules s'est faite sans qu'il y ait eu besoin d'user de la force, la sanction prononcée doit être appliquée ». Selon lui, l'ordre pénitentiaire connaît épisodiquement des difficultés : « C'est ce qui s'est passé à Poissy. Les progrès en cours ne peuvent pas s'occuper sous la pression de mouvements de ce genre ».

A Poissy, c'est l'annonce d'une sanction sans passage par le prétoire qui a mis le feu aux poudres. Ce feu couvait. A deux reprises, depuis l'été dernier, la contestation s'est emparée de la centrale. Les conditions à l'intérieur de la centrale se seraient considérablement dégradées, à en croire les membres de diverses familles accourus sur les lieux dès 14 heures.

Momo, membre de la coordination nationale des détenus, le clame avec émotion. Il sait de quoi il parle puisqu'il a purgé sa peine à Poissy.

« Je restais avec eux jusqu'au bout. Nous ne disons pas que nous avons raison. Nous demandons seulement nos droits. Nous payons, par

la privation de liberté. Cela ne justifie pas de nous enlever le droit de penser, d'aimer et de travailler. » Momo prend le public à témoin. « Vous savez ce qu'est un mitard ? Une cellule de béton sans fenêtres, l'isolement total où tu n'entends respirer. On te pose une assiette, tu manges comme un chien, tu prends ta viande avec tes mains. » A sa manière, Momo explique pourquoi ce banal incident autour d'une raquette de tennis peut faire perdre à la centrale de Poissy son honorable réputation.

L'alerte a été chaude. Le mécontentement disparaît-il pour autant ? Au cours de ces moments, mardi, loin de Poissy, à Toul, une autre centrale connaissait elle aussi une mutinerie qui se termina également sans éclats.

DANIELLE ROUARD.

### Huit ans de réclusion pour un automobiliste irascible

### Touche pas à ma voiture...

LYON  
de notre bureau régional

A quelques mois près, ils sont du même âge vingt-cinq ans : ils ont grandi dans le même quartier pauvre trop vite, celui des Mirguettes à Vénissieux (Rhône). L'un est « en permanence habillé d'une colère intérieure », selon les psychiatres, l'autre « flippe parfois un peu dans sa tête », selon ses copains. Ils ne sont pas délinquants, ni bagarreurs, pas connus des services de police. Ils se sont croisés par une nuit de juin 1987, aux alentours de minuit, au pied des tours de la ZUP, au hasard d'un feu rouge.

Le premier était au volant de son Opel Ascona, sa seule richesse, vendu, toujours prêt à décaler ; le second déambulait à pied en maugréant, ivre de fatigue, au bord de la crise de nerfs. Des mots seulement, quelques insultes, un coup de pied dans la portière de la belle voiture et puis le drame. A rétroviseur.

Mardi 11 avril, il se sont retrouvés devant la cour d'assises du Rhône. L'automobiliste était dans le box, accusé de tentative d'assassinat ; le piéton au premier rang du public, cloué dans un fauteuil roulant. L'une des trois balles que René Morin a tirées sur Medjoud Koukousa a atteint celui-ci à la colonne vertébrale, lézant irrémédiablement la moelle épinière, comme le soulignera l'avocat général en réclamant huit à onze ans de réclusion criminelle contre l'accusé : « C'est à perpétuité » que sa victime est condamnée à la paraplégie.

Pas de pulsion raciste apparente, pas de frustration profonde, aucune trace d'alcool ni de stupéfiants, pas de vrai mobile, en définitive... C'est par la négative qu'il faudrait qualifier cette

affaire, impressionnante d'absurdité, tant la « violence ordinaire de la route » n'offre qu'un ersatz d'explication.

#### A quelques minutes près

Ce meurtre non abouti — grâce aux aides de la balistique plus sûrement qu'au manque de détermination du tireur — a été judiciairement qualifié de tentative d'assassinat. A quelques minutes près, il aurait pu en être autrement : lorsque Medjoud Koukousa shoota dans la porte avant gauche de son véhicule, Morin ne réagit pas instantanément. Il chercha la matraque en plastique qu'il garde toujours dans son Opel, ne la trouva pas et, de rage, engagea la première. Le feu était peut-être passé au vert.

René Morin fonce jusque chez lui, à 500 mètres de là ; sa compagne, qu'il appellera, tout au long de l'audience, « M<sup>lle</sup> Sylvie X... », et avec laquelle il devait se marier le 25 juillet suivant, tenta de le calmer, en vain. Parmi sa collection d'armes — une pénologie hétéroclite dans laquelle le pistolet lance-fusée voisine avec l'arbalète à aiguille et le Derringer miniature — il choisit une réplique du « colt Pionnier » 1850, un revolver classé huitième catégorie, donc en vente libre, mais capable de tuer à moins de vingt-cinq mètres. Il l'approvisionna avec de la poudre noire en capsule et y glissa quatre amorces. « Je tremblais, je m'en suis voulu ».

Quelques minutes plus tard, réinstallé au volant de sa précieuse voiture, qu'il venait juste de repêcher après trois accidents, René Morin s'est métamorphosé en Rambo de banlieue. Il part en chasse à l'homme. Pour laver l'affront ou pour se dévouer,

Lorsqu'il aperçoit Medjoud à un coin de rue, il court vers lui, le met en joue comme il l'a vu faire aux justiciers des séries télévisées et, à cinq mètres, tire. « Si j'avais voulu l'assassiner, je me serais approché et je lui aurais mis une balle dans la tête. » Justement, la première balle atteint Medjoud à l'arcade sourcilère droite. Celui-ci s'affaisse. Morin réarme alors son revolver et, par deux fois, ouvre à nouveau le feu. Dans le dos d'un homme à terre.

#### Enfant non désiré

Alors que Medjoud, conscient mais les jambes engourdis défilant, attend les secours, Morin rentre à pied vers le F 2 où l'attend « Mademoiselle Sylvie ». Il lui raconte tout, puis s'endort. A l'heure du laïus, les policiers viendront l'arrêter. Il n'opposera aucune résistance.

Quatrième et dernier-né d'une famille à problèmes — un père informaticien totalement indifférent, une mère constamment malade et inquiète, qui viendra à la barre s'accuser, avec une lucidité douce, de « carences affectives » — René Morin fut et reste un « enfant non désiré ». Scolarité laborieuse, formation de menuisier inachevée, petits boulots, difficultés relationnelles, licenciements en série, ANPE et ASSEDIC. Selon le pasteur de la prison, il a trouvé la voie de Jésus-Christ. « Mais sur quelle voie pourra s'engager Medjoud dans sa petite voiture ? » martèlera la partie civile.

En écartant la préméditation et en accordant les circonstances atténuantes, la cour d'assises du Rhône a condamné René Morin à huit années de réclusion criminelle.

ROBERT BELLERET.

## CONSTRUIRE, C'EST UN DON...

Il ne suffit pas de poser une pierre sur l'autre pour être un professionnel de l'immobilier : il faut de l'intuition pour choisir les meilleurs sites, il faut du talent pour concevoir les espaces les mieux adaptés aux désirs des futurs utilisateurs, il faut du métier pour construire des logements et des bureaux de qualité.

A la SINVIM, Société d'Investissements Immobiliers de France, nous vous offrons une expérience fondée sur une longue pratique de l'aménagement et de la construction : en un quart de siècle 70 000 logements, 850 000 m<sup>2</sup> de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs.

Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre.

Chaque lieu possède un génie qui lui est propre.

La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.

**SINVIM**  
le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. 45.01.31.38

### Un arrêt de la Cour d'appel de Rouen

### M. Raoul Ostheimer est le propriétaire exclusif du trotteur Ourasi

La cour d'appel de Rouen a confirmé, mardi 11 avril, que M. Raoul Ostheimer est le propriétaire exclusif du trotteur Ourasi, le trotteur, âgé de neuf ans, triple vainqueur du prix d'Amérique.

L'ex-épouse de M. Ostheimer, M<sup>me</sup> Rachel Tessier, qui revendiquait la co-propriété du cheval, avait fait appel d'un jugement du tribunal de Bernay (Eure) du 17 février 1988, qui lui accordait cependant un droit aux bénéfices résultant de l'exploitation du trotteur. Sur ce point, la cour d'appel a réformé le premier jugement en estimant que l'ensemble des bénéfices — le cheval a déjà rapporté plus de vingt millions de francs à son

propriétaire — devait revenir à M. Ostheimer.

En accordant à M<sup>me</sup> Tessier un droit aux bénéfices proportionnel à des apports à la communauté, le tribunal de Bernay s'était fondé sur l'existence d'une société « de fait » entre les deux ex-époux qui continuaient de vivre sous le même toit malgré leur divorce en 1973.

La cour d'appel a estimé que cette société « de fait » n'était pas établie et que la communauté avait été dissoute lors du divorce en 1973. Il reste à M<sup>me</sup> Tessier, absente lors de l'audience, la possibilité de saisir la Cour de cassation.

• Deux skinheads condamnés pour injures raciales. — Le tribunal pour enfants de Châteauroux (Indre) a condamné, mardi 11 avril, deux skinheads, respectivement à un mois de prison ferme et à deux mois de prison avec sursis. Les débats ont eu lieu à huis clos. Les deux jeunes étaient impliqués dans une bagarre qui avait éclaté entre des skinheads

armés de battes de base-ball et des Maghrébins, le 15 août 1988 à Châteauroux, alors que les skinheads s'étaient attaqués à un revendeur de drogue et que les Maghrébins étaient venus à sa rescousse. Quatre des agresseurs, dont deux majeurs qui seront jugés le 3 mai prochain, avaient été inculpés.



## Société

## SCIENCES

Après la déclaration de deux électrochimistes

## Des chercheurs français et italiens vont vérifier l'expérience de fusion nucléaire à froid

Quelques semaines après la déclaration de deux électrochimistes, MM. Martin Fleischmann (université de Southampton, Royaume-Uni) et Stan Pons (université de l'Utah, États-Unis), qui affirment être parvenus à produire à température ambiante des réactions de fusion nucléaire dans une simple éprouvette (le Monde du 24 mars), la recherche s'organise à vive allure un peu partout dans le monde pour tenter de vérifier l'expérience. Si cette dernière se révélait reproductible à grande échelle, elle ouvrirait, en effet, la voie à une production d'énergie quasi-illimitée — le rêve de tous les physiciens.

Publié il y a quelques jours dans le *Journal of Electro-analytical Chemistry* (1), la description de l'expérience de Fleischmann et Pons confirme l'énormité simplifiée des moyens mis en œuvre, là où les chaudrons nucléaires les plus sophistiqués ont jusqu'ici échoué : un récipient de verre rempli d'eau lourde (les atomes d'hydrogène présents dans l'eau ordinaire y sont remplacés par des atomes d'hydrogène lourd, ou deutérium), sur laquelle les chercheurs ont effectué une banale électrolyse.

Selon MM. Fleischmann et M. Pons, les atomes de deutérium, en se concentrant sur une des électrodes constituées d'une barre de palladium, seraient alors fusionnés entre

eux, entraînant pendant plusieurs heures une intense libération d'énergie — bien supérieure à celle libérée par la plus énergique des réactions chimiques.

Si la communauté scientifique internationale reste prudente, sinon sceptique, sur l'interprétation de ces résultats, elle ne s'avoue pas moins passionnée par l'expérience, que plusieurs laboratoires tentent de reproduire avec plus ou moins de variantes.

« S'il s'est produit une fusion nucléaire, c'était à un niveau trop bas pour que nos appareils l'enregistrent, ou bien cela prend plus longtemps que dix jours, ou bien cela ne marche pas », estiment les chimistes américains de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), lundi 10 avril, après s'être enfermés près de deux semaines dans le laboratoire. Tandis que des chercheurs de l'université du Texas affirment, le même jour, avoir reproduit l'expérience et observé « un dégagement excessif d'énergie », sans pour autant pouvoir conclure à un phénomène de fusion nucléaire.

En Europe, les recherches s'accroissent également. Après l'Office national pour l'énergie alternative (ENEA) de Frascati, Italie, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a décidé à son tour d'entrer

dans la course. « Nous allons constituer dans les jours qui viennent une équipe pluridisciplinaire pour valider l'expérience, afin de déterminer si les résultats annoncés peuvent être obtenus à nouveau », indiquait-on, mardi 11 avril, au CEA. Sans préciser toutefois, pour le moment, le montant du budget affecté à cette tâche et la composition de l'équipe qui en sera responsable.

Ca. V.

(1) *Fusion nucléaire du deutérium induite électrochimiquement*, N° 261 (1989), p. 301-305.

La station Mir blémière sans occupants. — Alexandre Volkov, Sergueï Krikoulov et Valéri Polakoff, les trois cosmonautes qui séjourneront officiellement à bord de la station orbitale soviétique Mir, devraient retrouver la Terre le 27 avril prochain, et leur engin spatial restera deux ans, a annoncé mardi 11 avril l'agence Tass. L'agence n'a pas fait mention du lancement annoncé précédemment de deux autres cosmonautes, Alexander Viktorov et Alexander Balandine, prévu pour le 19 avril prochain (le Monde du 21 février). Il semble toutefois que ce voyage ait été annulé. — (AP.)

## SPORTS

## Football

## Le Parlement européen condamne le transfert des joueurs

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

Dans une résolution adoptée, mardi 11 avril, les parlementaires européens ont invité la Commission de Bruxelles à engager des poursuites contre l'Union européenne d'associations de football (UEFA).

## Le retour des clubs anglais

La commission de l'Union européenne des associations de football (UEFA) a décidé, mardi 11 avril, de proposer, à une de ses prochaines réunions, la réintégration des clubs anglais dans les compétitions européennes.

M. Jacques Georges, le président français de l'UEFA, a précisé qu'il rencontrera, en avril 1990, le ministre des sports anglais, afin d'établir un rapport définitif.

Les clubs anglais avaient été éliminés de la compétition européenne par les instances de l'UEFA après le drame du stade du Heysel, qui avait fait trente-neuf morts et plusieurs centaines de blessés lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions Juventus-Liverpool, le 29 mai 1985 à Bruxelles.

et les fédérations nationales. Les députés européens estiment que le régime des transferts de footballeurs professionnels, et la limitation du nombre de joueurs étrangers au sein des équipes violent le droit communautaire.

Les parlementaires européens viennent ainsi de relancer une vieille querelle qui oppose l'UEFA à la Commission de Bruxelles, une querelle « étouffée » depuis juin 1987, non pas que le contentieux ait disparu, mais parce que les négociations entre les deux parties avaient été rompues par l'UEFA.

L'initiative du Parlement provoquera-t-elle des réactions à Bruxelles ? Intervenant devant l'Assemblée avant le vote de M. Martin Bangemann, vice-président de l'exécutif communautaire, ne s'est pas prononcé en faveur d'un recours contre l'UEFA. Il s'est contenté de préconiser la reprise du dialogue en assurant que la question serait examinée avant la fin de l'année, et surtout en annonçant la création d'une charte sociale pour les sportifs professionnels.

M.-P. S.

## RELIGIONS

## Le Père Kolvenbach met en garde les jésuites contre certaines déclarations publiques

Le Père Peter Hans Kolvenbach, préposé général de la Compagnie de Jésus, a mis en garde les jésuites contre l'exploitation de leurs interventions publiques. Dans une lettre aux supérieurs provinciaux datée du 23 février il constate en effet que « des jésuites font des déclarations publiques ou appuient des déclarations collectives sur des thèmes qui, pour l'un ou l'autre raison, peuvent être embarrassants ».

Le général rappelle surtout les directives de son prédécesseur, le Père Arrupe, considéré comme très libéral, qui n'interdisait pas les prises de position individuelles des jésuites, mais mettait chacun de ceux-ci en garde contre « toute déclaration engageant ses confrères, l'institution ou il travaille et le corps apostolique de la Compagnie ». Son « image » est engagée, dit le Père Kolvenbach, ajoutant qu'il n'est pas bon pour un jésuite de « soutenir des déclarations moins basées sur des faits que sur des suppositions ou des rumeurs, et d'adhérer à des écrits ou des déclarations dont on ne connaît pas personnellement le contenu précis ».

Signée du 23 février, cette lettre intervient un mois après la publication de la « déclaration de Cologne » faite par des théologiens contestataires des pays germaniques, ratifiée

par sept jésuites. Elle précède le message de solidarité des théologiens francophones (dont seize jésuites français et belges) et surtout la mise à l'écart du Père Valsadier de la direction des *Etudes*. Le ton de cette lettre est pourtant moins celui de la condamnation que de l'appel à la prudence dans une Compagnie dont la pierre d'angle est l'obéissance absolue au pape.

● Championnat de France. — En rencontre avancée de la 53<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division, Marseille et Monaco ont fait match nul (2-2), mardi 11 avril.

## FAITS DIVERS

## Accident du Fokker-27 d'Uni Air

## L'enquête devra expliquer pourquoi l'avion s'est écarté de sa route

Le Fokker de la compagnie Uni Air, affrété par EAS, qui s'est écrasé, le lundi 10 avril, dans le Verdon, faisant vingt-deux morts, ne se trouvait pas sur l'axe normal de descente vers l'aéroport de Valenciennes-Chaumont où il devait se poser. Les deux « boîtes noires », qui ont été retrouvées dans les débris de l'appareil, vont être décryptées par les services compétents pour connaître les causes de cette erreur de navigation.

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, qui a présenté, sur place, aux familles des victimes, les conclusions du président de la République et du gouvernement, a annoncé que la commission d'enquête serait présidée par M. Jean Lévêque, ingénieur général de l'aviation civile, et qu'elle devrait rendre « la plus rapidement possible » ses conclusions.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Antoine, Caroline et Didier Chénouet ont le jour d'anniversaire la naissance de Florent et de Thomas, le 9 avril 1989, qui verront la République plus forte et plus juste.

14, avenue du Père-Lachaise, 75020 Paris.

## Décès

— André BARTHE, professeur honoraire de lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie, agrégé de l'université, officier des Palmes académiques, médaille de la Résistance, a quitté les siens le 27 mars 1989.

De la part de : M<sup>me</sup> André Barthe, son épouse, Henry-Léopold Barthe, Le docteur Jean-Pierre Barthe, ses enfants, Lionel, Maxime, Doris et Diane, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Claire Barthe, ses neveux, De toute la famille, Et de ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« Dieu est amour », 1<sup>re</sup> figure de Jean, chap. 4, v. 16. « Il ne nous a pas perdus, il nous ont devancés », Cantique 151, « Psaumes et cantiques des Églises réformées de France », « L'homme est fait comme la mort », Cantique des cantiques, chap. VIII, v. 6.

43, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

— Déborah Brillet, son épouse, Mario-Hélène, Catherine, Agathe, Aline, Emmanuelle, Sarah, ses filles, Salomé, Hadrien, Hannah-Léa, ses petits-enfants, Les familles Brillet, Huguency, Rousselle, Crouzet, Jolanière, Renaud, M<sup>me</sup> Françoise Pradelle Huguency, Et tous ses parents et amis, ont le jour d'anniversaire la naissance de Dorian de

Déborah Brillet, son épouse, Mario-Hélène, Catherine, Agathe, Aline, Emmanuelle, Sarah, ses filles, Salomé, Hadrien, Hannah-Léa, ses petits-enfants, Les familles Brillet, Huguency, Rousselle, Crouzet, Jolanière, Renaud, M<sup>me</sup> Françoise Pradelle Huguency, Et tous ses parents et amis, ont le jour d'anniversaire la naissance de Dorian de

Le projet de loi d'orientation de M. Jospin (le Monde du 11 avril) est accueilli avec réserve par les principaux syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves. Si la FEN constate qu'« en fin de compte le projet ne fait que réaffirmer l'absence d'une programmation générale », le SNI-PEGC (instituteurs et professeurs de collège de la FEN) reprend la même analyse et estime que le projet « présente de graves insuffisances et des lacunes ».

Le SNES (professeurs du second degré de la FEN) reproche au texte « sa trop grande généralité, son manque d'ambition et l'absence de toute programmation ». « Ce projet renvoie sur les jeunes, les familles et les enseignants la responsabilité de fixer les parcours des élèves alors qu'en même temps on leur impose des conditions d'enseignement qui ne leur permettent pas de faire des choix », réagit le SNES, pour qui le projet « vient en discussion alors que la réflexion n'est pas achevée sur des questions importantes ».

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) met en garde contre « le caractère utopique des 80 % au niveau du bac (...) », dénonce la création des conseils de délégués-élèves et refuse la notion de « projet d'études » dont la légitimité ne peut que briser à terme l'unité et la neutralité de l'école publique.

● M. Jacques Portocarrero, président de l'université des Antilles et de la Guyane. — M. Jacques Portocarrero a suivi des études supérieures à Bordeaux et à Grenoble. Auteur de plusieurs travaux de recherches en biologie végétale, en physiologie végétale et en écologie, il a été, de 1971 à 1974, directeur de l'UER de sciences exactes et naturelles du Centre universitaire des Antilles et de la Guyane et, de 1977 à 1979, président du conseil scientifique de l'UER des sciences exactes et naturelles.

[Né en août 1940 à Grand-Bourg, sur l'île de Marie-Galante (à 25 kilomètres au large de Pointe-à-Pitre), M. Jacques Portocarrero a suivi des études supérieures à Bordeaux et à Grenoble. Auteur de plusieurs travaux de recherches en biologie végétale, en physiologie végétale et en écologie, il a été, de 1971 à 1974, directeur de l'UER de sciences exactes et naturelles du Centre universitaire des Antilles et de la Guyane et, de 1977 à 1979, président du conseil scientifique de l'UER des sciences exactes et naturelles.]

Une messe sera ultérieurement dite à Lyon et à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pré le 29 juin 1920, à l'Académie (Chambre-Maternelle, docteur en droit, diplômé de l'HEC, Pierre-Bernard Cousté avait été élu suppléant de M. Maurice Huguency, député du Rhône, le 28 novembre 1922. Après l'arrivée de M. Huguency au gouvernement, en juillet 1923, Pierre-Bernard Cousté fut élu député. Il fut élu, pour l'année 1924, à la présidence de la Chambre. En 1925, il fut élu député suppléant de M. Huguency. En 1926, il fut élu député. En 1927, il fut élu député. En 1928, il fut élu député. En 1929, il fut élu député. En 1930, il fut élu député. En 1931, il fut élu député. En 1932, il fut élu député. En 1933, il fut élu député. En 1934, il fut élu député. En 1935, il fut élu député. En 1936, il fut élu député. En 1937, il fut élu député. En 1938, il fut élu député. En 1939, il fut élu député. En 1940, il fut élu député. En 1941, il fut élu député. En 1942, il fut élu député. En 1943, il fut élu député. En 1944, il fut élu député. En 1945, il fut élu député. En 1946, il fut élu député. En 1947, il fut élu député. En 1948, il fut élu député. En 1949, il fut élu député. En 1950, il fut élu député. En 1951, il fut élu député. En 1952, il fut élu député. En 1953, il fut élu député. En 1954, il fut élu député. En 1955, il fut élu député. En 1956, il fut élu député. En 1957, il fut élu député. En 1958, il fut élu député. En 1959, il fut élu député. En 1960, il fut élu député. En 1961, il fut élu député. En 1962, il fut élu député. En 1963, il fut élu député. En 1964, il fut élu député. En 1965, il fut élu député. En 1966, il fut élu député. En 1967, il fut élu député. En 1968, il fut élu député. En 1969, il fut élu député. En 1970, il fut élu député. En 1971, il fut élu député. En 1972, il fut élu député. En 1973, il fut élu député. En 1974, il fut élu député. En 1975, il fut élu député. En 1976, il fut élu député. En 1977, il fut élu député. En 1978, il fut élu député. En 1979, il fut élu député. En 1980, il fut élu député. En 1981, il fut élu député. En 1982, il fut élu député. En 1983, il fut élu député. En 1984, il fut élu député. En 1985, il fut élu député. En 1986, il fut élu député. En 1987, il fut élu député. En 1988, il fut élu député. En 1989, il fut élu député. En 1990, il fut élu député. En 1991, il fut élu député. En 1992, il fut élu député. En 1993, il fut élu député. En 1994, il fut élu député. En 1995, il fut élu député. En 1996, il fut élu député. En 1997, il fut élu député. En 1998, il fut élu député. En 1999, il fut élu député. En 2000, il fut élu député. En 2001, il fut élu député. En 2002, il fut élu député. En 2003, il fut élu député. En 2004, il fut élu député. En 2005, il fut élu député. En 2006, il fut élu député. En 2007, il fut élu député. En 2008, il fut élu député. En 2009, il fut élu député. En 2010, il fut élu député. En 2011, il fut élu député. En 2012, il fut élu député. En 2013, il fut élu député. En 2014, il fut élu député. En 2015, il fut élu député. En 2016, il fut élu député. En 2017, il fut élu député. En 2018, il fut élu député. En 2019, il fut élu député. En 2020, il fut élu député. En 2021, il fut élu député. En 2022, il fut élu député. En 2023, il fut élu député. En 2024, il fut élu député. En 2025, il fut élu député. En 2026, il fut élu député. En 2027, il fut élu député. En 2028, il fut élu député. En 2029, il fut élu député. En 2030, il fut élu député. En 2031, il fut élu député. En 2032, il fut élu député. En 2033, il fut élu député. En 2034, il fut élu député. En 2035, il fut élu député. En 2036, il fut élu député. En 2037, il fut élu député. En 2038, il fut élu député. En 2039, il fut élu député. En 2040, il fut élu député. En 2041, il fut élu député. En 2042, il fut élu député. En 2043, il fut élu député. En 2044, il fut élu député. En 2045, il fut élu député. En 2046, il fut élu député. En 2047, il fut élu député. En 2048, il fut élu député. En 2049, il fut élu député. En 2050, il fut élu député. En 2051, il fut élu député. En 2052, il fut élu député. En 2053, il fut élu député. En 2054, il fut élu député. En 2055, il fut élu député. En 2056, il fut élu député. En 2057, il fut élu député. En 2058, il fut élu député. En 2059, il fut élu député. En 2060, il fut élu député. En 2061, il fut élu député. En 2062, il fut élu député. En 2063, il fut élu député. En 2064, il fut élu député. En 2065, il fut élu député. En 2066, il fut élu député. En 2067, il fut élu député. En 2068, il fut élu député. En 2069, il fut élu député. En 2070, il fut élu député. En 2071, il fut élu député. En 2072, il fut élu député. En 2073, il fut élu député. En 2074, il fut élu député. En 2075, il fut élu député. En 2076, il fut élu député. En 2077, il fut élu député. En 2078, il fut élu député. En 2079, il fut élu député. En 2080, il fut élu député. En 2081, il fut élu député. En 2082, il fut élu député. En 2083, il fut élu député. En 2084, il fut élu député. En 2085, il fut élu député. En 2086, il fut élu député. En 2087, il fut élu député. En 2088, il fut élu député. En 2089, il fut élu député. En 2090, il fut élu député. En 2091, il fut élu député. En 2092, il fut élu député. En 2093, il fut élu député. En 2094, il fut élu député. En 2095, il fut élu député. En 2096, il fut élu député. En 2097, il fut élu député. En 2098, il fut élu député. En 2099, il fut élu député. En 2100, il fut élu député. En 2101, il fut élu député. En 2102, il fut élu député. En 2103, il fut élu député. En 2104, il fut élu député. En 2105, il fut élu député. En 2106, il fut élu député. En 2107, il fut élu député. En 2108, il fut élu député. En 2109, il fut élu député. En 2110, il fut élu député. En 2111, il fut élu député. En 2112, il fut élu député. En 2113, il fut élu député. En 2114, il fut élu député. En 2115, il fut élu député. En 2116, il fut élu député. En 2117, il fut élu député. En 2118, il fut élu député. En 2119, il fut élu député. En 2120, il fut élu député. En 2121, il fut élu député. En 2122, il fut élu député. En 2123, il fut élu député. En 2124, il fut élu député. En 2125, il fut élu député. En 2126, il fut élu député. En 2127, il fut élu député. En 2128, il fut élu député. En 2129, il fut élu député. En 2130, il fut élu député. En 2131, il fut élu député. En 2132, il fut élu député. En 2133, il fut élu député. En 2134, il fut élu député. En 2135, il fut élu député. En 2136, il fut élu député. En 2137, il fut élu député. En 2138, il fut élu député. En 2139, il fut élu député. En 2140, il fut élu député. En 2141, il fut élu député. En 2142, il fut élu député. En 2143, il fut élu député. En 2144, il fut élu député. En 2145, il fut élu député. En 2146, il fut élu député. En 2147, il fut élu député. En 2148, il fut élu député. En 2149, il fut élu député. En 2150, il fut élu député. En 2151, il fut élu député. En 2152, il fut élu député. En 2153, il fut élu député. En 2154, il fut élu député. En 2155, il fut élu député. En 2156, il fut élu député. En 2157, il fut élu député. En 2158, il fut élu député. En 2159, il fut élu député. En 2160, il fut élu député. En 2161, il fut élu député. En 2162, il fut élu député. En 2163, il fut élu député. En 2164, il fut élu député. En 2165, il fut élu député. En 2166, il fut élu député. En 2167, il fut élu député. En 2168, il fut élu député. En 2169, il fut élu député. En 2170, il fut élu député. En 2171, il fut élu député. En 2172, il fut élu député. En 2173, il fut élu député. En 2174, il fut élu député. En 2175, il fut élu député. En 2176, il fut élu député. En 2177, il fut élu député. En 2178, il fut élu député. En 2179, il fut élu député. En 2180, il fut élu député. En 2181, il fut élu député. En 2182, il fut élu député. En 2183, il fut élu député. En 2184, il fut élu député. En 2185, il fut élu député. En 2186, il fut élu député. En 2187, il fut élu député. En 2188, il fut élu député. En 2189, il fut élu député. En 2190, il fut élu député. En 2191, il fut élu député. En 2192, il fut élu député. En 2193, il fut élu député. En 2194, il fut élu député. En 2195, il fut élu député. En 2196, il fut élu député. En 2197, il fut élu député. En 2198, il fut élu député. En 2199, il fut élu député. En 2200, il fut élu député. En 2201, il fut élu député. En 2202, il fut élu député. En 2203, il fut élu député. En 2204, il fut élu député. En 2205, il fut élu député. En 2206, il fut élu député. En 2207, il fut élu député. En 2208, il fut élu député. En 2209, il fut élu député. En 2210, il fut élu député. En 2211, il fut élu député. En 2212, il fut élu député. En 2213, il fut élu député. En 2214, il fut élu député. En 2215, il fut élu député. En 2216, il fut élu député. En 2217, il fut élu député. En 2218, il fut élu député. En 2219, il fut élu député. En 2220, il fut élu député. En 2221, il fut élu député. En 2222, il fut élu député. En 2223, il fut élu député. En 2224, il fut élu député. En 2225, il fut élu député. En 2226, il fut élu député. En 2227, il fut élu député. En 2228, il fut élu député. En 2229, il fut élu député. En 2230, il fut élu député. En 2231, il fut élu député. En 2232, il fut élu député. En 2233, il fut élu député. En 2234, il fut élu député. En 2235, il fut élu député. En 2236, il fut élu député. En 2237, il fut élu député. En 2238, il fut élu député. En 2239, il fut élu député. En 2240, il fut élu député. En 2241, il fut élu député. En 2242, il fut élu député. En 2243, il fut élu député. En 2244, il fut élu député. En 2245, il fut élu député. En 2246, il fut élu député. En 2247, il fut élu député. En 2248, il fut élu député. En 2249, il fut élu député. En 2250, il fut élu député. En 2251, il fut élu député. En 2252, il fut élu député. En 2253, il fut élu député. En 2254, il fut élu député. En 2255, il fut élu député. En 2256, il fut élu député. En 2257, il fut élu député. En 2258, il fut élu député. En 2259, il fut élu député. En 2260, il fut élu député. En 2261, il fut élu député. En 2262, il fut élu député. En 2263, il fut élu député. En 2264, il fut élu député. En 2265, il fut élu député. En 2266, il fut élu député. En 2267, il fut élu député. En 2268, il fut élu député. En 2269, il fut élu député. En 2270, il fut élu député. En 2271, il fut élu député. En 2272, il fut élu député. En 2273, il fut élu député. En 2274, il fut élu député. En 2275, il fut élu député. En 2276, il fut élu député. En 2277, il fut élu député. En 2278, il fut élu député. En 2279, il fut élu député. En 2280, il fut élu député. En 2281, il fut élu député. En 2282, il fut élu député. En 2283, il fut élu député. En 2284, il fut élu député. En 2285, il fut élu député. En 2286, il fut élu député. En 2287, il fut élu député. En 2288, il fut élu député. En 2289, il fut élu député. En 2290, il fut élu député. En 2291, il fut élu député. En 2292, il fut élu député. En 2293, il fut élu député. En 2294, il fut élu député. En 2295, il fut élu député. En 2296, il fut élu député. En 2297, il fut élu député. En 2298, il fut élu député. En 2299, il fut élu député. En 2300, il fut élu député. En 2301, il fut élu député. En 2302, il fut élu député. En 2303, il fut élu député. En 2304, il fut élu député. En 2305, il fut élu député. En 2306, il fut élu député. En 2307, il fut élu député. En 2308, il fut élu député. En 2309, il fut élu député. En 2310, il fut élu député. En 2311, il fut élu député. En 2312, il fut élu député. En 2313, il fut élu député. En 2314, il fut élu député. En 2315, il fut élu député. En 2316, il fut élu député. En 2317, il fut élu député. En 2318, il fut élu député. En 2319, il fut élu député. En 2320, il fut élu député. En 2321, il fut élu député. En 2322, il fut élu député. En 2323, il fut élu député. En 2324, il fut élu député. En 2325, il fut élu député. En 2326, il fut élu député. En 2327, il fut élu député. En 2328, il fut élu député. En 2329, il fut élu député. En 2330, il fut élu député. En 2331, il fut élu député. En 2332, il fut élu député. En 2333, il fut élu député. En 2334, il fut élu député. En 2335, il fut élu député. En 2336, il fut élu député. En 2337, il fut élu député. En 2338, il fut élu député. En 2339, il fut élu député. En 2340, il fut élu député. En 2341, il fut élu député. En 2342, il fut élu député. En 2343, il fut élu député. En 2344, il fut élu député. En 2345, il fut élu député. En 2346, il fut élu député. En 2347, il fut élu député. En 2348, il fut élu député. En 2349, il fut élu député. En 2350, il fut élu député. En 2351, il fut élu député. En 2352, il fut élu député. En 2353, il fut élu député. En 2354, il fut élu député. En 2355, il fut élu député. En 2356, il fut élu député. En 2357, il fut élu député. En 2358, il fut élu député. En 2359, il fut élu député. En 2360, il fut élu député. En 2361, il fut élu député. En 2362, il fut élu député. En 2363, il fut élu député. En 2364, il fut élu député. En 2365, il fut élu député. En 2366, il fut élu député. En 2367, il fut élu député. En 2368, il fut élu député. En 2369, il fut élu député. En 2370, il fut élu député. En 2371, il fut élu député. En 2372, il fut élu député. En 2373, il fut élu député. En 2374, il fut élu député. En 2375, il fut élu député. En 2376, il fut élu député. En 2377, il fut élu député. En 2378, il fut élu député. En 2379, il fut élu député. En 2380, il fut élu député. En 2381, il fut élu député. En 2382, il fut élu député. En 2383, il fut élu député. En 2384, il fut élu député. En 2385, il fut élu député. En 2386, il fut élu député. En 2387, il fut élu député. En 2388, il fut élu député. En 2389, il fut élu député. En 2390, il fut élu député. En 2391, il fut élu député. En 2392, il fut élu député. En 2393, il fut élu député. En 2394, il fut élu député. En 2395, il fut élu député. En 2396, il fut élu député. En 2397, il fut élu député. En 2398, il fut élu député. En 2399, il fut élu député. En 2400, il fut élu député. En 2401, il fut élu député. En 2402, il fut élu député. En 2403, il fut élu député. En 2404, il fut élu député. En 2405, il fut élu député. En 2406, il fut élu député. En 2407, il fut élu député. En 2408, il fut élu député. En 2409, il fut élu député. En 2410, il fut élu député. En 2411, il fut élu député. En 2412, il fut élu député. En 2413, il fut élu député. En 2414, il fut élu député. En 2415, il fut élu député. En 2416, il fut élu député. En 2417, il fut élu député. En 2418, il fut élu député. En 2419, il fut élu député. En 2420, il fut élu député. En 2421, il fut élu député. En 2422, il fut élu député. En 2423, il fut élu député. En 2424, il fut élu député. En 2425, il fut élu député. En 2426, il fut élu député. En 2427, il fut élu député. En 2428, il fut élu député. En 2429, il fut élu député. En 2430, il fut élu député. En 2431, il fut élu député. En 2432, il fut élu député. En 2433, il fut élu député. En 2434, il fut élu député. En 2435, il fut élu député. En 2436, il fut élu député. En 2437, il fut élu député. En 2438, il fut élu député. En 2439, il fut élu député. En 2440, il fut élu député. En 2441, il fut élu député. En 2442, il fut élu député. En 2443, il fut élu député. En 2444, il fut élu député. En 2445, il fut élu député. En 2446, il fut élu député. En 2447, il fut élu député. En 2448, il fut élu député. En 2449, il fut élu député. En 2450, il fut élu député. En 2451, il fut élu député. En 2452, il fut élu député. En 2453, il fut élu député. En 2454, il fut élu député. En 2455, il fut élu député. En 2456, il fut élu député. En 2457, il fut élu député. En 2458, il fut élu député. En 2459, il fut élu député. En 2460, il fut élu député. En 2461, il fut élu député. En 2462, il fut élu député. En 2463, il fut élu député. En 2464, il fut élu député. En 2465, il fut élu député. En 2466, il fut élu député. En 2467, il fut élu député. En 2468, il fut élu député. En 2469, il fut élu député. En 2470, il fut élu député. En 2471, il fut élu député. En 2472, il fut élu député. En 2473, il fut élu député. En 2474, il fut élu député. En 2475, il fut élu député. En 2476, il fut élu député. En 2477, il fut élu député. En 2478, il fut élu député. En 2479, il fut élu député. En 2480, il fut élu député. En 2481, il fut élu député. En 2482, il fut élu député. En 2483, il fut élu député. En 2484, il fut élu député. En 2485, il fut élu député. En 2486, il fut élu député. En 2487, il fut élu député. En 2488, il fut élu député. En 2489, il fut élu député. En 2490, il fut élu député. En 2491, il fut élu député. En 2492, il fut élu député. En 2493, il fut élu député. En 2494, il fut élu député. En 2495, il fut élu député. En 2496, il fut élu député. En 2497, il fut élu député. En 2498, il fut élu député. En 2499, il fut élu député. En 2500, il fut élu député. En 2501, il fut élu député. En 2502, il fut élu député



SI UNE PARTIE DE VOTRE VOITURE DOIT ÊTRE LÉGÈRE, C'EST BIEN CELLE  
QUE PARFOIS, VOUS ÊTES MALHEUREUSEMENT OBLIGÉ DE PORTER.



Jante de voiture en alliage d'aluminium.

Les qualités de l'aluminium produit par Pechiney permettent de fabriquer des jantes plus esthétiques et plus légères, qui facilitent la vie de millions d'automobilistes. Il faut dire que Pechiney est le troisième producteur mondial d'aluminium, que ses usines d'électrolyse sont réparties en France, en Europe, au Canada, en Australie et en Afrique, et que sa technologie meilleure au monde.

**PECHINEY.**  
**NOUS SOMMES**  
**FAITS POUR NOUS**  
**RENCONTRER.**

der mondial de l'emballage et fortement engagé dans le secteur des composants industriels. En plus de ces trois axes de développement, la technologie de Pechiney est présente dans le nucléaire, l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. En plus, la technologie de Pechiney est aussi le leader et fortement engagé dans le secteur des composants industriels. En plus, la technologie de Pechiney est présente dans le nucléaire, l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. Quelques chiffres - 77 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988, 73 000 employés, 250 usines et une implantation commerciale dans 60 pays - témoignent du rayonnement international de Pechiney et de son esprit de conquête. Pour financer sa croissance, Pechiney introduira prochainement en bourse 25 % du capital de sa nouvelle filiale, Pechiney International.



# PARIS

## ILE-DE-FRANCE

Les villes nouvelles vingt ans après

### Le cœur tout neuf de Saint-Quentin-en-Yvelines

#### Un pari presque réussi

IMAGINÉES dans les années 60, les cinq villes nouvelles de la région Ile-de-France (1) ont, à peu près, vingt ans d'âge. Elles abritent aujourd'hui plus de cinq cent mille habitants.

Périodiquement, la question est posée : sont-elles devenues de vraies villes proposant un cadre de vie et de travail comparable à celui des cités traditionnelles ? Le Comité économique et social, dans un intéressant rapport de Jean-Marie Fourier, avait, en mai dernier, permis d'apporter un début de réponse. Réponse nuancée qui sera approfondie grâce au bilan global et ville par ville, dressé dans un numéro spécial par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF).

Comme le remarque Michel Dreuch, secrétaire général du groupe central des villes nouvelles, nouvelle ou non, une ville n'est jamais terminée et se réajuste tout au long de son développement. Ce n'est pas à dire que les objectifs qui s'étaient fixés ses promoteurs. Aujourd'hui, avec des différences notables suivant les lieux, le pari paraît sur le point d'être gagné. Les villes nouvelles commencent bien à être les pôles de croissance et d'attraction souhaités. Elles accueillent chaque année trente mille habitants nouveaux et il est intéressant de noter que ces nouveaux résidents ne choisissent plus de s'installer dans ces villes contraintes et forcées par la crise du logement comme cela pouvait être le cas il y a quinze ou vingt ans. Pour la plupart, ils choisissent la ville nouvelle en toute connaissance de cause et après avoir prospecté d'autres sites.

Les nouveaux habitants des villes nouvelles ne sont plus seulement, non plus, comme c'était le cas au début, candidats à des logements sociaux ou semi-sociaux. A l'heure actuelle, les catégories sociales les plus variées (cadres supérieurs compris) font partie des nouveaux arrivants. Les âges aussi se diversifient : les villes nouvelles ont vu ainsi se constituer une nouvelle clientèle, celle des retraités et des retraités, adhérents par une formule leur évitant les bouillottes des cités modernes et l'ennui de la campagne.

Le public et les journalistes, remarque encore Michel Dreuch, posent souvent une question simple mais fondamentale : y aura-t-il une « vraie » vie urbaine en ville nouvelle ? Réponse de l'extérieur du dossier : les centres des villes nouvelles sont encore avant tout des centres administratifs, commerciaux ou culturels. Ils jouent un rôle actif dans chacun de ces domaines sans qu'y émerge pour autant une attraction plus générale, plus déterminante, comparable à celle qu'exercent certains quartiers de Paris. On le verra par le reportage de Martine Kis sur le nouveau centre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Michel Dreuch, après cet aperçu favorable, note quelques faiblesses flagrantes des villes nouvelles : le manque d'université, c'est évident, et, surtout, le déséquilibre entre l'habitat et l'emploi. Le Comité économique et social estime que pour rétablir cet équilibre il faudrait créer dans les villes nouvelles 12 500 emplois chaque année pendant dix ans.

Trois problèmes majeurs, en outre, n'ont pas encore été résolus : le poids de la dette accumulée depuis quinze ans et contractée, notamment entre 1982 et 1985, à des taux exorbitants ; des dépenses de fonctionnement très élevées ; un dispositif institutionnel au démarrage difficile.

Quant aux perspectives, Michel Dreuch observe que les villes nouvelles, « soutenues au départ par la seule volonté de l'Etat puis du conseil régional, sont à l'heure actuelle portées par différents marchés puissants et dynamiques et bien placées pour canaliser et organiser, sans le contraindre, le besoin grandissant d'espaces des entreprises et des habitants ».

★ **Callers de l'IAURIF**, n° 87-23, « Ville nouvelle d'Yvelines », 159 F. 251, rue de Vaugrand, 75740 Paris, Cedex 15.

(1) Cergy, Evry, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, Melun-Sénart.

LES maisons bordant les rues ne sont pas encore patinées par l'âge, les palissades masquant les travaux sont toujours présentes et les arbres ne sont pas bien hauts. Le centre-ville de Saint-Quentin-en-Yvelines n'a que dix-huit mois et il est loin d'avoir achevé sa croissance.

Ennuyant à plusieurs points de vue, ce centre-ville. Il s'est construit de toutes pièces, au lieu de se constituer progressivement, au fil du temps, comme les cœurs de ville traditionnels. Mais ville nouvelle.

*Ce sont les commerçants et les promoteurs qui ont imaginé ce centre-ville de toutes pièces. Les habitants commencent seulement à l'habiter.*

obligé et l'on n'a pas le temps d'attendre l'histoire. Ensuite, il n'est pas un centre administratif et religieux, ni même culturel, mais avant tout commercial. Et cela se sent propre : s'il y a une rue marchande, c'est que les urbanistes et les promoteurs de la ville nouvelle ont voulu rompre avec le traditionnel centre commercial entièrement couvert et ont décidé, à côté d'une galerie, de reconstituer des rues bordées de boutiques, protégées par des marquises et débouchant sur un canal.

Si bien que le vocabulaire lui-même ne s'y retrouve plus. Jean-Pierre Jouan, directeur à Espace Expansion, société gérante du centre commercial, qualifie de « partie la moins classique » la rue, qui est pourtant l'élément de base d'une ville. Il est vrai que la rue où l'on peut flâner, faire du shopping ou s'asseoir à la terrasse d'un bistro est rare, sinon inexistante dans les villes nouvelles. Ainsi, le 27 octobre 1987, jour de l'inauguration du centre-ville, « Saint-Quentin a surgi d'un seul coup dans l'univers des villes », comme le souligne avec lyrisme Jean-Paul Alduy, directeur général de l'EPA (Etablissement public d'aménagement). « Auparavant, il n'y avait que des zones juxtaposées et ses grands trous vert au milieu. Alors qu'en 1989 nous avons un centre avec 700 000 m<sup>2</sup> de commerces ».

La contre-ville, c'est d'abord une locomotive : Bureauvilliers. C'est bien possible, mais l'écrasante majorité des personnes rencontrées viennent avant tout pour cet hypermarché. Et certains l'ont vu franchement, centre commercial pour centre commercial, celui-ci n'est guère différent des autres. Mêmes grandes surfaces, mêmes enseignes de boutiques qu'ailleurs. Et la rue commerçante ? « Quelle rue ? » s'étonne une jeune femme qui n'en avait jamais pris conscience. « Elle est agréable quand il fait beau. On a moins la

sensation d'étouffer que dans une galerie », affirme une autre accompagnée de ses enfants.

Quant à un père de famille qui pousse son caddy, il lui est franchement hostile : « Le centre est complètement raté, il est mal conçu avec cette partie en plein air. Quand il pleut et qu'il fait froid je n'y vais pas. Et s'il fait beau, ce n'est pas ici que je viens profiter du soleil. » Chez les commerçants, ce n'est pas toujours l'enthousiasme. Pour un certain nombre d'entre eux, la galerie marchande est un bien meilleur

emplacement : « C'est là qu'on trouve l'animation et la rue est plus sûre un handicap quand il pleut. » Autant dire que l'intention des urbanistes et des promoteurs n'est pas toujours comprise.

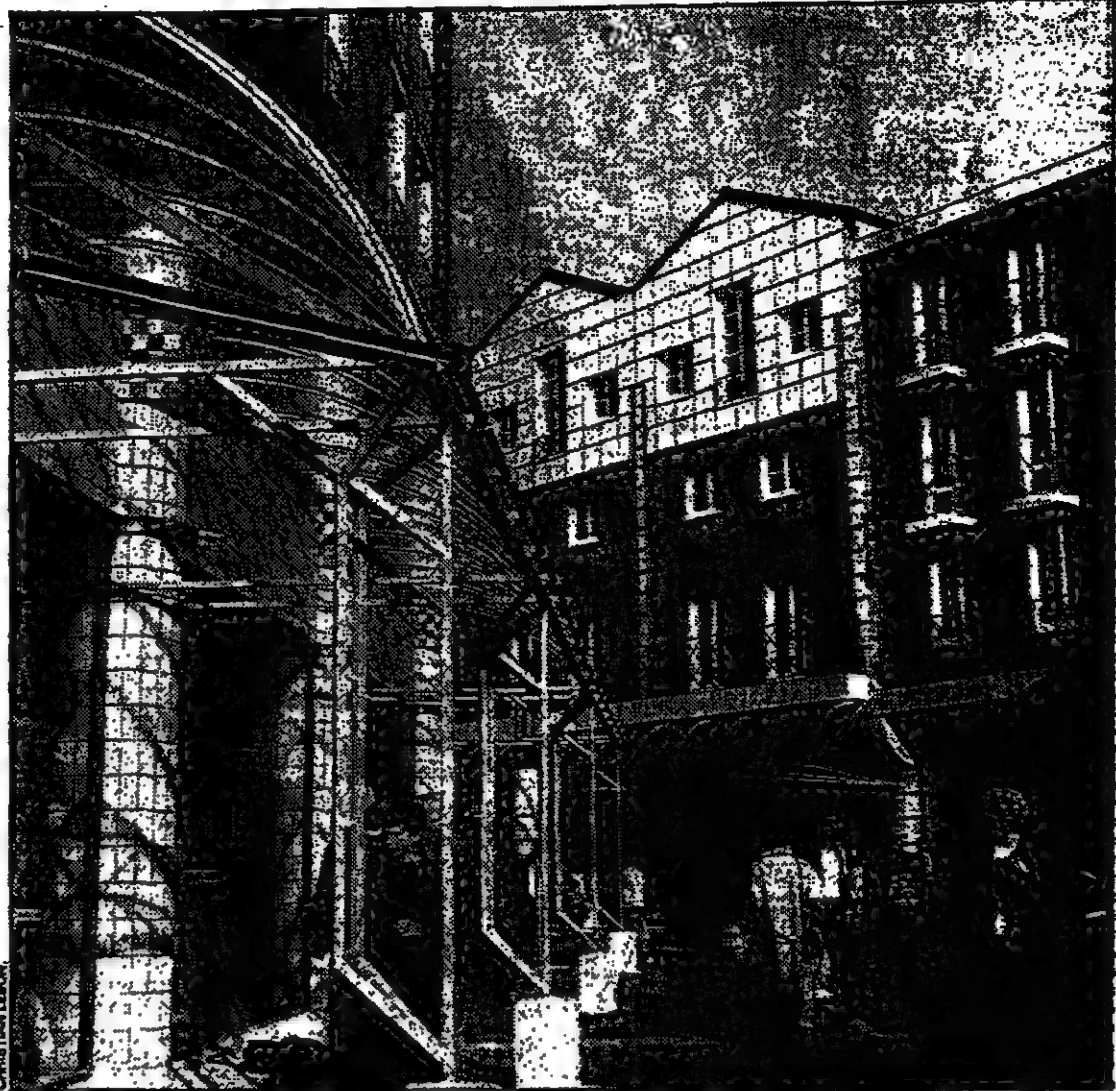
Et pourtant, ce quartier commence à fonctionner comme un cœur de ville. Les enfants et les adolescents y flânent et y parquent comme des grands. Le MacDonald local est d'ailleurs envahi par les enfants et leurs parents, en ces vacances de printemps.

#### Un certain désenchantement

« Maintenant, je peux emmener les enfants faire les courses ou manger dans un petit restaurant pas trop loin de chez moi, et sans avoir le bruit des voitures. Avant, ils ne sortaient pas beaucoup de la maison puisqu'il n'y avait rien aux alentours », explique avec satisfaction Elise, qui escorte ses deux enfants. Le centre-ville est d'ailleurs fréquenté essentiellement par les mères de famille qui peuvent y faire commodément leurs emplettes et, durant la pause du déjeuner, par les employés des différentes entreprises. Manquant des personnes âgées et les étudiants, deux catégories sous-représentées dans la ville nouvelle.

Les commerçants se sont adaptés à une clientèle jeune et à revenus moyens. Comme l'explique l'un d'eux : « Les habitants qui arrivent dans la ville nouvelle sont presque tous endettés et ne peuvent pas beaucoup dépenser. Maintenant, les affaires progressent, mais pas aussi vite que nous l'espérons. » D'où un certain désenchantement. Unanimement, ils incriminent les parkings, leur bête noire.

Mal signalés, souterrains, quasiment inexistantes en surface, ils découragent les clients. Ceux-ci,



interrogés, ne semblent pas traumatisés par leur passage sous terre.

Les gestionnaires du centre commercial, chiffres à l'appui, ne partagent pas cette morosité. Et ce sont aussi les parkings qui servent d'argument : leur taux de remplissage a augmenté de 30 % durant le premier trimestre 1989 par rapport au premier trimestre 1988. Et depuis le début de l'année, le taux de croissance des affaires est de 18 % par rapport aux mêmes mois de l'année dernière. Il est de 4 à 6 % pour les autres centres commerciaux de la région parisienne.

Mais il est vrai que Saint-Quentin part de plus bas, et son chiffre d'affaires, après dix-huit mois d'existence, ne peut pas être comparé à celui des deux mastodontes voisins, Parly II et Valéry, bien plus anciens et importants. Cependant, Jean-Pierre Jouan est particulièrement satisfait de ses débuts : « Notre démarrage a été plus facile et meilleur que celui de nos concurrents. Et nous n'avons pas fini de

grandir. Il y aura encore des commerces, un marché couvert et un marché forain. Et les bureaux qui seront construits nous attireront de nouveaux clients. Le temps travaille pour nous ! »

D'ores et déjà, Saint-Quentin-en-Yvelines s'engageait d'être le deuxième centre tertiaire de l'Ouest parisien après la Défense et d'avoir un attrait un grand nombre d'entreprises dynamiques et aux avant-postes de la technologie, comme Electronique Serge Dassault, Matra, Multiplex, Papi Film, Bouygues ou le groupe Bouygues. Pourtant, l'immobilier d'entreprise est en retard sur la demande. Alors que les promoteurs commencent à proposer des appartements de luxe dans le centre-ville (en rupture avec une tradition de petits conventionnés ou de petites maisons), ils n'ont pas encore construit des plateaux de bureaux. Il existe pourtant une demande pour de petites superficies. L'EPA en est réticent à partager de grandes surfaces entre plusieurs sociétés, en attendant que les promoteurs suivent.

Cependant, uniquement des commerces et des entreprises ne font pas un véritable centre-ville. Il y faudrait des administrations. Mais Versailles garde jalousement les siennes : préfecture, conseil général, tribunal, chambre de commerce. Et celles de la ville nouvelle ne semblent pas plus pressées de le rallier. Syndicat de l'agglomération nouvelle, mairie de Montigny campent sur leurs positions. Tout au plus l'EPA a-t-il installé un centre d'information face à la gare. La vie religieuse est pareillement absente.

#### Maigres divertissements

Les loisirs et la culture ont un avenir meilleur. Peut-être parce qu'ils rapportent plus et que le consensus politique est plus facile à obtenir. Un complexe de six salles de cinéma fonctionne déjà, qui présente les films les plus récents. Mais c'est tout pour les sorties nocturnes. « Si nous voulons aller à un spectacle de théâtre ou de musique, nous devons aller à Paris. Et on a tout de même vite fait le tour des restaurants d'ici », assurent Laure et François, récemment installés à Saint-Quentin et qui dédaignent ce que peuvent leur offrir ses différentes communes.

De même les possibilités de divertissement offertes aux adolescents et aux jeunes sont-elles maigres. Le centre-ville n'a pas de boîte de nuit, de club, pas de salle de variétés. « Nous n'avons pas de Zénith, confirme Jean-Paul Alduy, parce que certains ont peur qu'il attire les loucheurs. Mais j'espère qu'il y aura bientôt une université qui renouvellera les équipements pour les jeunes. »

Bientôt la vie culturelle connaîtra un progrès réel : un centre de spectacles et de loisirs est en construction. Et une médiathèque, bibliothèque, vidéothèque. De quoi attirer un peu plus vers le centre-ville les Saint-Quentinois. Beaucoup d'entre eux, qui habitent au nord de la nationale 10, répugnent à traverser l'obstacle qu'elle constitue. « Puisque je dois de toute façon prendre ma voiture, je vais plutôt à Parly II ou à Versailles, où je trouve aussi des cinémas et de meilleurs restaurants », explique Bernard. « Pour le moment, je viens surtout y faire mes courses. Et parfois le soir pour un film ou un restaurant. Mais j'y viendrais sûrement plus souvent quand il y aura une vraie vie nocturne, avec des spectacles au niveau d'une grande ville », ajoute Anne.

Le centre-ville n'a que dix-huit mois. Quand arrivera-t-il à maturité ? Dans cinq ans, dans dix ans, ou lorsque les enfants nés en même temps que lui seront adultes ? C'est alors que l'on verra s'il est devenu un véritable cœur de ville ou s'il n'est qu'une expérience d'urbanisme.

MARTINE KIS.

### Cergy les pieds dans l'eau

IL y a déjà Port-Grimaud sur la Côte d'Azur, il y aura d'ici 1992 Port-Cergy dans le Val-d'Oise. Mêmes architectes, même port de plaisance, même marina avec les bateaux garés à la porte des maisons, sur la berge de l'Oise, au

constructeurs, dirigés par Olivier Mitterrand et qui ont déjà à leur actif quelques nouveaux quartiers de Cergy-Pontoise. Ici encore on retrouve avec eux le cabinet d'architectes Spoerry, passé maître dans ce genre de réalisations — et le cabinet

ront. On prévoit également un hôtel trois étoiles avec vue sur le port et le canal, et 360 logements dont 192 appartements (du studio au cinq pièces) et 168 maisons individuelles. Un programme de bon standing : sur l'île, le prix des maisons individuelles oscille pour 130 à 150 mètres carrés, entre 1 300 000 à 1 600 000 F. Soit environ 10 000 F le mètre carré. Les demandes concernent surtout les grands logements. Allées pittoresques et façades colorées devraient s'ajouter au charme villageois de l'ensemble.

Les chances de réussite : l'Ile-de-France représente 20 % du total des propriétaires du parc national de bateaux de plaisance sans posséder pour autant un équipement suffisant. Or le tourisme fluvial se développe et de plus en plus nombreux sont les vacanciers qui sillonnent la France d'écluse en écluse. Port-Cergy devrait servir d'étape à ces bateaux venus du nord de la France mais aussi d'Angleterre, de Hollande ou de Belgique. Il pourra également accueillir, moyennant une location, les bateaux en période d'hivernage. Autre atout : les références du cabinet Spoerry. Outre Port-Grimaud, citons Puerto Escondido au Mexique, création d'une ville autour d'une baie naturelle, la cité marine de Port-Liberty à New-York, Port-Louis, une cité lacustre en Louisiane, ou encore Port-Léman sur le lac de Genève.

Le coût de construction de ce nouveau port sur l'Oise : 300 millions de francs.

JACQUELINE MERLON.

*Au bord de l'Oise, jouxtant la ville, un port de plaisance pour les marins du dimanche.*

flanc du vieux village de Cergy, face aux étangs de la base de loisirs de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Les travaux débuteront à la fin de ce mois d'avril et devraient durer près de trois ans.

En 1984 déjà, l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle (EPA) cherchait à réunir ces quelques 50 000 mètres carrés dont il était propriétaire et qui avaient servi jusqu'à présent de port de matériaux pour la construction de la ville. Un premier concours d'architectes avait désigné François et Bernard Spoerry, les créateurs de Port-Grimaud, mais, en l'absence du nerf de la guerre — l'argent — le projet avait été abandonné. Il a réapparu en 1987 avec le lancement par l'EPA d'un nouveau concours d'architecture et de maîtrise d'ouvrage.

L'objectif de l'EPA est de réaliser un port de plaisance fluvial associé à un programme immobilier. Cinq promoteurs ont le départ. Un seul est à l'arrivée : Les nouveaux

Pierre Souli spécialisé dans les travaux portuaires.

Le port de plaisance, qui pourra accueillir une centaine de bateaux, sera confié gratuitement, avec la capitainerie, à la chambre de commerce et d'industrie interdépartementale Yvelines-Val-d'Oise qui deviendra ainsi, pour la première fois, propriétaire d'une zone portuaire. Celle-ci aura pour mission de louer et d'entretenir les emplacements de bateaux. Un canal de 300 mètres de long prolongera la capacité du port d'une quarantaine de bateaux et formera une île, accentuant le côté pittoresque et original de l'opération. Ce canal sera privatif, c'est-à-dire qu'il sera entrepris par les riverains qui pourront y amarrer leur bateau, devant leur maison ou leur jardin. Un pont reliera cette île au reste de la ville.

De nombreuses promenades seront aménagées le long des berges tandis que, sur les quais, cafés, restaurants et commerces se succéderont.

#### EN BREF

##### Chômeurs plus longtemps

La croissance de l'emploi a permis de « neutraliser la hausse du chômage (+ 0,4 %) » l'année dernière en Ile-de-France, mais le chômage de longue durée s'est accru et est passé pendant la même période d'une moyenne de trois ans vingt à trois cent trente-cinq jours. Parmi les demandeurs d'emploi, la proportion des chômeurs de longue durée (plus de deux ans) « a atteint à la fin de 1988 le même niveau qu'en province », tandis que l'offre d'emploi à plein temps de durée déterminée « a diminué, notamment au bénéfice du travail temporaire », précise le dernier bulletin Informations économiques de la préfecture d'Ile-de-France. « La rotation des effectifs dans les entreprises s'est accentuée par des missions plus nombreuses, mais celles-ci sont de plus courte durée », ajoute le document.

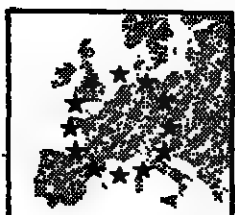
La région Ile-de-France, où se trouve concentrée « environ 20,8 % de la population active du pays, regroupe 17,8 % des demandeurs d'emploi au niveau national, avec un taux de chômage se situant à 8,7 %, contre 10,6 % pour la France entière », observe encore la préfecture en citant l'INSEE. « Très hétérogène, selon les départements, le nombre des demandeurs d'emploi s'est globalement accru de 1,9 % en Ile-de-France pour 1988, mais les demandes satisfaites ont également progressé (+ 1 %). »

Programme	Heure	Chaîne	Public
19h25	19h25	FR3	10.3
19h45	19h45	FR3	10.6
20h10	20h10	FR3	10.9
20h30	20h30	FR3	10.3
21h00	21h00	FR3	11.1
21h30	21h30	FR3	10.8









# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAÍS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## Conseil fiscal Une opportunité de carrière Européenne sans frontière

Price Waterhouse est l'une des plus brillantes sociétés de conseil fiscal et de conseil en gestion d'entreprise au monde. Elle compte un nombre impressionnant de clients dans le monde entier auxquels elle s'engage à donner des conseils fiscaux du plus haut niveau.

Dans le cadre de notre nouveau programme de plan de carrière européen, nous offrons à un nombre restreint de diplômés français de haut niveau une occasion unique de recevoir une formation de consultant fiscal dans notre société de Londres.

Vous travaillerez sur la fiscalité des plus grandes multinationales et acquièrez une expérience au sein de nos services fiscaux les plus spécialisés. En même temps que vous travaillerez sur des missions pour des clients, nous vous aiderons à acquérir les compétences professionnelles internationalement reconnues « d'expert-comptable » et vous profiterez d'une formation technique et de gestion soigneusement mise au point. Les études professionnelles, ajoutées à d'autres formations et aux missions auprès des clients, constitueront un début de carrière difficile mais qui en vaut la peine.

Une fois vos compétences professionnelles acquises, des occasions uniques vous seront offertes de faire progresser votre carrière dans votre pays ou dans le monde entier au sein des services fiscaux internationaux de Price Waterhouse.

L'excellence de nos salaires est la meilleure garantie de notre croissance. Pour maintenir cet élan, nous recherchons des jeunes diplômés, de préférence en droit ou économie des plus grandes universités. Un cursus universitaire exemplaire et le potentiel d'atteindre les plus hauts niveaux professionnels seront les conditions d'embauche essentielles.

Vous devrez parler et écrire couramment l'anglais et avoir les facilités nécessaires pour communiquer de façon efficace avec les clients et les autres conseillers fiscaux.

Si vous êtes intéressé et avez envie de faire une carrière internationale dans un environnement axé sur les défis et les projets de demain, nous attendons votre candidature. Nous aimerions en outre savoir quelles compétences et qualités vous pourriez apporter à nos activités dans le domaine fiscal.

Veuillez envoyer un CV rédigé en anglais à :

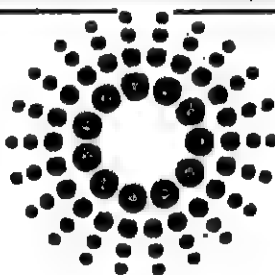
Michel Pierre BOUTIN, Price Waterhouse Juridique et Fiscal,  
11, rue de Laborde, F-75008 PARIS.

**Price Waterhouse**



L'installation  
Européenne de  
Rayonnement  
Synchrotron  
se construit à

EUROPEAN  
SYNCHROTRON  
RADIATION  
FACILITY



### GRENOBLE

avec le concours de 11 pays, cette source de rayonnement X (6 GEV), d'un coût de 2,6 milliards de FF, sera opérationnelle en 1994.

Des équipes internationales de recherche seront alors reçues, pour réaliser des expériences dans de nombreux domaines :

- physique des atomes, molécules,
- chimie,
- science de la matière et des surfaces,
- biologie, médecine.

## ingénieurs & techniciens

capables de participer à la conception, la réalisation, l'exploitation de cet équipement (construction de lignes de lumière, dispositifs d'insertion et aimants, diffusion élastique, optique, capteurs, alimentations électriques, vide, radiofréquences, etc.), vous possédez par plusieurs années d'expérience industrielle ou en laboratoire la pratique d'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- Electronique
- Science des matériaux
- Electrotechnique
- Mécanique, etc...
- Informatique

Nous vous offrons des postes motivants dans une ambiance de travail internationale au sein d'équipes de haut niveau.

La langue de travail de l'ESRF est la langue anglaise.

Toutes les candidatures de ressortissants des pays membres seront étudiées. Les conditions d'expatriation sont intéressantes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. LMI à :

ESRF, Service du Personnel BP 220,  
F 38043 GRENOBLE Cedex.

Construisez l'Europe de la Recherche



EUROPÄISCHES  
PATENTAMT

EUROPEAN PATENT  
OFFICE

OFFICE EUROPEEN  
DES BREVETS

Nous sommes une organisation européenne autorisée qui connaît un développement rapide. Notre personnel est composé de 3000 ressortissants des 13 Etats-Membres, dont la FRANCE. Plus de la moitié de nos agents sont chargés des travaux de recherche et d'examen des demandes de brevets.

En raison de cette expansion, nous recrutons encore :

## 300 INGÉNIEURS OU DIPLOMES UNIVERSITAIRES

- Si vous avez terminé, ou êtes sur le point de terminer, des études d'ingénieur mécanicien, électricien ou électronique, ou d'obtenir un diplôme universitaire (DEA ou doctorat) en génie chimique, en physique ou en chimie,

- si vous désirez travailler dans une ambiance internationale, à l'avant-garde de la technologie,

- si vous possédez une excellente connaissance d'une des langues officielles (anglais, français, allemand), et pouvez comprendre les deux autres, et si vous êtes ressortissant d'un des Etats-Membres.

alors :

L'Office Européen des Brevets vous offre une carrière intéressante d'examinateur en brevets européens à Munich, La Haye ou Berlin, et des conditions financières avantageuses.

La rémunération annuelle varie entre FF 254.220 à FF 374.220, en fonction de l'âge, de l'expérience et de la situation de famille. L'assurance-maladie, la retraite et les autres avantages offerts par l'Office sont comparables à ceux d'autres organisations internationales.

- Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, R.F.A., Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Vous pouvez, soit prendre contact pour de plus amples renseignements et l'envoi de formulaires de candidatures, soit adresser directement votre candidature avec : l'une des adresses suivantes :

La Haye :  
Postbus 5858  
NL-2208 HV RIJNSBURG  
Tél : (079) 403000  
Fax : (079) 403015

Munich :  
Erndtbrunnstr. 57  
D-8000 MUNICH 42  
Tél : (089) 2350-4324  
Fax : (089) 2350-4465

Berlin :  
Gleichmannstr. 57 - 100  
D-1000 BERLIN  
Tél : (030) 200-1012  
Fax : (030) 200-1040

## NETT NETT NETT NETT NETT NETT

### SECRETARY GENERAL (m/f)

The Board of management are inviting applications for the post of Secretary General. NETT is a non profit organisation, established with the support of the EEC to stimulate the wider adoption of cleaner environmental technologies by European industry. The post is the Senior Executive Officer of the organisation and responsible for the day to day management of its activities. The successful candidate is likely to have good academic qualifications in science and/or engineering, and to have highly developed skills in management and communication. He or she will probably have held a senior post in government or industry for at least three years. The post is permanent, full time, based in Brussels but involving travel to other Member States. A secondment for a period of at least two years would be considered. Fluency in English and proficiency in one other EC language is required. Salary and conditions negotiable.

Further details by application to:

Mr F.E. Joyce  
ECOTEC Research and Consulting Ltd.,  
25 Square de Meeus,  
B-1040 Brussels, Belgium

Tel: (322) 511 2058  
Fax: (322) 511 2522

## Signez votre réussite...

Aujourd'hui vous souhaitez exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation. La Division SEMICONDUCTEURS de TEXAS INSTRUMENTS, à travers des activités de conception, de fabrication et de commercialisation, vous offre une structure particulièrement développée sur le marché européen.

### CHEFS DE PRODUITS

A Villeneuve Loubet (près de Nice), vous intégrez notre centre européen de produits programmables et assurez le marketing de ces produits sur votre secteur géographique : Angleterre, Italie. Vous identifiez et développez les marchés, élaborez, contrôlez votre gamme de produits, définissez les politiques de prix et de support, assurez la promotion, la communication et la formation sur votre ligne de produits.

Ingénieur Electronicien, vous avez acquis 3 années d'expérience dans la fonction marketing, éventuellement commerciale. Ces postes nécessitent une excellente mobilité et une pratique professionnelle de l'anglais ou de l'italien. Bernard TISON vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. SCPME/0389/IM, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velizy Villacoublay Cedex.

**TEXAS  
INSTRUMENTS**

CP 11/20/150



## JOIN THE PEOPLE WITH KNOW-HOW

Dietsmann is an international service company providing people and know-how to the up-stream oil and gas industry. Location of work: WEST AFRICA.

### LAND TRANSPORT SUPERVISORS

To coordinate the land transport and materials handling activities of oil company and contractors heavy transport fleets.

The candidates will meet the following minimum requirements:

- Have a minimum of 10 years experience in heavy transport operations
- Must be able to drive and operate trucks and cranes
- Fully experienced in moving/transporting heavy land drilling rigs over difficult terrain using a mixed fleet of trucks.

### TELECOMMUNICATIONS ENGINEERS

To be responsible for all matters relating to the design, project engineering and maintenance of radio, telephone and data telecommunication systems.

The candidates will meet the following minimum requirements:

- Have 8/10 years of practical telecommunication engineering experience with a minimum of five years experience in system design construction, testing and commissioning, also have a comprehensive knowledge of:

- Radio propagation theory
- Telephone switching techniques
- LTL, CCLIR and CCLITE recommendations
- Requirements for installation of electrical equipment in hazardous areas
- Calibration/testing of telecommunication equipment and systems
- Installation standards and procedures in oil and gas production facilities

Should hold a Chartered Engineer/HNC or equivalent qualification in electronic or telecommunication engineering.

### ELECTRONICIAN

To be responsible for installation, maintenance, repair and calibration of factory electronic instrumentation and electrical equipment.

Candidates will meet the following requirements:

- Have a minimum of 8/10 years practical multi-disciplined maintenance experience of electrical equipment and electronic/pneumatic instrumentation in a petrochemical environment

- Have thorough knowledge of all aspects of electrical systems from power generation, distribution, transformers and switchgear and domestic
- Ability to install, maintain, repair and calibrate factory process and other instrumentation and associated pipework
- Implement and operate planned maintenance systems

### PLANNING ENGINEERS—(Maintenance or Project)

To be responsible for project or maintenance planning for major construction and maintenance projects carried out by relevant departments and contractors.

- Have 5/7 years practical engineering experience
- Be familiar with IBM PC, precedence networks, bar charts, artemis, etc.

### PROJECT ENGINEERS

To assist in project management of construction of onshore process plant.

- Experience of supervision and coordination of design, planning, quality surveys, materials control, commissioning and administration functions, site design change decisions, liaison with main office engineers and contractors, etc.
- Supervisory experience relating to workplace interpretation and other site problems

### PROCESS ENGINEERS

Design experience in onshore oil and gas related industry and preferably with exposure to construction activities in onshore process plant.

- Should hold BSc in Chemical Engineering but other qualifications would be considered.

### INSTRUMENT ENGINEERS

To be responsible for all matters relating to the maintenance of instrumentation/control installations.

- Have 8/10 years of practical instrumentation/control experience in a petrochemical industry
- Should hold an HNC or equivalent qualification

### SYSTEMS ANALYSTS/ENGINEERS

### INSTRUMENT SUPERVISORS

### MECHANICAL SUPERVISORS

### ELECTRICAL SUPERVISORS

### GEOLOGISTS

### PETROLEUM ENGINEERS

### PRIME MOVER ENGINEERS/TECHNICIANS

### CIVIL ENGINEERS

We offer:

- Challenging top level assignments with continuous updating of technology
- Top level remuneration
- Life and health insurance

A qualification test and a medical examination is part of our recruitment selection procedure.

Please send full resume in confidence to:

Dietsmann (International) NV  
Noorderlaan 133, Box 23, 2030 Antwerp, Belgium  
Tel (32) (3) 541 7233 Fax (32) (3) 541 2051  
Tlx 314-69 DTSNH B

OR  
Dietsmann Overseas Services (Cyprus) Ltd.  
13 Boulevard Princesse Charlotte  
MC 98000 Monte Carlo, Monaco

Tel (33) (93) 506 890  
Fax (33) (93) 251 473  
Tlx 479-003 DTSNH MC

DIETSMANN

## JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER



VENEZ ASSISTER LE DIRECTEUR GENERAL  
DE NOTRE FILIALE TURQUE

Important groupe pharmaceutique, nous réalisons plus de 3 milliards de CA dont plus de 50% à l'export. Déjà bien implanté dans le monde à travers plus d'une trentaine de filiales de distribution et/ou de production, nous venons de créer par rachat externe, une filiale commerciale - médecine humaine - à Ankara. Nous en recherchons le Responsable Administratif et Financier.

Répondant au directeur général de la filiale et de façon fonctionnelle au directeur de la zone Europe, vous devrez créer la fonction, organiser votre service et mettre en place des procédures, conformément à la politique définie par le groupe.

Vous prendrez en charge l'ensemble des opérations comptables, financières et de gestion et représenterez nos intérêts face aux autorités locales. Enfin, très proche du directeur général, vous assisterez dans des missions diverses.

Diplômé d'une école de gestion, vous avez de solides bases comptables et une première expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la comptabilité.

Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et parlez couramment l'Anglais et le Français (connaissance du Turc souhaitable).

Vous êtes adaptable, autonome et prêt à vivre une expérience, peut être difficile, mais riche et passionnante à coup sûr ; celle-ci devant vous permettre à terme, d'autres évolutions.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. 617 M à notre conseil, KEY MEN - 2 rue Childebert, 69002 LYON.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

## CONSULTANTS

International Management Consultants are looking for bright and ambitious applicants at least 24 years old.

The ideal candidate should have 3 to 4 years business experience in manufacturing, production, logistics or supervision. Fluency in English and Portuguese is a must. Knowledge of other European

languages is an asset.

After an on the job training period, you will be able to apply proven management techniques for improving business performance in diverse areas. The position involves extensive travel but does not require relocation. You will have an excellent opportunity

for rapid advancement in both earnings and responsibility.

Send your application and complete c.v. with salary history marking the envelope REF JCB1 to:

BP n° 2  
1040 Brussels 26,  
Belgium.

## MANAGEMENT CONSULTANCY

## OPERATEURS SENIOR

Rejoignez les gens qui ont le savoir-faire!

Dietsmann est une société internationale recrutant des gens qui ont la maîtrise du savoir-faire dans l'industrie pétrolière. Lieu de travail, AFRIQUE DE L'OUEST.

Les candidats doivent posséder les qualifications suivantes:

- Niveau BAC/BET avec un minimum de 5 ans d'expérience.
- Permis de conduire valide
- Pratique de la langue anglaise au moins sur le plan technique

Expérience nécessaire:

- Production de pétrole à terre, par gaslift, station collective, brut à haute teneur en paraffine, et/ou
- Séparation gaz/liquide, déshydratation, dessalage, stockage et export de pétrole via SBM, compression gaslift, unités, et/ou
- En mer, production éruptive et par gaslift, stockage sur USF, export via SBM, brut haute teneur en paraffine

Expérience souhaitée:

- Instruction d'opérateurs juniors sur le terrain
- Commissioning

Nous offrons:

- Accès à un des programmes d'optimisation de forage des plus sophistiqués
- Bon niveau de rémunération
- Portefeuille d'assurance-vie et maladie

Un test de compétence et un examen médical sont pré-requis à toute embauche.

S.V.P. nous transmettre votre C.V. (confidentialité assurée) à:

Dietsmann (International) NV

a/s de M. Diederik De Looze/M. Paul Jacobs

Noorderlaan 133, B.P. 23

2030 Antwerp

Belgique

téléphone (03) 541 7233

télécopie (03) 541 2051

DIETSMANN

## RESPONSABLE COMMERCIAL

pour notre filiale en Arabie Saoudite.

MEDIA

53, avenue Victor Hugo  
75116 PARIS, qui transmettra.

Vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière, notre Groupe, présent sur les 5 continents et réalisant 60 de son chiffre d'affaires hors de France, recherche :

Votre mission consistera à définir la stratégie de développement de nos activités en Arabie (pour l'une d'elles, nous sommes leader mondial). Vous mettrez en œuvre sur le terrain vos idées commerciales et marketing.

Ce poste très évolutif peut être considéré comme la première étape d'une évolution internationale au sein de notre Groupe. Nous souhaitons rencontrer un candidat de 27-30 ans, de formation supérieure (Ecoles de Commerce ou Université) et ayant une première expérience commerciale réussie.

L'anglais courant est impératif. Merci d'adresser lettre, C.V. sous référence LM/100 DCO à

## OFFRES D'EMPLOIS

### DUNKERQUE ET SA REGION

recherche pour son agence d'urbanisme et de développement

Chargé(e) d'études

tablier expérimenté(e)

Pour étudier, monter et négocier, à côté des élus, un plan local d'urbanisme.

Envoyer C.V. et prétentions à :

AGUR, 38, quai des Hollandais, 59140 DUNKERQUE.

SOCIÉTÉ DE PRESSE

département de musique et guitar world

recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Hou F

exp. gr. presse écrite, familiarité des indus. musiq.

Disp. rapid. Envoyer lettre + C.V. et prét. à MIP, 45, rue de la Chapelle-d'Antin, 75009 PARIS.

Hôtel 3 étoiles Paris roch. récept. bilingue. langues étrangères avec réponses. Envoyer C.V. à Cordier, 3, rue de l'Oratoire, 75006 Paris.

PRÊTS TOUTS USAGES

Réponse immédiate. Pte de cot. immo. 42-67-21-66.

## L'AGENDA

### Bijoux

#### BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable collection de bijoux de France, de la plus haute qualité, de la plus grande variété, de la plus grande originalité.

Chargé(e) d'études

tablier expérimenté(e)

Pour étudier, monter et négocier, à côté des élus, un plan local d'urbanisme.

Envoyer C.V. et prétentions à :

AGUR, 38, quai des Hollandais, 59140 DUNKERQUE.

SOCIÉTÉ DE PRESSE

département de musique et guitar world

recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Hou F

exp. gr. presse écrite, familiarité des indus. musiq.

Disp. rapid. Envoyer lettre + C.V. et prét. à MIP, 45, rue de la Chapelle-d'Antin, 75009 PARIS.

Hôtel 3 étoiles Paris roch. récept. bilingue. langues étrangères avec réponses. Envoyer C.V. à Cordier, 3, rue de l'Oratoire, 75006 Paris.

PRÊTS TOUTS USAGES

Réponse immédiate. Pte de cot. immo. 42-67-21-66.

### Libres

PEREYRON/THOMAS & C<sup>o</sup>

Montreuil 93100

Marchandise - Librairie

clientèle de leur catalogue

200 titres du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup>.

Voyages, Sciences, Histoire, Agriculture, Economie, etc.

Vente exceptionnelle avec

25% de remise

Catalogue sur demande par

tel. : 83-34-36-32.

Tél. : 83-34-36-32.

Télécopie : 83 57 33 30.

Musique

UNST. CH. CHORISTE am.

M. Theodorakis. 46-95-97-97.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL.

200 chambres simples

& 100 par sem. demi-pension.

Réserv. : 172 New Kent Road

LONDON SE1 7ET-5.

Tél. : 43-85-15-70.

### Jeune fille

au pair

Domitille, 24 ans, ch. emploi

à New-York. Garçon et pair.

Tél. : 43-85-15-70.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

SECRÉTAIRE ASSISTANTE - Niveau DEUG juridique et psychologie, bonne expérience et compris dans le domaine de la gestion. Disponible pour déplacements à l'étranger.

RECHERCHE : poste en PME-PMI, Paris, banlieue. (Section BCO/DDS 1343.)

JOURNALISTE - Spécialisé sciences et techno. Collab. régularité, titres leaders de ce secteur. Large expérience communication multi-médias. Seuls relations publiques, très bon contact. Spécialisme concerné secteur maritime et aéronautique.

RECHERCHE : poste temps partiel au sein d'une rédaction ou du service communication et relations publiques d'une entreprise créative et dynamique, région parisienne. (Section BCO/DDS 1344.)

JURISTE - 42 ans, DEA droit du développement Paris-V, Institut de commerce international Chambre de commerce et d'industrie de Paris, anglais, marketing, fiscalité, transfert des technologies, stratégie des entreprises. Gestion droit et commerce international. Expérience immobilière. Association humanitaire, cabinets d'avocats. RECHERCHE : tous postes cadre juridique. (Section BCO/CR 1345.)

CONSEIL EN COMMUNICATION - Relations publiques, 3 ans expérience TV, Centre binational technique scientifique et culturel. Spécialisé promotion production interne/externe. Solide expérience en événementiel (Venezuela, Egypte, France). Référence Ambassade de France, anglais, espagnol, arabe parlés. Disponible.

RECHERCHE : entreprise à vocation internationale (Amérique latine, Afrique, Moyen-Orient). (Section BCO/DDS 1346.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Homme 48 ans, célibataire.

25 ans d'expérience en gros œuvre, recherche situation responsable de chantier en bâtiment, génie civil.

Expatriation envisageable. Libre rapidement.

Ingénieur ECP

30 ans, expérience steller

faibles, schéma directeur

de grande entreprise, mar-

keting, cherche mission de

1 à 2 ans au JAPON, ou

embauche définitive.

Envoyer sous réf. 03/1805, à

Contesse, 20, av. de

l'Opéra, 75040 PARIS

CEDEX 01,

qui transmettra.

Professionnel

RECRUTEMENT

4 ans pratique recherche

poste entreprise contact.

PTAVY (1) 60-72-84-80.

Francis, 38 ans, libre voya-

ger, ch. emploi étranger.

tourisme, hôtellerie, entre-

prise. Envoyer sous le n° 1025

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montreuil

75007 Paris.



# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

**IMMOBILIER  
D'ENTREPRISE**

bureaux	bureaux	bureaux	bureaux
<b>Ventes</b> <b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> 45-63-08-08 <b>VENTE</b> <b>PTE CLIGNANCOURT</b> 8 500 m², imm., + park. <b>LEVALLOIS/CHAMPERRET</b> 1 400 m² + parking disponible 2 <sup>e</sup> étim. 88. <b>SOLAIRES HONCEY</b> imm. pierre de t., asc., 2 x 170 m² au 1 <sup>er</sup> et au 2 <sup>e</sup> étage. Escalier des FINOIR. 43-57-50-52. <b>Locations</b> <b>VOTRE SIÈGE SOCIAL</b> <b>DOMICILIATIONS</b> SARL - RC - RM Constitution de sociétés, Démarches et tout serv. Perman. téléphoniques. 43-55-17-50. <b>8 • COLISÉE</b> <b>DOMICILIATIONS</b> CONSTITUTIONS STES BUREAUX ET TOUS SERVICES. AFG • 43-59-20-20. Domiciliation depuis 50 F/m² Paris 1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> , 12 <sup>e</sup> , 15 <sup>e</sup> et 17 <sup>e</sup> . Constitution SARL 1 000 F HT. RITEZ DOM 125, 43-40-31-45. DEDICOM 17 <sup>e</sup> , 43-57-05-96. Votre adresse commerciale ou <b>SIÈGE SOCIAL</b> bureaux, secrétariat, télé. <b>CONSTITUTION STES</b> Pris compés. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 + <b>SIÈGE SOCIAL</b> Bureaux équipés et services, décharges R.C. et M. SOCIÉTÉ SERVICES CH-ELYSEES 47-23-55-47. NATION 43-41-81-81. 82 BUREAUX : 950 m² imm. indép. Prox. gare SNCF. 17 <sup>e</sup> PROX. WAGRAM : 7 bureaux + Nég. OPÉRA-BASTILLE : 500 m² bail préfixé. PROX. MASON RADIO : 215 m². BOÉTIE : 130 m² et 180 m². ASNIÈRES - MÉTRO : 410 m². 17 <sup>e</sup> THEOD. DE BANVILLE : 100 m². <b>I. DE MONCAN SA</b> <b>43-55-17-50.</b> <b>10 - 110 m² BUREAUX</b> Ref. haute. 15 000 F net. 40-20-02-15.	<b>DOMICILIATION</b> <b>BUREAUX, TÉLÉ, TÉLÉCOM.</b> <b>AGECO 42-94-85-28.</b> <b>FEAU HAMPTON</b> <b>8 • MADELEINE</b> Imm. de très gd stand., rénove, 3 étages divisibles de 234, 248 et 254 m², 5/10 bureaux par niveau. <b>8 • MATHURIN</b> 320 m², 13 bureaux, immeuble ancien de bon standing. <b>10<sup>e</sup>, RUE DES</b> <b>PETITES-ÉCURIES</b> 280 m², 10 bureaux, 2 entrées, foyer intérieur, + cuisine. <b>10<sup>e</sup> ALMA</b> Imm. moderne de bon stand., 162 m², 5 bureaux, locaux relatifs, part. <b>PORTE VILLETTE</b> Bureaux, très surfaces, dis- ponibles dans imm. moderne, accueil, rest. d'entreprise, parking. <b>OPÉRA</b> 188 m², r.-de-s., 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> étages, show-room, imm. anc., très bon stand. 235 m², imm. ancien de très bon standing, quart neuf, immeuble de gd stand. + bureaux. 330 m², réception, open- space, 7 bureaux. <b>A LOUER</b> <b>POUR 23 MOIS</b> <b>MAXIMUM</b> <b>RUE LA BOÉTIE</b> Imm. mod., 300 m², a/1 niveau. <b>AUBER FACE RER</b> 1 plateau de 230 m², très bon standing. <b>MIROMESNIL</b> 650 m², 18 bureaux, imm. gd stand. <b>MADELEINE</b> 310 m², rénové, 10 bureaux, imm. bon standing. <b>FEAU HAMPTON</b> 40-08-10-90. <b>FEAU HAMPTON</b> 40.08.10.90	<b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> 45-63-08-08 <b>QUARTIERS D'AFFAIRES</b> <b>PARIS-8</b> <b>MIROMESNIL</b> Marché de l'Europe 2 x 117 m², r.-de-s. imm. p. de taille. <b>GEORGE-V</b> 416 m², plateau moderne, 5 park., dispon. imméd. <b>LISBONNE</b> 230 m², 8 bureaux, rénove, standig. <b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b> 500 m² div., disp. imméd. <b>RUE DE PRES-BOURG</b> 1 865 m² + park., rénov., except. Disp. imméd. <b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> 45-63-08-08 <b>MADELEINE</b> 748 m², sup. imm., sur jardin, plateau div., cloisonnés. <b>MONCAU</b> 1 118 m², imm. récent, park., dispon. imméd. <b>RD-POINT CHPS-ÉLYSÉES</b> 1 238 m² sur 1 niv., 10 et entresol, prestiges. <b>R. DE LA V.-L'ÉVÊQUE</b> 1 470 m² sur 2 niv. div., cloisonnés, park. <b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> 45-63-08-08 <b>PARIS-8</b> <b>AUBER</b> 300 m², au pied du RER, imm. pierre de taille. <b>CHAUSSÉE-D'ANTIN</b> 365 m², rénove, r.d.s. + 1 <sup>er</sup> étage, entr. privés. <b>RUE DE MAUBEUGE</b> 1 381 m², entré, rénov., page, dispon. mars 89.	<b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> 45-63-08-08 <b>RIVE GAUCHE</b> <b>PARIS-15 JAVEL</b> 600 m², hôtel particulier rénov., à vendre ou louer. <b>MONTMARTRE</b> 3 240 m², div., par 400 m², phéas, disp. imméd. <b>QUAI ANDRÉ-CITROËN</b> 1 552 m² + page, in. neuf, div., en plateau de 600 m², dispon. imméd. <b>PORTE DE VERSAILLES</b> 1 800 m² + page, div., en plateau 500 m², dispon. imméd. <b>PORTE DE VANVES</b> 3 500 m², div., + page, Paris-13 <sup>e</sup> <b>TOLBIAC</b> 575 m² + parkings, imm., rénov., disp. imméd. <b>RICHARD ELLIS</b> <b>S.-S.-OUEST</b> 45-63-08-08 <b>ANTONY (200 m RER)</b> face paré de Soeurs, 3 100 m², div./520 m², imm., 1 <sup>er</sup> étage, entr., mai 89, 1 185 m², loc. ou vente, r.d.s. + 1 <sup>er</sup> étage, rest. entr., japon, mai 89. <b>VELIZY</b> 429 m² + page, imm., récent, plateau clois. <b>LEVALLOIS</b> 1 500 m² rénove, div., 600 m² page. 1 400 m², imm. neuf, indép., + page, à louer ou à vendre. Dispon. déc. 89. <b>LEVALLOIS (PROX. PARIS)</b> <b>ISSY-LES-MOULINEAUX</b> 5 500 m², imm. neuf, disponible 4 <sup>e</sup> trim. 89. <b>RICHARD ELLIS</b> <b>OUEST</b> 45-63-08-08 <b>ASNIÈRES</b> 600 m², bnt, 375 m² act., imm., 1 <sup>er</sup> indép., page.

### ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS

paiement comptant

**PROMOVIM**  
 3, rue Etienne-Marcel  
 75001 PARIS.  
 Tél. : 42-38-58-28

EXPERTISE VOS IMMEUBLES  
 de toutes catégories PARIS & BANLIEUE  
 RÉNOVATION - PROMOTION

### ANNUAIRE SICOMI SCPI

2<sup>e</sup> ÉDITION

NOM \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_

Je joins à ce bon de commande le chèque corres-  
 pondant et recevrai une facture en retour.  
 1 annuaire : 498 F.T.T.C. (420 F.H.T.).  
 TERRI 37, rue de Miromesnil, 75008 Paris

## Les Belles Propriétés du Monde

**LAMORLAYE**  
 Proximité centre ville, ravissante maison  
 en L sur sous-sol, total, aménagée, com-  
 prenant : entrée, w.c. avec lave-mains,  
 cuisine équipée, séjour dble av. cheminée,  
 5 chambres, 2 s.d.b., w.c., rdc rpts, sur  
 750 m² de terrain clos. UNE AFFAIRE  
 POUR 1 280 000 F.

AGENCE n° 1,  
 LUZARCHES.  
 30-35-03-60.

**EXCEPTIONNEL**  
 Gd standing CHANTILLY PROCHE, à l'abri  
 des regards indiscrets, superbe propriété sur  
 4 ét., rdc, rdc, rdc, rdc, rdc, rdc, rdc, rdc,  
 150 à 4 000 m², loc. ou à 4 000 m².  
 120 m² r. de Mail, 2<sup>e</sup>  
 Loc. clair, tr. h. état  
 15 800 F  
 40-20-02-16.

AGENCE n° 1,  
 CHANTILLY.  
 30-35-03-60.

**LAMORLAYE**  
 Proch. golf superbe villa, comprenant :  
 hall sur arcos et séjour avec cheminée  
 monumentale, carrelage ancien, cuis.  
 équipée en chère marbre, s.d.b., w.c.,  
 1 chambre, à l'étage sur mezzanine avec  
 bibliothèque, 2 ou 3 chambres av. s.d.b.  
 et w.c., le tout sur s-sol total aménagé,  
 terrain clos de 1 900 m² paysagé.  
 A VOIR ABSOLUMENT : 1 580 000 F.

AGENCE n° 1,  
 CHANTILLY.  
 44-57-15-10.

**CREIL**  
 Belle maison de maître située face à  
 l'église comprenant : hall d'entrée, cuis.  
 équipée, séjour, salon, 5 chambres, 2 s.d.b.,  
 w.c., sur s-sol total, plus maison de gar-  
 diens sur 1 500 m² de terrain clos. PROX.  
 JUSTIFIÉ.

AGENCE n° 1,  
 CHANTILLY.  
 44-57-15-10.

**CHANTILLY PROCHE**  
 Une belle villa contemporaine offrant  
 200 m² habitables, comprenant hall avec  
 mezzanine, cuisine équipée, séjour, salon  
 en fosse chauffée : 80 m², 4 chambres  
 dont 1 au r.-de-ch., s. de b., w.c., garage  
 intégré 2 voitures. Le tout sur 2 800 m²  
 clos et paysagé. RARE. 1 780 000 F.

AGENCE n° 1,  
 SENLIS.  
 44-53-28-86.

Dans un cadre de verdure de 1 100 m²  
 superbe chaumière édifiée sur sous-sol  
 total comprenant : hall, cuisine équipée,  
 salon, salle à manger sur mezz.,  
 3 chambres, 2 salles de bain, 2 w.c.,  
 nombreuses prestations.  
 INCONTOURNABLE POUR SEULEMENT  
 1 475 000 F.

AGENCE n° 1,  
 SENLIS.  
 44-53-28-86.

CP 1120 150







## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
4 pièces	18, rue Quincampoix	8.500	3 pièces	Polisy	2.650	4 pièces, maison	Rueil-Malmaison	6.100
57 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.688	88 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3, av. des Ursulines	+ 871	115 m <sup>2</sup>	33, allée M.-Juchereau	+ 371
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, parking	Saint-Germain-en-Laye	5.350	4 pièces, parking	Surannes	4.850
3 pièces	44, rue Blanche	6.370	74 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	42 bis, rue des Ursulines	+ 760	88 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	16-22, rue Sal.-de-Rothschild	+ 1.200
98 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 960	4 pièces	Versailles Grand-Stade	5.300	Studio	16-22, rue Sal.-de-Rothschild	2.300
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			102 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Promenade Mère-Lièvre	+ 1.300	28 m <sup>2</sup> , 0 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 430
Studio, meublé	74, rue Amélie	2.975	5/6 pièces, parking	55, av. de la Croix-aux-Moyens	6.008	3 pièces	Vauvres	4.400
36 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	121 m <sup>2</sup> , maison	SGI/CNP 47-42-17-81	+ 332	72 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	7, rue Auguste-Comte	+ 803
2 pièces, meublé	74, rue Amélie	4.780	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			3 pièces, dupl.	Vauvres	4.700
45 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	4 pièces	Bois-Colombes	5.250	93 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	114, av. Victor-Hugo	+ 987
Studio, meublé	74, rue Amélie	2.280	102 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	11-17, rue du Gal-Lacour	+ 1.480	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
28 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	2/3 pièces, parking	Boulogne	4.238	4 pièces	Cachan	5.040
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			51 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	229, bd Jean-Jaurès	+ 889	88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	34, av. Camot	+ 850
2/3 pièces	2-6, rue Pierre-Louis	7.300	3 pièces, parking	Boulogne	9.000	<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
85 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.348	102 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	33-35, rue A.-Jacquin	+ 2.020	4 pièces	Sannois	3.900
2 pièces	24, av. de Versailles	4.900	8 pièces, parking	Courbevoie	4.800	82 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	23, rue Jules-Ferry	+ 480
83 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 872	2, avenue du Parc	AGF 42-44-00-44	+ 400	3 pièces	Sannois	3.100
3/4 pièces	4-8, rue Pierre-Louis	7.500	42 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 400	71 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	28, rue Jules-Ferry	+ 510
90 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.872	3 pièces, parking	Levallois	4.500	4 pièces, 2 part.	AGF 42-44-00-44	+ 1.100
1/2 pièces	11-13, rue Gros	3.800	90 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	148-150, rue Pdt-Wilson	+ 1.148	78 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	103, rue Gal-de-Gaulle	+ 829
52 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 809	6 pièces	Levallois	9.000	<b>PROVINCE</b>		
3/4 pièces	8, rue Fautin-Latour	7.200	128 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	56, rue Rivier	+ 1.248	<b>44 LOIRE-ATLANTIQUE</b>		
80 m <sup>2</sup> , 0 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.314	4 pièces	Neuilly	19.200	4 pièces, parking	Nantes	5.100
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			160 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	74, rue de Chéry	+ 2.980	96 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Les Terrasses de Nantes	+ 460
4 pièces, parking	13, rue Beron	5.800	Studio, parking	Neuilly	3.630	6 pièces, parking	Nantes, Orvault	5.400
87 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	AXA 40-75-59-24	+ 1.398	33 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	22 ter, bd du Gal-Lacour	+ 450	96 m <sup>2</sup> , maison	Les Domaines d'Orvault	
3 pièces	48, boul. des Batignolles	6.000	2 pièces	Rueil-Malmaison	3.300			
92 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	GCI 40-18-27-00	+ 965	52 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	17 bis, bd de Richelieu	+ 620			
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
3 pièces	19, rue des Batignolles	4.908						
79 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	SGI/CNP 43-67-05-38	+ 890						
4 pièces, parking	29, rue de la Plaine	6.600						
91 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	GFF 49-02-38-68	+ 728						

\* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



### STRATÉGIE IMMOBILIÈRE D'UN INSTITUTIONNEL : LES AGF

« Avant de fuir, amenez de vie. » Telle est la formule symbolique qui a permis aux AGF de commencer. En 1968, à leur cent soixante-dixième anniversaire, Cent soixante-dix ans pour se hisser aux premiers rangs européens. En 1968, à l'occasion de la constitution des Assurances générales de France par la fusion des Assurances générales et de l'État, le Monde titrait : « Les Assurances générales de France deviennent le troisième groupe du Marché commun. »

Ce groupe, qui a fait dans son activité principale, les assurances, la preuve de son efficacité, applique à l'immobilier les mêmes méthodes de rigueur et de discipline.

Le patrimoine immobilier des AGF est équilibré entre l'immobilier d'entreprise (essentiellement des bureaux) et l'immobilier traditionnel (un parc locatif de 9 000 logements).

En 1985, les investissements immobiliers se sont élevés à 1 milliard de francs, et cet institutionnel entame cette nouvelle décennie de son histoire sous le signe de la diversification. Celle-ci doit lui permettre de mieux coller au marché :

— Résidences de services pour le troisième âge, tout d'abord avec le lancement de programmes locatifs en région parisienne avec Paris, Vincennes et Versailles, et dans les métropoles régionales : Montpellier, Nice et Strasbourg ;

— Immobilier de loisirs avec des investissements dans des résidences de tourisme à Avoriaz (acquisition de deux immeubles) et à Aix-en-Provence.

Mais cette diversification ne s'effectue pas au détriment des investissements traditionnels.

En région parisienne, trois importants programmes de bureaux sont lancés : 12 500 mètres carrés à Vincennes sur un terrain ayant appartenu à Kodak ; une tour de 25 000 mètres carrés dans le quinzième arrondissement, à Boulogne-Billancourt, en association avec le GFF, un programme situé à l'emplacement de l'ancien siège social de Bull, avenue Gambetta, dans le vingtième arrondissement, qui comprendra des bureaux, des immeubles en accession à la propriété et un immeuble à usage locatif.

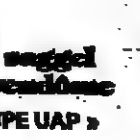
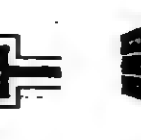
Le parc locatif, pour sa part, grossira de 200 logements, dès le mois de mai prochain, avec un programme en bordure immédiate de l'hippodrome de Saint-Cloud. De studio à 6 pièces, dans une fourchette de prix allant de 68 F à 79 F le mètre carré, parking compris, hors charges.

En 1990, les AGF mettront de nombreuses réalisations sur le marché : résidences locatives dans l'île de la Jatte, à Rueil-Malmaison, et à Nice ; immeubles de bureaux à Versailles et à Nice ; et résidence de tourisme à Aix-en-Provence.

Actuellement, le patrimoine immobilier des AGF se répartit entre Paris (57 %), la banlieue (26 %) et la province (17 %) : Lille, Rouen, Toulon, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Montpellier, Aix-en-Provence, Lyon et Nantes.

B. F.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



150 000 000



## Culture

Le coup d'envoi de la Bibliothèque de France

### La TGB sera installée à Tolbiac

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a tracé, mercredi 12 avril, au conseil des ministres, le profil de la future Bibliothèque de France, voulue par le président de la République. Elle sera implantée à Tolbiac, sur des terrains offerts par la Ville de Paris.

M. Jack Lang a coiffé sa casquette de ministre des grands travaux pour dévoiler à la presse, réunie rue de Valois, les grandes lignes de la future Bibliothèque de France, plus connue jusqu'à présent sous le nom de Très Grande Bibliothèque (TGB). Une heure auparavant, il en avait esquissé le profil devant le conseil des ministres, et précisé l'implantation. C'est à Tolbiac, sur les bords de la Seine, qu'elle sera installée, sur des terrains appartenant à la Ville de Paris, face au futur parc de Bercy. M. Jacques Chirac a confirmé la proposition qu'il avait faite au gouvernement, il y a quelques mois : la municipalité offre gratuitement les 7 hectares nécessaires à sa construction. L'Etat prendra en charge les infrastructures liées à la bibliothèque. La desserte de la zone incombe à la Ville.

Ce choix n'étonne personne. Il ne restait guère que deux sites en lice : le fort de Vincennes, qui avait, semble-t-il, l'agrément du ministre, et l'ancien parc de maraîchers, près du pont de Tolbiac, cédé par les brouillards que lui prête l'écrivain Léo Malet. C'est un des quartiers les plus sains de la capitale, peuplé d'entrepôts plus ou moins abandonnés, sillonnés de voies ferrées, coupé du fleuve par d'autres entrepôts. La Ville, dans sa politique de rééquilibrage de l'Est parisien, entend rénover toute la zone. A terme, plus de 50 hectares. Elle veut y installer un centre financier et un ensemble de logements. Elle avait donc besoin d'une enseigne prestigieuse pour valoriser ce morceau du treizième arrondissement bien décaï. La Bibliothèque de France tombe à pic.

Le président de la République, de son côté, voulait un terrain qui convienne à une opération simple et promptement menée. Le grand projet de son second septennat doit être inauguré avant la fin de celui-ci. Mais il a sûrement été sensible au message de la Seine. La Bibliothèque de France se trouvera ainsi dans la même situation que l'Institut de France, lui aussi au bord du fleuve, en aval. Reste à régler l'épineux problème des voix fortes qui conduisent à la gare d'Austerlitz, et qui risquent d'enclaver totalement le nouvel établissement. Il serait en partie résolu si la SNCF acceptait, comme il en est question, de reculer son débarcadère à la hauteur de Tolbiac, précédemment et de l'autoriser. L'Etat serait, dit-on, favorable à cette solution, qui permettrait à la TGB de s'étendre ultérieurement sur ces terrains libérés.

#### La Nationale au bord de l'asphyxie

Le ministre a ensuite rappelé les raisons de la création de cette Bibliothèque de France. La vieille Nationale de la rue de Richelieu, en dépit de liftings répétés, est au bord de l'asphyxie. Il lui est impossible de digérer plus longtemps les quarante mille volumes qui s'abattent chaque année sur ses rayonnages. Chacune des collections doit être transférée à un nouvel établissement, avant son grand. Le président de la République a donc souhaité la construction d'une bibliothèque d'un type entièrement nouveau, où seraient rassemblées toutes les champs de la connaissance, ouverte à tous, disposant des techniques les plus sophistiquées, construite à distance et reliée à un réseau de bibliothèques nationales et européennes.

C'est à l'intérieur de ces limites qu'ont travaillé les programmeurs de la TGB. Ses contours, encore flous, se précisent. D'abord, il n'y aura pas de solution de continuité entre l'ancienne Nationale et la nouvelle Bibliothèque de France. Cette dernière prendra simplement son relais. Les volumes publiés après 1945 seront transférés dans le nouvel établissement, et les collections s'enrichiront au gré des achats et du dépôt légal, lui aussi transféré à Tolbiac. La Rue de Richelieu ne sera pas abandonnée pour autant. Elle aura plus d'espaces pour déployer les richesses qui restent sur place, c'est-à-dire les imprimés publiés avant la fin de la deuxième guerre mondiale, les estampes, les monnaies et médailles, les cartes et plans, etc. On ne sait pas quelle for-

mule juridique sera retenue pour lier les deux établissements. Toutes les formules sont ouvertes, de la fédération à la fusion, mais M. Jack Lang ne cache pas son souhait de voir se mettre en place une structure unique.

Autre innovation annoncée : la Bibliothèque de France mettra à la disposition du public des documents sonores et visuels. Il faudra donc trouver une articulation avec les Archives de France, l'INA et le CNC, refondre le régime juridique du Dépôt légal de ces supports, à rapprocher de celui qui existe pour les livres, et sans doute multiplier les copies pour les rendre accessibles. Quant à la communication à distance, voulue par le président de la République, elle suppose l'utilisation de techniques de pointe, maîtrisées, même aux Etats-Unis. Avant de pouvoir consulter un livre à distance, il faut en effet que celui-ci soit d'abord reproduit intégralement, page par page, sur un nouveau support, ce qui suppose, pour le fonds ancien, une manipulation manuelle extrêmement onéreuse. En revanche, la réalisation d'un catalogue informatisé commun à l'ensemble des grandes bibliothèques françaises n'est pas impossible. C'est avant tout un problème financier.

L'ouverture de la Bibliothèque de France à tous les publics, et non plus aux seuls chercheurs — comme la Bibliothèque nationale — suppose l'existence d'un établissement dual qui compliquera la tâche des architectes. Cela suppose aussi la rénovation parallèle de l'ensemble des bibliothèques universitaires pour éviter un effet de substitution et l'engorgement à terme de la TGB, qui subit ainsi le sort de la bibliothèque du Centre Georges Pompidou. M. Jack Lang devra rappeler devant le conseil des ministres que l'Etat et les collectivités régio-

nales avaient, au cours du premier septennat, investi près de 8 milliards de francs pour rénover le tissu des bibliothèques françaises. Le ministère de l'Éducation nationale aura, estime-t-il, sur un même laps de temps, une somme identique à déboursier s'il veut moderniser et gérer convenablement les bibliothèques dont il a la charge.

Enfin, le ministre des grands travaux a précisé les premières étapes du calendrier de la mise en œuvre de la bibliothèque. Un jury international, où les Français seront minoritaires, composés essentiellement d'architectes — on cite les noms de Pei, de Rogers, de Hollein et de Simonnet, — mais aussi de personnalités comme le peintre Soulages, se réunira d'ici la fin du mois d'avril. Il lancera un appel d'offres international et retiendra une vingtaine d'architectes qui d'ici la fin du mois de juillet, présenteront un projet — esquisses et maquette. Quatre projets seront alors présentés au président de la République, qui choisira, avant la fin de l'été, celui qu'il estimera être le meilleur. Les travaux pourront commencer dès le début de 1991. Ils devraient être achevés dans les cinq années suivantes.

La présidence du futur établissement public sera, on le sait, confiée à M. Dominique Jamet. M. Serge Golberg, l'ancien patron de La Villette, en sera le directeur général. En l'occurrence, on pourra compter sur la poigne de M. Emile Biassini, le secrétaire d'Etat aux grands travaux, pour que le chantier ne prenne pas de retard et que le programme soit respecté. Le coût d'une telle opération est encore difficile à chiffrer. Entre 4 et 5 milliards, si on se borne à l'établissement lui-même. Sans doute plus si l'on doit financer par la même occasion l'information de tout un réseau.

EMMANUEL DE ROUX.

#### Deux disparitions

### L'écrivain allemand Albert Thelen

Albert Vigoleis Thelen, auteur du roman *L'île du second visage*, récemment traduit en français (Payot), est mort dimanche 9 avril dans la petite ville de Duerksen, au nord-ouest de l'Allemagne fédérale.

Né en 1903, Albert Thelen vécut hors d'Allemagne à partir de 1931. Opposé au nazisme, il s'établit d'abord, avec sa femme (qui fut aussi son inspiratrice) Béatrice, à Majorque, puis, après quelques étapes, au Portugal. En 1947, le régime de Salazar contraind le couple à s'exiler de nouveau. C'est à Amsterdam qu'il écrivit son premier, et volumineux roman *L'île du second visage*, récit romancé de son séjour à Majorque. De 1954 à 1986, Thelen s'installe en Suisse, avant de regagner sa Rhénanie natale, après cinquante-cinq ans d'exil. Publié en 1956, son deuxième roman, *Le Meurtre*, est une œuvre majeure. C'est Albert Thelen, surnommé *Bastet*, qui a écrit pour ce travail le prix Gérard-de-Nerval.

n'atteint pas la qualité de son premier livre.

De *L'île du second visage*, on ne De l'imagination fertile de cet original, qui vécut un peu en marge de son siècle, Bernard Lortholary écrivait : « Thelen allie, à la trucidance langagière une subtilité de vices latents pour que l'écriture, voire la curiosité érotique, peut parfois être tout aussi crasse que la franchise rigolée. Bref, ce roman fort peu bref est un perpétuel jeu d'artifices ! »

Au centre de l'effrayant kaléidoscope, le couple : merveilleux personnage à deux têtes, gentiment conflictuel, pince-sans-rire et colérique, indéfectiblement et pudiquement uni. A la périphérie, l'horizon menaçant des bêtes sauvages que l'on sait... (« Le Monde des livres » du 10 mars). Ce livre a été traduit en français par Dominique Tassel qui a obtenu pour ce travail le prix Gérard-de-Nerval.

### L'homme de théâtre André Reybaz

André Reybaz, l'un des figures marquantes du théâtre de ce temps, vient de mourir. Il était âgé de soixante-sept ans.

André Reybaz était né à Paris en 1922, son père fabriquant des phonographes. Très vite fasciné par l'art des comédiens, après avoir passé ses certificats de licence de philosophie, il trouve un rôle dans le film de Decoin, avec Raimu, les *Inconnus dans la maison*, en 1942.

Elève de Raymond Rouleau, Reybaz passe par la rue Blanche, le Conservatoire. Il crée une compagnie avec Catherine Toth, la Compagnie du Myrmidon, et va mettre en scène, pour la première fois en France, des chefs-d'œuvre de nouveaux auteurs, qu'il détecte avec un don incroyable. C'est Audoubert (*Quoi-Quoi*, en 1946), Ghelderode (*Hop Signor*, en 1947), Jean Vauthier (*Capitaine Bada*, en 1952). Il aura créé aussi en France *Woyzeck*, de Büchner, en 1945. Il avait enlevé le Prix du concours des jeunes compagnies, en 1949, avec *Fastes d'enfer*, de Ghelderode.

En 1958, Vilar lui demanda de monter au TNP *Peer Gynt*, d'Ibsen. Mais il va devoir s'aligner de Paris, quand Guy Mollet le charge de créer, en 1959, le Festival d'Arras. Et, de 1960 à 1970, André Reybaz va diriger, à Tourcoing, le Centre dramatique du Nord, où il créera des pièces de Durrenmat, Kundera, et où il imposera à un public étonné *En attendant Godot*.

Il quitte le Nord en 1970, entre au Théâtre Français où il interprète,

jusqu'en 1976, les classiques, du *Prince aveugle* de Marivaux, à *Richard III*, de Shakespeare. Puis il sera appelé un peu partout, par Planchon, Delsaut, au Centre dramatique de l'Ouest. Ces trois dernières années, il avait joué chez Guy Rétoré, avec Gisèle Casadesu et Pierre Dux, *Fin de partie*, de Beckett, et, chez Jean-Claude Drouot, *Keen*, de Sarre.

C'est un extraordinaire découvreur qui disparaît avec Reybaz. Son flair, son courage et sa rapidité à imposer de grands débutants ont permis la naissance d'œuvres capitales. Ses mises en scène étaient intelligentes, sensibles, avec des reliefs d'un charme saisissant. L'acteur était d'une finesse extrême, aussi précis que poète, et André Reybaz laisse à tous les camarades avec qui il a joué le souvenir très proche d'un homme attentif à toutes les peines d'autrui.

MICHEL COURNOT.

#### EN BREF

• Présence de grève à l'Opéra de Paris. — Le Syndicat national des artistes culturels FEN (SNAC-FEN) a déposé un préavis de grève à l'Opéra de Paris pour les 17 et 25 avril. Il risque ainsi de perturber deux des représentations de *Doktor Faust*, de Ferruccio Busoni. Le SNAC-FEN réclame l'ouverture des négociations sur le statut des personnels de l'Opéra, qui seront transférés à la Bastille.

#### ROME de notre correspondant

Satisfaction chez les financiers, inquiétudes et grève parmi les journalistes, émoi dans le monde politique : vingt-quatre heures après la naissance du premier groupe de presse-édition italien à dimension européenne, l'intelligentsia transalpine s'interroge. Car un grand prince de l'industrie, M. Carlo De Benedetti, PDG d'un puissant groupe, qui comprend notamment Olivetti, va devenir le plus puissant patron de presse de la péninsule.

Il détient ainsi son principal rival et ancien patron, M. Giovanni Agnelli, PDG de la Fiat et propriétaire, entre autres, d'une maison d'édition (*Rizzoli*), de deux hebdomadaires (*Europeo* et *Il Mondo*) et de deux grands quotidiens (*Il Corriere della Sera*, de Milan, et le numéro trois, *la Stampa*, de Turin). Sous l'appellation de Mondadori-Espres, le nouveau groupe de communication de M. De Benedetti pèsera environ 12 milliards de francs en chiffre d'affaires — contre 22 milliards pour Hachette, cinquième géant mondial de la communication, — et comprendra une agence de presse, le numéro deux des grands quotidiens nationaux (*la Repubblica*, de Rome, 600 000 exemplaires vendus chaque jour), douze quotidiens régionaux (400 000 exemplaires environ) et les deux premiers hebdomadaires news magazines de la péninsule : *Panorama* (460 000 exemplaires) et *L'Espresso* (370 000 exemplaires). Avec les autres publications qui tombent dans son escarcelle, M. De

## Communication

Grève à « la Repubblica » et à « l'Espresso »

### Le nouveau groupe de communication de M. De Benedetti inquiète les journalistes italiens

Benedetti contrôlera environ 1,3 million d'exemplaires de quotidiens et 5 millions d'exemplaires de périodiques, et réalisera à lui seul la moitié du chiffre d'affaires totalisé des six principaux groupes d'édition italiens.

Les grandes lignes de l'opération sont connues (le Monde du 12 avril). M. Carlo Caracciolo, PDG de *L'Espresso* (il détenait 55 % de son groupe), et son ami M. Eugenio Scalfari (10,6 %), directeur et fondateur de *la Repubblica* vont recevoir, en échange de leurs actions, d'abord de l'argent — « montant fabuleux » dit-on, mais inconnu pour l'instant — puis chacun un poste de direction au conseil d'administration de la Mondadori dont M. Caracciolo deviendrait même le président.

#### Pour une législation antitrust

L'annonce de la vente, lundi soir, a provoqué une grève immédiate des deux rédactions concernées. Les journalistes de *la Repubblica* — fondée en 1975 et détenue jusqu'à 50-50 par la Mondadori et *L'Espresso* — ont fait connaître leurs « profondes préoccupations » et se sont déclarés « en état de mobilisation ». Le journal, qui se flattait non seulement de son exceptionnelle réussite, mais également d'être le dernier grand quotidien italien « indépendant des groupes industriels », n'a pas paru mercredi.

Selon certaines sources, M. Scalfari, l'un des plus influents journalistes de la péninsule, aurait expliqué son geste à la rédaction par le fait qu'il a « plus de soixante ans et pas d'héritier ». Idem pour

M. Caracciolo, dont le magazine *L'Espresso* sera également privé de publication la semaine prochaine, les journalistes ayant décrété trois jours de grève.

La rédaction de l'hebdomadaire proteste surtout contre le fait de se retrouver dans le giron du groupe (Mondadori), qui publie déjà son principal concurrent, *Panorama*. M. De Benedetti a, certes, fait savoir que les publications du nouveau groupe conserveraient leur personnalité propre, et M. Scalfari devrait rester à la tête de *la Repubblica*. Reste, comme l'a déclaré M. Giovanni Valentini, directeur de *L'Espresso*, que « cette vente signe la fin d'une époque ».

Mardi soir, alors que différents porte-parole des partis politiques faisaient connaître prudemment leur émoi, « face à cette nouvelle concentration de la presse », le président du Conseil de l'Ordre des journalistes italiens, M. Giuseppe Morello, apportait son soutien aux rédactions en grève. L'opération, a-t-il déclaré, comporte « des dangers pour le pluralisme de l'information ». L'ordre réclame notamment « des mesures législatives antitrust, qui ne soient pas limitées aux quotidiens mais qui s'étendent aussi à la télévision, aux périodiques et aux nouveaux médias offerts par le développement des technologies ».

En discussion depuis plusieurs années déjà, les normes antitrust, dans le domaine télévisé, ne sont toujours pas adoptées. Quant à la loi existante, qui interdit à un même groupe de contrôler plus de 20 % de la diffusion du marché des quotidiens, elle est tout simplement ignorée.

PATRICE CLAUDE.

### Le gouvernement ne supprimera pas la publicité sur les chaînes publiques

« Oui ou non, envisagez-vous d'interdire, à terme, la publicité sur les services publics ? » — « Non ». Le débat est donc tranché. La proposition récente tendant à supprimer la publicité sur les chaînes de service public en contrepartie de la création d'une taxe sur les recettes publicitaires des autres médias a été rejetée. L'économie actuelle de l'audiovisuel ne sera pas bouleversée, tout juste peut-être aménagée, pour « contenir » et progressivement réduire la part de publicité dans le financement global du secteur public. C'est en tout cas la position du ministre délégué chargé de la communication, M. Catherine Tasca, qui, dans le journal national de TF 1, le mardi 11 avril, a annoncé que le débat sur la sauvegarde et la relance du service public au Parlement débatterait le 9 mai prochain.

Le ministre a, d'autre part, rejeté l'idée d'une taxe sur les recettes publicitaires de la presse. « C'est un secteur qui est très largement aidé par les finances publiques. Cela n'a donc pas grand sens d'aller prélever d'une main, sous la forme d'une taxe, une contribution pour la télévision publique alors que nous savons par ailleurs que le pluralisme de la presse repose sur un système assez complexe d'aide de l'Etat. »

Le ministre a enfin évoqué la réforme qui pourrait, comme le recommandaient les récents groupes de travail sur le service public, « lier très fortement la politique des deux grandes antennes publiques », l'Antenne 2 et FR 3. « La conclusion de ce choix de complémentarité nous mène, dit M. Tasca, à étudier actuellement l'hypothèse d'une présidence unique tout en préservant l'identité de chacune des antennes ». Au côté d'Antenne 2, « grande chaîne généraliste », FR 3 se présenterait comme « la chaîne de la différence et la chaîne de la découverte ». Avec un profil de chaîne parfaitement complémentaire.

ANNICK COJEAN.

### Pour engager la filiale d'Havas dans une offensive internationale

### M. Alain de Pouzilhac remplace M. Dauzier à la tête d'Eurocom

« La guerre des trois n'aura pas lieu. » C'est par cette boutade que le PDG du groupe Havas, M. Pierre Dauzier, a annoncé le mardi 11 avril qu'il quittait la présidence d'Eurocom, la filiale publicitaire de son groupe, dont les résultats en 1988 marquaient une nette progression. M. Dauzier sera remplacé à la tête d'Eurocom par M. Alain de Pouzilhac, jusque-là PDG d'HDM, la principale enseigne publicitaire d'Eurocom. M. Pierre de Plas, nommé il y a sept mois à la tête de l'autre branche d'Eurocom, Béliet-WCRS, devient administrateur directeur général d'Eurocom, et se verra confier une mission de conseil au sein du groupe Havas.

Cet armistice et l'effacement de M. Dauzier viennent clore — définitivement ? — de nombreuses querelles de personnes qui ont abouti au départ successif des deux précédents hommes forts d'Eurocom, MM. Douce et Brochand.

Le premier groupe publicitaire français ne semble pas avoir souffert financièrement de ces turbulences. Eurocom a réalisé en 1988, un chiffre d'affaires de 26,9 milliards de francs, soit une progression de 88 % (et de 21 % à structures comparables, puisque 1988 a vu l'entrée en vigueur des accords passés à l'international par HDM et Béliet). Le résultat net total (part du groupe)

progressé de 55,5 % pour atteindre 144,1 millions de francs, dont 47,1 millions seront distribués en dividendes.

Le « général vainqueur » de ces guerres intestines, M. de Pouzilhac, a l'intention de mettre en œuvre, d'ici la fin de l'année, une stratégie qui vise à redonner à Eurocom une « identité professionnelle qui s'affirme », selon les mots de M. Dauzier. L'achat d'espaces d'Eurocom en France sera centralisé, et les bases d'une centrale d'achat d'espaces européennes seront jetées. Récusant tout abandon d'un des deux réseaux internationaux d'Eurocom, M. de Pouzilhac compte travailler avec ses marques existantes, « de grandes offensives » à l'étranger comme en France, en excluant aucun moyen : rachats, accords, créations, etc.

Pas question non plus de vendre la branche « entreprises » d'Eurocom, spécialisée notamment dans l'emballage, et qui contribue pour 16 % au résultat, avec un chiffre d'affaires de 1243 millions de francs. Pour M. de Pouzilhac, Eurocom n'est « ni une holding financière ni une agence de publicité, mais un centre de pilotage » qui doit enfin permettre au groupe d'affirmer une stratégie internationale claire.

M.C.I.

• Gulf and Western se recentre sur la communication. — M. Martin Davis, président du conglomérat américain Gulf and Western, a annoncé le lundi 10 avril son intention de vendre sa filiale financière, The Associates. Le produit de cette vente — entre 3 et 5 milliards de dollars selon les experts — sera prioritairement réinvesti dans le secteur de la communication. Gulf and Western sera alors dépeçé pour devenir Paramount, du nom de sa principale filiale audiovisuelle.

• Le groupe canadien Hollinger Inc. renonce à s'associer au projet de quotidien 24 heures. — Le groupe canadien Hollinger Inc., dirigé par Conrad Black, et propriétaire notamment du *Daily Telegraph*, à Londres, renonce à participer au projet de quotidien français 24 Heures, préparé par MM. Thomas Sebestyen, ancien vice-président du groupe Express, et Gérard Long, ancien directeur général de l'agence Reuters. Les négociations engagées depuis l'automne dernier viennent de tourner court et le groupe Hollinger Inc. entend désormais poursuivre ses recherches pour s'implanter sur le marché parisien des quotidiens. MM. Sebestyen et Long se sont, de leur côté, immédiatement mis à la recherche de nouveaux partenaires.

• New World Entertainment rompt avec M. Giancarlo Parretti. — La société de production New

World Entertainment a rejeté l'offre de rachat de M. Giancarlo Parretti et a conclu un accord avec le groupe Andrew. Cette société, détenue à 57 % par M. Ronald Perelman (par ailleurs président du groupe de cosmétiques Revlon), va lancer une OPA sur New World Entertainment au prix de 8,95 dollars par action, offre supérieure à celle de M. Parretti qui, par l'intermédiaire de sa nouvelle société de production cinématographique Parth Entertainment Inc., ne proposait que 8,20 dollars par action (138 millions de dollars au total). M. Parretti n'envisage pas de surenchère.

• Pearson et Elsevier envisagent une fusion. — Deux des plus grands groupes d'édition européens, le néerlandais Elsevier et le britannique Pearson, envisagent de renforcer leur coopération, entamée en septembre dernier, par l'échange de participations. Le président d'Elsevier, M. Pieter Vincken, a précisé, mardi 11 avril, que leur alliance pourrait évoluer vers une fusion complète ou se limiter à une « coopération plus détachée, par exemple, des joint-ventures ou des acquisitions communes ». Elsevier détient actuellement 8,3 % de Pearson, et Pearson contrôle 22,4 % d'Elsevier. Ces participations croisées pourraient augmenter jusqu'à 15 % et 25 % respectivement.



# Économie

## SOMMAIRE

■ Bien que modeste, la reprise de l'inflation inquiète les milieux économiques suisses (lire ci-dessous).

■ M. Pierre Bérégovoy demande aux compagnies pétrolières de modérer les

hausse des prix de l'essence (lire page 26).

■ Sans remettre en cause la loi sur le licenciement économique, M. Soisson souhaite renforcer le droit à la forma-

tion dans le cadre des conventions de conversion (lire page 25).

■ La Cour de justice européenne condamne les ententes tarifaires dans le transport aérien (lire page 26).

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de réduction de la dette

## Le Mexique demande au FMI un prêt de 23 milliards de francs

Le Mexique vient de franchir un nouveau pas pour devenir le premier pays test de la nouvelle stratégie de réduction de la dette, dont le principe a été retenu lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la semaine dernière à Washington.

Par une lettre d'intention rendue publique mardi 11 avril, Mexico s'engage à suivre les recommandations du FMI pour obtenir un prêt de 2,8 milliards de dollars de tirage spécial (23 milliards de francs) au titre de la « facilité élargie » couvrant une période de trois ans. Parallèlement, la négociation d'un prêt de 1,5 milliard de dollars (9,5 milliards de francs) auprès de la Banque mondiale et la volonté de restructurer la dette auprès des créanciers publics au Club de Paris devraient permettre aux Mexicains d'atténuer, le 19 avril, de délicates négociations avec les banques créancières, qui représentaient près de 70 % de l'endettement extérieur global du pays (100,3 milliards de dollars).

Parmi ceux qui font queue pour bénéficier du consensus international sur la nécessité d'alléger parement et simplement la dette de certains pays, le Mexique bénéficie de solides atouts pour jouer les amis de liste. Stratégiquement, l'appel américain lui est assuré. Depuis l'éclatement de la crise de la dette avec ce même Mexique à l'été 1982, le soutien américain n'a jamais manqué à Mexico. Opérations de sauvetage, crédits-relais, les Mexicains n'ont cessé de jouer les cobayes parmi les grands débiteurs. Washington ne peut envisager une déstabilisation politique au sud du Rio Grande. Quant au potentiel impressionnant de ce pays, il a toujours attiré les convoitises des entreprises et des banques américaines par sa proximité et par les avantages salariaux ou pétroliers qu'il représente.

En près de sept ans de tentatives aux résultats incertains, le Mexique présente aujourd'hui toutes les caractéristiques retenues par la communauté internationale pour constituer à nouveau un test dont l'importance dépassera largement ses frontières : pays à revenu dit intermédiaire avec un produit national brut de l'ordre de 1 900 dollars par habitant, ses efforts de redressement économique et de diversification sont évidents.

### Un « menu » de quatre options

Le pétrole, qui constituait l'écrasante majorité de ses ressources extérieures, en représente aujourd'hui 53 %. L'inflation, de 159 % en décembre 1987, est revenue à un rythme annuel de 20 % en mars dernier et devrait, selon les objectifs gouvernementaux, être ramenée à 18 % à la fin de 1989. La libéralisation du commerce extérieur et la privatisation de 750 entreprises publiques — sur un total de 1 155 — constituent autant de preuves de la bonne volonté de Mexico à suivre les recommandations de son puissant voisin du Nord comme des organismes multilatéraux. Et pourtant, la croissance moyenne des sept dernières années a été proche de zéro et les rembourse-

### Les exportations technologiques vers l'Est

#### L'Australie devient membre du COCOM

Le COCOM, comité informel chargé de la surveillance des exportations de produits occidentaux de technologie « sensible » vers les pays communistes, a décidé de s'élargir à l'Australie qui devient le dix-septième membre, au moment où le COCOM est confronté à la nouvelle dédite Est-Ouest et au grand marché européen de 1993. Le COCOM comprend les membres de l'OTAN moins l'Irlande, mais avec le Japon.

Réunis à Paris pour deux jours, les experts du COCOM ne semblent pas pouvoir répondre aux attentes de M. Gorbatchev qui ne cesse de réclamer un assouplissement des contrôles occidentaux. L'administration Bush ayant, semble-t-il, quelques difficultés à se mettre en place, les représentants américains du COCOM ne sont pas encore désignés.

En attendant, les Européens se sont interrogés sur une modification des règles d'exportation. Toute vente de matériel sensible doit faire l'objet d'une procédure de contrôle y compris pour une exportation, par exemple, de France, en Italie ou en RFA. Or, le marché unique prévoit une abolition des frontières. La contradiction devra être résolue, les Américains n'y étant pas défavorables à condition que les contrôles soient reportés aux frontières de la CEE.

### AGRICULTURE

#### Le Parlement européen débat sur l'interdiction totale des hormones de croissance

Le Parlement européen, réuni en assemblée plénière, devait se saisir, mercredi 12 avril, du dossier si controversé des hormones utilisées pour la croissance des animaux de boucherie, en étudiant un rapport demandé à M. Carlos Pimenta, député libéral portugais, et à une commission d'enquête spécialisée.

Le rapport de M. Pimenta se prononce pour le respect intégral d'une interdiction totale de l'utilisation d'hormones et autres substances de croissance. A l'appui de cette recommandation, la nécessité de rétablir la confiance des consommateurs dans le secteur de la viande, les difficultés d'utilisation de ces produits (manque d'expérience, dosages incorrects, injections sans contrôle), et les doutes qui subsistent quant aux effets éventuellement cancérigènes, cumulatifs et interactifs à long terme.

Pour assurer le respect de cette interdiction, M. Pimenta propose la création d'une banque de données

Malgré une conjoncture toujours favorable

## L'économie suisse est ébranlée par les « affaires »

BERNE  
de notre correspondant

Modeste reprise de l'inflation et léger effritement de la monnaie avec la surchauffe qui pointe le bout de l'oreille : il n'en faut pas plus pour que les Suisses commencent à manifester quelques signes d'inquiétude. Certes, dans l'ensemble, la conjoncture reste favorable, mais la Confédération a toujours estimé qu'il valait mieux prévenir que guérir. Le principe s'applique d'autant plus par les temps qui courent que, dans le sillage du scandale de la « filière libanaise », diverses « affaires » viennent de mettre à l'épreuve certaines certitudes helvétiques.

Accoutumés à voir leur pays cité en exemple pour ses performances économiques et à se prendre pour le premier de la classe, les Helvètes frémissent à la moindre alerte. Fin 1988, déjà, les indices avant-coureurs de nouvelles poussées inflationnistes avaient été perçus comme autant de signaux d'alarme.

Depuis le début de l'année, ces craintes se sont précisées avec des taux d'inflation de 0,3 % en janvier et en février, et de 0,3 % en mars. Ainsi, le mois dernier, le renchérissement annuel s'élevait à 2,3 %, contre 1,9 % une année auparavant. Cette accélération de la hausse des prix a d'abord été alimentée par la progression des cours du pétrole et par le redressement du dollar. Des facteurs internes, notamment la tension persistante sur le marché du travail, ont aussi contribué à accentuer cette tendance. Alors que le taux de chômage ne dépasse guère

0,7 %, les places vacantes en janvier atteignent le chiffre-record de 15 551.

L'économie tourne à plein régime. Les industriels suisses se montrent confiants pour les mois à venir et

coûts sur les coûts et les prix par la pénurie de personnel.

Bien sûr, la lutte contre l'inflation demeure la priorité de la Banque nationale suisse (BNS). Il ne faut guère s'attendre à un renversement

des augmentations de tarifs de divers services. Le rebond des taux hypothécaires entraînera à son tour des hausses de loyer de l'ordre de 5 % à 10 %. Tout cela demeure néanmoins dans des normes suisses, les prévisions de l'inflation pour l'année en cours variant entre 3 % et 4 %, ce qui marque une hausse sensible par rapport aux 2 % de 1988.

Les poussées inflationnistes stimulées par les importations ont également été favorisées par l'affaiblissement du franc suisse et la déflation des termes de l'échange. Habités à une monnaie forte, les Suisses découvrent soudain sa lente érosion. La devise vient non seulement de se déprécier notablement par rapport au dollar et au mark allemand, mais elle a aussi perdu 8 % en quinze mois par rapport au franc français. Le plus bas niveau depuis 1982 a été atteint. En janvier encore, les responsables de la BNS présentaient cette évolution comme une correction, renforcée par la baisse des taux d'intérêt en 1988. Le franc suisse, survolé à leurs yeux ces dernières années, retrouvait ainsi une parité plus adéquate.

Le raffermissement prêté se fait toujours attendre. Les responsables de l'institut d'émission comptent cependant enrayer cette tendance par une politique monétaire plus restrictive qui s'est déjà traduite par une hausse du taux d'intérêt.

En tout cas, il a suffi que la monnaie helvétique perde quelques 2 % de sa valeur moyenne pondérée depuis le début de l'année pour amener certains banquiers à se demander si la place financière suisse n'était pas en train de pâtir des remous qui ont récemment agité la Confédération. « Nous avons jusqu'ici bénéficié de la réputation d'une monnaie ferme et il importe maintenant de restaurer la crédibilité dans notre espace financier », déclarait l'un d'eux.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonçait, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.



### BNP INTERCONTINENTALE

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE, réuni le 3 avril 1989 sous la présidence de M. René THOMAS, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

	1988	1987	Evolution
Groupe de la BNP	Millions de F	Millions de F	%
Total du bilan	17.428	14.592	+ 19,4
Résultats consolidés (Part du Groupe)	247,5	195,8	+ 26,4
	220,9	162,5	+ 35,9
BNP			
Total du bilan	9.418	7.792	+ 20,9
Emplois clientèle	3.791	3.030	+ 25,1
Dépôts Clientèle	6.095	5.198	+ 17,2
Résultats d'exploitation	216,7	170,5	+ 27,1
Résultats nets	185	115,7	+ 59,9

La BNP Maison mère, les filiales de Tunisie et de Djibouti et les Sociétés mises en équivalence dont essentiellement la B.N.P. (LUXEMBOURG) S.A., ont fortement contribué à l'accroissement sensible des résultats nets consolidés, tandis que la B.M.C.I. au Maroc enregistrait une baisse de ses chiffres.

Le bénéfice net de la BNP, en progression de près de 60 %, inclut la reprise d'une provision de 50 millions de francs devenue sans objet mais, non compris cet élément exceptionnel et hors plus-values, l'amélioration des résultats nets ressort à 25,4 %.

Cette évolution est conforme à celle des résultats d'exploitation qui progressent de plus de 27 % grâce aux performances de l'ensemble des succursales (La Réunion, Beyrouth, Ile Maurice et Chypre). Reposant pour 60 % environ sur le franc français, les résultats ont été très peu influencés par les variations monétaires, étant observé en outre que la livre libanaise a affiché une relative stabilité.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 13,00 francs par action, contre 11,00 francs l'exercice précédent, soit un revenu global de 19,50 francs, en augmentation de 18 % et d'offrir aux actionnaires une option pour le paiement du dividende en actions. De plus, l'Assemblée Générale Mixte se verra proposer une augmentation du capital par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes.

Les fonds propres, après répartition, s'établiront à 992,3 millions de francs, ce qui représente 10,5 % du total du bilan.

### GROUPE



JEAN-CLAUDE BUIRER.

### Le déficit commercial s'accroît

La Suisse a enregistré en 1988 un déficit commercial de 8,3 milliards de francs suisses (33 milliards de francs français environ), en augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. Sur le seul mois de janvier 1989, le déficit s'est élevé à 864 millions de francs suisses contre moins de 200 millions à la même époque, l'année précédente. Ce déficit est en partie provoqué par un déséquilibre des échanges avec la France, qui a enregistré l'an dernier un excédent commercial bilatéral de 13,5 milliards de francs français.

La France, qui réalise avec la Confédération son deuxième excédent mondial après celui enregistré avec la Grande-Bretagne, était l'an dernier le second fournisseur de la Suisse, avec 10,5 % des parts de marché (contre 34,2 % de parts pour la RFA) et son deuxième client. La Suisse n'était, en revanche, que le huitième client et le neuvième fournisseur de la France. La Suisse, membre de l'A.E.L.E. (1), ne réalise que 7 % de ses exportations auprès des autres pays membres, alors que 60 % de ses ventes à l'étranger sont effectuées auprès des pays de la CEE.

(1) L'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange) se compose de six pays : l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

● **ERRATUM.** — Dans notre article sur la réunion du GATT à Genève (Le Monde du 11 avril), une coquille nous a fait écrire le contraire de ce que disait notre correspondant. Il fallait lire : « Les représentants de l'industrie européenne, après avoir banni (et non banni) le pugnacité italienne, se montraient satisfaits du résultat... »

JP 11/01/50



مكتبة الدكتور محمد

# Économie

## SOCIAL

Les conditions du licenciement économique

### M. Soisson souhaite une négociation sur l'aménagement des conventions de conversion

M. Jean-Pierre Soisson a achevé une première série d'entretiens avec les partenaires sociaux sur son projet de loi sur la prévention et les conditions du licenciement économique, en recevant, le mardi 11 avril, le CNPF. La délégation patronale, qui était conduite par M. Pierre Guillen, vice-président, a émis une opinion « réservée », ne voyant pas la nécessité de modifier la législation actuelle puisque

M. Soisson, qui sait qu'il joue une rude partie sur le plan politique, est pressé par le calendrier. Du 20 au 22 avril, il aura une nouvelle série d'entretiens officiels avec les partenaires sociaux — la concertation officielle étant permise — à partir d'une ébauche de projet de loi. Le 24 avril, l'avant-projet doit être envoyé au Conseil d'Etat afin que le conseil des ministres puisse l'examiner le 3 mai et que le débat parlementaire puisse commencer le 23 mai. D'ici là le ministre va prendre une initiative. Dès la semaine prochaine, il pourrait adresser une lettre aux signataires de l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1986 — ainsi qu'à la CGC qui ne l'avait pas signé — pour leur demander d'engager une négociation sur un aménagement des conventions de conversion.

Ces conventions de conversion avaient été mises au point dans l'accord du 26 octobre 1986 — destiné alors à prévoir des garanties contractuelles après la suppression de l'autorisation administrative de licenciement — afin d'offrir aux salariés d'autres voies que le licenciement « sec ». Le contrat de travail était rompu immédiatement (à la différence du congé de conversion) mais le salarié conservait son « assésiment » à une phase d'assistance pour son reclassement. Cette convention ne lui ouvrait pas tous les droits attachés au licenciement mais lui permettait d'obtenir une indemnité. Pendant une période de cinq mois, le salarié a droit à des actions de reclassement (jusqu'à 300 heures de formation) et à un revenu d'attente (83 % du salaire brut antérieur pendant deux mois et 70 % pendant trois mois).

Malgré les conventions de conversion sont loin d'avoir répondu à l'attente des partenaires sociaux. Tant et si bien que la CFDT et FO ont demandé lors de la

concertation avec M. Soisson qu'une négociation soit engagée sur une amélioration des conventions de conversion, l'éventuel protocole d'accord étant ensuite intégré dans le projet de loi. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a même demandé que la situation des salariés de plus de cinquante-cinq ans soit intégrée dans cette discussion. Le CNPF, qui réunit son conseil exécutif le 17 avril, n'a pas encore donné sa réponse. Mais M. Soisson veut visiblement accélérer le mouvement. Dans sa lettre, il pourrait transmettre ses propres propositions visant à créer un véritable droit à la conversion, ce qui entraînerait une augmentation de la formation et une revalorisation du revenu d'attente (avec le concours de l'Etat). Ces propositions pourraient servir de base à la négociation, l'entourage du ministre souhaitant que celle-ci soit achevée avant le débat parlementaire du 23 mai.

#### Trois objectifs

Si cette initiative de M. Soisson était couronnée de succès, elle aurait beaucoup d'avantages. Elle ouvrirait d'abord la politique contractuelle avec un accord que pourrait signer FO... Elle verrait quelque peu le débat parlementaire en évitant des « débordements » du côté des communistes ou du côté des socialistes qui, comme la CGT, demandent le rétablissement pur et simple de l'autorisation administrative dont... M. Soisson, quand il était alors député PR, avait voté la suppression.

Pour l'heure, les syndicats ont plutôt réagi favorablement au mode de concertation choisi par M. Soisson, seul M. Vismet pour la CGT ayant redouté que les dispositions préparées aboutis-

sent à « élargir encore plus le champ des décisions autoritaires du patronat en matière de gestion d'emplois ». M. Blondel a « regretté » le non-rétablissement de l'autorisation administrative mais il n'a pas formellement réclamé son rétablissement. Il s'est félicité de la démarche du ministre, tout comme M. Marchelli. « C'est la première fois que nous travaillons en pleine concertation », a affirmé le président de la CGC. M. Bernard (CFTC) a plaidé pour une gestion préventive de l'emploi et pour un renforcement des plans sociaux. M. Kaspar (CFDT) a estimé que pour l'autorisation administrative « la page était tournée ».

Le patronat reconnaît qu'il y a des mesures à prendre pour les conditions du licenciement des salariés de plus de cinquante-cinq ans, mais il jugerait néfaste un retour au statu quo d'avant 1986. Toutefois, a dit M. Guillen, qui va se livrer à un « examen technique et juridique » des propositions du ministre, « si le projet de loi apporte des améliorations dont peuvent profiter à la fois les entreprises et les salariés, pourquoi pas ? » Quant à M. Bernasconi, pour la CGPME, il a proposé un système de « bonus-malus » pour les cotisations patronales d'assurance-chômage afin que certaines entreprises nient la « notion qu'en licenciant il se crée une charge nouvelle » pour toutes.

M. Soisson, qui, pour ne pas avoir de mauvaises surprises du côté socialiste, a créé un groupe de travail entre son cabinet et le groupe parlementaire socialiste, ne veut pas, à la faveur de son texte, casser le mouvement de reprise des créations d'emplois. Il ne fait donc ni inquiéter ni frapper le patronat. En même temps, il veut enfin mettre sur pied « une gestion préventive des emplois et des formations ». Il

poursuit, en fait, un triple objectif. Le premier est de situer son projet dans une perspective européenne afin de parvenir, avec les autres pays de la CEE, à une approche commune des restructurations. L'idée, soutenue par la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, est de reprendre la définition du licenciement économique donnée par la directive européenne de février 1975 : « Le licenciement économique ne peut être inhérent à la personne du salarié ».

Actuellement, en effet, les textes législatifs et conventionnels ne donnent aucune définition du licenciement pour motif économique. Depuis les lois du 3 juillet et du 30 décembre 1986, seule la distinction entre licenciement d'ordre conjoncturel et licenciement d'ordre structurel a disparu. Toute recherche de définition renvoie à la jurisprudence pour laquelle il faut qu'il y ait suppression d'emploi pour que le licenciement puisse être qualifié d'économique. Ainsi, quand un salarié est licencié et que son emploi est maintenu, il ne peut s'agir d'un motif économique... mais personnel.

M. Soisson veut aussi parvenir à une modernisation négociée et à une gestion prévisionnelle des emplois. Enfin, il souhaite une protection accrue pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans. Tout n'est donc pas négociable dans le projet du ministre et il est clair que le patronat devra faire des concessions. Mais il pourrait obtenir satisfaction sur un point qui lui tient à cœur : le respect des délais de licenciement prévus dans la législation de 1986. La CFDT et la CGC ont, en effet, proposé une pré-information du comité d'entreprise — avant l'engagement de la procédure légale — pouvant permettre à celui-ci de recourir à des experts. Un point d'entente ?

MICHEL NOBLECOURT.

## AFFAIRES

Le rapport Prévot sur les PTT

### Les syndicats sur la défensive

« On ne dirige pas de grands ensembles comme les PTT avec un rétroviseur ni avec une godille : pour réussir, il faut voir large et loin et inviter les personnes concernées à partager cette perspective. » Ces propos de M. Paul Quilès commentant le rapport d'étape remis par M. Hubert Prévot sur les PTT (le Monde du 11 avril) seront difficiles à faire passer, tant sont frileuses les premières réactions syndicales aux questions soulevées dans ce document.

La fédération CGT des PTT affirme que le rapport « évite soigneusement de poser les questions de fond des finalités du service public, de son fonctionnement, de sa gestion et de sa démocratisation, ainsi que les questions liées à la revalorisation de la profession et à la politique de l'emploi ». Selon elle, le rapport « enferme le débat dans la seule question du changement de statut des PTT et du per-

sonnel ». FO, pour sa part, affirme qu'« elle entrera dans le débat public si, et seulement si, deux conditions sont rigoureusement satisfaites : le respect de la Constitution de 1958 dans la gestion du service public des postes, télécommunications et de l'espace, et l'établissement d'une loi de finances et d'un budget spécifique au service public » des PTE. Enfin, la fédération CFDT-PTT déplore que « la volonté tant affirmée du gouvernement de rénover le service public ne semble pas vraiment présente dans ce rapport ». « Les premières pistes, ouvertes comme la possible remise en cause du système de mutations ou l'évocation d'une éventuelle transformation des PTT en établissement public ne peuvent que ramener le doute et la perplexité du personnel. Elles risquent de conduire à une rapide dégradation du climat social. »

## EN BREF

● Recours CGT à Citroën-Asnières. — Le syndicat CGT de l'usine Citroën d'Asnières a déposé un recours auprès du ministre du travail à la suite du licenciement de deux candidats délégués du personnel et devant le tribunal des prud'hommes contre trente-neuf licenciements économiques décidés en juillet 1988 par la direction. Selon le syndicat, Citroën avait invoqué « une baisse des ventes des BX », ventes qui ont recommencé à progresser deux mois et demi plus tard, et depuis la direction a remplacé les licenciés par autant d'intérimaires et payé des heures supplémentaires. Le conseil de prud'hommes doit se prononcer lundi 17 avril.

● Blocage aux aciéries Aubert et Duval. — Des piquets de grève bloquent depuis le mardi 11 avril l'accès des camions aux aciéries Aubert et Duval d'Andrézieux-Compt (Puy-de-Dôme), où la majorité des salariés sont en grève depuis le 28 mars : ils réclament une augmen-

tation de 750 F par mois. La direction a prévu une hausse de 2 % au 1<sup>er</sup> mars et de 250 F au 1<sup>er</sup> avril, auxquelles elle a ajouté lundi dernier des hausses de 2 % pour les salaires inférieurs à 6 000 F par mois, de 1 % pour les autres, versées pour moitié au 1<sup>er</sup> octobre, pour moitié au 1<sup>er</sup> décembre. Ces propositions ont été rejetées par les syndicats.

● Indemnités de transport et d'hébergement pour les stagiaires en formation professionnelle. — Pour faciliter les stages de formation professionnelle, un décret publié au Journal officiel du mardi 11 avril accorde aux stagiaires pris en charge par l'Etat une indemnité de transport de 216 francs lorsque le stage a lieu à plus de 15 kilomètres de leur domicile, de 350 francs si la distance dépasse 250 kilomètres, et une indemnité d'hébergement de 534 francs par mois si le stage a lieu à plus de 50 kilomètres du domicile, de 568 francs au-delà de 250 kilomètres.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# 20 mars

1,426 MILLIARD DE FRF D'OBSAR PROPOSÉES

# 3 avril

2,046 MILLIARDS DE FRF D'OBSAR SOUSCRITES

Devant l'intérêt suscité par notre émission, nous en avons porté le montant au maximum autorisé. Placée en deux jours, la part réservée aux investisseurs étrangers (620 MF) a été souscrite cinq fois. Le seuil maximal de souscriptions en France ayant été atteint dès le 3 avril 1989, nous avons été contraints d'anticiper la clôture de l'opération. Nous prions les personnes dont la demande n'a pu être satisfaite de nous excuser.

Merci à nos actionnaires de la confiance qu'ils nous ont témoignée.

 Lyonnaise des eaux



# Économie

## AFFAIRES

### Concurrence déloyale à Compiègne

#### Une vingtaine de magasins condamnés pour ouverture le dimanche

Une vingtaine de magasins de grande surface, autour de Compiègne (Oise), qui ouvrent le dimanche, ont été condamnés, mardi 11 avril, pour « concurrence déloyale » par le tribunal de commerce. Le tribunal a en effet estimé, dans son jugement, que « le fait de transgresser la loi pour tenter de spolier un concurrent de sa clientèle est, à l'évidence, une concurrence déloyale ». Jusqu'ici, les condamnations pour ouverture dominicale faisaient état d'infractions à la législation du travail.

Les grandes surfaces (comme Conforama, Décathlon, La Flèche, Spinal-Cuisines, etc.), condamnées à ne plus ouvrir le dimanche, avec

astreintes de 3 000 F à 10 000 F par jour d'ouverture, et à verser aux commerçants du centre-ville des dommages-intérêts allant de 4 000 F à 15 000 F, ont annoncé leur intention de faire appel de ce jugement.

Une association de commerçants locaux du centre de Compiègne, le Groupement des commerçants associés de Compiègne (GCAC), est à l'origine des poursuites. Chaque membre de cette association avait, en janvier, porté plainte contre un magasin du même secteur d'activité ouvert le dimanche à la périphérie de la ville. Deux commerçants de la périphérie, qui n'employaient pas de personnel le dimanche, ont été relaxés.

### Automobiles

#### Ralentissement des immatriculations en mars en France

Après des mois de hausses continues et fortes, le marché automobile français a marqué une pause en mars. Avec 210 000 unités, les immatriculations ont chuté de 3,3 % par rapport à mars 1988, mais tenant compte du nombre de jours ouvrables (vingt-deux en 1989, vingt-trois l'an dernier), ce chiffre correspond à une hausse de 1,1 %. Il faut la comparer aux + 14,8 % de janvier et aux + 14,6 % de février. Les ventes de voitures françaises ont décliné de 4,1 %, les marques étrangères n'ont

baissé que de 1,8 % représentant 33,8 % du marché. Sur les trois premiers mois de 1989, les marques étrangères progressent de 12 % à 36,1 % du marché et les françaises de 7,4 % seulement. PSA enregistre, pour le premier trimestre, une hausse de 10 % (à 33,5 % du marché) grâce aux 11,3 % de progression de Citroën (12,8 % du marché) et aux 8,8 % de Peugeot (22,7 % du marché) et Renault gagne 4,8 % (28,3 % du marché).

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a invité, avec insistance, les compagnies pétrolières, en particulier celles qui sont contrôlées par l'Etat, comme Elf-Aquitaine et Total, à modérer leurs augmentations du prix de l'essence à la suite de la récente hausse des cours internationaux du brut.

« Nous constatons, aujourd'hui, une répercussion anticipée des hausses, permettant un accroissement sensible des marges de distribution de la plupart des compagnies », a-t-il indiqué, en rappelant que les compagnies mettent habituellement dix-huit jours à répercuter à la pompe les hausses intervenant sur le marché international.

« Le gouvernement attend des entreprises pétrolières, et d'abord des entreprises publiques, qu'elles se montrent exemplaires en matière de prix et de concurrence. J'invite les automobilistes à choisir le meilleur prix et je demande aux compagnies pétrolières de revenir à la raison », a poursuivi le ministre.

### Les hausses du pétrole et les restructurations dans le nucléaire

#### M. Bérégovoy invite les compagnies pétrolières à modérer les hausses de l'essence

Selon le ministre, « la marge appliquée au prix du litre d'essence s'est trouvée majorée jusqu'à 10 centimes » par certaines compagnies.

Le prix du super a enregistré, la semaine dernière, sa plus forte hausse hebdomadaire depuis le début de l'année : il a gagné 11 centimes à la pompe pour s'établir, en moyenne, à 5,35 F le litre le 10 avril.

La hausse des cotations internationales du super et du brut explique ce bond, selon les analystes, bond qui n'est pas terminé.

Entre le 26 décembre et le 10 avril, le prix du super à Rotterdam est passé de 0,77 F à 1,19 F par litre, soit plus de 42 centimes, souligne-t-on à l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP).

Dans le même temps, le prix moyen hors taxes est passé en France de 1,15 F à 1,46 F le litre, soit 31 centimes de plus.

Depuis trois ans, rappelle l'UCSIP, la fiscalité sur le litre d'essence n'a cessé de croître, passant de 66 % en janvier 1986 à 77 % en 1987, puis à 80 % actuellement.

### La France et la RFA envisagent une « coopération » dans le retraitement nucléaire

L'un des plus importants producteurs privés d'électricité d'Allemagne fédérale, Preussag-Elektro (du groupe pétrolier Veba), a annoncé, mardi 11 avril, l'ouverture de négociations avec la COGEMA française en vue d'une « coopération approfondie » dans le domaine du retraitement nucléaire. Un accord d'intention en ce sens a été signé le 3 avril, selon une déclaration publiée par Veba, qui précise que les gouvernements des deux pays, informés au préalable, considèrent de façon positive ce rapprochement.

Dans un communiqué publié mardi, le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost, souligne que « la déclaration commune affirme la nécessité du retraitement des combustibles nucléaires irradiés ». Or la RFA n'a pas de centre de retraitement nucléaire et a

commencé à en construire un à Wackersdorf (en Bavière). Il sera terminé au plus tôt en 1995, si tous les délais sont tenus, ce qui est peu envisageable au vu de la guerre juridique engagée à son encontre par le puissant mouvement écologiste allemand. Qualifiant cet accord de « déclaration d'intention non liante », M. Ost affirme que la collaboration entre les deux firmes n'interviendrait au plus tôt qu'en 1999 dans le domaine du retraitement.

Ce rapprochement franco-allemand interviendrait alors que les deux firmes KWU (Siemens) et Framatome ont conclu un accord, en cours d'examen à Paris, pour l'exportation de centrales nucléaires, EDF, de son côté, souhaite vendre de l'électricité en RFA. — (AFP.)

### Les ministres des finances et de l'industrie signent le contrat de plan d'EDF

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, et M. Roger Fauriol, ministre de l'industrie, ont signé officiellement le contrat de plan quadriennal (1989-1992) d'EDF, mardi 11 avril. Il prévoit une plus grande autonomie de gestion de l'établissement dans le cadre d'engagements précis de part et d'autre (le Monde du 25 mars).

Les prix de l'électricité devaient évoluer de 1,5 % au-dessus de l'inflation, grâce à une baisse de 2,2 % par an des prix de revient. Le surplus dégagé devrait être investi dans la qualité des lignes et des services de distribution du courant (21,5 milliards de francs sur la période) et dans une réduction de 20 milliards de l'endettement (le dette d'EDF était de 233 milliards à la fin 1988).

EDF n'entend pas procéder à des

réductions accrues de ses effectifs, mais il faudra « vendre plus, plus intelligemment, vendre des services plus que des kilowattheures, exporter et favoriser un consensus social pour améliorer l'exploitation des talents existants », a indiqué le président, M. Pierre Delaporte. Cette augmentation des ventes, une stratégie d'EDF, sera effectuée, y compris à l'étranger, en particulier en Grande-Bretagne, en profitant de la privatisation des compagnies productrices de ces pays. L'établissement prendra aussi des participations chez des gros clients et revendra certaines autres détenues aujourd'hui et « dormantes ».

En 1988, EDF a réalisé une perte de 1,8 milliard de francs du fait de la « clemence de l'Etat ».

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### MESSAGE AUX ACTIONNAIRES DE DUMENIL LEBLE

Les Conseils d'Administration de CERUS et DUMENIL LEBLE qui se sont réunis le 31 mars et le 3 avril 1989 ont approuvé à l'unanimité les nouvelles conditions de l'Offre Publique d'Echange présentée conjointement par CERUS et DUMENIL LEBLE.

Bien que convaincus du bien-fondé de la parité initiale, ils ont décidé d'améliorer les conditions de l'offre afin d'assurer à cette opération une totale réussite, marquant ainsi leur volonté de privilégier les liens unissant CERUS à DUMENIL LEBLE.

Les dirigeants de CERUS, principal actionnaire de DUMENIL LEBLE avec près de 30 % de son capital, et ceux de DUMENIL LEBLE sont en effet plus que jamais convaincus de l'opportunité de ce rapprochement. En bâtissant une holding industrielle et financière aux dimensions des nouveaux enjeux européens, ils pourront mettre en œuvre la synergie existant entre un groupe bancaire et un portefeuille diversifié de participations. Avec une présence du Nord au Sud de l'Europe, leur stratégie sera résolument axée sur la recherche de la rentabilité et le respect des actionnaires.

CERUS et DUMENIL LEBLE tiennent dès à présent à remercier tous ceux qui leur ont d'ores et déjà fait confiance.

#### Modalités des Offres Publiques d'Echange:

27 actions CERUS pour 10 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1988 • 53 actions CERUS pour 20 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989 • 1 bon de souscription "A" CERUS pour 1 bon de souscription "A" DUMENIL LEBLE • 1 bon de souscription "B" CERUS pour 1 bon de souscription "B" DUMENIL LEBLE • Les actionnaires qui n'auraient pas 10 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1988 ou 20 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989, ou un multiple de ces nombres, pourront acquérir les titres complémentaires pour pouvoir venir à l'échange, ou céder les titres en excédent, sur le marché au comptant • Cette offre est valable jusqu'au 28 avril 1989 inclus.

## CERUS et DUMENIL LEBLE

Une note d'information commune aux sociétés CERUS et DUMENIL LEBLE (visa COB n° 89.99 en date du 21/03/89) présentée par la Banque Indosuez, la Banque Nationale de Paris, la Banque Worms et la Banque Paribas d'Investissement et d'Arbitrage est tenue gracieusement à la disposition du public auprès des intermédiaires financiers. Les termes de la surenchère de CERUS ont fait l'objet d'un visa COB n° 89.120 en date du 5 avril 1989.

## TRANSPORTS

### Un arrêt de la Cour européenne de justice réaffirme l'obligation de la libre concurrence aérienne

Les experts de la Commission de Bruxelles se penchent sur l'arrêt rendu, le 11 avril, par la Cour européenne de justice de Luxembourg pour apprécier l'importance du coup d'accélérateur donné par celle-ci à la libéralisation du transport aérien.

L'affaire, qui avait été portée devant le juge européen par l'association ouest-allemande de lutte contre la concurrence déloyale, avait été provoquée par la vente en RFA de billets émis en Grande-Bretagne sur des vols Londres-Francfort-Tokyo, qui coûtaient 60 % moins cher que les billets Francfort-Tokyo « normaux », en raison des différences de taux de change entre le Portugal et la RFA.

Le plaignant avait fait valoir que les tarifs aériens pratiqués au départ de la RFA devaient être homologués par le ministre fédéral des transports, et conformes aux accords de l'Association du transport aérien international (IATA). La Cour a répondu que les règles du traité de

Rome interdisaient les accords tarifaires contrairement à l'exercice de la libre concurrence. « Les conventions bilatérales et multilatérales sur les tarifs applicables aux vols réguliers sont nulles », aux termes de l'article 85. La Cour n'exclut pas que des exceptions soient consenties par les gouvernements, mais elle demande à ceux-ci de justifier les protections exorbitantes consenties pour cause de service public, par exemple.

Il faudra être sûr que la Cour de Luxembourg entend traiter de la même manière les vols internationaux et les vols internes à la CEE. Toutefois, son arrêt du 11 avril est un nouveau coup de semonce à l'égard des compagnies nationales et des gouvernements qui retardent l'assouplissement des règles protectionnistes en vigueur dans le transport aérien européen, et donne raison aux plus libéraux, que sont les Britanniques, les Néerlandais et les Irlandais.

#### Selon le président d'Aérospatiale

#### Dassault pourrait participer à l'Airbus A-320

L'Aérospatiale est prête à voler au secours de Dassault, qui la laisse de son plan de charge oblige à réduire ses effectifs et à fermer certaines de ses usines, comme celle de Colombiers (Haute-Garonne). M. Henri Martre, son président, a reconnu, dans le journal *La Croix* du 12 avril, que son entreprise menait « des discussions avec cette société pour déterminer dans quelles conditions nous pouvons participer à la solution de ses problèmes ».

Il a ajouté : « Nous discutons actuellement du transfert à Dassault d'autres tranches notamment sur l'Airbus A-320. Le problème majeur est tout de même de savoir quelle politique de restructuration la société Dassault entend mener en matière industrielle ».

A propos d'un rapprochement éventuel avec Dassault, M. Martre conclut : « Là, il faut être clair : c'est une décision qui appartient à notre actionnaire, l'Etat. Je sais que la politique à mener fait l'objet de réflexions importantes, nous devons attendre patiemment ce que l'actionnaire décidera ».

#### A mach 1,8

#### Un Concorde de British Airways perd un morceau de son empennage

Comme un vulgaire subsonique américain usagé, un Concorde de British Airways a perdu, le 11 avril, à la vitesse de mach 1,8 (1 600 kilomètres/heure), un des stabilisateurs de son empennage, quelques port au-dessus de la mer de Tasmanie, entre Christchurch (Nouvelle-Zélande) et Sydney (Australie). L'avion, qui effectuait pour la première fois un voyage entièrement supersonique autour du monde, transportait des touristes américains ayant payé 58 000 dollars (250 000 francs) pour un voyage de trois semaines.

Un bruit sourd a précédé d'importantes vibrations et le commandant de bord a déclaré aux passagers qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter mais qu'une pièce de l'avion s'était détachée.

La suspension a duré vingt-deux minutes. L'avion s'est posé sans encombre à Sydney où tous les services de sécurité avaient été mis en état d'alerte. Il manquait 2,7 mètres d'empennage à l'arrière de l'avion. — (AFP, Reuters, AP.)

27/11/1989



# Économie

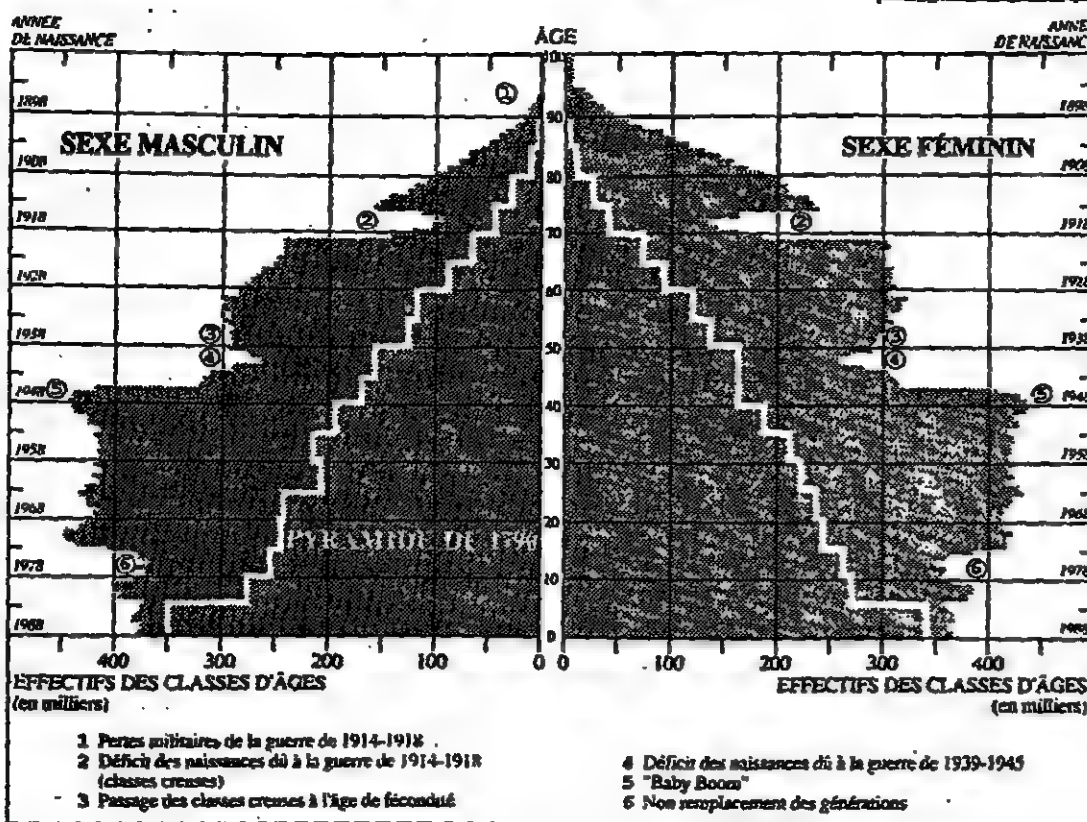
## DÉMOGRAPHIE

### Depuis 1789, l'espérance de vie de la population française a triplé

En deux cents ans, la France a doublé sa population. Celle-ci continue à croître deux fois plus qu'en 1789 : si le nombre annuel des naissances a diminué de plus d'un quart, le nombre annuel des décès, lui, a baissé de 44 %. Avec un nombre de naissances inférieur de 36 %, le nombre d'enfants de moins de quatre ans est aujourd'hui supérieur à ce qu'il était à la veille de la Révolution française.

Ces deux faits massifs, que présente M. Michel Lévy dans le bulletin *Population et sociétés*, publié par l'Institut national d'études démographiques, illustrent la « transition démographique » de la France, c'est-à-dire le passage d'une natalité et d'une mortalité fortes à une natalité et une fécondité faibles. Ce passage a commencé dès le début du dix-huitième siècle dans certaines régions, mais c'est au cours des années de la Révolution et de l'Empire que l'évolution s'est accélérée.

Sur le plan démographique, la France est aujourd'hui parvenue à un palier. Qu'il s'agisse des naissances — 770 000, soit 13,8 pour mille, — de la fécondité (1,82 enfant par femme), des décès — 324 000 soit 5,4 pour mille, comme en 1987, — les chiffres sont pratiquement stables depuis plusieurs années (depuis 1983 pour la fécondité). Seule la mortalité infantile continue à baisser lentement : elle était déjà descendue à 7,7 pour dix mille naissances vivantes contre 9,1 cinq ans auparavant. Elle contribue à accroître l'espérance de vie à la naissance qui atteint 80,6 ans pour les femmes, 72,3 pour les hommes.



En 1789, on atteignait à peine le tiers de cette durée : 28,1 ans pour les femmes et 27,5 pour les hommes, la différence entre les sexes étant moindre qu'aujourd'hui. En 1789, exceptionnellement, il n'y avait eu que 936 000 décès, soit 33,4 pour mille, un chiffre « historiquement bas ». Mais la mortalité, en fait, stagnait depuis une trentaine d'années en raison des difficultés d'approvisionnement en grains — cause récurrente de famines tout au long de

l'âge classique, la spéculation s'ajoutant aux mauvaises récoltes — et des épidémies.

L'inoculation préventive de la variole restait combattue par nombre de médecins et d'ecclésiastiques. Après la mort de Louis XV, victime de la maladie, en 1774, son petit-fils, le jeune Louis XVI, ses deux frères et sa sœur s'étaient fait « inoculer » la variole, comme avait fait dix-huit ans plus tôt le duc d'Orléans pour ses enfants, dont le futur Philippe-Egalité. Mais c'est seulement

l'invention du « vaccin » par Jenner en 1797 qui permit de vraiment prévenir la maladie.

Les épidémies levaient en particulier un lourd tribut sur les jeunes enfants : sur la décennie 1780-1789, le taux de mortalité infantile pendant la première année était de 2 780 pour dix mille naissances. Si bien qu'avec 1 080 000 naissances en moyenne par an, contre 770 000 actuellement, on ne compte que 3 463 000 enfants de moins de quatre ans, contre 3 735 000 aujourd'hui.

En 1789, cependant, le nombre de naissances (estimé à 1 052 000) avait diminué pour la troisième année consécutive, et, avec environ cinq enfants par femme, la fécondité était déjà « basse » par rapport aux autres pays (aujourd'hui, elle est plus élevée dans beaucoup de pays africains). Cela tenait à l'espace-ment entre les naissances dû à la durée d'allaitement, quelquefois à des pratiques anticonceptionnelles — pourtant condamnées — et surtout au recul de l'âge au mariage (deux ans au cours du dix-huitième siècle) déjà élevé : 28,5 ans pour les hommes, 26,5 pour les femmes.

Ce mouvement reflétait les difficultés économiques de la période : « réaction d'une population de paysans qui n'a plus de terres à défricher, ne dispose que de peu d'industrie, est peu portée ou peu poussée à émigrer et vit, surtout, en familles conjuguées, ce qui facilite une prise de conscience de la difficulté d'établissement des enfants, parce qu'on sait ne pouvoir compter sur la parenté étendue pour y pourvoir », écrivent deux démographes, Louis Henry et Jacques Houdaille (1).

Mais en raison de la natalité comme de la mortalité, la population française était extrêmement jeune, puisque les moins de vingt ans en formaient 40 %, les soixante ans et plus 8,5 % seulement. Aujourd'hui, la population de la France vieillit, « inévitablement ». Les « soixante ans et plus » en représentent 19 %, presque autant que les moins de quinze ans. La proportion de moins de vingt ans est encore de 27,9 %, mais elle diminue de 0,3 point par an.

GUY HERZLICH

(1) *Population* (INED), 1979, pp. 403-441.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**  
**FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

L'ASSOCIATION MONNAIE-FINANCE-BANQUE  
UNIVERSITÉ PARIS-I PANTHÉON-SORBONNE

le mercredi 19 avril 1989  
DANS LES SALONS  
DE L'HOTEL MEURICE

UN  
COLLOQUE dirigé et animé par  
André de LATTRE  
Président de la Standard Chartered, Paris  
Perspective de la place de Paris dans l'optique 93  
Christian de BOISSIEU  
Professeur à l'université Paris-I  
Les enjeux de la concurrence

PARIS-LONDRES :  
UNE CONCURRENCE ACCRUE  
Enjeux et Perspectives

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BANEXI**

**RESULTAT NET 1988**

Le Conseil d'Administration de la BANEXI, réuni le 31 Mars sous la présidence de M Gérard NOUIS, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'est établi à 206,8 millions de francs, marquant ainsi une progression de 22 % sur celui de l'année précédente.

Le Conseil a noté les faits marquants de l'exercice :

- volume d'investissements de 432 millions de francs (1987 : 353 millions de francs),
- plus-values de cession : 82 millions de francs (1987 : 53 millions de francs),
- commissions d'ingénierie : 40 millions de francs (1987 : 27 millions de francs).

Comme il l'avait indiqué au Conseil du 30 Novembre 1988, M Gérard NOUIS a rappelé que, étant appelé à faire valoir ses droits à la retraite, il demandait à être déchargé de ses fonctions de Président.

M. Georges CHODRON de COURCEL, précédemment Vice-Président, est nommé Président du Conseil d'Administration.

M. Elie GREGOIRE SAINT MARIE est confirmé dans ses fonctions de Directeur Général.

**GROUPE BNP**

INTERNATIONAL BANKERS FRANCE

Le Conseil d'Administration de la banque International Bankers France réuni sous la présidence de Michel Marcelet de Bren vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1988 qui traduisent les évolutions suivantes :

- le total de bilan progresse de 12,5% sur 1987 et s'établit à F. 3.618 millions de francs,
- la part des crédits en devises dans le total du bilan a été considérablement réduite en raison de la diminution sensible et volontaire du financement du négoce international,
- les dépôts ont augmenté de 50%, leur collecte demeure un des objectifs prioritaires de la banque,
- le résultat brut d'exploitation est à fin 1988 en augmentation de 50% et le bénéfice net passe de F. 15.163 millions à F. 41.671 millions, le Conseil d'administration ayant décidé de poursuivre sa politique de prudence et d'affecter une part importante du bénéfice brut à la constitution de provisions complémentaires.

Le bénéfice 88 n'étant pas distribué, les fonds propres de la banque sont portés à F. 173 millions. Ils seront renforcés au 30 juin par une augmentation de capital importante qui sera faite par l'actionnaire unique d'International Bankers France, sa maison-mère, dont le Conseil vient d'autoriser cette opération.

Enfin le Conseil d'International Bankers France a porté M. Jean-Maxime Lévêque à sa vice-présidence. Il est en outre président de la holding du groupe ainsi que des filiales de Luxembourg et Londres.

## OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT de INTERNATIONAL PAPER sur AUSSEDTAT REY

Dans le cadre de son Offre Publique d'Achat, International Paper invite les actionnaires d'Aussedat Rey à lui apporter leurs actions au prix de :  
**675 F par action**  
Cette offre est valable jusqu'au  
**20 Avril 1989 inclus**

Après cette date, les ordres d'apport à l'Offre Publique ne seront plus reçus.  
Par ailleurs, International Paper a pris l'engagement d'acheter, sur le marché, jusqu'à cette date toutes les actions Aussedat Rey, au même prix de 675 F par action.  
Tous les actionnaires sont donc invités à consulter rapidement leur intermédiaire financier.  
Une note d'information ayant reçu le visa n° 89-97 en date du 17 mars 1989 de la Commission des Opérations de Bourse peut être obtenue sans frais auprès de :  
**MM. LAZARD FRÈRES & Co,**  
121, boulevard Haussmann, 75008 Paris.







## Marchés financiers

## BOURSE DU 12 AVRIL

**Cours relevés  
à 14 h 57**

Règlement mensuel																			
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compan-	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	Cours	Précéd.	Déclat.	%
panies	précéd.	mier	clier	+	panies	précéd.	mier	clier	+	panies	précéd.	mier	clier	+	panies	précéd.	mier	clier	+
3965	C.A.E. 3% *	3905	3945	3940	+ 0.96														
1061	B.N.P. T.P.	1024	1028	1032	+ 0.01														
1205	C.C.F. T.P.	1206	1220	1222	- 0.41														
1166	Créd. Lyon. T.P.	1159	1159	1158															
1292	Paribas T.P.	1192	1180	1180	- 0.71														
1261	Paribas T.P.	1262	1262	1262															
1282	St-Gobain T.P.	1381	1382	1385	+ 0.08														
1328	Thomson T.P.	1360	1363	1359	- 0.88														
570	Accor	617	618	619	+ 0.52														
570	Al-Liquid	585	584	583	- 0.34														
2746	Alcatel S.	2391	2305	2220	+ 0.31														
1310	ALP.S.P.	2130	2225	2225	+ 1.16														
505	Alstom S.	500	510	510	+ 2.79														
2580	Alstom Pri.	2520	2600	2600	- 0.19														
676	Audemont-Heyl	676	676	675															
676	Aut.	676	676	675															
676	Aut. Desmont	676	676	675															
410	B.A.P.F.	430	432	425	- 1.16														
815	Bell-Engelard	830	830	825	- 0.82														
525	B.N.P. C.F.	518	518	519	+ 0.16														
525	De Beersville	607	608	595	- 1.88														
496	Bégan-L.V.	550	550	558	- 0.71														
560	Bégan-L.V.	567	568	567															
725	B.E.S.	740	740	740	- 2.22														
725	B.E.S.	740	740	740	- 2.22														
2950	B.E.S.	445	447	460	+ 1.34														
3190	B.E.S.	3210	3190	3190															
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87														
810	B.E.S.	810	810	822	+ 1.87</														

## Comptant (sélection)

**SICAV** (sole)

## 11/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations																			
5.90/6.50 77	124 60	7 752	C.A.C. (France) del.	157 10	157 10	Latvia (G&H)	3480	2375	A.A. A.	1378	145	France-Obligations	445	440 08	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25
8.90/10.50 77	101 36	7 812	C.I. Maritima	6 53	6 53	Wichita (del.)	1474	1474	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
10.50/12.50 79/80	103 80	6 582	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (France)	510 28	491 82	France (Retaur)	100 14	97 12	100 14	97 12	Passive (Retaur)	33 93	36 82
12.25/12.50 79/80	104 54	11 382	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
16.25/18.50 82	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
18.50/20.50 82	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
14.50/16.50 82	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
13.00/15.00 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
12.50/14.50 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
11.50/13.50 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
10.25/12.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
9.25/11.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
8.25/10.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
7.25/9.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
6.25/8.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
5.25/7.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
4.25/6.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
3.25/5.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
2.25/4.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
1.25/3.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
0.25/1.25 84	105 16	13 668	Clare (del.)	1960	6 96	Wichita (del.)	1474	1474	Activa (Retaur)	692 18	673 82	France (Retaur)	118 11	115 83	118 11	115 83	Passive (Retaur)	70 12	70 86
Etrangers																			
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440 08	Passive (Retaur)	179 82	178 25	Activa	222 29	218 34	France	453 48	440 27	453 48	440 27	Passive	94 08	92 38
A.E.S. (del.)	1378	145	France-Obligations	445	440														

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

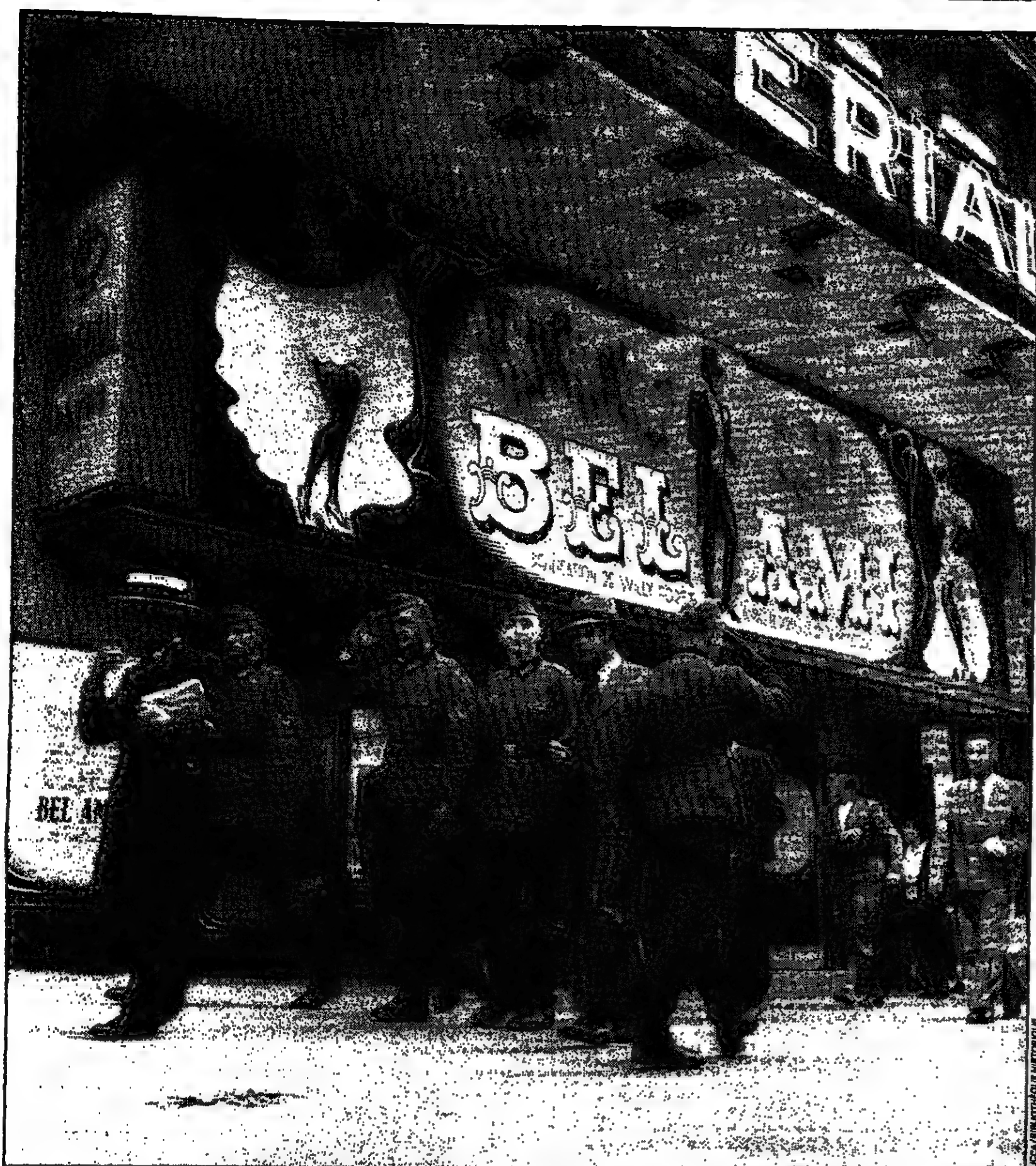
**45-55-91-82, poste 4330**







# ARTS • SPECTACLES



« Bel ami », film allemand de Willy Forst, d'après Maupassant. Les débuts de l'Occupation à Paris.

CINÉMA

A PROPOS DE « NATALIA », DE BERNARD COHN

## Filmer sous l'Occupation

Depuis plus de quarante ans, le cinéma français a régulièrement évoqué la période de l'occupation allemande et du gouvernement de Vichy (1940-1944). Avec plus ou moins de nuances en ce qui concerne la reconstitution historique et l'idéologie, le cinéma a tout traité, sauf ce qui touche aux milieux artistiques.

Il y a eu, certes, le *Dernier Métro*, en 1980. Mais, en réalisant cette chronique du théâtre parisien sous l'Occupation, avec juifs, collabos et résistants, François Truffaut avait, en s'appuyant sur le rétro, animé les jeux dangereux de la comédie permanente entre le spectacle et la réalité, entre la scène et la vie. Avec références à Ernst Lubitsch et Jean Renoir.

*Natalia*, le film de Bernard Cohn, qui sort cette semaine, n'est pas un événement cinématographique guetté, porté par les médias. C'est un film qui s'efface derrière son sujet, et que ce sujet fait essentiel. Un film sur la façon dont on tournait, en France, pendant l'Occupation, sur le milieu cinématographique de l'époque avec son atmosphère floue. Un tabou est brisé. Sans pour autant que des cadavres soient sortis des placards. On sait, et il n'y a pas à y revenir, que des milieux artistiques et culturels le cinéma fut, de loin, le moins compromis. Son épuration se passa de

façon extrêmement tatillonne, mais au demeurant bénigne faute de très grands coupables.

Alors, pourquoi *Natalia*, aujourd'hui ? Parce qu'il faut bien élargir la mémoire, montrer ce qui est peut-être inexplicable mais fondamental pour l'histoire des mentalités. Montrer aussi l'étonnant phénomène de renaissance artistique du cinéma français sous l'Occupation. Signaler dans quel climat d'ambiguïté cette renaissance s'est effectuée. Nulle part, elle ne fut plus grande. Pris en charge et réglementé par l'État, le cinéma dut au Comité d'organisation de l'industrie cinématographique sa survie. Au point d'ailleurs qu'après la Libération, l'organisme repris et transformé finit par devenir le Centre national de la cinématographie (CNC). Mais, échappant, en principe, à la mainmise des Allemands, le cinéma dut se plier aux dispositions des lois raciales françaises qui interdisaient l'exercice de la profession aux juifs.

*Natalia* rappelle d'autre part que « sans l'autorisation des Allemands, aucun mètre de pellicule n'aurait pu être délivré en France ». D'où une chaîne de compromis, dont on ne démentira jamais toutes les mailles. *Natalia* en expose à la fois le plus clair, le plus « banal », le plus dramatique et le plus douloureux.

Louvoyant entre la surveillance aigüe des autorités allemandes, le dirigisme, et la censure morale — plus qu'étrange ! — du gouvernement de Vichy, le cinéma français d'Occupation alla chercher son inspiration dans les adaptations littéraires, l'histoire du passé ou « le contemporain vague ». Traiter les événements du présent eût signifié sa perte. Mais, à part les consignes sur le « retour à la terre » ou autres homélies pétainistes, rien ne lui fut demandé de tel.

Ce cinéma compte à son palmarès beaucoup de bons films et des chefs-d'œuvre. Certains furent produits et réalisés dans de curieuses circonstances. Mais *Lumière d'été* et *le Ciel est à vous*, les *Visiteurs du soir* et les *Enfants du paradis*, la *Duchesse de Langeais*, *l'Eternel retour*, le *Baron fantôme*, le *Mariage de Chiffon* et *Douce*, le *Lit à colonnes*, *Félicie Nanteuil*, *l'Honorable Catherine*, *l'Assassinat du père Noël* et *Sottisages*, les révélations de Becker, Bresson et Clouzot constituent un glorieux bilan. Reste que vivre et survivre dans les studios à cette époque n'était pas rose tous les jours.

JACQUES SICLIER.

THÉÂTRE

VII

### La création dramatique en duo



Il s'est deux que l'Université a formés, solidement, et que le théâtre a adoptés, définitivement. Erudits, donc, écrivains, traducteurs, adaptateurs, metteurs en scène, Jean Jourdeuil (à gauche sur la photo) et Jean-François Peyret plaident par leurs travaux pour un théâtre de création, résolument contemporain. On les retrouve aujourd'hui au Théâtre de la Bastille pour un nouveau spectacle : *les Semeurs*, de Shakespeare. Nouvelle étape pour ces explorateurs soigneux des œuvres, de l'honneur de la Renaissance.

MUSIQUES

IX

### Busoni, le Faust du siècle



Pianiste virtuosissime, l'Italien Busoni préférait à la carrière de soliste la fonction de théoricien et de librettiste. Loin des courants néoclassiques du début du siècle, il se forgea, pour les quatre opéras dont il signa texte et musique, un langage délibérément complexe. Suite de fresques non narratives, *Doktor Faust*, qu'on découvre cette semaine au Palais Garnier en version scénique, passe pour la transposition la plus fidèle du mythe original.

ARTS

XI

### L'architecture reprend du galon



Champagne ! Pour le dixième anniversaire de la Semaine de l'architecture, du 17 au 23 avril, toute la France est conviée à célébrer le talent retrouvé des maîtres d'œuvre nationaux. De Reims, qui vient de sauver la halle de Freyssinet, à Montpellier, qui sombre dans le néoclassicisme, chacun aura à cœur de fêter dignement l'événement.



# CINÉMA

## FILMER SOUS L'OCCUPATION

« NATALIA », DE BERNARD COHN

### La peur aux portes des studios

L'occasion pour Philippine Leroy-Beaulieu d'élargir la gamme de ses émotions, un film courageux sur un sujet délicat dont la grande qualité est l'exactitude des faits. Pierre Arditi y est parfait dans l'ambiguïté.

**N**ATALIA ne règle pas de comptes, n'éclaire pas violemment les zones d'ombre. C'est le récit d'une histoire individuelle, la tragédie d'une comédienne de cinéma qui aurait pu arriver, en ce temps-là. Historiquement, Claude Heymann, qui a travaillé au scénario et aux dialogues, avec Bernard Cohn, est le garant de l'exactitude de certains faits dont la synthèse donne un support de vérité à la fiction. Ainsi, l'enterrement juif (avec étoiles jaunes) sous la surveillance de soldats allemands, ou le fonctionnement de la Commission d'épuration du cinéma, en deux scènes étonnantes.

Au printemps 1940, alors que la « drôle de guerre » n'est pas encore l'invasion, la jeune Natalia Bronska rêve de devenir comédienne. Fille de juifs polonais émigrés et traditionalistes, elle se sent française avant tout, cherche son indépendance, quitte ses parents, rompt avec Tomasz, le garçon qui l'aime. Natalia réussit à faire de la figuration dans un film de Paul Langlade, metteur en scène de renom. Ils deviennent amants. Elle se sent protégée. Mais les Allemands ont gagné la guerre et occupent, maintenant, la France.

Où en était alors le cinéma ? La situation était catastrophique. En juillet 1940, les services de la Propaganda, et une antenne du ministère allemand de l'Information et de la Propagande, contrôlaient toute la profession en zone occupée. On pouvait, certes, établir une nouvelle production en zone libre. Mais Paris était un point de forte concentration des studios, des maisons de production, des circuits de distribution. Les autorités allemandes avaient interdit provisoirement la réalisation de films français, et installé, à Paris, en octobre 1940, une société de droit français, à capitaux allemands, Continental Films, dont le directeur-gérant, Alfred Greven, venait de Berlin.

Le gouvernement de Vichy, fort inquiet, installe les institutions nécessaires à une réforme économique et technique du cinéma français (déjà envisagée en 1936, mais dans un esprit évidemment fort différent) et à sa survie. Un décret du 2 novembre 1940 institue le Comité de l'organisation de l'industrie cinématographique (COIC) qui devait être tellement critiqué à la Libération. Le COIC committait des erreurs, eut des faiblesses. Mais, sans lui, le cinéma français serait tombé sous la coupe des Allemands et n'aurait pas connu (malgré les ambiguïtés de ses rapports avec la « morale », les mots d'ordre et la censure pétainiste), l'âge d'or artistique qu'allait engendrer la liberté de l'après-guerre. Alfred Greven, qui fit travailler des Français à la Continental, n'intervint pas une seule fois pour teinter de propagande pro-allemande les trente films de fiction (sur deux cent vingt) qu'il produisit pendant les années d'occupation. Pourtant, à la Libération, leurs réalisateurs furent « épurés ».

Le COIC reprit à son compte l'institution de la carte d'identité professionnelle obligatoire dans tous les secteurs (loi du 26 octobre 1940) et les dispositions de la première loi sur le statut des juifs (3 octobre 1940, signée par le maréchal Pétain et ses ministres) qui interdisait à ces derniers toute activité dans le domaine cinématographique. Ainsi la carte professionnelle, destinée à vérifier les capacités des gens de métier, devint-elle un barrage contre les juifs. Sans elle, pas de travail.

Le temps était venu des ruses, des accommodements, mais aussi, heureusement, d'une certaine solidarité. Des juifs furent employés clandestinement. Combien ? Pas beaucoup. Au fil des mois et des années, ceux qui résidaient en France étaient pris dans un filet de plus en plus serré. Au début de 1941, dans le film de Bernard Cohn, Natalia Bronska doit changer d'identité pour continuer sa carrière. Un ami de Langlade, journaliste collaborateur, lui procure de faux papiers. Bizarries de l'air du temps.

Jean-Paul Le Chanois était alors employé par Alfred Greven à la Continental. Or, il s'appelait Dreyfus, et Greven le savait. Il avait pris le nom de sa mère, bretonne catholique. Et, en regard des lois raciales, il n'était juif que par son père. Il se sentait donc en règle, d'une certaine façon, jusqu'au jour où il jugea prudent de disparaître dans la Résistance.

Simone Kaminker avait un père juif, parti rejoindre les Français de Londres. Jeune actrice en puissance dans la figuration, elle se fit appeler Signoret.

Ainsi allaient les choses. Le cinéma français cherchait le prestige dans des adaptations littéraires et des films à costumes, difficiles à réaliser à cause de la

pénurie de matière première. On trichait avec les décors (à moins qu'on ne fasse les Visiteurs du soir et les Enfants du paradis, au prix de tons de force innués) et les robes d'époque étaient parfois en papier, ce qui donnait, sur la bande-son, un froissement particulier.

C'est dans ces conditions que l'on voit Paul Langlade tourner une adaptation de *Mademoiselle de Maupin* avec des capitaines venant d'une société contrôlée par les Allemands. Mais si, au détour d'une séquence de ce tournage, on peut reconnaître Alfred Greven en « Alfred Grabner », si Paul Langlade est le type parfait du cinéaste commercial de qualité, *Natalia* n'est pas une œuvre à clés. Des personnages de fiction vivent dans un univers de fiction qu'ils ont eux-mêmes fabriqué pour se mettre, autant que possible, à l'abri.

La Résistance n'était pas l'affaire de tout le monde et tout le monde, non plus, ne déchirait pas les affiches du *Juif Süss*. La mise en scène de Bernard Cohn se calcule assez souvent sur celle d'un film d'alors : plans généraux, champ-contre-champ, avantage aux acteurs et au dialogue. La peur rongea Natalia, lui donna mauvaise conscience (nous revoyons dans la fiction). Et puis, la maladie de la dénonciation sévissant (comme le montrent *Finis temps* de Corbucci de Clouzot, produit par Greven), Natalia, démasquée, est arrêtée par la police française, et déportée. Après avoir cherché à la sauver, Langlade doit se protéger lui-même.

Pierre Arditi n'est jamais aussi remarquable que dans ce genre de personnage assis entre deux chaises, déchiré, culpabilisé bien qu'en somme irresponsable. Le film devient très beau, très bouleversant, au sortir des ambiguïtés globales, des grandes misères et des petites lâchetés de l'Occupation, avec le retour de Natalia rescapée des camps de la mort, fantôme hagard et gélochant, à laquelle — voyez la visite à Dominique Blanc — même une amie ne sait pas quoi dire, sinon « ce n'est pas moi ».

Philippine Leroy-Beaulieu incarne avec talent l'adolescente se modelant sur Danielle Desnoes ou Micheline Presle, puis la femme résistante son identité juive. Elle achève, finalement, son parcours humain et psychologique dans la peau de cette étrangère au monde des vivants, au monde du cinéma futile. Comment ne pas pleurer à la scène finale où, revenue dans l'appartement de sa famille, elle contemple la chaise de son père, partie à ses morts, se réconcilie avec elle-même et ceux qu'elle avait délaissés, en ouvrant les fenêtres sur la lumière, avec un soupir grave ? Où est le cinéma ? Où est la vie ? On ne sait plus.

JACQUES SÉCHIER

## LES AFFICHES DES ANNÉES NOIRES

### En attendant la Libération

De juillet 1944 à août 1944, les Français n'ont pas cessé d'aller au cinéma ni certains réalisateurs de tourner. Dans quelles conditions ? Ces images tentent de le raconter. Pour revoir autrement « l'Eternel Retour », « les Visiteurs du soir » ou « les Enfants du paradis ».

PHOTOS : CINÉMATHEQUE FRANÇAISE, COLLECTION ANDRÉ BERNARD, DOCUMENTATION FRANÇAISE, LAFI - VIOLET, ROGER SCHALL, ROGER-VIOLET, SEEBERGER, SIPA PRESS, ZUCCA, ZUCCA - BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE.



De grandes salles sont réquisitionnées par l'armée allemande. Rainou (à gauche) et Charpin écoutent le maréchal Pétain annonçant l'armistice dans « la Fille du peintre », de Marcel Pagnol.



2 JUILLET 1940 : Le gouvernement français du maréchal Pétain quitte Bordeaux pour s'établir à Vichy, en zone libre.

13 AOÛT 1940 : Les bombardements allemands sur l'Angleterre, qui ne plieront pas.

Dans le midi de la France, Marcel Pagnol reprend le tournage de la Fille du peintre, interrompu par la débâcle. On y verra les familles accablées écouter Pétain à la radio le 17 juin.

14 AOÛT 1940 : André Hugon commence, en zone libre, le tournage de *Chambre 13*, marquant ainsi la reprise — timide — dans cette zone, du cinéma français.

16 AOÛT 1940 : Création du Service du cinéma, à la tête duquel est placé l'inspecteur des finances Guy de Carmoy.

27 SEPTEMBRE 1940 : Recensement des juifs en zone occupée.

Sortie de *Pages immortelles*, de Carl Froelich, vie très romanesque de Tolstokovski avec la star suédoise du III<sup>e</sup> Reich, Zarah Leander. En version originale parfois, doublée le plus souvent, les films allemands vont occuper, jusqu'en province, une part prépondérante de l'exploitation. Ainsi les sorties successives des films suivants : les Trois Codomas, le Maître de poste, Aïlô, Jeanne !, la Lutte héroïque, Nanette, la Fille au vent, les Mains libres. Cette « invasion » se ralentira après 1942.

3 OCTOBRE 1940 : Première loi française sur le statut des juifs. Antisémisme d'Etat.

24 OCTOBRE 1940 : Pétain rencontre Hitler à la gare de Montoire (Loir-et-Cher). C'est la fameuse « poignée de mains ».

26 OCTOBRE 1940 : Loi instituant la carte d'identité professionnelle obligatoire pour les gens de cinéma.

FIN OCTOBRE 1940 : Installation, à Paris, de Continental Films, société de production dirigée par l'Allemand Alfred Greven.

2 NOVEMBRE 1940 : Décret gouvernemental instituant le Comité d'organisation de l'industrie cinématographique (COIC). Guy de Carmoy y est délégué commissaire du gouvernement, et choisit pour directeur responsable Raoul Ploquin qui, dans les années 30, a dirigé, à Berlin, la production de versions françaises des films de la UFA allemande.

11 NOVEMBRE 1940 : Abel Gance commence aux studios de la Victorine, à Nice, le tournage d'un mélodrame, la Vierge aveugle (avec Viviane Romance changeant d'emploi), qui doit participer au redressement de la France nouvelle. Il le dédie au maréchal Pétain.

15 DÉCEMBRE 1940 : Hitler fait un geste envers la France : il lui renvoie les cendres de l'Aiglon, fils de Napoléon I<sup>er</sup>, qui sont transportées (en petite cérémonie) aux Invalides.

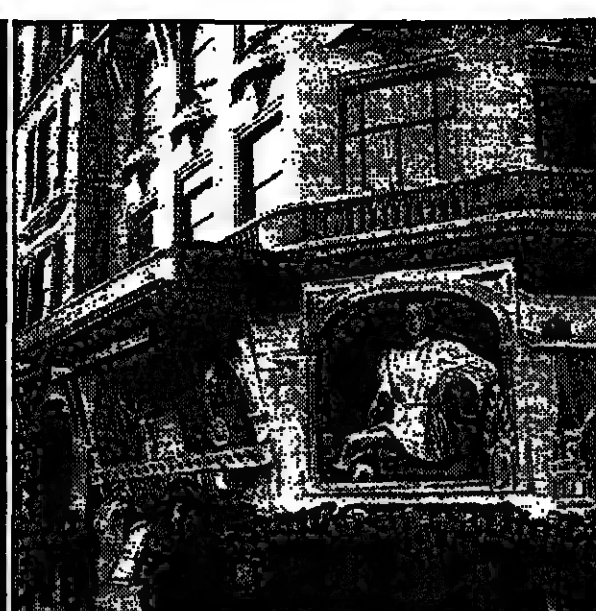
14 FÉVRIER 1941 : Sortie, à Paris, en exclusivité, du Juif Süss, de Veit Harlan, qui va être, très vite, distribué en province.

Succès de curiosité. A la Libération, on ne trouvera plus personne qui l'ait vu !

1504/1505



## CINÉMA



Michèle Morgan dans « Un tel père et tel fils », de Julien Duvivier. Elle s'exilera aux Etats-Unis en 1941. / A la cantine des studios, les actrices font semblant de se régaler. / La sortie des « Visiteurs du soir » au cinéma Madeleine. / Marcel Carné, auteur de deux grands films pendant l'Occupation. « Le type du talent enjupeté », selon Lucien Rebatet en 1941.

15 FÉVRIER 1941 : Reprise de la production cinématographique française en zone occupée, avec le début du tournage de l'Assommoir du Père Noël, de Christian-Jaque (Continental Films).

3 AVRIL 1941 : Bel-Ami, de Willy Forst, d'après Maupassant.

24 AVRIL 1941 : Sortie à Paris de la Fille du puisatier, de Marcel Pagnol. Le film a déjà fait pleurer la zone non occupée.

FIN AVRIL 1941 : Visite, à Paris, de Sarah Leander. Elle est extrêmement populaire en France depuis 1938.

5 AOÛT 1941 : Création de la Légion des volontaires français (LVF) contre le bolchevisme, avec la caution du maréchal Pétain.

14 AOÛT 1941 : Premier rendez-vous, film de Henri Decoin, avec Danielle Darrieux, rappelant l'avant-guerre.

20 AOÛT 1941 : Rafle des juifs en France.

SEPTEMBRE 1941 : Guy de Carnoy — qui sera, par la suite, déporté — est écarté du Service du cinéma et remplacé par l'architecte Louis-Emile Galey.

Ouverture à Paris, au Palais Berlitz, de l'exposition antisémite, « le juif et la France ».

1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1941 : Sortie à Paris d'un film nazi, antisoviétique et antisémite, réalisé en 1936 par Karl Anton, le Croiseur Sébastopol.

27 NOVEMBRE 1941 : Remorques, film de Jean Grémillon, dont les vedettes, Jean Gabin et Michèle Morgan, ont émigré aux Etats-Unis.

7 DÉCEMBRE 1941 : L'aviation japonaise attaque la base américaine de Pearl-Harbour, aux îles Hawaï. Les Etats-Unis entrent en guerre.

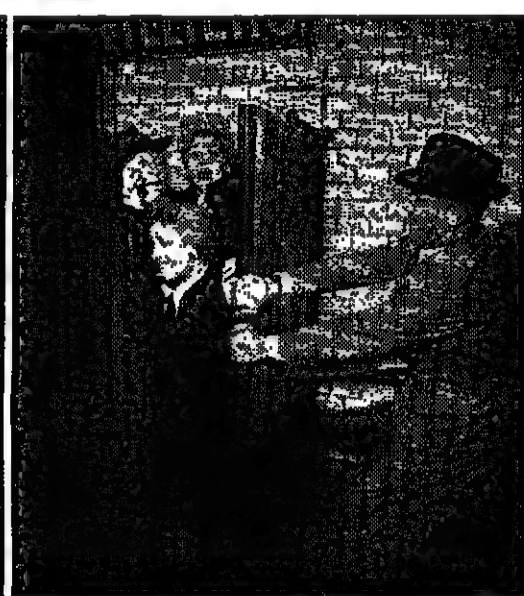
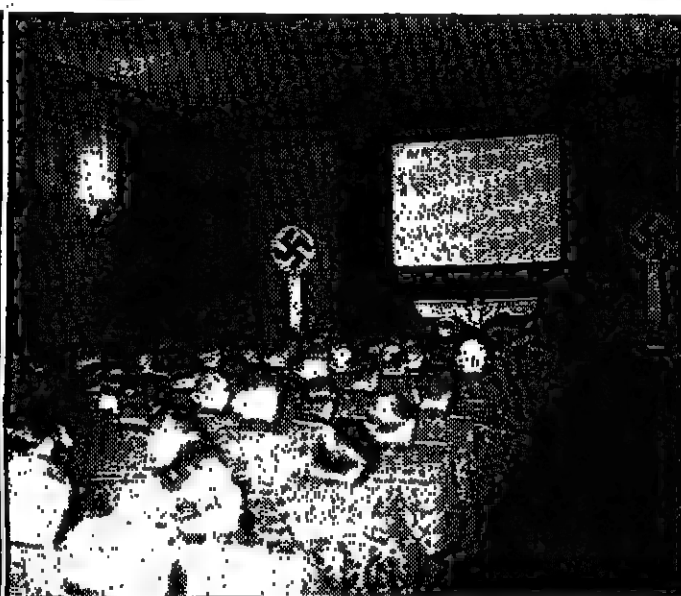
12 DÉCEMBRE 1941 : Nouvelle rafle des juifs en France.

20 JANVIER 1942 : A la conférence de Wannsee, les chefs hitlériens décident la « solution finale » du problème juif.

MARS 1942 : Voyage en Allemagne et en Autriche d'une délégation de vedettes du cinéma français.

27 MARS 1942 : Premier convoi de juifs déportés quittant le « centre de tri » de Drancy, relevant alors de l'administration française, pour les camps de la mort nazis.

La Duchesse de Langeais, de Jacques de Baroncelli, d'après Balzac. C'est le premier grand film de la renaissance artistique.



Robert Le Vigan dans « Les Enfants du Paradis », où il interprétait le rôle du chiffonnier Jérôme. Compromis dans la collaboration, il s'exila avant la fin de la réalisation et fut remplacé par Pierre Renoir. / Discours et projection de propagande. / Le boxeur Marcel Thill aide Blanche Brassy et Pauline Carton à passer le portillon du métro. / Jean-Louis Barrault et Arletty sur le tournage des « Enfants du Paradis ».

1<sup>er</sup> AVRIL 1942 : La Symphonie fantastique, de Christian-Jaque. Jean-Louis Barrault est Berlin.

16 MAI 1942 : Les Inconnus dans la maison, d'Henri Decoin.

25 MAI 1942 : Réorganisation du COIC par Pierre Laval. Raoul Ploquin a démissionné. Un comité de direction de trois membres le remplace.

30 MAI 1942 : Laval transforme le Service du cinéma en Direction générale du cinéma. Louis-Emile Galey reste en fonctions.

7 JUIN 1942 : Une ordonnance allemande impose, en zone occupée, le port d'une étoile jaune portant la mention « juif » à tous les juifs de plus de six ans.

12 MARS 1942 : Mademoiselle Swing, comédie musicale de Richard Pottier, avec la danseuse Irène de Trébert, Raymond Legrand et son orchestre.

16 JUILLET 1942 : Grande rafle des juifs d'origine étrangère, dite rafle du Vel'd'Hiv (12 000 personnes), organisée par les Allemands, exécutée par la police parisienne.

11 NOVEMBRE 1942 : Les forces allemandes envahissent la zone non occupée.

18 NOVEMBRE 1942 : Le Voile bleu, de Jean Stelli, mélodrame sur l'instinct maternel, avec Gaby Morlay. Succès considérable.

27 NOVEMBRE 1942 : Les Allemands désarment l'armée d'armistice française de la zone sud. La flotte française de Toulon se saborde.

5 DÉCEMBRE 1942 : Les Visiteurs du soir, de Marcel Carné. L'événement.

FÉVRIER 1943 : Sous la pression des autorités allemandes, le gouvernement de Vichy crée le Service du travail obligatoire (STO), destiné à fournir de la main-d'œuvre aux usines de guerre du Reich.

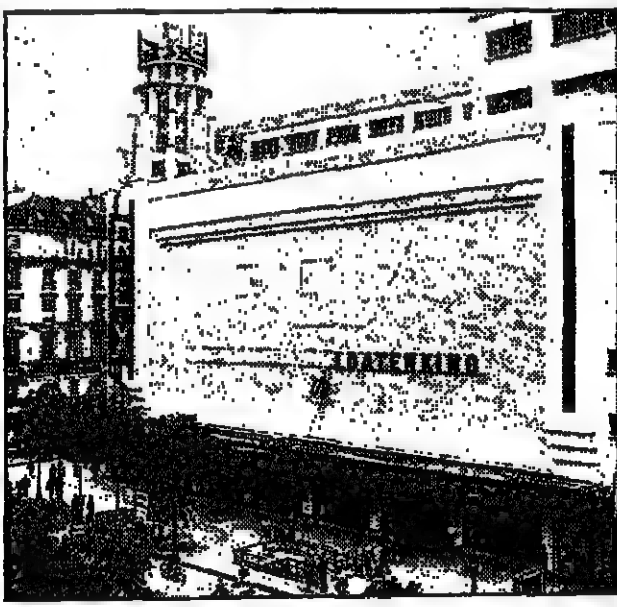
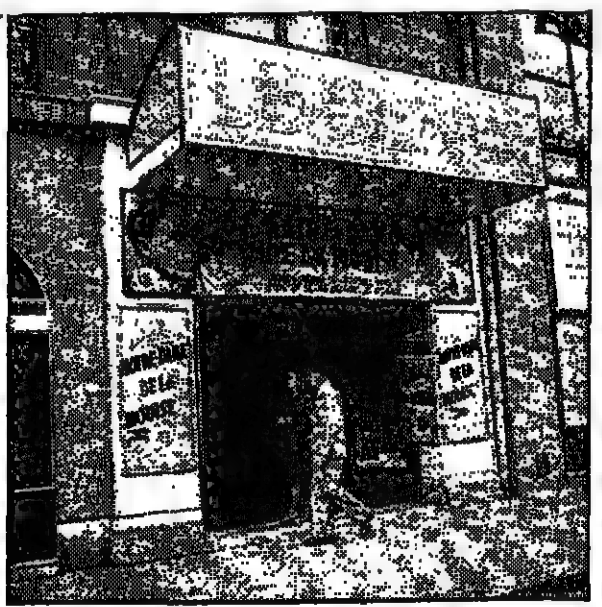
19 MARS 1943 : La Ville dorée, de Veit Harlan, tourné en couleurs avec le procédé Agfacolor.

11 AVRIL 1943 : Goupi Mains Rouges, de Jacques Becker.

23 JUIN 1943 : Les Anges du péché, de Robert Bresson. Encore un événement.

10 JUILLET 1943 : Les forces militaires alliées débarquent en Sicile.

17 AOÛT 1943 : Début du tournage des Enfants du Paradis, de Marcel Carné, aux studios de la Victorine à Nice, interrompu sur ordre de Vichy craignant un débarquement dans le midi de la France.



Sacha Guitry filmé par le soleil sur les extérieurs de... « Donne-moi tes yeux ». / Un film d'avant-guerre qui restait d'actualité par son titre. / Le Grand Rex rendu aux spectateurs français à la Libération.

8 SEPTEMBRE 1943 : Les Allemands occupent l'Italie.

28 septembre 1943 : Sortie à Paris, en exclusivité, du Corbeau, de Henri-Georges Clouzot, qui va être violemment attaqué par la presse de la Résistance.

13 OCTOBRE 1943 : Sortie à Paris, en exclusivité, de l'Eternel Retour, de Jean Cocteau et Jean Delannoy, avec Jean Marais et Madeleine Sologne en modernes Tristan et Yseult. Le film-phare de la jeunesse d'alors.

27 OCTOBRE 1943 : Louis-Emile Galey, directeur général du cinéma, est, statutairement, seul directeur du COIC.

10 NOVEMBRE 1943 : Douce, de Claude Autant-Lara. Le cinéma français se porte magnifiquement. Le tournage des Enfants du Paradis va recommencer à Paris.

20 JANVIER 1944 : Le gouvernement de Vichy crée des cours martiales pour juger les « terroristes » (résistants).

2 FÉVRIER 1944 : Le ciel est à vous, de Jean Grémillon.

8 FÉVRIER 1944 : Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen, film allemand de Josef von Baky, dont on admire les trucages et les couleurs.

24 AVRIL 1944 : Pétain est acclamé à Paris.

2 MAI 1944 : Début du tournage des Dames du bois de Boulogne, de Robert Bresson.

JUILLET 1944 : L'important magasin du Vercors est détruit par une vaste offensive allemande. Le

cinéaste Jean-Paul Le Chanois a recueilli beaucoup de documents qu'un de ses opérateurs cachera dans un couvent. Plus tard, on en fera un film, Au cœur de l'orage.

8 AOÛT 1944 : Le front allemand en France est rompu. La débâcle commence.

25 AOÛT 1944 : Le soir de la libération totale de Paris est projeté en plein air, sur un écran géant, le film-document tourné pendant l'insurrection par le Comité de libération du cinéma français.



# CINÉMA

A PROPOS DE « ROSELYNE ET LES LIONS »

## Beineix critique Beineix

Souvent malmené par la critique, Jean-Jacques Beineix est l'un des cinéastes préférés de la jeune génération. Il l'explique par sa fascination pour la musique des images, la révolte, la passion. *Roselyne et les lions* n'est pas un film sur le cirque mais sur le travail de l'artiste. Un film dont le risque est le héros.

**L**A tenue austère et le regard féroce d'un séminariste. Beaucoup de calme apparent et une timidité revendiquée. Jean-Jacques Beineix le flamboyant, le coloriste fou qui, en trois films seulement, s'est imposé, polarisant sur sa personne et sur son œuvre haine et amour mêlés, brouille les pistes avec une sincérité militante. Au jour de la sortie de *Roselyne et les lions*, son quatrième long métrage, on s'attend qu'il parle de lui en vainqueur, en dompteur. Il n'en est rien. Il parle de Woody Allen.

« Le point de départ de *Roselyne et les lions*, c'est le cirque ?

— Non, ce sont les fauves. Je venais de faire un film publicitaire pour les peintures Valentine avec une panthère noire. J'avais été fasciné par la bête... et par son dompteur, Thierry Le Portier. Sans lui, *Roselyne* ne se serait pas fait, les acteurs ne seraient pas entrés dans la cage avec des bêtes qui ont toutes leurs griffes, toutes leurs dents, et qui ne savent pas ce que c'est qu'une drogue.

— Vous avez eu peur ?

— Dans la fascination, il y a évidemment une part de peur, un instinct de mort, et la beauté n'est pas très loin. *Roselyne* n'est pas un film sur le cirque, c'est un film sur le spectacle, sur l'artiste, sur son travail. Quand je vois *Camille Claudel*, j'ai l'impression que c'est un peu le même sujet, la même approche. Je viens de voir *Une autre femme*, le film de Woody Allen. Il m'a bouleversé. Ce qu'il dit avec une maîtrise incroyable sur l'échec d'une vie me concerne... Depuis le moment où on l'a révisé jusqu'à la fin du mixage, un film ressemble à une grande histoire d'amour. On a vécu avec une femme qu'on a beaucoup désirée. Et puis un jour, comme dans le film de Woody Allen, on ne peut plus s'entraîner...

— A vous entendre, c'est difficile à croire, mais *Roselyne et les lions* est votre premier film optimiste ! Les autres, il est vrai, ont un destin assez violent. *Divas* n'a été reconnu que tardivement, *La Lune dans le caniveau* n'a pas été reconnu du tout. En revanche, le succès de *372 le matin* a été immédiat, durable...

— C'est bizarre. J'ai quarante-trois ans. Je n'ai pas d'enfant, je n'ai pas l'impression que j'en aie. Et pourtant, la jeunesse m'a suivi (1). Peut-être a-t-elle trouvé dans *372* un écho de sa propre révolte, ce sentiment d'avoir été rejetée. C'est paradoxal, on n'a jamais autant fait pour elle, mais on ne l'a jamais autant utilisée, aussi peu écoutée. Ce qu'elle aime, dans *372*, dans ce que disait l'auteur Philippe Djan et que j'ai essayé de traduire, c'est la passion. Les



Isabelle Pasco et ses fauves.

jeunes la cherchent, la veulent, l'éprouvent. Aimer est la seule valeur à laquelle, désormais, ils semblent se référer. A ma grande surprise, beaucoup de jeunes que j'ai rencontrés m'ont affirmé que l'histoire de *372*, c'était la leur...

— Vous êtes devenu assez vite à la fois un cinéaste cadre et un cinéaste marrant, du moins pour une certaine partie de la critique. Comment l'expliquez-vous ?

— Personne ne sera aussi sévère pour mes films que je le suis moi-même. Personne ne sera aussi conscient du différentiel vertigineux qui existe entre mes rêves et leur traduction. Je n'ai jamais réussi à faire les films que j'avais envie de faire, c'est un point acquis. Moi qui voue une adoration au cinéma français d'avant-guerre, à René Clair, à Carné, à Renoir, moi qui suis en extase devant les dialogues de Jeanson, de Prévert, de Compagnon, il faut bien admettre que, par timidité ou pudeur, par incapacité ou par inhibition, je ne parviens pas à m'exprimer par les mots. J'ai besoin de passer d'abord par les images. Par la musique des images, la rencontre des couleurs. La couleur, c'est une longueur d'onde, c'est un vocabulaire comme le vocabulaire des fleurs, ou la lumière des peintres, ça ne passe pas par l'intelligence.

— Si des gens sont émus par ce que je fais, ça ne passe pas par l'intelligence ou l'intelligibilité mais par l'affect. Ce n'est pas une science exacte, normal que certaines personnes résistent. Mon tort a été de vouloir les convaincre...

— Je n'ai jamais, en revanche, cherché à convaincre cette partie de la critique qui se réfère encore aux codes édictés par la nouvelle vague, et qui ne voit dans mon cinéma que pub, clips, ou BD. Ce n'est pas mon langage qui est en cause, mais la perception contemporaine du cinéma. La génération d'aujourd'hui ne parle plus, elle ne tient plus sa



L'œil du cinéaste

culture du théâtre ou des livres, elle la tient de la télévision, elle la tient directement de l'image. Mon cinéma est sans doute le reflet de cette façon d'être et de voir. Ce n'est pas pour autant qu'il manque de références... Pour aller au cinéma, quand j'étais au lycée Carnot, je passais de l'autre côté de la rivière avec ma Mobylette. Aller au Quartier latin, pour moi, l'enfant du dix-septième, c'était un vrai voyage. C'est pour ça que la Mobylette de *Divas* ne sort pas d'un catalogue de pub, elle sort de mon enfance. Tout comme la Tracian avant. C'était la voiture de mon père, je n'ai fait que la repindre en blanc.

« Certaines répliques de *Roselyne et les lions* ne sont pas de moi. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas signé les dialogues. Il y a des phrases de René Clair, et la plus belle de toutes, qui est de Breque ou d'Eluard : « Souvenez-vous, le chemin le plus court d'un point à un autre n'est pas la ligne droite mais le rêve »...

— Vous sentez-vous proche de Luc Besson, de Louis Carax ?

— Ils sont plus jeunes que moi, mais nous appartenons évidemment à la même galaxie. Peut-être parce que je suis monté en ligne le premier. Carax a eu la reconnaissance immédiate qui m'a été refusée. Et, sans que ce constat enlève rien aux qualités de *Grand bleu*, il faut bien voir que Luc Besson a bénéficié d'une amplification médiatique de son succès, ce que n'a pas eu *372*. Et il a doublé les chiffres du mien...

« C'est important, les chiffres. Mais quelquefois c'est inhumain. Je veux mentionner un drame qui m'est arrivé. J'ai toujours dit que j'allais recommencer le montage de *La Lune dans le caniveau*. Une des raisons de l'incompréhension dont le film a été l'objet, c'est que je n'ai pas eu la force de le dominer, de dominer les quatre heures que j'avais tournées. Or toutes les choses qui m'auraient permis de reconstruire mon château ont été détruites par leur propriétaire, la Gammont, sans que j'en aie été prévenu. Je ne veux pas en faire une question de personne, mais j'accuse le système, qui est absurde.

— Je ne supporte pas, dans les cérémonies, ces metteurs en scène qui montent en chaire pour « remercier leur producteur sans quoi rien... ». Comme si une femme devait remercier son mari de l'avoir épousée... Les producteurs existent grâce au talent des artistes, pas le contraire.

— Pour *Roselyne et les lions*, j'ai signé avec la Gammont la veille du tournage, après avoir financé les travaux de recherche, de préparation, tout seul. De même, j'ai voulu assurer la garantie de bonne fin de *Roselyne* sur mes seuls bords : la part de bénéfices de mes films précédents que je possédais.

— Il ne faut pas avoir honte de parler d'argent. On ne peut pas parler de cinéma sans parler d'argent. Le budget de *Roselyne et les lions* frôle les 40 millions de francs ! *Divas* en avait coûté 7, mais, quoi que je fasse, j'ai la réputation d'être un metteur en scène exorbitant ! C'est faux, tout l'argent qu'on me donne est sur l'écran. Et j'ai toujours pensé que l'art est cher, en passion, en douleur, en travail. C'est vrai, quelques créateurs de grand talent, tel Eric Rohmer, peuvent conserver leur langage dans une économie de dénuement. Mais c'est l'exception. Pour que le cinéma français survive, il faut qu'il n'ait pas honte de coûter cher. Il faut de l'argent pour prendre le temps d'obtenir le regard vrai, le beau sourire d'un acteur. Il faut de l'argent pour mettre la lumière.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) Un sondage IPSOS sur « Le cinéma des étudiants », réalisé pour le Monde et publié dans *Campus* le 20 novembre 1986, plaçait *372 le matin* en tête des films préférés de l'année et en sixième position sur la liste des films les plus marquants jamais vus par les étudiants interrogés.

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

## Cœur de lion

« *Roselyne et les lions* », de Jean-Jacques Beineix.

**O**N entre dans *Roselyne et les lions* par une cage, un travelling avant dans une ambiance sombre et menaçante, remontant le tunnel vers la fauve. On quitte le film deux heures plus tard par une autre cage, en arrière. Entre les deux, une fable simple et lumineuse sur la puissance de l'amour, une parabole sur le bénéfice des passions apparemment inutiles.

Le jeune Thierry (Gérard Sandoz) n'est pas vraiment le meilleur élève de son lycée, surtout en anglais où il a pour professeur un certain Bracquard (Philippe Clévot), railleur un peu, assez bizarre et doucement altéré. Thierry n'a que faire de l'anglais, de l'enseignement ordinaire. Tout ce qui l'intéresse ce sont les fauves, le cirque. Il fait ses premiers pas dans la cage sous la houlette d'un vieux dompteur, Frazier (Gabriel Monnet), amer et jaloux de l'aisance de son disciple, qui a choisi d'Alémbert pour nom d'artiste. Thierry n'est pas seul à aimer l'épreuve de la cage. Il y a aussi Roselyne (Isabelle Pasco), qui l'observe et le rejoint pour un baiser dangereux au milieu de l'arène,

ce qui leur vaut l'admiration de Bracquard et les foudres de Frazier.

Le jeune couple enfourche une moto nommée Raymond, s'en va en hasard sur les routes de France à la recherche de petits boulots et de grands lions. Au cirque Zorghi, ils rencontrent un nain sympathique, un dompteur matamore et hétérophile, Marcovitch, un directeur goguenard qui leur explique qu'avant les nobles fauves il faut commencer par les chevaux, puis les dromadaires, etc. Soit, ils acceptent les dromadaires, supportent la vulgarité de Marcovitch, deviennent amis avec le nain bâtisseur de châteaux de cartes défilants, jusqu'au jour où l'aventure leur fait vraiment signe du côté du cirque Koenig à Munich.

Ces deux adolescents blonds, frère et sœur, cousin et cousine, en lutte contre les médiocres et les méchants, dans leur quête d'une vie plus forte, plus intense, ont quelque chose d'héroïque et de fragile, une pureté sans mièvrerie, à mi-chemin des anges de Cocteau et des fiancés de la nouvelle vague. Ils s'aiment et se heurtent, ne transigent avec rien ni personne, se soutiennent toujours l'un l'autre, plus loin,

plus haut. Ils sont justes et émouvants, on ne peut que les aimer et s'associer à l'hommage que rend Beineix à quelques maîtres, au Max Ophüls de *Lola Montès* par exemple, et au monde du cirque en général.

Qu'est-il arrivé à l'ombrageux Jean-Jacques ? Un bonheur sans doute. Il n'a changé en rien sa manière flamboyante, haute en couleur avec de nombreux mouvements de grue, des panoramiques étonnants (l'arrivée au cirque Koenig, notamment), un goût de l'image forte et belle servi une fois encore par un chef-opérateur de haut vol, Jean-François Robin. Une esthétique « rock » et « baroque », comme dira le public au tableau final de Roselyne descendant au milieu des lions et des brouillards artificiels à bord d'une cage dorée, en ogive, dans un décor de gargouilles gothiques. S'il est des metteurs en scène plutôt caméléons qui changent de style en fonction du sujet ou du scénario, Beineix est à l'inverse, plus les sujets à son style et c'est ce style qui prime tout, reconnaissable entre mille. Pas forcément le mieux adapté, selon certains, dont nous fîmes, pour traiter du polar (*La Lune dans le caniveau*) ou de la diffi-

culté d'aimer une achimophène (*372 le matin*), mais qui peut faire merveille quand l'histoire s'y prête.

C'est le cas de *Roselyne et les lions*. Le cirque est tout à la fois humble et grandiloquent, plein de paillettes, de strass et de vrais intrus, populaire et magnifiques, un lieu lyrique par excellence qui renvoie chacun de nous à un imaginaire peuplé des promesses de Cecil B. De Mille, des monstres de *Frank*, des caprices de Fellini.

On pourra dire, comme pour ses films précédents, que les personnages secondaires ne sont pas assez fouillés, de simples caricatures tracées une fois pour toutes, sans surprise. Même le grand Philippe Clévot campe un prof artiste et poète vraiment somnolent. Beineix dirige moins ses acteurs qu'il ne trouve des tempéraments. Là, avec Isabelle Pasco, il est bien tombé. Surtout s'il est tombé amoureux. Elle est belle, courageuse, enthousiasmante avec son air d'enfant et sa force têtue, elle sait faire danser un chat et bondir des lions dans son cercueil enflammé. Elle nous fait tous voltiger, à vrai dire, elle paie de sa personne pour ce prodige et c'est de l'or.

JP 12/10/89



« TALK RADIO », D'OLIVER STONE

# Rififi en direct

Acteur de théâtre, Eric Bogosian a porté au cinéma avec l'aide d'Oliver Stone une pièce qu'il a écrite et interprétée, tirée d'un livre sur l'histoire vraie d'un animateur de radio qui s'est fait abattre. Le film dénonce une forme de radio et de télévision qui fait fureur aux États-Unis, et qui consiste à déverser publiquement ce que l'on porte de plus bas en soi.

## LA FICTION

**L**A tête prise entre deux écouteurs, ne respirant que l'air artificiel du studio, ne communiquant avec l'extérieur que par micro et téléphone, l'animateur radio vit un stress permanent. Sur-tout le genre d'animateur qui a gagné la popularité avec sa grande gueule, sur une ligne ouverte nocturne. Dans cette ambiance claustrophobique, quand toutes les rancœurs des vies égrégées se déversent dans les oreilles, la fatigue tourne à l'exaspération, l'exaspération à la violence. Verbale. Physique.

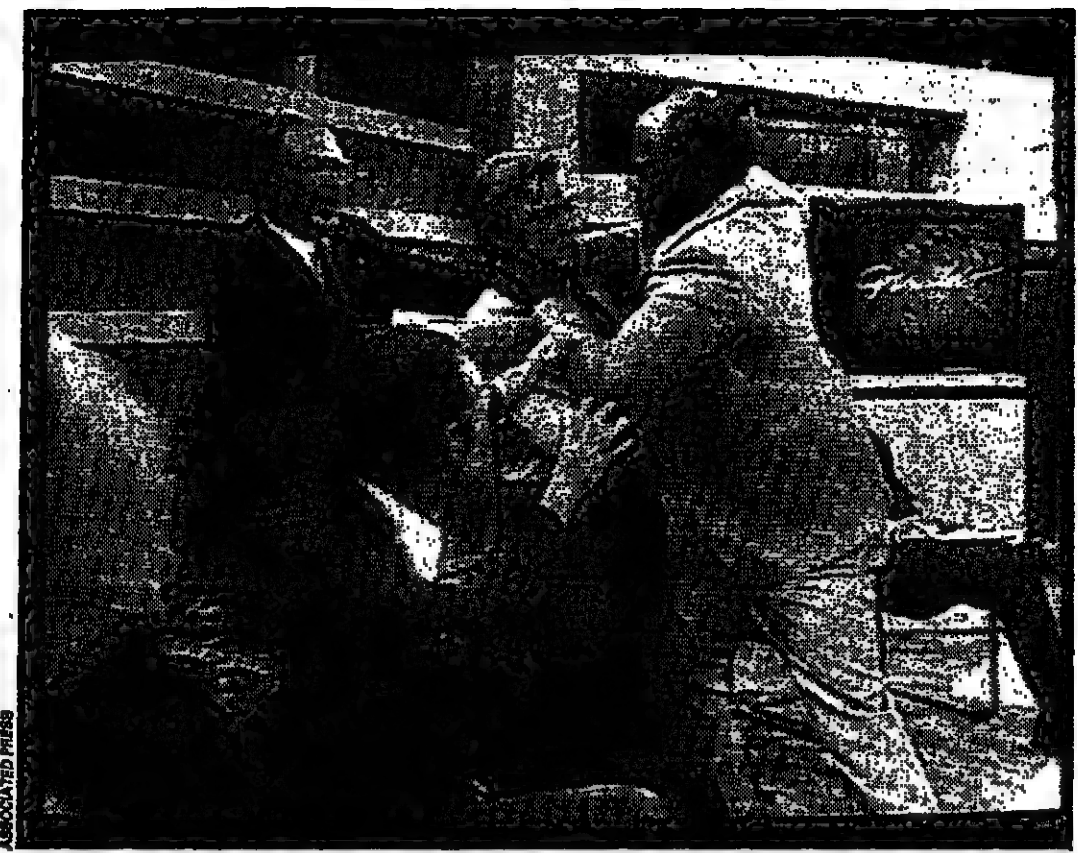
Tel est le thème de *Talk Radio*, film d'Oliver Stone (le Monde du 23 février) dont la virtuosité, moins tape à l'œil que de coutume, fait merveille. Les tourbillons de sa caméra délimitent l'aire de nervosité. Les brusques arrivées de gros plans accentuent les poches sous les yeux, la poussière dans les rides, le vertige d'un œil qui, par saturation, ne voit plus rien.

C'est tout juste si on ne sent pas soi-même poissoux. Eric Bogosian, interprète et scénariste, ne joue pas sobre. Mais finalement ce n'est pas si mal. Sobre, le personnage ne l'est pas. Il braille, frime, s'engueule avec tout le monde, avec les auditeurs naturellement, avec un jeune animateur encore plus provocateur que lui parce qu'il prend tout au premier degré. Avec ses sponsors et son patron qui pourtant veulent faire passer son émission sur le réseau national, avec ses collaborateurs, avec son ex-femme venue le relancer. A cette occasion, on a le droit à quelques retours en arrière fondus dans les brumes du souvenir, dont on se serait bien passé.

C'était évidemment plus fort de ne pas sortir de ce studio qui donne une image vraisemblable de l'enfer. Un enfer où s'accumulent par strates les débris de l'esprit humain. Un lieu où les cœurs se font à l'aise, mais quand on devient à ce point - et pas seulement financièrement - dépendant des autres, on ne sait plus.

L'animateur se fait abattre par une grosse brute fasciste. De toute façon, il serait probablement mort trop tôt d'un infarctus. Le film est tiré, par Eric Bogosian, d'une pièce qu'il a écrite - et interprétée - d'après le livre de Stephen Singular qui raconte la mort d'Alan Berg, animateur abattu par un fasciste. Pourtant, ce qu'il y a de plus vrai, et de plus inquiétant (lire ci-contre), c'est la vogue de ces lignes ouvertes aux insultes et aux agressions.

COLETTE GODARD.



Bagarre en faux direct, pendant l'émission de Geraldo Rivera à New-York

## LA RÉALITÉ

**G**ONZAGUE SAINT-BRIS sur Europe 1, avec en fond Erik Satie, Madeleine Constant sur France Inter (et aujourd'hui Macha Beranger) ont tenu « ligne ouverte » de nuit. Le ton est proche du confessionnal, la voix douce, rassurante. Aux États-Unis, c'est Radio-Empoignade. De nuit comme de jour. « Shock around the clock » disent les journaux. Curieusement, les choses ont démarré avec les émissions du matin. Un animateur, Don Imus, a ouvert la voie, bientôt suivi par Howard Stern, qui en 1987 remplace le « Chers amis, bonjour » par un torrent de grossièretés, qui font de Coluche un enfant de choc.

Les animateurs se réclament de Lenny Bruce, et le mouvement fait tache d'huile. Placé à la surchère. Tout y passe, du sexe à la politique, aux infirmités physiques, au Sida. Le propos consiste à reculer les limites du mauvais goût. On détaille les trois cent vingt-sept vocables que les femmes utilisent pour désigner les organes génitaux masculins. A Tampa, en Floride, le programme musical diffuse automatiquement la chanson d'Eddy Grant, *Electric Avenue*, chaque fois qu'un condamné à mort passe sur la chaise électrique. En 1986, le jour anniversaire de Martin Luther King (jour férié officiel), Doug Tracht, animateur à Washington D.C., dit en plaisantant que si tuer un leader noir entraîne un jour de congé, en tuer

quatre de plus donnerait droit à la semaine. A la suite de protestations, il s'excuse à plusieurs reprises, mais pendant quatre ans reste le disc jockey le plus populaire de la capitale.

Pendant la nuit, les auditeurs appellent surtout pour déverser leur bile, contre les Noirs, les Juifs, les impôts, etc. Et pour un duel verbal avec l'animateur - qui a le doigt sur le commutateur et coupe l'émission quand ça lui convient.

A la télévision aussi, le mouvement a pris de l'ampleur. Animateur d'une émission quotidienne, Morton Downey Jr. tire à boulets rouges sur ses invités. Il rembarbe une strip-teaseuse, déclare à un candidat libéral : « Si tu avais une ordure comme toi à la Maison Blanche, je te dégueulerais dessus ». Il y a en également les coups de poings échangés en (faux) direct entre un leader noir, Roy Innis, et de jeunes racistes blancs, avec coup de chaise cassant le nez de Geraldo Rivera, l'animateur. Qui a atterri en couverture de *Time Magazine*, tandis que la scène faisait le tour des chaînes dans le monde entier.

La presse hurla à la « Télé-poubelle ». Mais les indices d'écoute ne cessent de monter. Les annonceurs se bousculent, les réseaux se pincet le nez et se frottent les mains.

HENRI BEHAR.

## LES SALLES DES FILMS NOUVEAUX

### A deux minutes près

de Eric Le Hung, avec Jacques Weber, Charlotte de Turckheim, François-Eric Gendron, Dominique Régier, Bernard Ferry, Sylvain Guéhen, France (1 h 40).

Lire notre article ci-contre.

Le Triomphe, 8° (45-62-45-78) ; Convention Saint-Charles, handicapée, 15° (45-73-33-00).

### Cher Frangin

de Gérard Mordillat, avec Luc Thillier, Marisa Colucci, Julie Jacquard, Yan Epstein, Philippe Caroit, Eric Desideri, France (1 h 30).

Lire notre article ci-contre.

Forum Orient Express, handicapée, 1° (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts II, 8° (43-29-80-25) ; Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-52-82) ; La Nouvelle Maccaville, 9° (47-70-72-88) ; Fauvette, 13° (43-31-58-88) ; Sept Paroissiens, 14° (43-22-32-20) ; La Gambetta, 20° (46-38-10-98).

### Natalia

de Bernard Colin, avec Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu, Gérard Blain, Michel Voita, Dominique Blanc, Lucie Micalet, France (1 h 58).

Lire nos articles pages II et III.

Forum Aro-Ciel, handicapée, 1° (42-97-63-74) ; Les Trois Lucsbourg, 6° (46-53-57-77) ; Les Trois Belles, 8° (45-61-10-60) ; Sept Paroissiens, 14° (43-20-32-20).

### Nyamanton

de Cheick Oumar Sissoko avec Moukoko Kanta, Ada Thicary, Diarra Sanogo, Chaka Diarra, Aliou Kanta, Mali (1 h 30).

Lire notre article ci-contre. VO : Studio 43 B-1.

### Roselyne et les Lions

de Jean-Jacques Beineix, avec Isabelle Pâco, Gérard Baudou, Philippe Clément, Gustave Kervern, Wolf Harisch, Gabriel Monnet, France (2 h 08).

Lire nos articles page IV.

Forum Horizon, handicapée, THX, dolby, 1° (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, dolby, 1° (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2° (47-42-63-33) ; 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-23) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, dolby, 6° (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08) ; Publiola Champs-Élysées, dolby, 8° (47-20-78-23) ; Max Linder Pantheon, THX, dolby, 5° (48-24-83-88) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11° (43-57-90-81) ; Les Nations, 12° (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, dolby, 13° (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-94-80) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14° (43-36-30-40) ; Miramar, dolby, 14° (43-20-58-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15° (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, dolby, 18° (46-22-48-01).

### Talk Radio

de Oliver Stone, avec Eric Bogosian, Ebon Green, Leslie Hope, John C. McKinley, Alec Baldwin, John Pankow, Amérique (1 h 50).

Lire nos articles ci-contre.

VO : Ciné Bonaparte, handicapée, dolby, 3° (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 8° (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8° (45-74-94-94) ; U.G.C. Bataillon, dolby, 8° (46-62-20-40) ; La Nouvelle Maccaville, 9° (47-70-72-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapée, dolby, 13° (43-38-23-44) ; U.G.C. Convention, 19° (46-74-53-40).

## Sorties du 19 avril

**ANGOSSE**, de Régis Lenoir (Esp.), avec Zoltan Rubinstein, Michael Lerner, Talla Paul, Angel Jove. Une mère utilise des pouvoirs hypnotiques et psychiques pour amener son fils, qui devient aveugle, à chercher des yeux vivants.

**LA CHEVAUCHEE DE FEU**, de Simon Winzor (Aust.), avec Jon Blake, Peter Phelps, Tony Bonner. Huit cents cavaliers australiens se battent contre les Allemands et les Turcs en Palestine, en 1917.

**LES DEUX FRAGONARD**, de Philippe Le Guay (Fr.), avec Jacques de Almeida, Robin Nemerz, Philippe Leroy-Beaulieu, Sami Frey. Le peintre Fragonard a un cousin anatomiste. Ils aiment la même femme.

**DIVINE ENFANT**, de Jean-Pierre Mocky (Fr.), avec Laura Martel, Jean-Pierre Mocky, Sophie Moysse, Louise Bover. Une fille de six ans s'enfuit, avec son chien, d'un orphelinat. Elle rencontre Mocky, ancien pilote.

**INVASION LOS ANGELES**, de John Carpenter (E.-U.), avec Roddy Piper, Keith David, Meg Foster. Des extra terrestres hideux sont infiltrés, invisibles, en Californie. Avec certaines knettes, on les repère.

**MARQUIS**, de Henri Khourroux (Fr.-Bel.), avec des créatures coupées d'après des dessins de Roland Topor. Le marquis de Sade à la Bastille en 1789. Les prémices de la Révolution avec des personnages à têtes d'animaux.

**MES NUTS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS**, d'Andrzej Zulawski (Fr.), avec Sophie Marceau, Jacques Dutronc, Valérie Legrange. Un homme s'apprête d'une jeune fille qui a eu, comme lui, des problèmes avec ses parents pendant son enfance.

**NOTTURNO**, de Fritz Lehner (Fr.-Autr.), avec Udo Samel, Daniel Olbrychski, Michaela Widmann. Les cinq dernières années de Franz Schubert, musicien romantique atteint de la syphilis.

**PATTI ROCKS**, de David Burton Morris (E.-U.), avec Chris Mulkey, John Jenkins, Karen Landry. Deux amis se retrouvent après douze ans de séparation, et partent en voiture pour un voyage de nuit. Au bout, il y a une femme.

**LE RETOUR DES MOUSQUETAIRES**, de Richard Lester (G.-B.), avec Michael York, Richard Chamberlain, Philippe Noiret. Vingt ans après, les mousquetaires de Dumas doivent sauver Charles 1°. Ils luttent contre la fille du Milord.

## « A deux minutes près », d'Eric Le Hung

Bonne surprise que cette comédie écrite pour le cinéma par François Dorin, réalisée par Eric Le Hung comme un divertissement satirique mais avec suffisamment de détails psychologiques et sociaux pour qu'on s'attache à des personnages vraiment contemporains et non pas retallés sur les vieux patrons du boulevard. Bonne surprise d'y trouver, en vedette, Charlotte de Turckheim, drôle, étonnante et pas bête du tout, sous les airs un peu cruche de Virginie, petite bourgeoise cherchant à échapper à une vie conjugale et familiale, popoteant enracinée sur un lotissement de grande banlieue, en courant après celui qu'elle croit être l'homme idéal.

Virginie a un film-culte : *Breve rencontre*, de David Lean. Or, quand elle entre en collision (vous verrez) sur les quais de la gare de l'Est, avec Jacques Weber, médecin grand-bourgeois présumé Tristan - ce qui fait beaucoup de signes du destin - elle devient l'héroïne de *Breve rencontre*, et de rendez-vous en rendez-vous, s'applique à vivre un grand amour de cinéma. Mais chaque rendez-vous est un ratage, à cause des différences sociales et d'éducation.

Si l'on rit beaucoup, c'est d'un comique aigre-doux qui retourne les cartes du romanesque et de la presse du cœur. Jacques Weber est parfait dans le genre bien élevé, condescendant, quelque peu émuouillé par l'aventure avec une « Madame Bovary » maladroite et fagotée, qui ne sait pas se tenir dans un restaurant chic, mais il croit qu'elle lui est destinée... par l'astrologie. De toute façon, le film prend parti pour Virginie, nous met de son côté. Tous les rôles sont très bien distribués, et la pyramide du Louvre est à l'honneur dans une scène située vers la fin, joliment éclairée.

J.S.

## « Cher frangin », de Gérard Mordillat

Alain Chevallard, ouvrier imprimeur, repoit en 1959 sa feuille de route pour le service militaire en Algérie. Il refuse de faire la guerre, est envoyé dans un bataillon disciplinaire, puis se retrouve au combat. Il écrit à son petit-frère, Marius (dix ans), lui raconte ce qui se passe, ce qu'il vit.

Gérard Mordillat a retrouvé - tant mieux - la veine de son premier film, *Vive la sociale !*, pour décrire, dans un Paris populaire, les réactions d'un gamin qui essaye de se faire une idée de la guerre d'Algérie.

Il protège, jusqu'à jouer au petit homme avec elle, Lou, la vendeuse encante d'Alain. Il y a, ainsi, des scènes humoristiques, tendres, marquées d'esprit d'enfance entre le jeune Marius Colucci (le fils de Coluche) et Julie Jézéquel (à quand un vrai grand rôle pour cette comédienne ?).

La réalisation a voulu aussi montrer la guerre, afin d'établir un décalage dramatique entre les événements sur le terrain et leurs échos dans la tête et la sensibilité du gosse.

Or la mise en scène n'arrive pas à trouver un rythme, un équilibre narratif dans le va-et-vient des images entre Paris et les djebels.

L'Algérie, c'est presque un autre film dans le film avec (sauf Luc Thillier dans le rôle d'Alain le révolté qui se fera témoin de l'horreur) les personnages typiques d'une démonstration sur l'armée en campagne contre les fellaghas : le sous-lieutenant sorti de Saint-Cyr s'opposant à l'adjudant, ancien de la guerre d'Indochine, les appelés représentant, chacun, un caractère. Les acteurs ne sont pas en cause. Mais le schématisme politique l'emporte sur la réalité humaine.

J. S.

Lorsque le réalisateur s'en tient aux faits - le contrôle d'identité puis le massacre des habitants d'un village qui ont caché des hommes du FLN - c'est tellement mieux que lorsque les dialogues se veulent didactiques !

## « Nyamanton », de Cheick Oumar Sissoko

Rentrée des classes à Bamako. Kalifa est renvoyé le jour même car il s'est présenté sans le bano-table indispensable pour être admis à l'école. Ses parents, Chaka, chauffeur dans une administration, et Saran, employés de maison chez des bourgeois, décident d'emprunter pour acheter le fameux meuble, mais les enfants doivent les aider en travaillant l'après-midi.

Avec une charrette de location, Kalifa fait du ramassage d'ordures ménagères (d'où le titre : *Nyamanton* « tas d'ordures » en bambara). Fauts vend des oranges. Très vite, Kalifa voit le profit qu'on peut tirer des adultes, de leur naïveté, de leur vanité... Avant peu, il sera un parfait petit voyou. Fauts s'accroche farouchement à l'école et elle y voit la seule chance de s'en sortir. Les parents naviguent entre la colère et l'impuissance.

A côté - en complément - de l'œuvre de Souleymane Cissé, il existe un autre cinéma malien. Cheick Oumar Sissoko a tourné *Nyamanton* avec un petit budget et une équipe entièrement africaine. Son film dit le malheur d'être né pauvre parmi les pauvres. C'est une dénonciation implacable et pourtant tonique. L'humour et la tendresse se disputent au désespoir. Les enfants de Bamako sont de merveilleux comédiens.

Th.-M. D.



# CINÉMA

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-spectacles.

### Après la pluie

de Camille de Casablanca, avec Étienne Chicot, Jacques Perrot, Camille de Casablanca, Hassan Moussa Hassen, Anne Mili. Français (1 h 33).

Une comédie écrite, réalisée, interprétée par Camille de Casablanca sur le thème de l'aide humanitaire en Afrique, où elle est prise en otage avec ses trois compagnons. Mariages dans le désert... Mais s'agit-il de Y'a bon les blancs, le film de Ferreri sur le même thème.

Claire Pelece, 14 (43-54-07-78) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-58-18-08).

### Les Aventures de baron de Münchhausen

de Terry Gilliam, avec John Neville, Sarah Polley, Eric Idle, Oliver Reed, Jonathan Pryce, Valentina Cortese. Américain (2 h 04).

Les fantastiques aventures de l'ineffable baron de Croc pour les francophones et de Münchhausen pour les autres portées sur scène par un vieux comédien en compagnie d'un adorable fille qui distrait les foules dans une ville assiégée, en plein siècle des Lumières. Les quelques aventures sont revues par le vrai baron par la grâce du magicien le plus farfelu de l'écran : Terry Gilliam.

VO : Forum Horizon, handicapé, 14 (45-08-57-57) ; Action Révo Gaudin, 14 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-26-59-53) ; George V, 14 (45-62-41-46) ; Bienville Montparnasse, 14 (45-44-25-02) ; Kinoparadise, handicapé, 14 (43-06-50-50).

VF : Pathé Impérial, 14 (47-22-62) ; George V, 14 (45-62-41-46) ; Fawcett Bn, 14 (43-51-50-74) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 14 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 14 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

### Camille Claudel

de Bruno Nuytten, avec Isabelle Adjani, Gérard Depardieu, Laurent Gréville, Alain Cuny, Madeleine Robinson, Karine Brozman. Français (2 h 00).

Jeune fille de bonne famille, très liée à son frère Paul, le poète-ambassadeur, Camille Claudel ne vit que pour la sculpture et l'amour de Rodin, qui se conduit en mufle. Elle souffre et se détruit. Autour d'Isabelle Adjani, sacrée à juste titre meilleure actrice par les

### osans et le Festival de Berlin, il y a un vrai film.

Gaumont Opéra, 14 (47-42-80-33) ; Pathé Hantefille, 14 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-58-18-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-57).

### La Citadelle

de Mohamed Choukri, avec Khalid Berkas, Djilali Aït-Tadoute, Fethima Oulila, Momo, Fatima Belloul, Boumediène Slim. Algérien (1 h 35).

Polygamie, amour contrarié, dure condition féminine dans un village algérien. Un film chaste, une histoire de plus en plus présente à mesure qu'elle avance.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapé, 14 (43-57-53-74) ; Utopia Champollion, 14 (43-28-84-65) ; Studio 42, handicapé, 14 (47-70-63-40) ; Trois Paranaissiens, 14 (43-20-30-19).

### Faux-semblants

de David Cronenberg, avec Jeremy Irons, Genevieve Bujold, Heidi von Palleske, Barbara Gordon, Shirley Douglas, Stephen Lack. Canadien (1 h 53).

L'histoire la plus vertigineuse, la plus angoissante, la plus absurde, la plus étouffante, est celle qui unit deux jumeaux identiques. Ceux dont il est question ici tentent de s'arracher l'un à l'autre, se retrouvent et se détruisent. Un cas révé pour David Cronenberg, et le plaisir de Jeremy Irons dédoublé.

VO : Clichy, handicapé, 14 (46-33-10-32) ; George V, 14 (45-62-41-46).

### Force majeure

de Pierre Jolivet, avec François Cluzet, Patrick Bruel, Kristin Scott-Thomas, Alan Bates, Sabine Huppert, Thom Hoffman. Français (1 h 28).

Le troisième film de Pierre Jolivet, le plus schéré. Le métier n'enlève rien, au contraire, à l'intensité de cette histoire où l'on voit deux hommes confrontés à un cas de conscience : laisser exécuter un coupable, arrêté dans un pays du Sud-Est asiatique pour trafic de drogue. Ou aller là-bas et faire deux ans de prison. Il ne s'agit pas d'une seconde d'un film à thème, mais du portrait ironique et complexe de deux hommes vieillissants de la 60e génération.

Forum Horizon, handicapé, 14 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-26-59-53) ; UGC Montparnasse, 14 (45-44-25-02).



### Après la pluie, le dernier film de Camille de Casablanca, traite de manière acide le thème de la solidarité.

Christine (rôle tenu par la réalisatrice elle-même) part en Afrique rejoindre les madoles d'Extrême-Orient et tente de comprendre l'incompréhensible.

### Roméo et Juliette

de Coline Serreau, avec Daniel Auteuil, Françoise Richard, Pierre Vanier, Maudie Leroux, Gilles Privat, Marie Combes. Français (1 h 48).

Coline Serreau aime les enfants, sa Juliette en a cinq, auxquels vient se joindre un jeune, pour arriver à l'église Sainte-Marie des Batignolles, où il doit remettre 200 F à saint-Thérèse. Voyage fantastique dans un Paris de rêve.

VO : Forum Arc-en-Ciel, 14 (43-57-53-74) ; Pathé Impérial, 14 (47-22-62) ; Clichy Pelece, 14 (45-08-57-57) ; George V, 14 (45-62-41-46) ; La Bastille, 11 (43-54-07-78) ; Trois Paranaissiens, 14 (43-20-30-19).

### La Maschera

de Florento Infancesi, avec Helena Bonham-Carter, Michael Hickey, Frederic Chazotte, Roberto Herbolz, Michele De Marchi, Alberto Crocco. Italien (1 h 30).

Les amours masquées d'un jeune aristocrate et d'une actrice dans l'Italie libérale du XVIIIe siècle. Rien à voir

avec le film de 1978, mais quand

### Un poisson nommé Wanda

de Charles Crichton, avec John Cusack, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline, Michael Peña, Maria Altman, Tom Geary. Américain (1 h 48).

Épisode de la guerre anglo-américaine. D'un côté les cousins blancs du Nouveau Monde, de l'autre les victorieux noirs. Mais, quand

un coiffeur rencontre une

plouc sexy qui ne résiste pas à son des langues étrangères, de plus affligée d'un amour fraternellement stupide (irrésistible Kevin Kline, oscar du second rôle), la vieille Angleterre explose. La diabolique s'appelle Wanda, un poisson rouge également ce nom. C'est sans importance, l'important c'est l'histoire.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 14 (47-42-80-33) ; Pathé Hantefille, 14 (45-33-79-38) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-58-18-08) ; Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-30-19).

VF : Bretagne, 14 (42-22-57-57) ; Pathé Français, 14 (47-70-63-40) ; Convention Saint-Charles, handicapé, 14 (45-70-33-00).

### Une autre femme

de Woody Allen, avec Gena Rowlands, Mia Farrow, Gene Hackman, Betty Buckley, Martha Plimpton, Ian Holm. Américain (1 h 20).

A cinquante ans, Gena Rowlands, intellectuelle bien installée dans la vie, surprend les confidences de Mia Farrow à son psychanalyste. Elle ne peut s'empêcher d'écouter, de revenir sur son autosatisfaction, de se poser des questions dérangeantes. Passé-présent se croisent dans ce film bergmanien de Woody Allen.

VO : Clichy, handicapé, 14 (46-33-10-32) ; UGC Odéon, 14 (45-74-94-94) ; UGC Champollion, handicapé, 14 (45-20-40) ; La Bastille, 11 (43-54-07-78) ; Escalot, 14 (47-07-28-04).

La vie est un long fleuve tranquille

d'Étienne Chaillier, avec Benoît Maguel, Valérie Lalande, Daniel Gelin, Catherine Nagel, Hélène Vincent, André Wilms. Français (1 h 30).

Comment un petit Le Quennois devient un petit Gracile et réagit progressivement. Le conflit entre l'inné et l'acquis par le plus fût et le plus facile des cinéastes de pub qui, en plus, a bénéficié d'une distribution exceptionnelle venue de théâtre.

Forum Orient Express, 14 (43-33-42-28) ; George V, 14 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Montparnasse, handicapé, 14 (47-70-72-96).

### Working Girl

de Mike Nichols, avec Melanie Griffith, Sigourney Weaver, Harrison Ford, Alan Rickman, Joan Cusack, Philip Bosco. Américain (1 h 53).

Femme de tête dont le corps fait rêver, Melanie Griffith joue avec brio les self-made-women ambitieuses et sans scrupules. Elle pique à Sigourney Weaver sa place et son homme, Harrison Ford. Elle a de la chance.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapé, 14 (43-57-53-74) ; Pathé Montparnasse, handicapé, 14 (43-58-18-08) ; Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-30-19) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-58-18-08) ; UGC Odéon, 14 (45-74-94-94) ; UGC Champollion, handicapé, 14 (45-20-40) ; La Bastille, 11 (43-54-07-78) ; Escalot, 14 (47-07-28-04).

Y a-t-il un fils pour sauver le royaume ?

de David Zucker, avec Leslie Nielsen, Patricia Richardson, Ricardo Montalban, George Kennedy, J.J. Siskind, Susan Sarandon. Américain (1 h 25).

Flic catastrophe à Los Angeles, Leslie Nielsen n'a peur de rien, déjoue des complots internationaux, s'entraîne à sa suite des dégoles de gags. Pour rire assuré.

VO : UGC Montparnasse, 14 (45-20-40) ; UGC Opéra, 14 (46-34-54-54) ; UGC Opéra, 14 (46-34-54-54).

## REPRISE

### La Soupe

de Leo McCarey, avec Gracieux Marx, Harpo Marx, Chico Marx, Zeppo Marx, Margaret Dumont, Reginald Denny. Américain, 1935, noir et blanc (1 h 10).

Ce film des Marx Brothers le plus pur des intellectuels. Satire de la dictature, rétrospective d'Hitler devant le maître de l'Allemagne.

VO : Action Christiane, 14 (43-29-11-30).

La sélection cinéma à 665 stable par Collette Godard.

## LA REPRISE DE « TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES »

### Deborah Kerr à contre-pied

Deborah Kerr et Burt Lancaster se rendent dans les vignes... Une grande partie du travail de mise en scène consiste à clocher ses acteurs. Cela signifie le plus souvent tourner le dos à l'évidence. Si vous venez juste dans le contre-pied, vous pouvez mettre à jour tout un pan caché du personnage.

« Jusqu'alors, Deborah Kerr avait joué les vierges à péchés et les ruines — non moins vierges — d'Angleterre. Elle était tenue pour une personne assez froide, assez distante. Au début de Tant qu'il y aura des hommes, un soldat dit de son personnage qu'elle a couché avec pratiquement toute la caserne. Avec une fille Hayworth, comme il en fut question, cela n'aurait surpris personne. En revanche, Deborah Kerr intrigua : on ne pouvait croire qu'une telle lady se comportât de la sorte. »

Adapté d'un certain réalisme social proche du documentaire, et d'une approche résolument anti-romantique, Fred Zinnemann a révélé Montgomery Clift (les Angles marqués) et Marlon Brando (qui fit ses débuts en parapétisme dans C'était des hommes), Pier Angeli (Thérèse) et Grace Kelly (Le train silencieux trois fois). Avec Tant qu'il y aura des



hommes, il a ouvert à Deborah Kerr, mais aussi à Frank Sinatra, une nouvelle carrière.

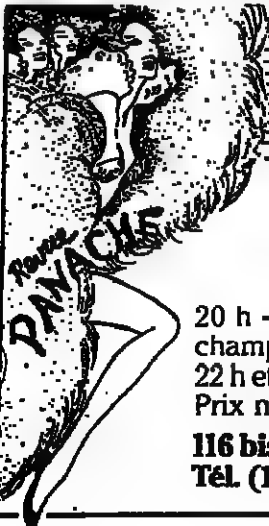
Né à Vienne en 1907, immigré aux États-Unis en 1923, Zinnemann n'a pas tourné depuis cinq jours en été (1982, avec Sean Connery), ce qui ne l'empêche pas, entre les États-Unis, Londres et la Suisse, d'avoir plusieurs projets sur le feu.

Il court sur le compte de Zinnemann une anecdote sans doute apocryphe, mais combien révélatrice ! Venant présenter un projet

à un studio, il est reçu — fort courtoisement — par un jeune cadre qui, après lui avoir offert le tasse de café de rigueur, lui dit : « Je suis heureux de vous rencontrer. Pourriez-vous me dire ce que vous avez déjà fait ? ». Et Zinnemann de répondre, avec une politesse délicieusement viennoise : « Et si nous commençons par vous ? »

H. B.

★ 14 Juillet, Paranaissiens, 14 (43-26-58-00).



## LIDO

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE!

20 h - dîner dansant, revue et champagne : à partir de 530 F  
22 h et 24 h - revue et champagne : 365 F  
Prix nets - Service compris.  
116 bis, Champs-Élysées  
Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



# THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC JEAN JOURDHEUIL ET JEAN-FRANÇOIS PEYRET

## La Renaissance en tandem

Ils se sont rencontrés autour d'une pâtisserie chinoise à Berlin en 1978 et ont commencé de converser. Leurs passions ? La Renaissance, le tragique et l'écriture contemporaine. Le moyen de l'exprimer ? Le théâtre. Jean Jourdhéuil et Jean-François Peyret, deux brillants hommes de l'art pour un plaidoyer en faveur du théâtre de création.

L'UN est long comme l'autre est rond. Jean-François Peyret pèse ses mots avec soin, Jean Jourdhéuil les lâche comme on lâche les chiens. Ils se sont rencontrés sur les bords de Wannsee, lors d'un colloque savant qui prit vite des allures de campus sympathique, d'autant qu'un cuisinier chinois connaissait le secret des pâtisseries orientales. 1978 finissait, leur conversation commençait.

Elle devait très vite trouver sur les scènes les bonnes scènes de théâtre, une traduction sans mauvais jeu de mots pour ces deux compères qui ont traduit de nombreux textes classiques ou contemporains et quelle traduction ! Jourdhéuil commence seul en 1978 par un Jean-Jacques Rousseau monté avec Gérard Desbarats. Ce monologue connaît un tel succès qu'il fit le tour d'Europe et fut repris encore récemment. Il enchaîne avec deux traductions du plus grand dramaturge est-allemand vivant, Heiner Müller, *Masse* et *Hamlet-Machine*, qu'il monte en France avant même qu'elle ne soit, pour la seconde, montée en Allemagne.

1982 est l'année véritable de la constitution du tandem Jourdhéuil-Peyret. Ils créent *Le Rocher, la lande, la librairie*, spectacle adapté des *Essais* de Montaigne. Ces deux passionnés de la Renaissance et du tragique s'emparaient de l'offre de production du théâtre de la Commune d'Aubervilliers et allaient pouvoir faire la preuve de leur ambition commune : « tenter de définir une nouvelle façon de travailler, faire un théâtre neuf plus orienté vers la création ».

« Ainsi, explique Jean Jourdhéuil, nous avons voulu faire en sorte que Montaigne fournisse le matériau pour un texte de théâtre. Ce qui ne veut pas dire faire du théâtre avec des textes non dramatiques mais se servir de Montaigne comme matériau à l'élaboration d'un texte conçu aujourd'hui. De même que le spectacle *Rousseau* était une « beckettisation » du texte de Rousseau, le travail sur les *Essais* a été une « bergésation » de Montaigne. Comme si Bergès avait fourni l'intuition dramaturgique permettant la transformation du texte de Montaigne en un texte du théâtre contemporain ». Les deux hommes se sont de la même façon, et toujours avec brio, attaqués à Euripide, Cervantès, Cyrille Tournier, l'Aretin et aujourd'hui Shakespeare et ses *Sonnets*, autant d'ouvrages qu'ils emporteraient « s'ils devaient aller sur l'île de Prospero », le héros de *La Tempête*.

Le travail de Jourdhéuil-Peyret n'est donc pas celui de lecteurs et adaptateurs fidèles de textes, exercice par ailleurs souvent ennuyeux pour les publics de théâtre. Leur collaboration est tout entière tournée vers la création contemporaine. Et tant pis pour le



Jean Jourdhéuil et Jean-François Peyret.

répertoire. D'abord parce que les deux hommes n'ont pas et n'ont jamais eu les moyens financiers de s'attaquer à un classique. Et aussi parce que « si la conservation patrimoniale est une chose tout à fait noble, confie Peyret, ce n'est pas là que l'on trouve notre plaisir. Je ne veux pas être désagréable avec la concurrence mais, souvent, quand on lit un bon livre sur un classique, on arrive à peu près au même résultat. Si l'on avait les moyens de monter *Hamlet* avec encore plus d'argent qu'un autre, avec deux chevaux au lieu d'un, renchérit-il en faisant référence à la récente mise en scène de Patrice Chéreau, on n'hésiterait pas. Mais aller prendre Shakespeare dans les coins comme nous le faisons à la Bastille pour ce spectacle consacré aux *Sonnets*, ça m'intrigue plus ».

Jourdhéuil et Peyret étaient venus à la Bastille pour donner un *Machiavel* abandonné momentanément pour cause de désistement d'un des coproducteurs. Ils ne se sont pas découragés et sont revenus à un projet remis dans leurs cartons au moment de leur travail

sur l'Aretin. Pour l'occasion, ils retrouvent le peintre et décorateur Gilles Aillaud, les comédiens André Wilms et Jorge Silva Melo et la musique de Philippe Hersant qui sera interprétée par Joëlle Léandre à la contrebasse. Leur « famille » en quelque sorte, constituée après un long travail commun, un réseau de connivence où « les gens acceptent de travailler sans savoir toujours où ils vont, sans la partition ». Un réseau ouvert, et précieux.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de la Bastille. À partir du mercredi 19 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 45. De 55 F à 90 F.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Don Juan

d'après Molière, mise en scène de Michel Tsimanichvili.

Le metteur en scène géorgien Mikheil Tsimanichvili a rassemblé les jeunes comédiens et metteurs en scène qu'il avait lui-même formés à l'Institut théâtral de Rustaveli et créé une troupe, en 1978, dont voici la dernière production. Un classique français revisité par l'insolence, la modernité et la joie de ces « méridionaux ».

Maison de la culture 83, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. À partir du 18 avril. Le mardi à 21 h. Tél. : 48-31-11-45. 70 F et 50 F.

### Gengis Khan

d'Henry Raeburn, mise en scène de Jean-Claude Drouot, avec Jean-Claude Drouot, Jacques Cappelletti, et Michel Van der Linden.

La nouvelle mise en scène de Jean-Claude Drouot est peut-être son dernier spectacle à la tête du Théâtre national de Belgique, coproducteur de *Gengis Khan* avec la Comédie de Saint-Etienne. Il interprète lui-même le rôle du Khan des Mongols qui se rendit maître de son pays au début du treizième siècle avant d'unifier l'Asie et de préparer un siècle de paix.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. À partir du 18 avril. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 49-80, 18-88. De 60 F à 100 F.

### Ivanov

de Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Rousseau, avec Didier Sandre, Nada Strancar, et Henri Virlogeux.

L'occasion est belle de retrouver une « troupe » qui avait enchanté les nuits du dernier Festival d'Avignon, avec Tchekhov déjà et un très beau montage de textes, chroniques des fins d'après-midi imaginées par l'auteur. Elle est rejointe aujourd'hui par Didier Sandre, Henri Virlogeux et quelques autres

pour un nouveau voyage dans la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que nous ferons, une nouvelle fois, et avec le même plaisir, aux côtés de la superbe Nada Strancar.

Théâtre des Amériques, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. À partir du 14 avril. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h. Tél. : 47-21-18-51. 60 F et 110 F.

### Les Marionnettes de Tbilissi

mise en scène de Rezo Gabriadze.

Cinq marionnettistes des vieux quartiers de Tbilissi, capitale de la Géorgie, emmenés par l'écrivain et scénariste soviétique Rezo Gabriadze, qui a voulu casser toutes les conventions d'un art antique pour nous le rendre ici intact et beau.

Maison de la culture 83, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. À partir du 18 avril. Le mardi à 21 h. Tél. : 48-31-11-45. 70 F et 50 F.

### Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Simon Eine, avec Simon Eine, Yves Guez, Martin Chevillier, Catherine Hamel, et François Berbin.

Nouvelle production du Français, mise en chantier sous la direction de Jean Le Poulain. Simon Eine signe la mise en scène et endosse le rôle-titre d'Alceste face à Catherine Sauvage, qui devra déjouer les pièges d'un des plus beaux personnages féminins de Molière, Célimène.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. À partir du 15 avril. Les mardi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 h. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 137 F.

### Titte et Bérénice

de Pierre Corneille, mise en scène de Jacques Rivette, avec David Berenstein, Laurence Cotto, Frédéric Delille, et quelques autres

**THÉÂTRE DE L'ALPHABET**  
**ARRABAL JOUE ARRABAL**  
à partir du 14 avril avec **Michel FORTIN**  
Mise en scène **Henri LEGENDRE**  
10, bd Carabacel - Nice - 93-13-08-88

**Centre dramatique de La Courneuve**  
**LES NUITS DU HIBOU**  
d'après René de la Hogue et L. Simonin  
Adaptation et mise en scène de Christian Dour  
du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai  
par. ven. 20h à 21h 45 - dim. à 16h 30  
Centre culturel Jean-Houdouart La Courneuve Loc. 48 36 11 44 et 3 Franc

**Rendez Vous CRETEIL**  
du 18 au 30 avril  
**GENGIS KHAN**  
HENRI BAUCHAU / JEAN-CLAUDE DROUOT  
**ROBINSON ET CRUSOE**  
TEATRO DELL'ANGOLO DE TURIN  
LOCATION 49.80.18.88 et FNAC

**CATS**  
(en version française)  
« Une escalade à mourir de plaisir »  
THÉÂTRE DE PARIS  
LOC. SUR 14 JOURS 42.80.59.73  
DATES ULTIMES 42.80.19.30  
FNAC - AGENCES ET PAR MONTPEL JUSQU'AU 15

**CARRE SILVIA MONFORT**  
**JEAN RACINE**  
**IPHIGÉNIE**  
Mise en scène Silvia Monfort  
« Encore une réussite au Carré Silvia Monfort. C'est un véritable cadeau qui nous est offert. L'ensemble est superbe : décor, costumes, mise en scène. »  
La France Catholique  
15 31 28 31

3ème mois de succès  
**AU CAFE DE LA GARE**  
**MARC DROJIV**  
Via ta Vinaigrette  
  
LE MONDE  
Le premier humour rock en langue française  
L'EXPRESS  
Un souffle qui lui fait courir son cross théâtre-musical comme un 100 m  
LE POINT  
Star au Québec, Drojiv veut conquérir Paris, conquête en bonne voie  
LE NOUVEL OBSERVATEUR  
Délicat, débordé, inconvaincant, génial  
TELERAMA  
Etourdissant patchwork musical, on s'amuse beaucoup  
FIGAROSCOPE  
Un spectacle qui explose. Pas une minute de répit, bref, c'est le triomphe  
ELLE  
Un genre que l'on voit rarement à Paris, et qui allie la danse, la musique au théâtre  
ROLLING STONE  
A ne manquer sous aucun prétexte  
Libération  
C'est là du spectacle pur, en 100, zéro, en 40, aujourd'hui il est rigolo rock  
Paroles et Musique  
Un spectacle comico musical, pluvieux, foncé !  
L'Evenement du Jeudi  
Un spectacle libre, fou, original  
RESERVATIONS : 42 76 52 51

**THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE**  
43 66 43 60  
DU 11 AVRIL AU 7 MAI  
**SIT VENIA VERBO**  
DEUTSCH / LACQUE-LABARTHE  
mise en scène Michel DEUTSCH  
DU 2 AU 16 JUIN  
**LA STAR**  
OPERA DE ZYGMUNT KRAUZE  
mise en scène JORGE LAVELLI  
M \_\_\_\_\_ tel \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
je réserve \_\_\_\_\_ place(s) à 110F pour SIT VENIA VERBO  
je réserve \_\_\_\_\_ place(s) à 150F pour LA STAR  
2 3 5 7 8 9 10 13 14 15 juin à 20h30  
envoyer la date choisie, accompagné date de rap  
et joint un chèque de F (remise totale) à l'ordre du Théâtre National de la Colline



# THÉÂTRE

→ **Bernard Murat**, et **Sandra Montaigne**.

Pour être cinéaste, et quel cinéaste ! Jacques Rivette s'est toujours intéressé au théâtre, depuis *Paris nous appartient*, son premier film dans lequel un jeune metteur en scène s'attaquait au *Périclès* de Shakespeare jusqu'à la *Bande des quatre*, son dernier film, toujours à l'affiche aux Trois Lurons à Paris. Le voici au théâtre, enfin, face à deux classiques du répertoire, *Tita et Bérénice*, de Corneille, donné en alternance avec *Bajazet*, de Racine, poursuivant sur scène son grand œuvre.

Théâtre Gérard-Philips, 83, bd Jules-Guesde. 83000 Saint-Denis. À partir du 18 avril. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 43-43-17-17. De 80 F à 90 F.

## Grenoble

### Le Voyage

de Manuel Vassquez Montalban.  
mise en scène d'Ariel Garcia Valdes, avec Gilles Arsons, Yvon Chab, Sylvie Millard et Claire Seneet.

Le nouveau texte d'un écrivain catalan, enfant des quartiers pauvres et vivants

de Barcelone, écrit pour Ariel Garcia Valdes, qui poursuit ainsi son œuvre vers le Sud.

Maison de la culture. Du mardi 19 au samedi 23 avril. À 19 h 30 et 20 h 30. Matinée le dimanche 23 à 15 h 30. Tél. : 78-25-05-45. Durée : 2 h 15. 80 F et 90 F.

## Toulouse

### Les grandes journées du Père Duchesne

de Jean-Pierre Faye, mise en scène de Didier Carasso, avec Jean-Jacques Moreau, Didier Carasso, Anna Kuper, Dominique Lagier et Françoise Meyrou.

Trois tréteaux et neuf personnages pour servir un héros du théâtre qui fut, dès le début de la Révolution, souvent sur le ton de la farce, le porte-voix du peuple. Un spectacle qui se veut drôle et féroce que l'on découvre avec curiosité.

Théâtre Daniel Barenboim. Du mercredi 12 au samedi 23 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 81-25-85-37. Durée : 1 h 40. De 80 F à 100 F.

## SÉLECTION PARIS

### Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Bernard Murat, avec André Dussollier, Philippine Leroy-Beaulieu et François Chaumette.

L'un des plus beaux textes du répertoire romantique français servi par Philippine Leroy-Beaulieu qui fut, il y a trois ans, une autre Marianne, celle de l'Azur, de Molière, dans la mise en scène de Roger Planchon. La voici cette fois-ci aux côtés du solide Dussollier, placé sous les ordres de Bernard Murat, l'homme des Boulevards parisiens qui met en scène plus vite que

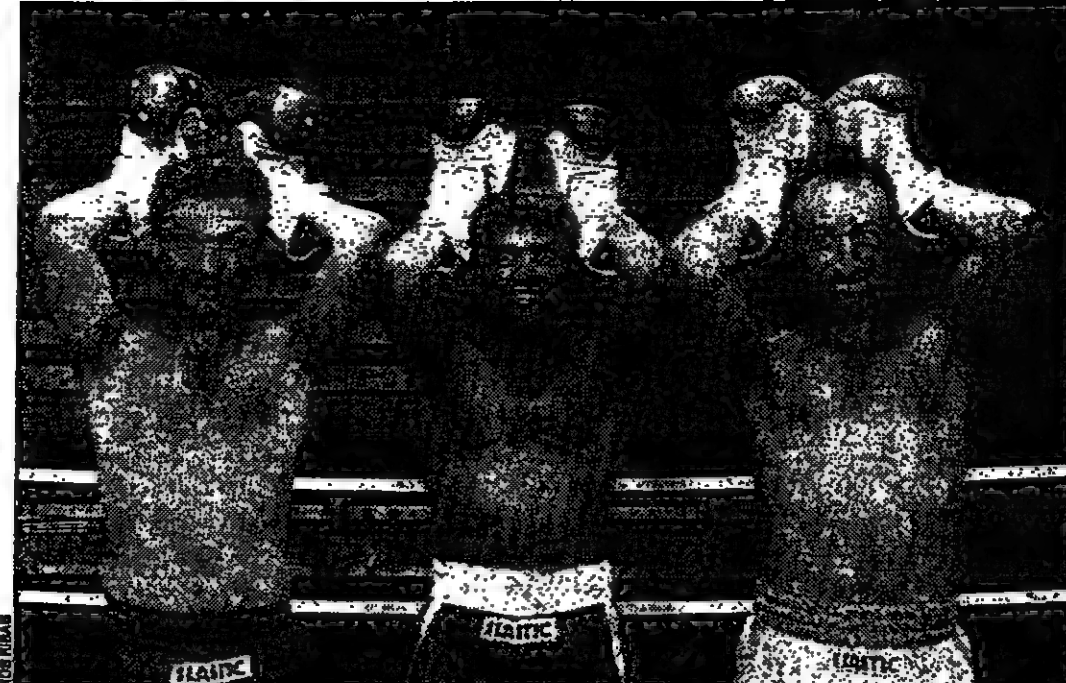
son spectre. Prudence donc, dans l'attente des critiques.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14°. Du mardi au samedi à 21 h. Matinée dimanche à 16 h. Tél. : 43-22-77-74. De 80 F à 120 F.

### Cats

d'après T. S. Eliot, musique d'Andrew Lloyd Webber, mise en scène et chorégraphie de Gillen Lynne.

À Paris, après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe, le professionnalisme - et les moyens - qui ont fait la légende de Broadway, voici Cats, une vraie comédie musicale sur des courtes histoires de chats adaptés de



Joan Gracia, Puccini, les trois compères d'El Tricicle, reviennent en France et c'est tant mieux.

T. S. Eliot. Et la preuve, enfin, qu'on peut réunir en France des danseurs capables de chanter et des chanteurs capables de danser.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h, dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-40-09-30. De 170 F à 280 F.

### D'Artagnan

de Jérôme Savary, textes de Jean-Loup Dabadie, mise en scène de Jérôme Savary, avec Christophe Malavoy.

Machinerie à Francine - plateau tournant, trappes, tapis roulant, chaises, poussoirs et plusieurs utilités à plein, décors, costumes et lumières superbes, adaptation fidèle à la légende de Jean-Loup Dabadie, toute la fantaisie de Jérôme Savary, qui retrouve par instants la truculence du Magic Circus, et Christophe Malavoy, qui, au voyou malin, a préféré le côté péquenaud charmeur du héros de Dumas. Quelques-uns des ingrédients d'une magie théâtrale.

Gymnase Marie-Bell, 32, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-48-79-78. De 80 F à 200 F.

### Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Samie, Dominique Constant, Richard Fontana.

Catherine Samie, l'excellente Marcelline imaginée par Beaumarchais, est malheureusement bien essouffée dans une distribution claudicante. Elle ne sert pas comme on l'aurait voulu cette première mise en scène d'Antoine Vitez en tant qu'administrateur du Français. D'autant que celui-ci a pris trop de distance avec une œuvre écrite pourtant sans arrière-pensées.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 12 et 16 avril, 20 h 30 et les 21, 22, 25 et 30 avril. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 127 F.

### Je ne suis pas Rappaport

de Herb Gardner, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Georges Wilson.

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufré fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse. En leur compagnie, on pardonne à la pièce ses complaisances parfois bavardes sur la société américaine. Ce spectacle fête ces jours-ci un an de juste succès.

Grove, 55, rue de Cléry, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 43-74-47-36. De 25 F à 200 F.

### La Liberté ou la Mort

d'Aleix Dobry, Stéfano Lovani et Georges Soria.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-78-76-00. De 80 F à 280 F.

### L'Ex-femme de ma vie

de Joël Bado, mise en scène de Joël Bado, avec Joël Bado et Richard Berry.

Petit à petit, Bado fait son apprentissage du théâtre. La voilà sur une grande scène où elle reprend aux côtés de Richard Berry une pièce créée avec succès l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin par Jane Birkin et Thierry Lhermitte. Bado prend des risques, d'écriture plus que de mise en scène, et affine un style qui, avec cette nouvelle pièce, prend plus de relief et de force. De coup, une certaine rigueur signale le rire qui tient bien sûr ici et toujours la vedette.

Gymnase Marie-Bell, 32, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-48-79-78. De 80 F à 200 F.

### Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Samie, Dominique Constant, Richard Fontana.

Catherine Samie, l'excellente Marcelline imaginée par Beaumarchais, est malheureusement bien essouffée dans une distribution claudicante. Elle ne sert pas comme on l'aurait voulu cette première mise en scène d'Antoine Vitez en tant qu'administrateur du Français. D'autant que celui-ci a pris trop de distance avec une œuvre écrite pourtant sans arrière-pensées.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 12 et 16 avril, 20 h 30 et les 21, 22, 25 et 30 avril. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 127 F.

### Je ne suis pas Rappaport

de Herb Gardner, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Georges Wilson.

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufré fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse. En leur compagnie, on pardonne à la pièce ses complaisances parfois bavardes sur la société américaine. Ce spectacle fête ces jours-ci un an de juste succès.

Grove, 55, rue de Cléry, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 43-74-47-36. De 25 F à 200 F.

### La Liberté ou la Mort

d'Aleix Dobry, Stéfano Lovani et Georges Soria.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-78-76-00. De 80 F à 280 F.

### L'Ex-femme de ma vie

de Joël Bado, mise en scène de Joël Bado, avec Joël Bado et Richard Berry.

Petit à petit, Bado fait son apprentissage du théâtre. La voilà sur une grande scène où elle reprend aux côtés de Richard Berry une pièce créée avec succès l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin par Jane Birkin et Thierry Lhermitte. Bado prend des risques, d'écriture plus que de mise en scène, et affine un style qui, avec cette nouvelle pièce, prend plus de relief et de force. De coup, une certaine rigueur signale le rire qui tient bien sûr ici et toujours la vedette.

Gymnase Marie-Bell, 32, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-48-79-78. De 80 F à 200 F.

### Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Samie, Dominique Constant, Richard Fontana.

Catherine Samie, l'excellente Marcelline imaginée par Beaumarchais, est malheureusement bien essouffée dans une distribution claudicante. Elle ne sert pas comme on l'aurait voulu cette première mise en scène d'Antoine Vitez en tant qu'administrateur du Français. D'autant que celui-ci a pris trop de distance avec une œuvre écrite pourtant sans arrière-pensées.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 12 et 16 avril, 20 h 30 et les 21, 22, 25 et 30 avril. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 127 F.

### Je ne suis pas Rappaport

de Herb Gardner, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Georges Wilson.

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufré fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse. En leur compagnie, on pardonne à la pièce ses complaisances parfois bavardes sur la société américaine. Ce spectacle fête ces jours-ci un an de juste succès.

Grove, 55, rue de Cléry, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 43-74-47-36. De 25 F à 200 F.

### La Liberté ou la Mort

d'Aleix Dobry, Stéfano Lovani et Georges Soria.

## Joan Gracia, Puccini, les trois compères d'El Tricicle, reviennent en France et c'est tant mieux.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Bon, 20°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h, dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-40-09-30. De 80 F à 110 F.

### Sturmtruppen

de Michel Berger, mise en scène de Luc Plamondon.

Tremplin d'une nouvelle génération de chanteurs à sa création en 1979 (France Gall nouvelle manière, Jean Dausigne et Daniel Balavoine), Sturmtruppen, rejoint par ses auteurs, fresque mêlant d'une civilisation futuriste au raffinement de la déshumanisation et la quête - écologique - d'une nouvelle société, connaît le même succès et révèle une fois encore des talents prometteurs. Muraire à de beaux échos.

Marigny, carré Marigny, 9°. Du mardi au samedi à 21 h. Matinée dimanche à 16 h. Tél. : 42-56-04-41. De 100 F à 200 F.

### La Mouette

d'Anton Tchekhov, mise en scène d'André Konchalovskii, avec Milla Arastrop, Clotilde de Bayser, Jean-Philippe Ecoffey et Jean Boute.

Reprise, dans le cadre de la saison du Théâtre de l'Europe dirigée par Giorgio Strehler, d'un spectacle présenté le printemps dernier. Deux changements : Nils Arastrop et Clotilde de Bayser reprennent les rôles créés par André Dussollier et Juliette Binoche. La mise en scène est la même. Le cinéaste André Konchalovskii a développé des qualités - raffinement, élégance, austérité heureuse - qui donnent une Mouette d'une incomparable beauté. Et très étonnante.

Odéon, 1, place Paul-Clément, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 43-25-70-32. De 55 F à 175 F.

### Savannah Bay

de Marguerite Duras, mise en scène de l'auteur, avec Madeleine Renaud et Bette Ogilvy.

Nouvelle reprise d'une œuvre écrite par Marguerite Duras pour Madeleine Renaud. Savannah Bay est la méditation sublimine d'une comédienne, appelée Madeleine, aux portes de la mort. Un auteur, deux actrices, trois femmes, offrent en partage au spectateur tout ce que la vérité et la poésie peuvent user de plus beau.

Théâtre Renaud-Barrault, ex-François-Roisseau, 9°. Les mardi, jeudi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 42-56-06-80. De 40 F à 200 F.

### Sit venia verbo

de Michel Deutch, mise en scène de Philippe Lacoue-Labarthe.

avec Michèle Foucher, Serge Merin et Grégoire Garmont.

La nouvelle pièce de Michel Deutch - créée le printemps dernier à Grenoble - fable lyrique inspirée par le destin controversé de Hegel aujourd'hui la chorégraphie. Un homme, penseur et philosophe, est confronté à son ancien disciple, qui le questionne et cherche à le comprendre sous le regard d'une jeune chargée de la garde du vieux philosophe. Sit venia verbo est la nouvelle mise en scène d'un écrivain qui, après des études de sociologie et d'histoire de l'art, s'est imposé au théâtre comme l'un des auteurs contemporains les plus intelligents et les plus passionnés.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Bon, 20°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h, dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-40-09-30. De 80 F à 110 F.

## DANSE

### Paris

#### La Maison des plantes vertes

La dernière pièce de Jean-François Durand, chorégraphe sensible et subtil. Un homme imagine être roi, il invente sa cour : un bouffon, deux chevaliers, trois ministres. Chacun répond à ses défis et se pèle aux règles qu'il impose.

Théâtre national de Châtelet, salle Gémier, de 18 au 21 avril, 20 h 30. Tél. : 47-27-71. 15. Durée : 1 h 10, 80 F.

### Jeunes danseurs espagnols

La compagnie espagnole Mimbres, qui devait inaugurer ce cycle, a reporté sa visite aux 21, 22 et 23 juin. C'est donc l'Italie qui ouvre le bal, avec la Compagnie Adriana Borelli dans *Silencio*, et Virgilio Soli dans *Frattello Maggiore*, et *Danza*.

Centre Pompidou, grande salle. 1er au 30 avril, le 30 avril à 21 h, les 31 et 2 mai à 20 h 30 et 21 h. Tél. : 42-56-04-41. De 100 F à 200 F.

## RÉGION

### Lyons

#### Scène Carmen de Montréal

de Michel Tremblay, mise en scène de Gilles Chénouard, avec Michèle Guigou, Colette Desjardins, Claire Tardif et Alain Béri.

Nouveau spectacle d'un Lyonnais de pure souche qui s'attaque à un excellent auteur dramatique québécois dont deux pièces ont récemment enchanté le public lyonnais. Michèle Guigou et Colette Desjardins sont avec Tremblay deux bonnes raisons d'aller voir ce spectacle créé il y a peu à Québec et bientôt invité à Bruxelles.

Théâtre des Arts, de 11 au 23 avril. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi et jeudi à 19 h 30, matinée le samedi 16 et 22 à 15 heures. Tél. : 78-57-46-30. Durée : 2 h 10. De 55 F à 80 F.

### Reims

#### Silastik

par la compagnie El Tricicle

Une heure et demi d'excellent théâtre gestuel et de jazz sans césure. Trois drôles d'administrateurs des Marx Brothers et de Jacques Tati font, depuis quelques années déjà, pleurer de rire l'Espagne et l'Europe. Cette fois-ci, Joan, Puccini et Carlos s'en prennent au sport. On court.

Spécialité présentée par le centre dramatique de Reims au complexe sportif Tys. Du mardi 18 au jeudi 20 avril à 21 heures. Tél. : 28-40-45-46. Durée : 1 h 30. De 63 F à 98 F.

### Villeurbanne

#### L'étrange intermédiaire

d'Engino O'Neill, mise en scène de Jacques Rouyer, avec Marie-Christine Barrelet, Jean-Claude Dreyfus, Roger Van Hout et Simone Turck.

Le chef-d'œuvre d'O'Neill courageusement pris de

front pour la première fois en France par le directeur du centre dramatique de Toulouse. La troupe, cohérente, n'a pas été effrayée par les cinq heures qu'exige la représentation de ce monument du théâtre. L'œuvre magistrale d'un homme est tombée entre d'honnêtes mains.

TNP. Du mardi 18 au samedi 22 avril (horaires variables). Tél. : 78-84-70-74. Durée : 5 heures. De 75 F à 110 F.

## DANSE

### Paris

#### La Maison des plantes vertes

La dernière pièce de Jean-François Durand, chorégraphe sensible et subtil. Un homme imagine être roi, il invente sa cour : un bouffon, deux chevaliers, trois ministres. Chacun répond à ses défis et se pèle aux règles qu'il impose.

Théâtre national de Châtelet, salle Gémier, de 18 au 21 avril, 20 h 30. Tél. : 47-27-71. 15. Durée : 1 h 10, 80 F.

### Jeunes danseurs espagnols

La compagnie espagnole Mimbres, qui devait inaugurer ce cycle, a reporté sa visite aux 21, 22 et 23 juin. C'est donc l'Italie qui ouvre le bal, avec la Compagnie Adriana Borelli dans *Silencio*, et Virgilio Soli dans *Frattello Maggiore*, et *Danza*.

Centre Pompidou, grande salle. 1er au 30 avril, le 30 avril à 21 h, les 31 et 2 mai à 20 h 30 et 21 h. Tél. : 42-56-04-41. De 100 F à 200 F.

## Le Ballet de la danse

Chorégraphie de Nouzevilles, mise en scène de Nouzevilles, spectacle de danse contemporaine.

Opéra de Paris, de 18 au 22, 19 h 30, le 23 à 14 h 30 et 20 h 30, le 24 à 20 h 30. Durée : 3 h 30. De 20 F à 50 F.

### La Révolution pour les écoliers

Six cents élèves des écoles et lycées, à raison d'une classe par représentation, participent à *Avant 89*, ballet d'Éthère Pagara sur des musiques de Mahler et de Rameau : les aventures de deux adolescents à travers les événements de la Révolution.

Théâtre de la Ville d'incubation, de 18 au 22, 14 h 30, le vendredi à 20 h 30. Tél. : 40-67-83-72. En matinée, 50 F, moins de 16 ans, 35 F. En soirée, 75 F, moins de 16 ans, 50 F.

### Saint-Brieuc

#### Tendances

Pour la troisième année, un rendez-vous avec la jeune danse contemporaine française. Des chorégraphes talentueux : Brigitte Farges, Karin Vuyck, Claude Brumachon, Jean Gardin et Charles Cré-Ange.

Centre d'action culturelle, 14 avril, 20 h 30, les 15 et 18 avril, 20 h 30 et 22 h 15. Durée : de 50 minutes à 1 h 15. 80 F. Abonnement pour les 5 spectacles : 100 F.

### Douai

#### KOK

Le noble art de la boxe ritualisé par Régine Chopinot, dans un somptueux environnement théâtral où Verdi et Wagner apportent leur passion et Jean-Paul Gaultier ses inséparables costumes.

Centre d'action culturelle, 15 et 16 avril, 20 h 45. Tél. : 27-84-43-43. Durée : 1 heure, 60 et 120 F.

### La sélection théâtre à 600 établie par :

Olivier Schmitt, Dumas : Sylvie de Nusse.

MONT-PARNASSE  
THEATRE

INTRAM DE COLOMBE PRÉSENTE

**ANDRÉ DUSSOLLIER**

**PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU**

**FRANÇOIS CHAUMETTE**

Les Caprices de Marianne

DE ALFRED DE MUSSET

MISE EN SCÈNE

**BERNARD MURAT**

LOC. 43.22.77.74

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

DU MARDI AU SAMEDI 21 H DIMANCHE 15 H

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



# MUSIQUES

« DOKTOR FAUST », DE BUSONI, AU PALAIS GARNIER

## Fidélité à Goethe

Une musique splendide, une œuvre jamais donnée. Parmi les innombrables transpositions musicales du « Faust » de Goethe, sans doute la plus fidèle à son modèle. Le « Doktor Faust », de Busoni, version traduite en français, production de l'English National Opera. Exemple parfait de cosmopolitisme lyrique.

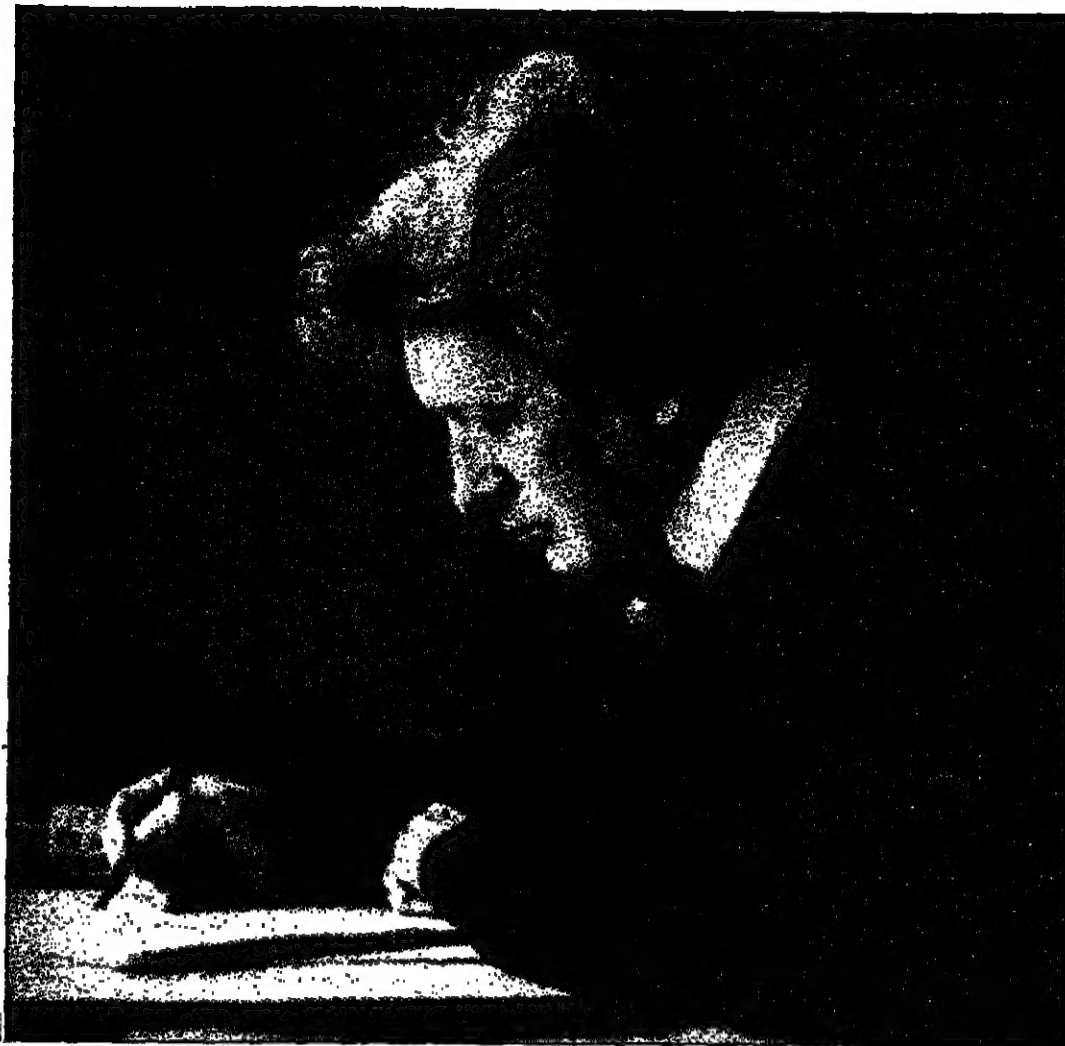
**A** PRÈS le naufrage de la création au palais Garnier, en 1985, du Doktor Faustus de Konrad Boehmer, l'Opéra a jugé prudent, pour ne pas réveiller les mauvais souvenirs, de débaptiser le Doktor Faust de Ferruccio Busoni pour le nommer Faust-Busoni ! L'idée est peut-être aussi de faire une figure faustienne de Busoni (né à Empoli en 1866, mort à Berlin en 1924), pianiste de légende et compositeur encore méconnu, fils spirituel de Liszt à ce double titre. C'est presque un lieu commun, s'agissant d'un créateur pathétiquement tourné vers un avenir qu'il lui sera seulement donné d'entrevoir.

Souvent associé aux noms de Bach et de Mozart dont il réalisa de célèbres transcriptions, Busoni ne fut pas seulement un compositeur fécond et un virtuose applaudi à travers l'Europe entière, mais également l'auteur d'un manifeste publié en 1907 : *Projet d'une nouvelle esthétique de la musique*. On y trouve les vues les plus prophétiques sur l'avenir de son art, depuis la polytonalité jusqu'à l'électroacoustique en passant par l'emploi des tiers et sixièmes de tons, ou des cent treize modes praticables au lieu des seuls majeurs et mineurs.

Mais on trouve également, dans cet opuscule, des réflexions sur l'opéra particulièrement originales à une époque où il ne semblait y avoir d'alternatives qu'entre le post-wagnerisme et le réalisme. « Des personnages dramatiques qui chantent, écrivait Busoni, c'est la plus anti-réaliste des conventions. Aussi, pour justifier une impossibilité et la compenser par une autre, les opéras devaient consister en situations, conflits et événements improbables, variés et incroyables. » Il faisait même le procès des traditionnelles scènes d'amour « où, plus que dans la vie réelle, la conversation des amants ne devrait être surprise par un tiers mal à l'aise ; le public ne devrait pas jouer le rôle de ce tiers dans une salle d'opéra ».

« Quand donc la musique doit-elle intervenir dans les opéras ? demandait Busoni. La musique ne devrait jamais essayer de dépendre, de doubler les choses qui de toute façon sont visibles sur la scène. Elle est à sa place dans les marches, les défilés, les danses, les ballades et autres chansons qui alimentent le rôle des personnages, et chaque fois que le surnaturel entre en scène. Car le non-naturel et le surnaturel sont les deux éléments d'un monde imaginaire que l'opéra doit refléter dans son miroir comique et dans son miroir magique. »

Dans ses quatre ouvrages lyriques, *Die Brantwahl* (le Choix de la fiancée, 1911), d'après le conte fantastique d'Hoffmann, *Arlecchino* (1916), opéra



Pianiste, essayiste et compositeur. Busoni à Zurich

bouffe, Turandot (1917), d'après le conte de Godzdi, et *Doktor Faust* moins inspiré de Goethe que de Marlowe et des traditions du théâtre de marionnettes, Busoni a mis en œuvre des principes si contraires aux habitudes de la scène lyrique qu'on ne s'étonnera guère du peu d'empressement des directeurs à présenter de tels ouvrages au public malgré toutes leurs qualités. En France, la représentation du Doktor Faust au Théâtre des Champs-Élysées en 1963 n'a pas eu d'écho et si on a entendu quelquefois cet opéra, ou *Arlecchino*, à la radio, l'enthousiasme militant de Fred Goldbeck n'y était pas étranger.

Commencée en 1916, la composition du Doktor Faust fut interrompue par la mort de Busoni en 1924. Son élève Philipp Jarnach compléta la dernière scène, celle où Faust, justement, transmet le dernier souffle de son esprit au cadavre de son enfant ; il le ressuscite ainsi et lui dit avant de mourir : « Ce que j'ai mal construit, toi, redresse-le ! Ce que j'ai négligé, accomplis-le ! Ainsi, je m'élève au-dessus des lois, je vaincs le temps et m'unis aux générations futures, moi, Faust, une éternelle volonté. »

Jusqu'à cette minute ultime, Faust avait renoncé à l'action : ayant transféré, en signant le pacte, sa volonté à Méphistophélès, il laissait les événements s'accomplir comme en rêve, sans pouvoir en modifier les conséquences : séduire la duchesse de Parme, l'enlever, l'abandonner, ce sont à peine des songes creux ; d'ailleurs la duchesse pourrait aussi bien devenir — on le verra — la Reine de Saba ou Dalila, et Faust incarner à ses côtés Salomon ou Samson. Rien n'est réel, au fond, que l'idéal (Hélène d'Égypte, inaccessible). Rien n'est possible que la transmission de l'inquiétude et de la volonté.

Testament par le sujet, somme par la musique d'une densité constante (richesse de l'orchestration, du contrepoint, inventions rythmiques et harmoniques), *Doktor Faust* est une œuvre singulière, résolument. Une de celles, assez rares, dont l'unité manifeste ne peut se réduire à une formule et dont on n'a jamais fini de faire le tour.

GÉRARD CONDÉ

\* Les 17, 20, 22, 26, 28 et 30 avril, 19 h 30, le 24 à 20 h. Tél. : 47-42-53-71. Minut 3615 code COM21. De 35 F à 450 F.

## SÉLECTION PARIS

Mercredi 12 avril

Messiaen  
La Rousselle effarvée

Poulenc

Sonata pour clarinette et piano

Ravel

Gaspard de la nuit

Schubert

Wanderer Fantasy

Pascal Galley, Valérie Bécourt (piano), Philippe Berron (clarinette).

Un programme composite qui n'hésite pas à associer Messiaen, Poulenc, Ravel et Schubert. Des artistes jeunes, encore au Conservatoire. De grands talents en puissance, si l'on en juge par les quelques prestations parisiennes de Valérie Bécourt, l'année dernière. Cette élève de Dominique Merlet, joue avec une sûreté, une sonorité impériale, un goût infallible. Elle ira loin, très loin.

Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (métro Saint-Paul), 20 h 30. Tél. : 42-71-82-50. Entrée libre.

Mozart

Symphonie n° 34

Mahler

4<sup>e</sup> Symphonie

Margaret Marshall (soprano), Orchestre symphonique de Berlin-Est.

Claus Peter Flor (direction).

Longtemps dirigé par Kurt Sanderling, l'Orchestre symphonique de Berlin-Est s'est enrichi par Claus Peter Flor. Ce jeune chef est allemand d'origine, mais a une jolie réputation en France depuis qu'il y a fait ses débuts dans la 7<sup>e</sup> Symphonie de Bruckner avec l'Orchestre de Paris. Cette fois, il vient avec son orchestre pour diriger Mahler et Mozart. Si cette formation n'est ni la Gewandhaus de Leipzig, ni la Staatskapelle de Dresde, elle en remontrera sans aucun doute à nos orchestres.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30, Tél. : 40-28-28-40. De 45 F à 285 F.

Mozart

Symphonie concertante pour vents KV 287b

Chostakovitch

Symphonie n° 11

Michel Benet (hautbois), André Sennedat (basson), Pascal Moragues (clarinette), Michel Garcin-Morrou (cor), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Semyon Bychkov apparaît de plus en plus souvent à la tête de l'Orchestre de Paris, dont il doit prendre la direction, la saison prochaine, en remplacement de Daniel Barenboim. Techniquement, il est un chef hors ligne. Sa battue impressionne par sa sûreté ; planté face à l'orchestre (les spectateurs ne voient jamais son profil), il tient ses musiciens, les pousse parfois aux limites de leurs possibilités techniques. L'Orchestre de Paris devrait gagner en cohésion, en précision rythmique sous une direction aussi péremptoire. Pour ce concert, Bychkov a choisi d'exposer quelques vents de son orchestre. Il n'a rien à craindre, car si les cordes de l'Orchestre de Paris (les violons, surtout) ne sont pas excellentes, clarinettes, flûtistes, hautbois, etc. ont peu d'équivalents de par le monde.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 13), Tél. : 45-53-07-95. De 45 F à 190 F.

Jeudi 13 avril

Jehan Alain

1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Fantaisies

Choral d'orgue

Choral phrygien

Suite pour orgue

Deux Dames à Agnès Yvonne

Trois Dames à Joies, Duetto, L'Enfer

Pastorale pour l'office de complies

Litanies

Marie-Claire Alain (orgue).

Marie-Claire Alain a parcouru un grand chemin depuis ses débuts, elle a su évoluer, se maintenir sans cesse au firmament de son art. Qu'elle joue Buxtehude, Couperin, Widor ou Bach, elle trouve toujours la registration et le ton justes. Elle se bat depuis des années pour la musique de son ►

## Pour les abonnés du Monde

AU THEATRE DU CHATELET.  
DES PRIX PRÉFÉRENTIELS  
POUR TROIS CONCERTS LYRIQUES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de deux grands chanteurs et à un spectacle d'opéra, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel.

150 places, en première catégorie, leur sont réservées pour chacune des manifestations suivantes :

— Le jeudi 27 avril, à 20 h 30, récital de la soprano italienne d'origine américaine Lella Cubelli : œuvres de Caccini, Haydn, Monteverdi, Rossini, Scarlatti et Richard Strauss accompagnées au clavier et au piano-forte par Robert Kertelzon.

150 places au prix préférentiel de 162 F (au lieu de 190 F).

— Le jeudi 11 mai, à 20 h 30, récital du ténor allemand de l'Est Peter Schreier et de Karl Engel, piano : la Belle Meunière, de Franz Schubert.

150 places au prix préférentiel de 162 F (au lieu de 190 F).

— Le samedi 20 mai, à 20 h 30 : La Voix humaine, monologue lyrique de Francis Poulenc sur un livret de Jean Cocteau, par la soprano galloise Gwyneth Jones, l'Ensemble orchestral de Paris placé sous la direction de Serge Baudo. Mise en scène d'Alain Françon. Décors et costumes de Yannis Kokkos.

150 places, au prix préférentiel de 221 F (au lieu de 280 F).

Adressez votre chèque établi à l'ordre du Théâtre du Châtelet accompagné de la dernière bande d'expédition du journal, au Théâtre du Châtelet, relations publiques, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris, en précisant le (ou les) concert (s) choisi (s) ainsi que le nombre de places correspondant. Votre (vos) place (s) vous seront adressées par la poste directement par le Châtelet. Pour les concerts des 11 et 20 mai (Peter Schreier et la Voix humaine), réservations au plus tard dix-sept jours à l'avance. Pour celui du 27 avril, réservations avant le 18 avril.

Sous le haut patronage de Monsieur François Mitterrand, Président de la République  
Avec le patronage du Conseil Postier - Weizmann et de la Ligue Nationale Française contre le Cancer

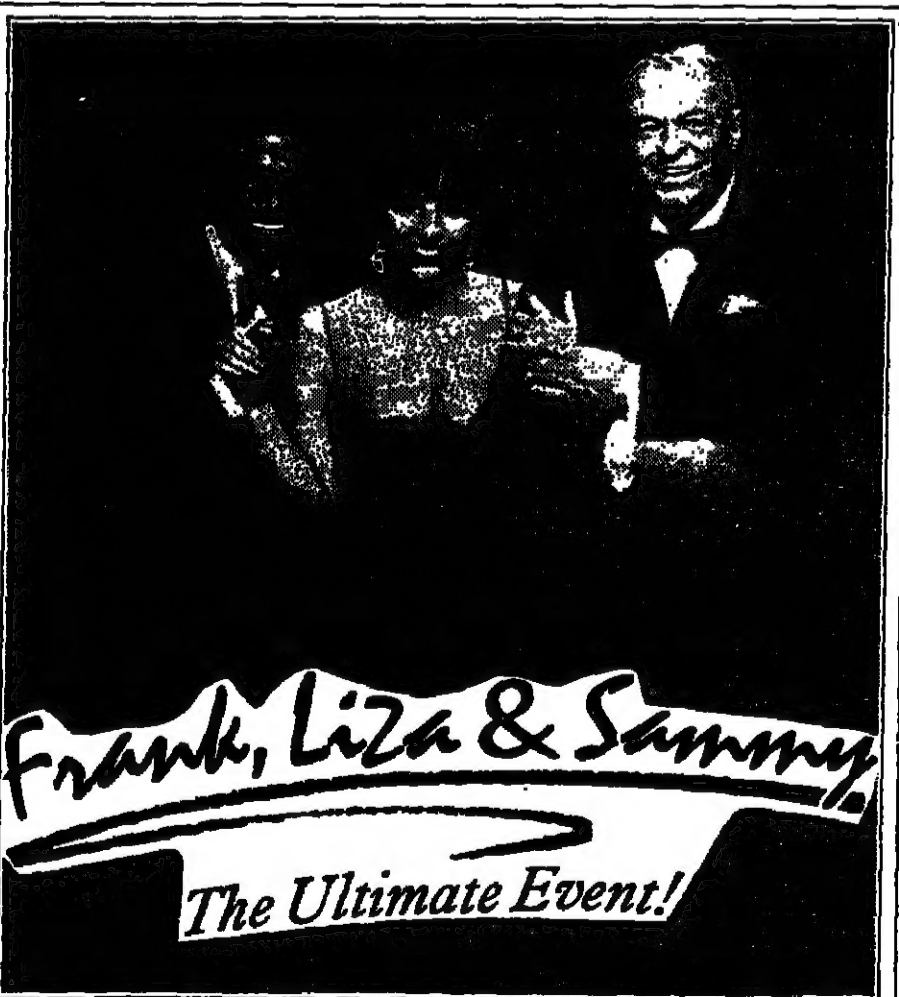
A L'OPÉRA DE PARIS

MARDI 25 AVRIL

20H30 précises

POUR L'INSTITUT WEIZMANN DES SCIENCES  
en accord avec Léon SAYAN

RÉSERVATIONS  
47.20.20.89  
47.20.20.94



Cette soirée est rendue possible grâce à la générosité de : VAN CLEEF & AUPRES • VIVIS SAINT LAURENT • LANCÔLE • GIGOUX CILLIE • MÉRIDIEN-SINE • FOUQUET'S • MINIM & CIE • PÔLE ET CHABOT



## MUSIQUES

► pour la musique de son frère Jehan, mort au front en 1940. Cette musique mérite d'être jouée et écoutée. Au moins autant que celle que Messiaen a consacrée au roi des instruments.

Eglise Saint-Thomé d'Aquin, 21 h. Tél. : 43-64-58-74. De 60 F à 120 F.

## Vendredi 14 avril

**Mahler**  
2<sup>e</sup> Symphonie  
« Réurrections »

Pauline Coburn (soprano),  
Dolores Zafra (mezzo-soprano),  
Orchestre national de France,  
Chœur de Diderot,  
Laurie Masset (direction).

Les concerts de la saison ne font pas l'unanimité. Tant s'en faut ! Certains détestent son caractère (disques CBS) de la 2<sup>e</sup> Symphonie de Mahler, d'autres, plus rares, la portent au pinacle. Nous nous rangeons résolument à leurs côtés. Mais avec Mahler, nous ne sommes jamais sûrs de rien : qui peut dire s'il daignera, ce soir, abandonner ses vices virtuoses, son élégance glacée, s'il se laissera transfigurer par la *Réurrection* ?

Théâtre du Châtelet, 20 h 30 (+ 1 h). Tél. : 40-28-28-40. De 48 F à 120 F.

## Dimanche 16 avril

**Mozart**  
Don KV 423

**Webert**  
Chorale op. 11  
Six Baguettes op. 9  
Schmerz immer Blick

**Schoenberg**  
Drei Klavierstücke op. 10  
Anna Stieger (soprano),  
Quatuor à cordes de l'EC.

Les concerts donnés au Châtelet, le dimanche après-midi, par l'Ensemble Inter-Contemporain sont une aubaine pour le mélomane pauvre et curieux. Pour 50 F (tarif unique), il lui est possible d'entendre le meilleur de la musique de chambre du XX<sup>e</sup> siècle confrontée à des œuvres de référence d'époques plus lointaines. Ce dimanche, le programme est particulièrement attrayant, qui réunit un duo de

Mozart des œuvres de Webern au plus célèbre des quatuors de Schoenberg. Et les musiciens de l'Inter-Contemporain sont toujours irréprochables techniquement et musicalement. Près de quinze années de travail assidu portent leurs fruits.

Théâtre du Châtelet, 18 h. Tél. : 40-28-28-40. 60 F.

## Lundi 17 avril

**Schoenberg**  
La Nuit transfigurée

**Mahler**  
Le Chant de la Terre  
Brigitte Fontbeumer (mezzo-soprano),  
François Ariza (ténor),  
Orchestre symphonique de Londres,  
Pierre Boulez (direction).

Boulez interprète de Mahler ? A priori, on n'y croit guère : la précision légendaire de ce chef d'accompagnement souvent d'un manque de souffle, d'une absence de grandes lignes préjudiciables à ses interprétations d'œuvres romantiques (sa *Cinquième* de Beethoven, sa *Fantastique* de Berlioz ?). Or, les quelques fois où on a pu l'entendre diriger Mahler en France, ce fut une sorte de révélation, comme si un voile se déchirait. Boulez s'humanisait, s'attendrissait sans rien abdiquer de ses exigences techniques.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 100 F à 720 F.

## Mardi 18 avril

**Lescaux**  
Domine David Multiplicat  
Ego Darnal

**Microun**  
Le Temps hasardeux

**Scelsi**  
Tre Cant Sacri

**Xenakis**  
Nuits

**Grande**  
Grande voix de France,  
Guy Balmet (direction).

Si le GVF n'est pas la meilleure formation du genre, elle est bien la seule en France à se consacrer à la cause de la musique contemporaine. Mais il ne résiste pas au plaisir de glisser des œuvres anciennes dans ses concerts. Celui-ci est fort judicieusement composé.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-63-71. De 36 F à 450 F.



JEAN-PIERRE LÉON

## Mardi 18 avril

**Lescaux**  
Domine David Multiplicat  
Ego Darnal

**Microun**  
Le Temps hasardeux

**Scelsi**  
Tre Cant Sacri

**Xenakis**  
Nuits

**Grande**  
Grande voix de France,  
Guy Balmet (direction).

Si le GVF n'est pas la meilleure formation du genre, elle est bien la seule en France à se consacrer à la cause de la musique contemporaine. Mais il ne résiste pas au plaisir de glisser des œuvres anciennes dans ses concerts. Celui-ci est fort judicieusement composé.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-63-71. De 36 F à 450 F.

Maison de Radio France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

**Schoenberg**  
Liederkreis

**Debussy**  
Fêtes galantes

**Liszt**  
Trois Sonnets de Pétrarque

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige *Mahler* comme un compositeur, que Mahler dirige *la musique des autres* comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou *Châtelet* ? Un concert d'ores et déjà historique.

## RÉGIONS

## Bordeaux

**Mozart**

L'Enfance au séculier :  
concerts pour piano n° 21

**Mendelssohn**

Le Songe d'une nuit d'été  
Christian Zacharias (piano),  
Martine Maki  
et Florence Lamy  
(soprano).  
Ensemble vocal d'Aquitaine,  
Orchestre  
de Bordeaux-Aquitaine,  
Emanuel Krivon (direction).

Christian Zacharias est l'un des plus passionnants interprètes de Mozart aujourd'hui. Emmanuel Krivon l'un des meilleurs chefs français (lorsqu'il s'en donne la peine : sa prestation dans le 2<sup>e</sup> Concerto de Berlin, avec l'Orchestre de Paris, l'automne dernier était indigne de lui). Quant à l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, il revient de si loin que l'envie de progresser des musiciens leur donne sûrement des ailes.

Le 12 avril, Grand Théâtre, le 13, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : (05) 56-52-76-21. De 20 F à 90 F.

## Lille

**Mendelssohn**

Elle  
Avec Karin Graf,  
Hanna Scherer,  
Gilles Rogier,  
Wolfgang Schoen,  
Cantatas de Bruges,  
Orchestre national de Lille,  
Michel Carbox (direction).

Fasciné par l'art de Jean-Sébastien Bach (qu'il fut l'un des premiers à redécouvrir) et par celui de Joseph Haydn (dont les œuvres influencent beaucoup celles qu'il composa durant sa jeunesse), Mendelssohn s'est lancé dans la composition de grande envergure sur le modèle de ceux réalisés par ses prédécesseurs.

Michel Carbox, dont le style est dépassé dans Bach, trouve avec le baroque révisité de Mendelssohn matière à exprimer son talent. Et dans ce répertoire, il est le premier de la classe.

Le 18 avril, Palais des congrès, 20 h 30. Tél. : (05) 20-26-05-03. 90 F.

## Mulhouse

**Holffter**

Couverture

**Fallin**

7 Chansons populaires,  
Le Tricorne

Alice Naff (mezzo-soprano).

Le 15 avril, Salle aux grains, 20 h 30. Tél. : (05) 61-22-24-30. 90 F.

## Toulouse

**Bach**

L'Art de la fugue

Orchestre national de Toulouse,  
Erich Bergel (direction).

L'Art de la fugue est une œuvre pour clavier. Cela ne fait pas aucun doute. Mais Erich Bergel l'a instrumentée pour grand orchestre et a achevé l'effort.

L'Orchestre de Toulouse est une excellente formation, dont certains violons sont admirables.

A défaut d'être philologique, cette exécution sera sans doute fort belle.

Le 15 avril, Salle aux grains, 20 h 30. Tél. : (05) 61-22-24-30. 90 F.

## JAZZ

**Sum Bu**

et Archie Shepp

au New Morning

Etoile paradoxale des années 70, stilet de contre-chefs somptueux et ouvert

de légendes (sa date de naissance, sa carrière restent énigmatiques). Sum Bu est le dépositaire de quelques inventions de poids. Il a prouvé une forme assez libre du grand orchestre. Son sens du déguisement (dans une musique d'avant-garde) est inédit. Il gratifie un humour inextinguible. On ne peut pas être jusqu'à la première au séculier, si ce n'est pas la fonction même du groupe (mélange de jazz et de rock).

Le 14 avril, Théâtre municipal, 20 h 30 (+ 1 h). Tél. : (05) 56-52-76-21. De 20 F à 90 F.

## Saint-Etienne

**Donkret**

L'Éclair d'acier

Avec Sylvie Valayre,  
Marie-Françoise Lefort,  
Pascal Joffe,  
Christian Baud,  
le Ballet Orchestre  
de Saint-Etienne,  
Patrick Fournier (direction).

Une œuvre de :  
Adrien S.

Sylvie Valayre est une chanteuse à la voix pure, au timbre délicat. Sa technique maîtrisée, son goût parfait devraient lui permettre de triompher d'un rôle difficile, tendu. Les représentations seront dirigées par Patrick Fournier, jeune chef talentueux et justement ambicieux.

Le 12 et 13 avril, Théâtre de la culture, 20 heures. Tél. : (05) 77-25-35-18, postes 140 et 145. De 70 F à 120 F.

## Bordeaux

**André**

et d'André

à l'Orly

Avril Swing s'ouvre avec le duo Hervé Bonfils/Régnier d'André. Leur game et leur style, plutôt décalés. Le principe d'improvisation répond à des critères qui se sont précisés. Régnier, pianiste, violoniste d'admission : deux fois plus d'expérience instrumentale, sociale, humaine. Régnier, violoniste d'admission : deux fois plus d'expérience instrumentale, sociale, humaine. Régnier, violoniste d'admission : deux fois plus d'expérience instrumentale, sociale, humaine.

Le 15 avril, Grand Théâtre, 20 h 30. Tél. : (05) 56-52-76-21. De 20 F à 90 F.

## La séllection

« Musique » à 66

établie par Alain

Loupach, « Jazz » :

Francis Marmande.

## Retenez vos places : Londres aux couleurs de la France

## 12 AVRIL :

19 heures, Queen Elizabeth Hall, Cherubini (*Médée*, version de concert), avec Elizabeth Connell (*Médée*), Lilian Watson (*Crépuscule*), Linda Fennie (*Néris*), Anthony Rolfe Johnson (*Jason*), l'Orchestre et les chœurs The Age of Enlightenment, Gabriele Ferro (direction) :

19 h 30, Royal Festival Hall, Cécile Ousset (piano), Royal Philharmonic Orchestra, Jean-Bernard Pommier (direction) : Debussy (*Nocturnes*), Ravel (*Concerto en sol*), Berlioz (*Symphonie fantastique*).

## 14 AVRIL :

19 h 30, Royal Festival Hall, Orchestre philharmonique de Londres, Matthias Bamert (direction) : Berlioz (*Le Carnaval romain*), Beethoven (*2<sup>e</sup> Symphonie*), Offenbach (*Orphée aux enfers*, ouverture), Saint-Saëns (*Danse macabre*), Sette (*Gymnopédies* n° 1 et 3, orchestrées par Debussy), Chabrier (*Joyeuse Marche*), Dukas (*L'Apprenti sorcier*).

## 15 AVRIL :

20 heures, Purcell Room, Steven Neuger-tan, David Brain (piano) : Scarle (*Vigil*, op. 3, *Threnos* et *Toccata*), Rodney Bennett (*Trois études*), Musgrave (*Monologue*), Tippett (*2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Sonates*), Rawsthorne (*Quatre pièces romantiques*), Gohar (*Trois pièces*, op. 18), Bridge (*Quatre pièces caractéristiques*).

## 5 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Dmitri Alexeev (piano), Orchestre Philharmonia, Semyon

Bychkov (direction) : Prokofiev (*2<sup>e</sup> Concerto pour piano*), Gostakovich (*8<sup>e</sup> Symphonie*).

## 4 MAI :

20 heures, Purcell Room, Roy Howatt (piano) : Chabrier (*Bourrée fantasque*, *Menuet pompeux*, *Scherzo-Valse*), Fauré (*8<sup>e</sup> Barcarolle*, *13<sup>e</sup> Nocturne*), Debussy (*Estampes*), Ravel (*Valses nobles et sentimentales*), Chopin (*Polonaise-Fantaisie*).

## 8 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Sarah Walker (mezzo-soprano), Orchestre philharmonique de Strasbourg, Theodor Guschlbauer (direction) : Dukas (*Le Pâtre*), Berlioz (*Le Mort de Cléopâtre*), Debussy (*Idylle*), Varèse (*Amérique*).

## 9 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Richard Watkins, Simon Rayner, Peter Blake, Robert Mackell (cors), Orchestre Philharmonia, Guernadi Rodestvenski (direction) : Weber (*Ouverture Prélude*), Schumann (*Konzertstück pour quatre cors*), Mendelssohn (*Symphonie italienne*).

19 h 45, Queen Elizabeth Hall, Pierre-Laurent Aimard (synthétiseur), Ichiro Nozaki (synthétiseur et piano Yamaha Midi), London Sinfonietta, Arturo Tamayo et George Benjamin (direction). « L'IRCAM à Londres » : Menoury (*Pluton for Real Time*, pour ordinateur et piano Yamaha Midi, première britannique).

quel), Osborne (Alba), Harvey (*Mortuo Plango Vivos Voco*), Benjamin (*Antara*, première britannique).

## 11 MAI :

18 heures, Purcell Room, Compagnie Lubet (jazz) :

19 h 30, Royal Festival Hall, Maurizio Pollini (piano), Orchestre Philharmonia, Guernadi Rodestvenski (direction) : Rameau (*Suite de danses*, orchestration de Mottl), Chopin (*1<sup>er</sup> Concerto pour piano*), Lalo (*Symphonie*), Honegger (*Pacific 231*).

19 h 45, Queen Elizabeth Hall, London Sinfonietta, Arturo Tamayo (direction). « L'IRCAM à Londres » : Harel (*Fragments de lune*, première britannique), Strappo (*Etude pour Pulsation*, création), Dalbavie (*Distances*, première britannique), Heller (*Résonance*).

## 13 MAI :

18 heures, Queen Elizabeth Hall, Anny Mainly, Judith Bingham (voix), Spectrum, Guy Protheroe (direction) : Xenakis (*N'Shima*, *Eurydice*, *Enata*).

20 heures, Queen Elizabeth Hall, James Wood (percussions), Spiros Sakas (baryton), New London Chamber Choir, Spectrum : Xenakis (*Oresteia*).

## 16 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Viktorie Postnikova (piano), Orchestre Philharmonia,

Vladimir Neumann (direction) : Rachmaninov (*3<sup>e</sup> Concerto pour piano*), Beethoven (*8<sup>e</sup> Symphonie*).

## 22 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Richard Strauss (*Elektra*), avec Hildegard Behrens (*Elektra*), Christa Ludwig (*Clytemnestre*), Nadine Secunde (*Chrysothemis*), Chœur et Orchestre symphonique de Londres, Seiji Ozawa (direction).

## 25 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Malvina Davies (ténor), John Scott (orgue), Southend Boys Chorus, The Bach Choir, Orchestre Philharmonia, David Wilcocks (direction) : Cherubini (*Régulus* et *au mineur*), Saint-Saëns (*Symphonie avec orgue*), Berlioz (*7<sup>e</sup> Damn*).

## 28 MAI :

18 h 15, Royal Festival Hall, Royal Choral Society, Orchestre de la Garde républicaine, Roger Boutry (direction) : Berlioz (*Symphonie funèbre et triomphale*) et œuvres de Debienne, Méhul, Gebauer, Gossec, Castel, Bédard et Jodin.

★ Londres, informations, tél. : (05) 01-828 3002 ; location, tél. : (05) 01-828 8800, par cartes Visa, Divers Club, American Express. De 3 livres à 18 livres, de 5 livres à 45 livres pour Elektra.

LYMPIA  
BRUNO COQUATRIX  
présente

REGGIANI

A PARTIR  
DU  
14 AVRIL

20  
jours

France Inter

LOC. OLYMPIA TOUTES AGENCES SPAC, VIRGIN MEGASTORE, NUOGETS, BILLETTEL, PARTIEL, (05) 42-02-04, MINTEL, 3615, LYMPIA, COLLECTIVITES, 1742, 1743

Chapman



ARTS

LA SEMAINE DE L'ARCHITECTURE A PARIS

Poissons d'avril

Deux expositions, des films projetés non-stop, un concours de la première œuvre, diverses actions de sensibilisation à l'intention des jeunes ou d'un public mal informé... cette campagne d'une semaine, aux objectifs sympathiques, suffira-t-elle à revaloriser le métier d'architecte ?

La semaine de l'architecture va-t-elle, pour la seconde année consécutive, de sensibiliser les Français à la qualité de la construction. Ceci malgré de maigres moyens et un intérêt national qui se porte essentiellement vers les grands travaux.

« Trompettes de la renommée, chantait Brassens, vous êtes bien mal embouchées... » On n'écoute jamais assez les poètes. Cela aurait pourtant servi de faire de la remise du grand prix d'architecture 1989, décerné à deux lauréats - dont l'un, Henri Gaudin, l'a refusé (le Monde du 22 mars), - le point fort de la Semaine de l'architecture, assise à l'aube de ce printemps. Assise (à l'instar de la magistrature dont on dit parfois qu'elle pouvait se coucher) car la campagne « Architecture-Architectes », dans laquelle s'inscrit cette semaine, s'est donnée depuis 1987 un bizzarisme et symbolique logo. Il représente, en effet, une sorte de maison bon enfant, bien calée dans un fauteuil ventru, et à laquelle on aurait coupé les bras pour l'empêcher de lire. Il est vrai qu'avec toutes les méchancetés que peut raconter la critique, la construction n'a peut-être plus envie de s'instruire. Elle apprendrait pourtant ici même l'intérêt que nous portons à cette Semaine.

Lancée il y a deux ans par le ministère de l'équipement et du logement, ainsi que par l'ordre des architectes, entretenue par un budget national (2,5 millions de francs en 1987 et 1988, 3,5 en 1989) qui fera sourire les publicitaires, habitués à lancer des lessives ou à entretenir l'image d'une firme automobile (700 millions annuels pour notre Régie nationale), la campagne « Architecture-Architectes » s'est donnée quatre objectifs : « inciter les Français à recourir plus souvent à l'architecte » ; « les aider à mieux connaître son domaine d'intervention » ; « valoriser les qualités créatives » d'icelui, « autant que sa compétence d'homme du terrain » ; montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'une histoire de monuments, mais également d'une affaire quotidienne ; enfin, « inviter les Français à être exigeants », ce qui est à nos yeux l'aspect le plus plaisant de la chose.

Dans ce contexte volontariste, la Semaine doit concerner toutes les régions de France, grâce à une multitude d'organismes-relais souvent mal connus, comme les Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE). Ces derniers, sans grands moyens, sinon l'enthousiasme de leurs responsables, font en fait depuis des années ce lent travail de fourmi qu'est le rapprochement d'une population quotidiennement foudroyée par les stéréotypes de la télévision et par la construction en série, avec cet embryon d'absolu que pourrait être le paysage français. Vaste programme. Mais comment ce travail pourrait-il tout à la fois se condenser et s'exalter en ces huit jours bénis d'avril ?

Chaque région, selon nos informations, devrait être individuellement informée de ce qui l'attend. Toutefois, des manifestations nationales sont prévues dont nous devons ici souligner l'importance : ainsi, huit cent mille cartes illustrées sur le thème « Bâtir avec l'architecte » vont être distribuées dans toute la France à chaque destinataire d'un certificat d'urbanisme. Ainsi encore, « pour faire découvrir aux jeunes que l'architecture est partout et qu'elle est « branchée », un concours photo/texte doit être lancé avec le magazine Phosphore. Reste la capitale, à qui est réservé un sort particulier grâce à toute une série d'expositions et de manifestations toniques, réjouissantes, autant que populaires.

A tout seigneur, tout honneur. Nous commencerons par regretter que la Maison des architectes, entre-



L'École de danse de l'Opéra (arch. : Portzamparc) à l'exposition « Architecture, lieu d'écriture ».

nue par l'Ordre du même nom, fasse défiler ses expositions à si grande vitesse que la dernière en date, « Un maître-Un architecte », pleine de bons exemples à suivre (et de quelques autres à ne pas suivre), a dû déjà fermer ses portes. Même si c'est pour laisser la place, le 17 avril, aux résultats du Concours de la première œuvre, lancé par la COGEDIM sur un programme de quinze logements, et auquel ont répondu quelque 550 candidats sans doute rénumérés, comme le souhaite désormais l'ordre des architectes. Autre exposition notable, celle de l'IFA, qui, après « Architectures du virtuel », a choisi de concrétiser son propos, le 18 avril, sous le titre « Temps sauvage et incertain ». Certainement une superproduction. Il s'agit d'ailleurs, à titre d'information, d'un bilan de vingt ans d'architecture mondiale...

Le lendemain, 19 avril, la Galerie de l'esplanade de la Défense inaugure « Architecture, lieu d'écriture », manifestation montée par les CAUE des Hauts-de-Seine et qui, contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, n'est pas un hommage aux poissons d'avril. A une trentaine de bâtiments du département, elle associe en effet l'écriture et la bonne volonté d'autant d'écrivains, parmi lesquels Alphonse Boudard, Christian Charrière, Patrick Grainville, Paul Guth, Marcel Jullian, etc. D'autres expositions, des projections non-stop, des journées « portes ouvertes », et même des vitrines dans les librairies, consolideront cette Semaine. Semaine dont un des points forts et pittoresques sera enfin la répétition, dimanche 23 avril, d'une opération, type jeu de piste, qui a déjà connu un bon succès l'an dernier. Il s'agit en effet de confier à vingt autocars remplis de vous ou moi, guidés par vingt noms de l'architecture, le soin de nous faire découvrir tel ou tel aspect de Paris et de l'Île-de-France. En 1988, les cars étaient partis de la place de la Concorde, d'où ils avaient eu du mal à

démarrer, entre les cars des touristes et je ne sais plus quelle manifestation sportive. Le public était apparemment content.

FREDERIC EDELMANN.

- ★ « Architecture et cinéma », projections non-stop de films, de 10 heures à 24 heures, 19 avril, au Mémorial, 75008 Paris.
- ★ Concours COGEDIM de la première œuvre, Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, à partir du 17 avril. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 13 heures à 18 heures.
- ★ « Temps sauvage et incertain », IFA, 6, rue de Tolmon, 75006 Paris. Du 18 avril au 3 juin.
- ★ « Architecture lieu d'écriture », Galerie de l'esplanade de la Défense, du 19 avril au 10 juin.

★ Renseignements pour toutes ces expositions : à la Maison de l'architecture (tél. : 40-70-05-97) ou au service d'information du ministère de l'équipement (tél. : 42-56-45-86).

NOUVELLES EXPOSITIONS

Carte blanche à la galerie Yvon Lambert

Après Denise René, Daniel Templeon et Liliane et Michel Durand-Dessert, Yvon Lambert est honoré à la Défense comme marchand et défenseur du contemporain. Il a choisi, pour l'occasion, de rendre hommage à Christo, l'uni-

versel emballleur d'archipels et de ponts.

Galerie La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de La Défense, Paris-La Défense, 92000. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Du 13 avril au 18 mai.

Enrico Donati

Dans les années 1940, Enrico Donati était à New York, où il peignait des visions oniriques. Breton l'aimait bien et lui fit une belle préface. Suffira-t-elle à convaincre que Donati est plus qu'un disciple adroit de Dalí et de Max Ernst ?

Galerie Zabrackie, 37, rue Quincampoix, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Du 6 avril au 13 mai.

Julio Paolini

Élégant, subtil, cultivé, Paolini joue avec les signes de la mémoire et de l'histoire. Il compose des rébus merveilleusement légers, et passablement déconcertants. Amateurs de simplicité, s'abstenir.

Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-04-25. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 15 avril au 18 mai.

Rasi

Photographe autodidacte, exilé en France depuis 1972, le laotien Rasi poursuit ses recherches sur la lumière et la matière. Dans le sable, la vase et le goudron, il grette les traces et les empreintes

d'une calligraphie sauvage. Sensible aux formes radicales, Rasi y détecte les cicatrices de sa propre histoire.

Studio 668, 6, rue Maître-Albert, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-58-29. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Du 31 mars au 6 mai.

Bourg-en-Bresse Voss

Peintures, collages, tissus, tout est bon pour Jan Voss, grand spécialiste de l'abstraction chromatique. Ses compositions décoratives seront accrochées dans l'ancien monastère de Brou.

Musée de Brou, 83 bd de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. 5 F. Du 15 avril au 18 juin.

Nantes Martin Barré

Martin Barré, abstrait, géométrique, peintre du dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en soixante et une œuvres. De quoi se convaincre de la rigueur de cet homme discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours de 10 h à 12 h et de 13 h à 17 h 45, le dimanche de 11 h à 17 h, sauf mardi et jours fériés. 10 F. Du 13 avril au 4 juin.

Nîmes Chaboud

On connaît encore mal ce curieux expressionniste méridional à la peinture très dure et aux couleurs stridentes. Ce fut pourtant l'une des figures les plus singulières des années 1910-1920.

Musée des beaux-arts, rue Châ-Fouca, 30000. Tél. : 66-57-55-21. Tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h. 15 F. Du 6 avril au 21 mai.

### VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyens de repas - J., H. : ouvert jusqu'à... heures

#### DINERS

<b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J.	As 1 <sup>er</sup> d., le premier restaurant de Paris, 65, dîner, spécial de cuisine française et poissons d'été, menu déjeuné à 95 F net. Au rendez-vous, RITTY OREAS : « La vie peut être intéressante » à la carte ou à la semaine. Le plus gr. choix de vitigno du monde. Jusqu'2 h du mat.
<b>LE SABLADAIS</b> F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 9 <sup>e</sup> 45-22-23-62	Déj., dîner J. 22 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, morilles. DINER PÉRIODIQUE 130 F s.e. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.
<b>TY COZ</b> Fermé dim. et lundi soir 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> 44-78-42-95	VOS DÉJEUNERS ET DINERS dans un CADRE BRETON. POISSONS, CRUSTACÉS et FRUITS de MER. CRÊPES et GALETTE. Jusqu'à 23 h.
<b>AU PETIT RICHEL</b> 47-70-68-68/47-70-86-50 25, rue Le Pelletier, 9 <sup>e</sup> F. dim.	Un événement parisien! Fudair : théâtre et restaurant, 270 F à 350 F. Et toujours son étonnant menu à 115 F s.e. Décor 1880. Salons de 6 à 50 pers. Sabotez donc d'indes et fruits de mer jusqu'à 0 h 15. Parking Drouot.
<b>LA PLANTATION</b> 5, rue Jules-César, 12 <sup>e</sup> 43-07-64-15 F/dim.	Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. créole traditionnelle et nouvelle. Ambiance créole chaleureuse et tropicale. P.M.R. 200 F.
<b>LE PRESBOURG</b> 3, av. de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup> 45-00-24-77 T. les jrs	Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plus de 100 fruits de mer. Poissons fins, Langoustes et homards du vivier, terr. déj. d'ail. Menu à 92 F + carte.
<b>LE COSSAIRE</b> 1, bd Exelmans, 16 <sup>e</sup> 45-25-53-25 45-20-87-85	« LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE » Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F s.e. Fermé samedi.
<b>LE GOURMAND CANINE</b> 6, pl. Marché-Juin, 17 <sup>e</sup> (pl. Perceval) 43-80-01-41	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.

#### RIVE GAUCHE

<b>RESTAURANT THOUVENIN</b> 47-05-69-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.
<b>LE TAGORE</b> 25, avenue du Maine, 15 <sup>e</sup> 45-44-94-41 T.L.J.	Un des plus agréables restaurants indiens de Paris. Authentiques spécialités MUGLAI servis dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menu à 70 F et 100 F.

#### SOUPERS APRÈS MINUIT

**LA TOUR D'ARGENT**  
HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plais traditionnels - Vins à découvrir.  
Décor : « Brasserie de Luxe »  
JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille  
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille, 43-43-90-32.

**MUSÉE BOURDELLE**  
36, rue Antoine Bourdelle, M<sup>e</sup> Montparnasse

**LORIKA KOCH**  
Sculptures

tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

**DU 22 MARS AU 21 MAI**

205 galeries de 14 pays attendent au nouveau Salon international d'Art contemporain un public venu du monde entier. Vous pourrez obtenir notre brochure-visiteur en téléphonant au : -69/752305.

A R T FRANKFURT  
21.-26.4.1989

**DÉCORATION**

**RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?**

Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état qualité, délais.

**ARCHI-DÉCOR**  
(1) 47-63-47-12



